

BURKINA FASO

Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des Relations avec les Institutions

Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles



ANNUAIRE STATISTIQUE 2023 DE LA JUSTICE

Novembre 2024

BURKINA FASO

Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des Relations avec les Institutions

Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles



ANNUAIRE STATISTIQUE 2023 DE LA JUSTICE

Novembre 2024

Avant-propos



Le Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des Relations avec les Institutions est chargé de mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de justice. Ses actions s'inscrivent dans le cadre de la politique sectorielle « Justice et droits humains ».

Depuis 2007, mon département s'est inscrit dans la production de documents statistiques pour rendre compte de l'activité des juridictions et des établissements pénitentiaires.

Le présent annuaire statistique, comme ceux des éditions passées, est un formidable outil de capitalisation des résultats qui permet de visualiser la trajectoire des performances réalisées par le service public de la justice au cours de l'année 2023. L'atteinte de ces résultats s'est réalisée dans un contexte national marqué par un fort défi sécuritaire. Cela est le témoignage manifeste de la résilience du secteur qui œuvre inlassablement pour satisfaire les besoins des citoyens en matière de justice.

C'est le lieu pour moi de féliciter l'ensemble des acteurs pour leur sens de responsabilité et d'engagement qui a permis d'engranger ces résultats forts appréciables. Puisse cette quête de la performance et de l'excellence constituer la boussole qui guide la mise en œuvre des actions.

Le présent document comporte cinq (05) parties, à savoir la présentation du Ministère, ses moyens de travail, les activités des juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, la situation des établissements pénitentiaires et les statistiques sur les mineurs en conflit avec la loi ou en danger admis dans les centres de réinsertion sociale. Par conséquent, j'exhorte tous les acteurs à une réelle appropriation de ce document et à apporter toute critique constructive pour l'amélioration des éditions futures.

Je voudrais, pour terminer, remercier tous les partenaires techniques et financiers qui ont accompagné la mise en œuvre des actions du ministère et l'UNICEF pour son accompagnement constant à la production des documents statistiques de mon département.

Le Ministre de la justice et des droits humains, chargé
des relations avec les institutions, Garde des sceaux

Maître Edasso Rodrigue BAYALA
Officier de l'ordre de l'Étalon

Table des matières

Avant-propos	5
Table des matières	6
Abréviations	7
Démarche méthodologique	9
I. Organisation du Ministère	10
I.1. Organisation des structures centrales et déconcentrées	11
I.2. Organisation des juridictions du Burkina Faso	25
I.3. Organisation des établissements pénitentiaires	28
II. Moyens de la justice	30
II.1. Juridictions et établissements pénitentiaires	31
II.2. Budget	35
II.3. Personnel	41
III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	66
III.1. Cour de cassation	67
III.2. Cours d'appel	70
III.3. Tribunaux de grande instance	79
III.3.1. Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance	79
III.3.2. Activités pénales des tribunaux de grande instance	92
III.3.2.1. Activités des parquets des tribunaux de grande instance	92
III.3.2.2. Activités civiles des parquets	109
III.3.2.3. Activités des chambres correctionnelles des TGI	114
III.3.2.4. Activités des chambres des mineurs des tribunaux de grande instance ..	128
III.3.3. Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	132
III.3.4. Activités des greffes des tribunaux de grande instance	148
III.4. Tribunaux de commerce	155
III.6. Tribunaux du travail	161
IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif	166
IV.1. Cour des comptes	167
IV.2. Conseil d'Etat	170
IV.3. Cour administrative d'appel	175
IV.3. Tribunaux administratifs	177
V. Etablissements pénitentiaires	185
V.1. Population carcérale, occupation des EP et caractéristiques des entrées	186
V.2. Caractéristiques des prévenus	193
V.3. Caractéristiques des mis en examen	201
V.4. Caractéristiques des condamnés	209
V.5. Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi des services sociaux des MAC	218
VI. Activités des centres de réinsertion sociale	221
VI.1. Données globales des centres de réinsertion sociale	222
VI.2. Mineurs en conflit avec la loi ou en danger	226
Les chiffres clés de la justice (1/2)	229
Les chiffres clés de la justice (2/2)	230
Liste des tableaux	231

Abréviations

BCMP	Bureau Comptable Matière Principal
CA	Cour d'Appel
CAA	Cour Administrative d'Appel
CASEM	Conseil d'Administration du Secteur Ministériel
CC	Cour des Comptes
CCass	Cour de Cassation
CE	Conseil d'Etat
CEFP/Fada	Centre d'Education et de Formation Professionnelle de Fada N'Gourma
CERMICOL	Centre d'Education et de Réinsertion Sociale des Mineurs en Conflit avec la Loi
CNIB	Carte Nationale d'Identité Burkinabè
CPAB	Centre Pénitentiaire Agricole de Baporo
DAD	Direction des Archives et de la Documentation
DAJAV	Direction de l'Accès à la Justice et de l'Aide aux Victimes
DCGOPJ	Direction du contrôle et de la gestion des officiers publics judiciaires
DCPP	Direction de la Coordination des Projets et Programmes et du Partenariat
DCRP	Direction de la Communication et des Relations Presses
DDII	Direction du Développement Institutionnel et de l'Innovation
DDSO	Direction de la Détention, de la Sécurité et des Opérations
DGAJ	Direction générale de l'Administration Judiciaire
DGAP	Direction Générale de l'Administration Pénitentiaires
DGDH	Direction Générale des Droits Humains
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGF	Direction de la Gestion des Finances
DGPCP	Direction Générale de la Promotion de la Citoyenneté et de la Paix
DGref	Direction des Greffes
DGRI	Direction Générale des Relations avec les Institutions
DJCCAS	Direction de la Justice Civile, Commerciale, Administrative et Sociale
DJJ	Direction de la Justice Juvénile
DJPS	Direction de la Justice Pénale et du Sceau
DLC	Direction de la Législation et de la Codification
DMB	Direction du Matériel et du Budget
DMP	Direction des Marchés Publics
DP	Direction du Personnel de l'Administration Pénitentiaire
DPCP	Direction de la Planification et de la Coopération Pénitentiaire
DPPFP	Direction de la Production Pénitentiaire et de la Formation Professionnelle
DPPSE	Direction de la Prospective, de la Planification et du Suivi-évaluation
DRAP	Direction Régionale de l'Administration Pénitentiaire
DRH	Direction des Ressources Humaines
DSAS	Direction de la Santé et de l'Action Sociale
DSI	Direction des Système d'Information
DSLAC	Direction des Sports, des Loisirs, des Arts et de la Culture
DSO	Direction de la Solde et de l'Ordonnancement
DSSE	Direction des Statistiques Sectorielles et de l'Evaluation
Ecofi	Pôle économique et financier
ENAM	Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature

ENGSP	Ecole Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
EP	Etablissement Pénitentiaire
FAJ	Fonds d'Assistance Judiciaire
GSP	Garde de Sécurité Pénitentiaire
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
ITS	Inspection Technique des Services
JADD	Jugement Avant Dire Droit
JE	Juge des Enfants
MAC	Maison d'Arrêt et de Correction
MACO	Maison d'Arrêt et de Correction de Ouagadougou
MEADO	Maison de l'Enfance André Dupont de Orodara
MJDHPC	Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique
MJDHRI	Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des Relations avec les Institutions
ND	Non disponible (information non disponible à la source)
OMD	Ordre de Mise à Disposition
OSC	Organisation de la Société Civile
PHS	Prison de Haute Sécurité
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SP/CIMDH	Secrétariat Permanent du Comité Interministériel des Droits Humains et du Droit International Humanitaire
SP/CONHADA	Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
SP/CSM	Secrétariat Permanent du Conseil Supérieur de la Magistrature
SP/ONAPREGECC	Secrétariat Permanent de l'Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires
TA	Tribunal Administratif
TAr	Tribunal d'Arrondissement
TC	Tribunal de Commerce
TD	Tribunal Départemental
Terro	Pôle anti-terrorisme
TGI	Tribunal de Grande Instance
TI	Tribunal d'Instance
TIG	Travail d'Intérêt Général
TM	Trésorerie Ministérielle
TPE	Tribunal pour Enfants
TT	Tribunal du Travail
UNICEF	Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance

Démarche méthodologique

L'élaboration de l'annuaire statistique 2023 s'inscrit dans un processus participatif. En effet, la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) a bénéficié de l'accompagnement de certaines directions techniques du Ministère, des juridictions, des établissements pénitentiaires et des centres de réinsertion sociale.

Pour la production des statistiques du ministère en charge de la justice, il est mis en place une cellule statistique chargée de collecter les données dans les juridictions, les établissements pénitentiaires et les centres de réinsertion sociale. Une équipe de supervision composée des membres de la cellule au niveau central contrôle l'exactitude des données collectées.

La méthodologie d'élaboration de l'annuaire statistique 2023 est similaire à celle des éditions antérieures. En prélude à la collecte des données, les membres de la cellule statistique ont bénéficié de renforcement de capacités sur les techniques de collecte des données. S'en est suivi la supervision de la collecte qui a consisté à confronter les questionnaires remplis par les membres de la cellule statistique au contenu des registres qui servent de sources des données. Les données collectées ont été saisies et traitées pour l'élaboration de l'annuaire. C'est le résultat de tout ce processus qui a permis à la DGESS de mettre à la disposition du département en charge de la justice, le présent annuaire statistique.

En raison de la situation sécuritaire du pays, certains Tribunaux de grande instance (TGI) ont été délocalisés. Il s'agit des TGI de Djibo, de Diapaga, de Nouna, de Bogandé, de Tougan, de Kongoussi et de Dori. Les deux derniers TGI cités ont réouvert dans leur ressort territorial courant 2023. Ces TGI délocalisés ont fonctionné partiellement. Toutefois, les données statistiques de ces juridictions ont pu être collectées.

En plus des problèmes sécuritaires du pays, quelques difficultés ont émaillé l'étape de la collecte. Il s'agit principalement de l'insuffisance de personnel dans certaines structures, de la charge de travail qui ne permet pas aux membres de la cellule de collecter à temps les données et de la mise à disposition tardive des ressources financières pour les sorties de supervision.

I. Organisation du Ministère

I.1. Organisation des structures centrales et déconcentrées

Le Ministère de la Justice et des Droits humains, chargé des Relations avec les Institutions (MJDHRI) est placé sous la responsabilité d'un Ministre qui a reçu pour mission, conformément au décret n°2022-0026/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 31 mars 2022 portant attributions des membres du Gouvernement, d'assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de justice, des droits humains et de civisme. Il est également chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de relations avec les institutions.

Par ailleurs, le Gouvernement a adopté le 04 août 2022 le décret n° 2022-0569-/PRES-TRANS/MJDHRI portant organisation du Ministère de la Justice et des Droits humains, chargé des Relations avec les Institutions qui permet une mise en cohérence des structures en vue de répondre à un certain nombre de réalités et pour un meilleur fonctionnement des services.

Le Ministère de la Justice et des Droits humains, chargé des Relations avec les Institutions est structuré autour du cabinet du Ministre et du Secrétariat général.

I.1.1. Le Cabinet du Ministre

Le Cabinet du Ministre comprend :

❖ Le Directeur de cabinet

Le Directeur de cabinet est chargé :

- d'assurer la coordination des activités des structures du Cabinet du Ministre ;
- d'assister le Ministre dans la gestion des affaires réservées et confidentielles ;
- d'assurer les contacts officiels avec les Cabinets ministériels et les Institutions ;
- de traiter tout dossier à lui confié.

❖ Les Conseillers techniques

Les Conseillers techniques assurent l'étude et la synthèse des dossiers à eux confiés par le Ministre.

❖ Les Chargés de mission

Les Chargés de mission assurent toute mission à eux confiée par le Ministre notamment l'analyse et la gestion de dossiers spécifiques.

❖ Le Secrétariat particulier

Le Secrétariat particulier assure la réception, le traitement et l'expédition du courrier confidentiel et réservé du Ministre. Il organise l'emploi du temps du Ministre.

❖ Le Protocole

Le Protocole est chargé, en relation avec le protocole d'État, de l'organisation des cérémonies du département ministériel, des audiences et des déplacements officiels du Ministre.

❖ Le Service de sécurité

Le Service de sécurité est chargé d'assurer la sécurité du Ministre.

❖ Les structures de mission

Les structures de missions sont :

- * **Le Secrétariat permanent de la Commission nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (SP/CONAHDA)**

Il est chargé de la mise en œuvre des orientations qui concourent à la réalisation des missions de la Commission. A ce titre, il est chargé :

- de veiller à l'exécution des missions confiées à la Commission nationale OHADA ;
- d'initier et de proposer les activités qui sont adoptées par la Commission nationale OHADA ;
- d'élaborer les rapports d'activités suivant les périodicités définies par le règlement intérieur.

Il est organisé en départements :

-  le Département des Activités normatives (DAN) ;
-  le Département des Activités juridictionnelles et de la Formation (DAJF).

*** le Secrétariat permanent du Comité interministériel des Droits humains et du Droit international humanitaire (SP/CIMDH)**

Le Secrétariat permanent du Comité interministériel des Droits humains et du Droit international humanitaire est chargé :

- d'assurer le suivi des activités du Comité interministériel des Droits humains et du Droit international humanitaire ,
- d'assurer la diffusion du droit international humanitaire ;
- d'assurer le suivi de la mise en œuvre du droit international humanitaire.

Il est organisé en départements.

-  le Département de la Sensibilisation et de l'Information (DSI) ;
-  le Département de la Planification et du Suivi-évaluation (DPSE).

*** le Secrétariat permanent de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (SP/ONAPREGECC)**

Il assure la coordination des activités de prévention et de gestion des conflits communautaires des démembrements de l'ONAPREGECC.

Le Secrétariat permanent de l'Observatoire national de Prévention et de Gestion des Conflits communautaires (SP/ONAPREGECC) est chargé :

- d'assurer la coordination des activités de prévention et de gestion des conflits communautaires des démembrements de l'ONAPREGECC ;
- de contribuer à la prévention et à la gestion des conflits communautaires en relation avec les ministères compétents.

Le Secrétariat permanent de l'ONAPREGECC comprend :

-  le Département de la Formation, de l'Information et de la Sensibilisation (DFIS) ;
-  le Département de la Planification, du Suivi et de la Capitalisation (DPSC).

❖ La Direction générale de l'administration pénitentiaire (DGAP)

La Direction générale de l'Administration pénitentiaire est chargée :

- d'assurer la coordination et la supervision des activités relatives à la détention et à la sécurité pénitentiaire ;
- de participer à la planification, à l'organisation et à la coordination des activités relatives au recrutement, à la gestion administrative, à la formation et au management du personnel de l'Administration pénitentiaire ;

- de promouvoir le sport, les arts, la culture et les loisirs au sein de l'Administration pénitentiaire ;
- de gérer les ressources financières et matérielles de l'Administration pénitentiaire ;
- de promouvoir la production pénitentiaire et la formation professionnelle dans les établissements pénitentiaires ;
- de contribuer à la mise en œuvre de la politique pénitentiaire en matière d'humanisation des prisons et de réinsertion sociale des détenus ;
- d'assurer la mise en œuvre des activités de planification et de coopération pénitentiaire ;
- d'apporter de l'assistance aux autorités administratives et judiciaires en matière de sécurité publique ;
- de contribuer à la prévention et à la lutte contre la criminalité nationale et internationale, l'extrémisme violent, la radicalisation et le terrorisme ;
- de coordonner les activités de collecte, de traitement et d'exploitation du renseignement pénitentiaire ;
- de participer à l'élaboration de la politique pénale.

La Direction générale de l'Administration pénitentiaire comprend :

- ✚ le Secrétariat particulier ;
- ✚ la cellule d'appui technique ;
- ✚ la Direction de la Détention, de la Sécurité et des Opérations (DDSO) ;
- ✚ la Direction du Personnel (DP) ;
- ✚ la Direction des Sports, des Loisirs, des Arts et de la Culture (DSLAC) ;
- ✚ la Direction du Matériel et du Budget (DMB) ;
- ✚ la Direction de la Production pénitentiaire et de la Formation professionnelle (DPPFP) ;
- ✚ la Direction de la Santé et de l'Action sociale (DSAS) ;
- ✚ la Direction de la Planification et de la Coopération pénitentiaire (DPCP).

Les directions régionales de l'administration pénitentiaire sont chargées d'assurer la mise en œuvre des missions de l'administration pénitentiaire dans leurs ressorts.

Les établissements pénitentiaires sont chargés d'assurer le service public pénitentiaire.

❖ **Les structures transversales rattachées au Cabinet**

*** L'Inspection technique des services (ITS)**

L'Inspection technique des services contrôle l'application de la politique du département ministériel et le fonctionnement des services. A ce titre, elle est chargée :

- d'apporter l'appui-conseil pour la mise en œuvre des programmes d'activités des services ;
- de contrôler l'application des textes législatifs, réglementaires et des instructions administratives régissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des services ;
- de mener des investigations relatives à la gestion administrative, technique et financière des services ;
- d'étudier les réclamations par voie officielle des administrés et des usagers des services publics ;
- de lutter contre la corruption au sein du ministère.

Le pouvoir de contrôle et de vérification de l'Inspection technique s'exerce aussi bien a priori qu'à posteriori sur les structures centrales, rattachées, déconcentrées et de missions placées sous la tutelle du ministère.

*** La Direction de la communication et des relations presses (DCRP).**

La Direction de la communication et des relations presses (DCRP) coordonne et gère les activités de communication interne et externe du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie de communication du ministère ;
- d'assurer les revues de presse et les synthèses de l'actualité à l'attention du Ministre ;
- de réaliser des dossiers de presse de l'actualité ;
- de conseiller le Ministre sur les éléments de langage avec la Presse ;
- de gérer les relations publiques du ministère avec les institutions ;
- de publier et de gérer les périodiques du département ;
- d'assurer les relations avec les organes de presses nationaux et les correspondants de la presse étrangère ;
- de mettre à jour la documentation et les statistiques de presse ayant un rapport avec les activités du ministère ;
- d'assurer la mise à jour du site web du ministère en collaboration avec la Direction des systèmes d'information (DSI) ;
- d'assurer la vulgarisation de la politique sectorielle du ministère ;
- de contribuer à la production des chroniques du Gouvernement et à l'animation des points de presse du Gouvernement en collaboration avec le Service d'information du Gouvernement.

*** La Direction de la gestion des finances (DGF)**

La Direction de la gestion des finances (DGF) a pour mission, la coordination de la préparation et de l'exécution du budget du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de coordonner l'élaboration du budget du ministère ;
- d'accompagner les gestionnaires de crédit dans l'exécution de la dépense ;
- d'assurer le suivi de l'exécution du budget du ministère ;
- d'assurer la mise en œuvre des mouvements de crédits ;
- d'assurer la mise en œuvre des règles de gestion budgétaire et comptable et de veiller à leur correcte prise en compte dans les systèmes d'information du ministère ;
- de valider la programmation de dépenses effectuées par les responsables de programme et d'en suivre la réalisation ;
- d'assurer la mise en œuvre des dispositifs de contrôle interne budgétaire et comptable ainsi que, le cas échéant, de comptabilité analytique ;
- d'engager les dépenses communes du ministère ainsi que celle du programme pilotage et soutien.

I.1.2. Le Secrétariat général

Le Secrétariat général comprend les structures centrales, les structures déconcentrées, les structures rattachées et les services du Secrétariat général.

I.1.2.1. Les services du Secrétariat général

Le Secrétariat général est chargé de la coordination administrative et technique des structures centrales, rattachées et déconcentrées. Pour ce faire, il dispose des services suivants :

❖ Le Secrétariat particulier

Le Secrétariat particulier du Secrétaire général assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel du Secrétaire général, la gestion du courrier ordinaire provenant du service central du courrier, des structures centrales, des structures déconcentrées, des structures rattachées et des structures de mission et en direction desdites structures.

Il assure la transmission du courrier interne à destination de différentes structures.

❖ Les chargés d'étude

Les chargés d'études ont pour mission :

- d'étudier et de faire la synthèse des dossiers qui leur sont confiés ;
- d'assister le Secrétaire général dans le traitement de tout dossier que celui-ci leur confie.

❖ Le Service central du courrier

Le Service central du courrier assure la réception et l'expédition du courrier ordinaire. A ce titre, il est chargé :

- d'enregistrer le courrier à l'arrivée ;
- de transmettre le courrier au secrétariat particulier du Secrétaire général ;
- de transmettre tout courrier ordinaire à l'extérieur du ministère ;
- de reproduire les documents du ministère et de les relier.

❖ Le Service chargé de l'accueil et d'information des usagers

Le Service d'accueil et d'information des usagers assure l'accueil physique, électronique ou téléphonique, l'orientation des usagers vers les différents services, la réception, l'enregistrement des plaintes et suggestions des usagers du ministère. A ce titre, il est chargé :

- d'accueillir les usagers ;
- d'orienter les usagers vers les différents bureaux et services ;
- de renseigner et d'informer les usagers ;
- d'accompagner les usagers vivant avec un handicap vers les différents bureaux et services ;
- d'élaborer les projets de rapports périodiques sur l'état des plaintes ou suggestions des usagers ;
- de faire toutes propositions relatives à la prise en compte des suggestions des usagers en vue de l'amélioration du service public ;
- de prendre toutes autres dispositions visant à faciliter l'accès des usagers au service public.

I.1.2.2. Les structures centrales

Les structures centrales exercent leurs activités sous le contrôle direct du Secrétaire général. Elles comprennent les directions générales spécifiques ayant des directions techniques et les structures transversales du Secrétariat général.

a) Les directions générales spécifiques ayant des directions techniques

Les directions générales spécifiques ayant des directions techniques sont :

- la Direction générale de l'Administration judiciaire (DGAJ) ;
- la Direction générale des Droits humains (DGDH) ;
- la Direction générale de la Promotion de la Citoyenneté et de la Paix (DGPCP) ;
- la Direction générale des Relations avec les Institutions (DGRI).

❖ La Direction générale de l'Administration judiciaire (DGAJ)

La Direction générale de l'Administration judiciaire (DGAJ) est chargée :

- de contribuer au renforcement de la déontologie dans le domaine de la justice et à la promotion des instruments juridiques y relatifs ;
- de contribuer au renforcement des effectifs et des capacités du personnel de la justice ;
- de renforcer le dispositif pour la répression des crimes économiques et financiers ;
- de prendre des mesures nécessaires à l'accélération du traitement des dossiers pendants en justice ;
- d'assurer l'organisation et le fonctionnement de l'appareil judiciaire ;
- d'assurer le suivi de l'administration de la justice en matière civile, commerciale, pénale, administrative et sociale ;
- de mettre en œuvre la politique criminelle et l'administration des grâces ;
- d'assurer la gestion des demandes de naturalisation, de répudiation, de perte ou de déchéance de la nationalité burkinabè ;
- d'assurer le contrôle et le suivi des services de l'état civil ;
- de participer à l'élaboration de la réglementation pénitentiaire ;
- de contribuer à la gestion et à la sécurité des établissements pénitentiaires ;
- d'assurer l'organisation, le contrôle et la discipline des auxiliaires de justice ;
- de mettre en œuvre et de suivre les accords internationaux en matière de justice ;
- d'apporter l'assistance aux victimes et aux parties indigentes dans certaines procédures judiciaires ;
- d'apporter l'assistance judiciaire aux victimes de terrorisme, de disparition forcée et de torture dans les procédures judiciaires ;
- d'assurer la réglementation en matière de sceau de l'Etat ;
- de veiller à l'authentification, la protection et la conservation des sceaux de l'Etat ;
- d'assurer la promotion et la protection des droits de l'enfant en contact avec la justice ;
- de contribuer à la protection sociale et judiciaire des enfants en contact avec la justice ;
- de coordonner les actions des services sociaux des juridictions et des différents intervenants dans le domaine de la justice juvénile ;

- de faciliter l'accès à la justice ;
- de traiter les plaintes et réclamations des usagers du service public de la justice et donner des avis sur les dossiers de plaintes et réclamations, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé ;
- de suivre et de faciliter l'exécution des décisions, avec tout service ou juridiction intéressé ;
- d'élaborer les projets de lois, d'ordonnances, de décrets, d'arrêtés et de circulaires relatifs à l'organisation judiciaire, au fonctionnement des greffes, à l'administration pénitentiaire et à la procédure devant toutes les juridictions ;
- d'élaborer les projets de lois, d'ordonnances, de décrets, d'arrêtés et de circulaires relatifs aux emplois spécifiques du Ministère et d'une manière générale à la législation et à la réglementation en matière civile, commerciale, administrative, sociale et pénale ;
- d'élaborer les projets de textes législatifs et réglementaires demandés par le Gouvernement ;
- de coordonner et de suivre les activités des greffes des juridictions et de veiller à leur bon fonctionnement ;
- de coordonner et d'administrer les activités du Fichier National du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (FN RCCM) et du Fichier National du Registre des Sociétés Civiles, des Professions et des Métiers (FN RSCPM) ;
- de participer à l'élaboration de tout projet de texte législatif et réglementaire relatif au fonctionnement des greffes.

La Direction générale de l'Administration judiciaire (DGAJ) comprend :

- ✚ la Direction de la justice civile, commerciale, administrative et sociale (DJCCAS) ;
- ✚ la Direction de la justice pénale et du Sceau (DJPS) ;
- ✚ la Direction du contrôle et de la gestion des officiers publics judiciaires (DCGOPJ) ;
- ✚ la Direction de la justice juvénile (DJJ) ;
- ✚ la Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes (DAJAV) ;
- ✚ la Direction de la législation et de la codification (DLC) ;
- ✚ la Direction des greffes (DGref).

❖ **La Direction générale des droits humains (DGDH)**

La Direction générale des droits humains est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du Ministère en matière de protection, de promotion, de défense des droits humains et de suivi du partenariat. A ce titre, elle est chargée :

- d'assurer la coordination des actions du gouvernement en matière des droits humains ;
- d'œuvrer à l'introduction de l'éducation aux droits humains dans les systèmes d'enseignement formel et non formel en collaboration avec les ministères compétents ;
- de veiller à l'information, la formation et la sensibilisation des citoyens sur leurs droits et devoirs ;
- de veiller à la vulgarisation des textes et documents relatifs aux droits humains ;
- d'œuvrer à la prise en compte de l'approche basée sur les droits humains dans les politiques publiques en relation avec les ministères compétents ;
- d'apporter l'appui-conseil à la société civile en matière de promotion et de protection des droits humains ;

- d'assurer la mise en œuvre et le suivi des accords internationaux en matière de promotion et de protection des droits humains ;
- de veiller à la mise en œuvre de toutes les mesures susceptibles d'assurer la meilleure protection possible par la puissance publique, des droits individuels et collectifs ;
- de veiller à l'information, l'écoute et l'orientation des citoyens en matière de droits humains.

La Direction générale des droits humains (DGDH) comprend :

- ✚ la Direction du suivi des accords internationaux (DSAI) ;
- ✚ la Direction de la protection contre les violations de droits humains (DPVDH) ;
- ✚ la Direction de l'éducation aux droits humains et du partenariat (DEDHP) ;
- ✚ le Centre d'information, d'écoute et d'orientation en droits humains (CIEODH).

❖ **La Direction générale de la Promotion de la Citoyenneté et de la Paix (DGPCP)**

La Direction générale de la promotion de la citoyenneté et de la paix est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du ministère en matière de civisme, de citoyenneté, de tolérance et de paix. A ce titre, elle est chargée :

- d'assurer la coordination des actions du gouvernement en matière de citoyenneté et de paix ;
- de prendre des mesures tendant à promouvoir le respect, rattachement et le dévouement des citoyens pour la patrie, la collectivité, la famille et les individus ;
- d'assurer l'éducation au civisme pour promouvoir le respect du bien public et de l'intérêt général ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie d'actions de sensibilisation politique des citoyens sur leurs droits et devoirs ;
- de promouvoir une culture de sauvegarde des valeurs nationales ;
- de promouvoir l'esprit de civilité ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie d'actions de sensibilisation des citoyens à la participation citoyenne et la culture démocratique ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie qui conduit les citoyens, conscients de leurs droits mais aussi de leurs devoirs, à adopter un comportement civique porteur de valeurs communes ;
- de veiller à la coopération sous régionale, régionale et internationale en matière de promotion du civisme ;
- de promouvoir une prise de conscience par les opinions publiques des pays membres des organisations sous régionales et régionales d'un besoin commun de civisme, de sécurité et de protection de notre environnement ;
- d'organiser et de sensibiliser l'ensemble des couches sociales en matière de civisme et de paix ;
- d'œuvrer à l'introduction de l'éducation au civisme et à la citoyenneté dans le système d'éducation formelle et non formelle en relation avec les autres départements ministériels compétents ;
- d'assurer la mise en œuvre de la recherche appliquée et des innovations en matière de civisme ;
- de promouvoir une culture de la paix, de la tolérance et des droits humains ;
- d'organiser et de sensibiliser l'ensemble des couches sociales en matière de paix et de tolérance ;

- de concevoir et de mettre en œuvre une politique nationale de citoyenneté ;
- de concevoir et vulgariser les textes et documents relatifs au civisme et à la citoyenneté ;
- d'informer, former et de sensibiliser les populations, les acteurs publics et privés sur le civisme et la citoyenneté responsable ;
- de mettre en œuvre des actions de consolidation de la paix ;
- de prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent.

La Direction générale de la promotion de la citoyenneté et de la paix (DGPCP) comprend :

-  la Direction de l'éducation au civisme et à la citoyenneté (DECC) ;
-  la Direction de la promotion de la tolérance et de la paix (DPTP).

❖ **La Direction générale des Relations avec les Institutions (DGRI).**

La Direction générale des relations avec les institutions est chargée de la mise œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière de relations avec les institutions. Elle est chargée :

- de mettre en œuvre des dispositions pour l'adoption de tous les décrets pour un meilleur fonctionnement de l'Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption ;
- d'assurer la facilitation et le suivi des relations entre le Gouvernement et les institutions et entre le Gouvernement et le pouvoir judiciaire ;
- d'assurer la facilitation et le suivi des relations avec les juridictions internationales en relation avec le Ministère en charge des affaires étrangères ;
- de proposer et de coordonner la programmation de l'examen des projets de lois par l'institution parlementaire ;
- d'assurer l'assistance technique aux ministères concernés dans le suivi de la mise en forme définitive des projets de lois, leurs transmissions et leurs programmations à l' institution parlementaire ;
- de veiller à la vulgarisation des textes de lois ;
- de préparer et d'organiser des séances de questions adressées au Gouvernement par l' institution parlementaire ;
- d'établir un bilan de chaque session de l'institution parlementaire ;
- de contribuer à la promotion de la collaboration avec les organisations législatives ou parlementaires Internationales ;
- de participer à la conférence des Présidents de l'institution parlementaire en vue de l'établissement du calendrier des travaux selon les priorités du Gouvernement ;
- de participer aux côtés des ministres compétents, aux travaux en commissions générales et en séances plénières aux fins de faciliter l'adoption des lois ;
- d'assurer le suivi des activités des institutions non parlementaires.

La Direction générale des relations avec les institutions (DGRI) comprend :

-  la Direction des relations avec l'institution parlementaire (DRIP) ;
-  la Direction des relations avec les institutions non parlementaires (DRINP).

Chaque direction générale comprend des chargés d'appui technique et des services d'appui. Les Chargés d'appui technique (CAT) apportent un appui technique de proximité au directeur général sur les dossiers soumis par les directions techniques et sur tout autre dossier à eux confié.

Les services d'appui propre à chaque Direction générale sont :

- ☞ le service des ressources humaines ,
- ☞ le service financier ;
- ☞ le bureau comptable matières secondaire ;
- ☞ le service de planification, de suivi et d'évaluation ;
- ☞ le service de contrôle interne ;
- ☞ le service de communication et des relations publiques ;
- ☞ le service des archives et de la documentation ;
- ☞ le secrétariat particulier.

b) Les structures transversales du Secrétariat général.

Les structures transversales du secrétariat général sont :

- la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) ;
- la Direction de la solde et de l'ordonnancement (DSC) ;
- le Bureau comptable matières principal (BCMP) ;
- la Direction des marchés publics (DMP) ;
- la Trésorerie ministérielle (TM) ;
- la Direction des ressources humaines (DRH) ;
- la Direction des archives et de la documentation (DAD) ;
- la Direction des systèmes d'information (DSI) ;
- la Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DII).

❖ La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS)

La Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles est chargée de la conception, de la programmation, de la coordination, du suivi et de l'évaluation des actions de développement au niveau du département ministériel. A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer et suivre la mise en œuvre des politiques publiques relevant des attributions du ministère ;
- d'organiser les revues sectorielles (à mi-parcours et annuelles) de mise en œuvre des politiques publiques relevant des attributions du ministère ;
- de coordonner l'élaboration des projets annuels de performance (PAP) des programmes budgétaires du ministère ;
- de coordonner l'élaboration des rapports annuels de performance (RAP) prévus par la loi organique relative aux lois de finances ;
- d'élaborer le programme d'activités consolidé du ministère ;
- d'élaborer les rapports d'activités consolidés (à mi-parcours et annuels) du ministère ;
- de préparer les cadres de concertation ministériels notamment, les Conseils d'Administration du Secteur Ministériel (CASEM), les Cadres Sectoriels de Dialogue (CSD) et de suivre la mise en œuvre des recommandations qui en sont issues ;
- de suivre les relations de coopération avec les partenaires ;

- d'élaborer le programme d'investissement public et de suivre son exécution en collaboration avec la direction en charge de la gestion financière ;
- de suivre et évaluer les projets et programmes sous tutelle du ministère et d'élaborer des rapports sectoriels de leur mise en œuvre ;
- d'identifier et suivre les actions des intervenants extérieurs (autres projets et programmes intervenant au ministère, ONG, OSC, Associations de développement, secteur privé et collectivités territoriales) à travers l'élaboration des rapports périodiques afin de contribuer à la mise en œuvre des politiques et stratégies ministérielles ;
- de centraliser, traiter et analyser les données statistiques des activités du ministère ;
- d'élaborer les documents de planification opérationnelle du ministère ;
- de réaliser toute étude nécessaire à la dynamique du ministère ;
- de mettre en œuvre le contrôle de gestion dans le cadre de l'amélioration de la performance des programmes budgétaires du ministère.

La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) comprend :

-  la Direction de la prospective, de la planification et du suivi-évaluation (DPPSE) ;
-  la Direction des statistiques sectorielles et de l'évaluation (DSSE) ;
-  la Direction de la coordination des projets et programmes et du partenariat (DCPP).

❖ **La Direction de la solde et de l'ordonnancement (DSO)**

La Direction de la solde et de l'ordonnancement (DSO) a pour mission d'ordonnancer les dépenses du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de traiter et suivre la situation salariale des agents du ministère ;
- d'établir les certificats de cessation de paiement, de constater les paiements indus à l'occasion et d'en proposer la liquidation ;
- de liquider les dépenses et d'en tenir la comptabilité ;
- d'ordonnancer les dépenses et d'en tenir la comptabilité ;
- de liquider les pénalités de retard ;
- de produire le compte administratif du ministère.

❖ **Le Bureau comptable matière principal (BCMP)**

Le Bureau Comptable Matières Principal a pour mission d'assurer la gestion des moyens matériels du ministère. A ce titre, il est chargé :

- de tenir la comptabilité des matières ;
- de gérer les matières du département ministériel ;
- de participer à la réception de la commande publique ;
- de contrôler et de viser les documents justifiant les mouvements des matières ;
- de contrôler et de conserver Les biens meubles et immeubles dont il a la garde de faire l'inventaire périodique ;
- de participer à la réforme et à la vente aux enchères des matières ;
- de centraliser et de présenter dans leurs écritures les opérations exécutées par d'autres comptables pour leur compte ;

- de conserver les documents et les pièces justificatives des opérations prises en compte ;
- de produire les rapports périodiques sur la gestion des moyens matériels du ministère.

❖ **La Direction des marchés publics (DMP)**

La Direction des marchés publics (DMP) a pour mission de gérer le processus de la commande publique du département. A ce titre, elle est chargée

- d'élaborer le plan général annuel de passation des marchés publics du ministère et de produire les rapports périodiques de son exécution ;
- d'élaborer l'avis général de passation de marchés dont le montant prévisionnel toutes taxes comprises est supérieur ou égal au seuil communautaire de publicité défini par la commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) ;
- d'assurer la mise en œuvre des procédures de passation des marchés publics et des délégations de services publics.

❖ **La Trésorerie ministérielle(TM)**

La Trésorerie ministérielle (TM) a pour mission d'assurer le recouvrement des recettes et le paiement des dépenses du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- d'assurer le recouvrement des recettes de services ;
- d'assurer le paiement des dépenses du budget général, des comptes d'affectation spéciale du Trésor et des budgets annexes, le cas échéant ;
- d'assurer le règlement d'opérations de dépenses au profit d'autres comptes ;
- de centraliser les ressources et les opérations réalisées par les comptes rattachés et le compte des matières ;
- d'assurer le transfert d'opérations au profit d'autres comptes ;
- de tenir la comptabilité du poste et la reddition des comptes.

❖ **La Direction des ressources humaines (DRH)**

La Direction des ressources humaines (DRH) assure la conception, la formalisation, la mise en œuvre et l'évaluation des mesures visant à accroître l'efficacité et le rendement des ressources humaines du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de veiller à l'application du régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la fonction publique ;
- d'assurer une gestion prévisionnelle et rationnelle des ressources humaines du ministère et de participer au recrutement de son personnel ;
- de contribuer au bon fonctionnement des cadres de concertation avec les partenaires sociaux ;
- de concevoir et de mettre en œuvre les plans et programmes de formation des agents du département ;
- de contribuer à l'élaboration du volet dépenses de personnel du budget du ministère et de suivre son exécution ;
- de proposer l'engagement et la liquidation des dépenses de personnel conformément aux dispositions législatives et réglementaires ;
- de contribuer à l'amélioration des conditions de travail et de la productivité du personnel du ministère ;

- d'assurer le suivi des écoles et centres de formation professionnelle placées sous la tutelle du ministère ;
- d'élaborer et de coordonner la mise en œuvre de la politique sociale au sein du ministère ;
- d'apporter un appui-conseil en gestion des ressources humaines aux structures du ministère.

❖ **La Direction des archives et de la documentation (DAD)**

La Direction des archives et de la documentation (DAD) a pour mission de constituer, sauvegarder et gérer le patrimoine archivistique et documentaire du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de collecter, constituer, sauvegarder et gérer le patrimoine archivistique et documentaire du département ministériel ;
- d'appliquer la politique d'archivage et de documentation du ministère en relation avec les orientations des Archives nationales ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des outils de gestion d'archives en fonction de la réglementation en vigueur et de l'organisation du département ministériel ;
- d'optimiser les conditions de stockage et de conservation des documents ainsi que les espaces en conséquence, de manière prospective ;
- de veiller au respect des conditions de communication des documents, avec pour objectif général de permettre l'accès rapide aux documents ;
- d'opérer le tri et de gérer les versements aux administrations des archives, en tenant compte des contraintes légales et des durées d'utilité administrative ;
- de rechercher et de sélectionner l'information et les prestations documentaires appropriées aux besoins d'informations des utilisateurs ;
- de former et d'accompagner les utilisateurs dans leurs démarches de recherche d'information.

❖ **La Direction des systèmes d'information (DSI)**

La Direction des systèmes d'information (DSI) a pour mission d'assurer la mise en œuvre des politiques et stratégies nationales et ministérielles relatives au numérique au sein du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de coordonner la contribution du ministère à la formulation des politiques et stratégies nationales et ministérielles relatives au numérique ;
- de coordonner l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du schéma directeur du système d'information (SDSI), du système de management de la sécurité de l'information (SMSI) et du plan d'urbanisation du système d'information (PUSI) du département ministériel ;
- de réaliser, déployer, administrer et maintenir les applications numériques concourant à la transformation digitale du département ministériel ;
- d'assurer la gestion prévisionnelle et opérationnelle du parc informatique, de l'infrastructure de communication électronique et des systèmes numériques du département ministériel ;
- d'assurer le renforcement des capacités du personnel du département ministériel en matière de numérique, en collaboration avec les acteurs concernés ;
- d'assurer la formation et le support technique des utilisateurs des systèmes numériques du département ministériel ;
- d'assurer la cohérence, la sécurité et l'évolution du système d'information en conformité avec les politiques, stratégies et référentiels nationaux et ministériels en matière de numérique ;
- de promouvoir l'expertise du département ministériel en matière de numérique.

❖ La Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII)

La Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII) a pour mission la promotion de l'organisation et des méthodes du ministère. A ce titre, elle est chargée :

- de promouvoir la culture du résultat au sein du département ministériel ;
- de concevoir et mettre en œuvre des outils d'organisation du travail pour l'amélioration du management et des prestations du département en rapport avec les normes et standards nationaux et/ou internationaux ;
- d'assurer la rationalisation des structures par une veille organisationnelle et institutionnelle ;
- d'assurer le pilotage du processus de la gestion du changement dans le cadre des réformes institutionnelles et organisationnelles ;
- d'établir une cartographie des processus et de définir les procédures correspondantes ;
- de réaliser périodiquement des enquêtes de satisfaction sur les prestations spécifiques du ministère ;
- de participer à l'élaboration et de vérifier la régularité des actes juridiques pris pour organiser les structures du ministère ;
- d'assurer la promotion de la performance et la productivité des structures du département ministériel ;
- d'assurer le suivi du fonctionnement des cadres de concertation du ministère ;
- d'assurer le suivi des dialogues de gestion des programmes budgétaires.

I.1.2.3. Les structures déconcentrées

Les structures déconcentrées du ministère sont :

- les juridictions ;
- les directions régionales des droits humains et de la promotion de la citoyenneté et de la paix ;
- les directions provinciales des droits humains et de la promotion de la citoyenneté et de la paix.

Les juridictions sont chargées de rendre la justice en matière civile, commerciale, pénale, administrative et sociale dans leur ressort territorial.

Les directions régionales des droits humains et de la promotion de la citoyenneté et de la paix sont chargées :

- de contribuer au respect et à la promotion des droits humains au niveau régional ;
- de contribuer à la promotion de la citoyenneté et de la paix au niveau régional.

Les directions provinciales des droits humains et de la promotion de la citoyenneté et de la paix sont chargées :

- de contribuer au respect et à la promotion des droits humains au niveau provincial ;
- de contribuer à la promotion de la citoyenneté et de la paix au niveau provincial.

Dans le cadre de la mise en œuvre de leurs activités, les structures déconcentrées ont un lien fonctionnel avec les programmes budgétaires dont elles concourent à la mise en œuvre.

I.1.2.4. Les structures rattachées

Les structures rattachées sont :

- le Fonds d'assistance judiciaire (FAJ)
- l'Ecole nationale de la garde de sécurité pénitentiaire (ENGSP).

Le Fonds d'assistance judiciaire est chargé d'assurer la mise en œuvre effective de l'assistance judiciaire.

L'Ecole nationale de la garde de sécurité pénitentiaire est chargée d'assurer la formation d'agents professionnellement compétents et techniquement opérationnels en matière pénitentiaire.

Par ailleurs l'Agence nationale de gestion et de recouvrement des avoirs saisis ou confisqués (ANAGRASC) a été créée et opérationnalisée au cours de l'année 2023.

I.1.2.5. Les structures de mission

Elles concourent à l'exécution des missions conjoncturelles ou temporaires. Elles sont mises en place en cas de besoin.

I.2. Organisation des juridictions du Burkina Faso

L'organisation des juridictions du Burkina Faso est régie par la loi n°015-2019/AN du 02 mai 2019 portant organisation judiciaire au Burkina Faso, la loi n° 010-2016/AN du 26 avril 2016 portant création, composition, organisation, attributions, fonctionnement de la cour administrative d'appel et procédure applicable devant elle, la loi n°011-2016/AN du 26 avril 2016 portant création, composition, attributions, fonctionnement des tribunaux administratifs et procédure applicable devant eux et des lois organiques créant les hautes juridictions.

Selon l'article 126 de la Constitution, les juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif au Burkina Faso sont :

- la Cour de cassation ;
- le Conseil d'Etat ;
- la Cour des comptes ;
- le Tribunal des conflits ;
- les cours et tribunaux institués par la loi.

C'est en faveur de la révision de la Constitution burkinabè en juin 2012 qu'il a été constitutionnalisé un tribunal des conflits, juridiction de règlement des conflits de compétence entre les juridictions. Toutefois, la loi organique devant fixer sa composition, son organisation, ses attributions, son fonctionnement ainsi que la procédure applicable devant lui n'a pas encore été adoptée.

I.2.1. Les juridictions de l'ordre judiciaire

Elles sont régies et organisées par la loi n°015-2019/AN du 02 mai 2019 portant organisation judiciaire au Burkina Faso. Aux termes de l'article 3 de cette loi, les juridictions de l'ordre judiciaire sont : la Cour de cassation, les cours d'appel, les tribunaux de grande instance, les tribunaux de commerce, les tribunaux départementaux, les tribunaux d'arrondissements, les tribunaux de travail. Elles ont une structuration pyramidale, présentant au sommet la Cour de cassation ; viennent ensuite les juridictions de second degré et enfin celles du premier degré à la base de la pyramide.

a) La juridiction supérieure de l'ordre judiciaire : la Cour de cassation

Régie par la loi organique n°18-2016/AN du 26 mai 2016 portant composition, attributions, organisation et fonctionnement de la Cour de cassation et procédure applicable devant elle, la Cour de cassation est la juridiction supérieure de l'ordre judiciaire au Burkina Faso. Elle comprend :

- des chambres civiles ;
- des chambres commerciales ;
- des chambres sociales ;
- des chambres criminelles ;
- un parquet général ;
- un greffe ;
- un service de documentation et des études.

La Cour de Cassation vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions de rang inférieur et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation. Elle juge en droit et non pas en fait. Par conséquent, elle ne constitue pas un troisième degré de juridiction.

b) Les juridictions de second degré de l'ordre judiciaire

La juridiction de second degré de droit commun est la Cour d'appel (CA) au regard de l'organisation judiciaire burkinabè. La Cour d'appel comprend :

- une chambre de l'instruction ;
- une chambre criminelle ;
- une ou plusieurs chambres civiles ;
- une ou plusieurs chambres commerciales ;
- une ou plusieurs chambres sociales ;
- une ou plusieurs chambres correctionnelles ;
- une chambre pour enfants ;
- un parquet général ;
- un greffe central ;
- des greffes de chambres.

La Cour d'appel est la juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux de commerce, et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle statue en matière criminelle en premier ressort.

Les Cours d'appel sont des juridictions de fond en ce sens qu'elles sont des juges de fait et de droit de toutes les affaires portées devant elles. Les procédures applicables devant elles sont consignées dans le code de procédure civile, le code de procédure pénale et le code du travail.

Enfin, il faut noter que la loi sus citée crée dans chaque tribunal de grande instance, une chambre des mineurs et dans chaque cours d'appel, une chambre pour enfants. Les tribunaux de grande instance et de commerce reçoivent en appel, les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux d'arrondissements et départementaux.

c) Les juridictions de premier degré de l'ordre judiciaire

On distingue les juridictions de droit commun et les juridictions d'exception.

Les juridictions de droit commun de l'ordre judiciaire burkinabè sont par excellence les Tribunaux de grande Instance (TGI). Ce sont des juridictions compétentes pour connaître de toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée de façon expresse par la loi à une autre juridiction.

Conformément à l'article 34 de la loi portant organisation judiciaire, les TGI comprennent :

- une ou plusieurs chambres civiles ;
- une ou plusieurs chambres correctionnelles ;
- une chambre des mineurs.

Dans les ressorts juridictionnels dépourvus de tribunaux de commerce, les tribunaux de grande instance font office de tribunaux de commerce.

Au sein de chaque TGI, il existe une ou plusieurs juridictions d'instruction au premier degré en matière pénale. La procédure d'instruction des crimes et délits est régie par les dispositions du code de procédure pénale.

Les juridictions d'exception sont des juridictions auxquelles la loi a donné compétence d'attribution exclusive dans une matière donnée. Dans l'organisation judiciaire actuelle du Burkina Faso, il s'agit des tribunaux départementaux, des tribunaux d'arrondissement, des tribunaux du travail, des tribunaux de commerce et du tribunal militaire. Il existe sur le territoire national burkinabè deux tribunaux de commerce autonomes respectivement à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso. Quant aux tribunaux du travail, ils sont au nombre de cinq (05) dont quatre (04) opérationnels (Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Fada N'Gourma et Koudougou). Seul le tribunal du travail de Dori n'est pas encore opérationnel.

I.2.2. Les juridictions de l'ordre administratif

Il s'agit du Conseil d'Etat (CE), de la Cour administrative d'appel (CAA), des Tribunaux administratifs (TA) et de la Cour des comptes (CC).

I.2.2.1. Le Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat, institué par la loi organique n°15-2000/AN du 23 mai 2000, est actuellement régi par la loi organique n°032-2018/AN du 26 juillet 2018 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement du Conseil d'Etat et procédure applicable devant lui. Il est la juridiction supérieure de l'ordre administratif. Il est compétent pour contrôler la régularité et la légalité de l'action administrative, contribuer à la promotion et à la consolidation de l'Etat de droit, harmoniser l'application du droit administratif et diffuser la jurisprudence administrative, contribuer à la promotion de la gouvernance à travers les avis éclairés et objectifs sur les textes réglementaires et sur les difficultés qui s'élèvent en matière administrative.

Le Conseil d'Etat est juge en premier et dernier ressort des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application excède le ressort d'un seul Tribunal administratif. Il est également juge d'appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux administratifs et juge de cassation des décisions rendues en premier et dernier ressort par les tribunaux administratifs et les juridictions spécialisées.

I.2.2.2. La Cour administrative d'appel (CAA)

Elle a été instituée par la loi n°010/AN du 26 avril 2016 portant création, composition, attributions, fonctionnement de la Cour administrative d'appel et procédure applicable devant elle. L'article 1er de cette loi a institué au siège de chaque Cour d'appel de l'ordre judiciaire, une CAA.

Le ressort territorial est celui de la Cour d'appel de l'ordre judiciaire. La Cour administrative d'appel est la juridiction de second degré de l'ordre administratif. Elle connaît des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux administratifs.

I.2.2.3. Les tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs ont été créés dans les chefs-lieux de chaque province selon la loi n° 011-2016/AN du 26 avril 2016 portant création, composition, attributions et fonctionnement des tribunaux administratifs et procédure applicable devant eux.

Leur ressort territorial est la province. Conformément aux articles 7 et 8 de la loi de 2016, le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel. Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence. Depuis 1996, il existe au Burkina Faso deux (02) tribunaux administratifs autonomes situés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso.

I.2.2.4. La Cour des Comptes

Aux termes de l'article 3 de la loi organique 14-2000/AN du 16 mai 2000 portant composition, attributions, organisation et fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle, la Cour des comptes contribue, par son action permanente de vérification, d'information et de conseil, à la réalisation des missions suivantes :

- la sauvegarde du patrimoine public et le contrôle de la sincérité des finances publiques ;
- l'amélioration des méthodes et techniques de gestion ;
- la rationalisation de l'action administrative.

Elle est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances.

I.3. Organisation des établissements pénitentiaires

Les établissements pénitentiaires (EP) assurent le service public pénitentiaire. Le service public pénitentiaire contribue à la réinsertion sociale des personnes qui lui sont confiées par l'autorité judiciaire dans le respect des intérêts de la société, des droits des victimes et des droits des personnes détenues. Les établissements pénitentiaires sont créés par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du ministre en charge de la justice.

Aux termes de l'article 9 de la loi N°010-2017/AN du 10 avril 2017 portant régime pénitentiaire au Burkina Faso, les différentes catégories d'établissements pénitentiaires sont :

- les maisons d'arrêt ;
- les maisons de correction ;
- les maisons centrales ;
- les centres pénitentiaires agricoles ;

- les centres de rééducation et de formation professionnelle des mineurs ;
- les centres d'accueil pour mineurs.

Les **maisons d'arrêt** sont destinées à recevoir les prévenus, les mis en examen.

Les **maisons de correction** sont destinées à recevoir les condamnés à de courtes peines.

Les **maisons centrales** sont destinées à recevoir les condamnés difficiles et les condamnés à de longues peines.

Les **centres pénitentiaires agricoles** sont destinés à recevoir les condamnés bénéficiaires du régime de semi-liberté.

Les **centres de rééducation et de formation professionnelle** sont destinés à recevoir les mineurs condamnés à une peine d'emprisonnement.

Les centres d'accueil pour mineurs sont destinés à recevoir les mineurs en conflit avec la loi faisant l'objet d'une mesure de garde provisoire ou de détention préventive.

L'article 16 de la loi stipule qu'un établissement pénitentiaire peut servir à la fois de maison d'arrêt, de maison de correction, de maison centrale et de centre d'accueil pour mineurs. C'est le cas notamment des Maisons d'arrêt et de correction (MAC).

Les MAC sont situées dans le ressort des tribunaux de grande instance. Elles ont vocation à recevoir les personnes en attente de jugement (prévenus, mis en examen et accusés) et les personnes jugées (condamnés).

Les établissements pénitentiaires sont organisés autour de la DGAP et animés principalement par un corps paramilitaire notamment la garde de sécurité pénitentiaire. Ils bénéficient de l'accompagnement de travailleurs sociaux et de personnel de santé. Les établissements pénitentiaires comprennent :

- des services généraux ;
- des services techniques ;
- des services rattachés.

II. Moyens de la justice

II.1. Juridictions et établissements pénitentiaires

Concepts

Juridictions de l'ordre judiciaire

Cour de cassation : Juridiction supérieure de l'ordre judiciaire, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit et non pas en fait. Créée par la loi organique n° 13-2000/AN du 09 mai 2000, elle est actuellement régie par la loi organique n°18-2016/AN du 26 mai 2016 portant composition, organisation, attributions, fonctionnement de la Cour de Cassation et procédure applicable devant elle. La Cour de cassation est fonctionnelle depuis 2003.

Cour d'appel : Juridiction d'appel des décisions rendues en premier ressort en matière civile, correctionnelle et de police par le TGI, en matière commerciale par le tribunal de commerce et en matière sociale par le tribunal de travail. Sa chambre correctionnelle connaît également en appel, des décisions rendues par le juge de l'application des peines. En matière criminelle, la section de la chambre criminelle statue en premier ressort. En cas d'appel, la chambre criminelle d'appel statue en dernier ressort.

Tribunal de grande instance : Juridiction de droit commun de premier degré, il est compétent en matière civile, commerciale, pénale et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Tribunal de commerce : Créé par la loi n°22-2009/AN du 12 mai 2009 dans les ressorts des tribunaux de grande instance, le tribunal de commerce (TC) est compétent pour connaître des affaires commerciales. Aussi, ils sont des juridictions d'appel des décisions rendues par les TD et TA en matière commerciale. Actuellement, seuls Ouagadougou et Bobo-Dioulasso disposent de tribunaux de commerce autonomes. Dans les autres juridictions, la compétence commerciale est dévolue aux chambres commerciales des tribunaux de grande instance.

Tribunal du travail : Juridiction compétente pour juger les litiges en matière de législation sociale prévue par le Code du travail et autres textes en vigueur.

Tribunal pour enfants* : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants. Il statuait en premier et dernier ressort en matière de crime ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28-2004/ AN du 08 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel de l'ordre judiciaire.

Juge des enfants* : Le juge des enfants était compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il était également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Il était juge d'instruction en matière criminelle.

Tribunal départemental ou d'arrondissement : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale n'excédant pas 300 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

* Juridiction supprimée par la loi n° 015-2019/AN du 02 mai 2019 portant organisation judiciaire au Burkina Faso

Tableau II-1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires

Juridictions	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
De l'ordre judiciaire	411	411	411	413	413	402	402	404	404	405
Cour de cassation (CCass)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux d'instance (TI*)	2	2	2	2	2	0	0	0	0	0
Tribunaux de grande instance (TGI)	24	24	24	25	25	25	25	27	27	27
Tribunaux de commerce	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail (TT)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4
Juges des enfants (JE*)	7	7	7	7	7	0	0	0	0	0
Tribunaux pour enfants (TPE*)	2	2	2	2	2	0	0	0	0	0
Tribunaux départementaux (TD)	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissements (TAr)	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19
De l'ordre administratif	26	26	26	27	27	27	27	28	29	29
Cour des comptes (CC)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État (CE)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cour administrative d'appel (CAA)	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Tribunaux administratifs (TA)	24	24	24	25	25	25	25	26	26	26
Établissements pénitentiaires	25	25	26	26	27	27	27	27	27	27
Maisons d'arrêt et de correction (MAC)	24	24	25	25	26	26	26	26	26	26
Centre pénitentiaire agricole (CPA)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

* Juridiction supprimée par la loi n° 015-2019/AN du 02 mai 2019 portant organisation judiciaire au Burkina Faso

Tableau II-2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2023 par localité

Localités	CCass	CA	TGI	TD	TAr	TT	TC	CC	CE	CAA	TA	EP
Banfora			1	17							1	1
Baporo (CPAB)												1
Bobo-Dioulasso		1	1	19	7	1	1				1	1
Bogandé			1	7							1	1
Boromo			1	10							1	1
Dédougou			1	13							1	1
Diapaga			1	8							1	1
Diébougou			1	13							1	1
Djibo			1	9							1	1
Dori			1	17							1	1
Fada N'Gourma		1	1	12		1					1	1
Gaoua			1	15							1	1
Kaya			1	19							1	1
Kongoussi			1	9							1	1
Koudougou			1	25		1					1	1
Koupéla			1	9							1	1
Léo			1	13							1	1
Manga			1	7							1	1
Nouna			1	10							1	1
Orodara			1	13							1	1
Ouagadougou	1	1	2	21	12	1	1	1	1	1	1	2
Ouahigouya			1	22							1	1
Pô			1	5							1	0
Tenkodogo			1	21							1	1
Tougan			1	14							1	1
Yako			1	9							1	1
Ziniaré			1	12							1	1
Total	1	3	27	349	19	4	2	1	1	1	26	27

NB : Les tribunaux départementaux sont décomptés suivant la couverture territoriale du TGI.

Juridictions de l'ordre administratif

Cour des comptes : La Cour des Comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances. Elle est régie par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000 portant composition, attributions, organisation, fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle.

Conseil d'État : Créé par la loi n° 15-2000/AN du 23 mai 2000 et actuellement régi par la loi n°032-2018/AN du 26 juillet 2018 le Conseil d'État est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif. Aux termes de l'article 127 alinéa 2 de la Constitution, « le Conseil d'État est la juridiction supérieure de l'ordre administratif ».

Cour administrative d'appel : Conformément à l'article premier de la loi n° 010-2016/AN du 26 avril 2016, il est créé au siège de chaque Cour d'appel de l'ordre judiciaire, une Cour administrative d'appel. Son ressort territorial est celui de la Cour d'appel de l'ordre judiciaire. La Cour administrative d'appel connaît des recours contre les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux administratifs.

Tribunal administratif : Créé par la loi n°21/95/ADP du 16 mai 1995, les tribunaux administratifs sont actuellement régis par la loi n° 011-2016/AN du 26 avril 2016. Aux termes des articles 7 et 8 de la loi de 2016, le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel. Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Établissements pénitentiaires

Maison d'arrêt et de correction : Établissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus, mis en examen) et les personnes jugées (condamnés).

Centre pénitentiaire agricole : Établissement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

Note

Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle. Ainsi un TGI créé en 2001 et qui commence effectivement à fonctionner en 2003 est comptabilisé à partir de 2003.

Tableau II-3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel

2014											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2015											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2016											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	12	2	1	5	15	16	1
Ensemble	2	24	2	349	19	3	2	7	24	26	2
2017											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	16	1	224	12	2	1	5	16	17	1
Ensemble	2	25	2	349	19	3	2	7	25	27	2
2018											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	1	5	5	0
Ouagadougou	1	11	1	167	12	2	1	4	11	12	1
Ensemble	3	25	2	349	19	3	2	7	25	27	2
2019											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	1	5	5	0
Ouagadougou	1	11	1	167	12	2	1	4	11	12	1
Ensemble	3	25	2	349	19	3	2	7	25	27	2
2020											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	0	125	7	1	0	0	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	0	5	5	0
Ouagadougou	1	11	0	167	12	2	0	0	11	12	1
Ensemble	3	25	0	349	19	3	0	0	25	27	2
2021											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	0	125	7	1	0	0	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	0	5	5	0
Ouagadougou	1	13	0	167	12	2	0	0	12	12	1
Ensemble	3	27	0	349	19	3	0	0	26	27	2
2022											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	0	125	7	1	0	0	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	0	5	5	0
Ouagadougou	1	13	0	167	12	2	0	0	12	12	1
Ensemble	3	27	0	349	19	3	0	0	26	27	2
2023											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	0	125	7	1	0	0	9	10	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	1	0	0	5	5	0
Ouagadougou	1	13	0	167	12	2	0	0	12	12	1
Ensemble	3	27	0	349	19	4	0	0	26	27	2

II.2. Budget

Concepts

Budget prévisionnel : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

Budget programme : Le budget programme est un outil de programmation, de budgétisation, de mise en œuvre et d'évaluation des programmes d'une organisation dont la particularité est de mettre l'accent sur la relation entre les crédits alloués et les résultats attendus.

La loi de finances (loi initiale) : Loi présentant le budget de l'État.

La loi de finances rectificative : Loi intervenant en cours d'année pour modifier les dispositions de la loi de finances initiale.

Consommations budgétaires : Utilisations effectives des crédits budgétaires alloués.

Dépenses de personnel : Rémunérations (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

Dépenses d'équipement et d'investissement : Dépenses d'acquisition, d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage technique, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

Dépenses en matériel : Dépenses d'acquisition, d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

Dotation budgétaire : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

Programme : Le programme est un ensemble de moyens budgétaires concourant à la mise en œuvre d'une politique publique. C'est un centre de responsabilité qui s'exerce sur un domaine ministériel représentatif d'une politique publique.

Transferts courants : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

Transferts en capital : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnisations de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

Sources statistiques : *Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2014 à 2023 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense et SI N@FOLO.*

Tableau II-4 : Montants des allocations budgétaires du ministère (en millions de FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	13 917	17 087	19 138	29 114	33 903	32 248	25 398	33 230	35 414	40 087
Personnel	6 878	8 786	12 414	16 937	18 070	20 521	19 958	22 522	23 390	26 737
Acquisitions de biens et services	3 193	4 057	3 532	3 477	4 018	3 567	3 005	3 975	5 423	5 020
Transferts courants	791	1 143	932	1 316	1 174	1 363	1 297	2 535	2 115	2 136
Investissements	3 055	3 101	2 260	7 384	10 641	6 797	1 138	4 198	4 486	6 194
Etat	2 758	1 748	1 013	5 067	7 499	6 597	1 138	4 198	3 638	6 144
Ressources extérieures	297	1 352	1 247	2 316	3 142	200	0	0	848	50

NB : Les chiffres de 2015, 2016, 2017, 2018, 2021 et 2022 correspondent à ceux du ministère en charge de la justice et des droits humains

Tableau II-5 : Montants des allocations budgétaires de la justice (en millions de FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	13 620	17 086	19 138	25 316	28 301	30 447	25 852	32 670	34 115	38 520
Personnel	6 878	8 786	12 414	14 907	17 419	18 644	20 194	22 908	22 735	25 816
Acquisitions de biens et services	3 193	4 057	3 532	3 954	4 039	3 653	3 224	4 164	5 064	4 664
Transferts courants	791	1 143	932	1 053	880	1 353	1 297	1 633	1 870	1 861
Investissements	2 758	3 100	2 260	5 402	5 963	6 797	1 137	3 965	4 446	6 179
Etat	2 758	1 748	1 013	4 215	4 499	6 597	1 137	3 965	3 598	6 129
Ressources extérieures	0	1 352	1 247	1 187	1 464	200	0	0	848	50

Tableau II-6 : Montants des consommations budgétaires des dépenses du ministère (en millions de FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	12 973	15 147	19 818	24 078	21 534	30 305	15 303	32 383	32 078	39 292
Personnel	6 641	8 680	13 847	16 037	10 418	20 429	10 205	22 522	23 385	26 737
Acquisitions de biens et services	2 834	3 577	3 278	3 308	3 805	3 404	2 980	3 880	5 112	4 913
Transferts courants	763	1 142	927	1 140	1 136	1 353	1 294	2 535	2 114	2 135
Investissements	2 735	1 748	1 766	3 593	6 175	5 119	824	3 446	1 467	5 507
Etat	2 735	1 748	973	3 104	5 015	4 919	824	3 446	1 467	5 457
Ressources extérieures	0	0	793	489	1 160	200	0	0	0	50

NB : Les chiffres de 2014 et 2020 correspondent à ceux du Ministère de la justice.

Tableau II-7 : Montants des consommations budgétaires des dépenses de la justice (en millions de FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	12 973	15 147	19 818	23 560	20 551	30 421	25 509	31 747	30 800	37 738
Personnel	6 641	8 680	13 847	16 042	10 422	20 429	20 194	22 908	22 735	25 816
Acquisitions de biens et services	2 834	3 577	3 278	3 789	3 944	3 520	3 197	3 995	4 768	4 564
Transferts courants	763	1 142	927	882	877	1 353	1 294	1 633	1 869	1 861
Investissements	2 735	1 748	1 766	2 847	5 308	5 119	824	3 211	1 428	5 497
Etat	2 735	1 748	973	2 357	4 499	4 919	824	3 211	1 428	5 447
Ressources extérieures	0	0	793	490	809	200	0	0	0	50

Tableau II-8 : Dotations budgétaires par programme du ministère (en millions de FCFA)

	2019		2020		2021		2022		2023	
	Dotat° en AE	Dotat° en CP	Dotat° en AE	Dotat° en CP	Dotat° en AE	Dotat° en CP	Dotat° en AE	Dotat° en CP	Dotat° en AE	Dotat° en CP
Ensemble	6 479	32 248	819	27 418	2 686	34 419	4 759	35 408	9 692	40 087
Administration judiciaire	3 819	14 612	393	11 649	1 305	14 526	2 948	15 216	1 189	15 632
Administration pénitentiaire	2 660	11 272	426	10 901	1 375	12 029	1 591	15 324	8 374	16 533
Droits Humains	-	-	-	1156	-	1 279	30	681	5	861
Citoyenneté et Paix	-	-	-	411	-	470	30	617	10	707
Pilotage et soutien	-	6 364	0	3 301	6	6 115	160	3 521	114	6 254
Relation avec le Parlement	-	-	-	-	-	-	-	49	0	100

*Les chiffres de 2019 et 2020 correspondent à ceux du Ministère de la justice après la scission de l'ex MJDHPC

Tableau II-9 : Dotations budgétaires par programme de la justice (en millions de FCFA)

	2020		2021		2022		2023	
	Dotat° en AE	Dotat° en CP	Dotat° en AE	Dotat° en CP	Dotat° en AE	Dotat° en CP	Dotat° en AE	Dotat° en CP
Ensemble	819	25 397	2 686	32 284	4 699	34 111	9 677	38 519
Administration judiciaire	393	11 649	1 305	14 526	2 948	15 216	1 189	15 632
Administration pénitentiaire	426	10 901	1 375	12 029	1 591	15 324	8 374	16 533
Pilotage et soutien	-	2 847	6	5 729	160	3 521	114	6 254
Relation avec le Parlement	-	-	-	-	-	49	0	100

Tableau II-10 : Consommations budgétaires par programme du ministère (en millions de FCFA)

	2021			2022			2023		
	Dotat° en CP	Conso. en CP	Taux (%) de conso.	Dotat° en CP	Conso. en CP	Taux (%) de conso.	Dotat° en CP	Conso. en CP	Taux (%) de conso.
Ensemble	34 419	33 493	97,5	35 408	32 926	90,6	40 087	39 293	98,0
Administration judiciaire	14 526	13 784	95,1	15 216	14 243	86,3	15 632	15 232	97,4
Administration pénitentiaire	12 029	11 935	99,3	15 324	14 094	76,9	16 533	16 256	98,3
Droits Humains	1 279	1 277	99,7	681	673	98,8	861	857	99,5
Citoyenneté et Paix	470	468	99,2	617	604	97,8	707	698	98,8
Pilotage et soutien	6 115	6 029	99,2	3 521	3 263	165,9	6 254	6 150	98,3
Relation avec le Parlement	-	-	-	49	49	90,7	100	100	100,0

Tableau II-11 : Consommations budgétaires par programme de la justice (en millions de FCFA)

	2021			2022			2023		
	Dotat° en CP	Conso. en CP	Taux (%) de conso.	Dotat° en CP	Conso. en CP	Taux (%) de conso.	Dotat° en CP	Conso. en CP	Taux (%) de conso.
Ensemble	32 284	31 362	97,2	34 111	31 649	92,8	38 519	37 728	97,9
Administration judiciaire	14 526	13 784	94,9	15 216	14 243	93,6	15 632	15 229	97,4
Administration pénitentiaire	12 029	11 935	99,2	15 324	14 094	92,0	16 533	16 228	98,2
Pilotage et soutien	5 729	5 643	98,6	3 521	3 263	92,7	6 254	6 171	98,7
Relation avec le Parlement	-	-	-	49	49	100,0	100	100	100,0

Tableau II-12 : Dotations et Consommations budgétaires par Direction régionale de l'administration pénitentiaire

	2019		2020		2021		2022		2023	
	Dot.	Cons.	Dot.	Cons.	Dot.	Cons.	Dot.	Cons.	Dot.	Cons.
Ensemble	13 250	12 742	9 331	9 280	11 380	11 228	11 380	11 331	11 380	11 180
DRAP-Bobo-Dioulasso	4 350	4 350	3 550	3 500	3 665	3 565	3 826	3 826	3 826	3 826
DRAP-Ouagadougou	4 550	4 045	2 908	2 907	3 840	3 788	4 493	4 444	4 493	4 293
DRAP-Fada N'Gourma	4 350	4 347	2 873	2 873	3 875	3 875	3 061	3 061	3 061	3 061

Tableau II-13 : Dotation des crédits délégués par juridiction excepté les TGI (en milliers de FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	109 850	84 900	163 403	206 050	179 250	527 945	117 000	117 000	119 450
Cours d'appel	34 900	26 800	101 750	135 400	108 400	489 133	68 270	68 270	70 720
Bobo-Dioulasso	19 400	15 450	43 300	52 500	52 500	14 045	18 850	18 850	17 450
Ouagadougou	-	11 350	29 950	44 800	17 800	450 113	14 570	14 570	13 170
Fada N'Gourma	15 500	-	28 500	38 100	38 100	24 975	34 850	34 850	40 100
Tribunaux pour enfants	9 800	7 150	8 300	5 025	5 675	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	4 900	3 500	4 250	2 575	3 225	-	-	-	-
Ouagadougou	4 900	3 650	4 050	2 450	2 450	-	-	-	-
Juges des enfants	5 600	4 450	4 950	8 900	7 350	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	2 800	2 250	2 750	4 450	3 700	-	-	-	-
Ouagadougou	2 800	2 200	2 200	4 450	3 650	-	-	-	-
Tribunaux du travail	16 600	12 550	14 250	14 200	14 800	11 660	15 380	15 380	15 380
Bobo-Dioulasso	5 700	4 250	5 450	4 900	5 500	4 615	5 900	5 900	5 900
Koudougou*	5 100	4 000	4 200	4 700	4 700	3 845	5 180	5 180	5 180
Ouagadougou	5 800	4 300	4 600	4 600	4 600	3 200	4 300	4 300	4 300
Tribunaux d'instance	10 850	7 700	8 901	8 475	8 975	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	5 550	3 975	4 876	4 450	4 950	-	-	-	-
Ouagadougou	5 300	3 725	4 025	4 025	4 025	-	-	-	-
Tribunaux de commerce	19 400	15 125	14 226	18 475	18 475	15 702	18 370	18 370	18 370
Bobo-Dioulasso	9 200	7 350	7 500	9 850	9 850	9 745	10 420	10 420	10 420
Ouagadougou	10 200	7 775	6 726	8 625	8 625	5 957	7 950	7 950	7 950
Tribunaux administratifs	12 700	11 125	11 026	15 575	15 575	11 450	14 980	14 980	14 980
Bobo-Dioulasso	6 000	6 100	5 600	8 300	7 275	6 050	8 300	8 300	8 300
Ouagadougou	6 700	5 025	5 426	7 275	8 300	5 400	6 680	6 680	6 680

Tableau II-14 : Consommation des crédits délégués par juridiction excepté les TGI (en milliers de FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	102 126	77 539	157 960	165 512	150 549	518 561	105 185	106 818	113 437
Cours d'appel	30 695	23 246	99 825	104 523	85 202	484 235	64 372	62 243	67 145
Bobo-Dioulasso	19 205	13 966	42 843	51 395	34 198	12 740	16 794	16 898	15 830
Ouagadougou	11 490	9 281	28 686	15 041	12 909	446 721	12 733	10 495	12 266
Fada N'Gourma	-	-	28 296	38 087	38 095	24 773	34 844	34 850	39 050
Tribunaux pour enfants	9 329	6 834	6 915	4 901	5 460	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	4 684	3 400	4 013	2 451	3 010	-	-	-	-
Ouagadougou	4 645	3 434	2 902	2 450	2 450	-	-	-	-
Juges des enfants	5 132	3 944	4 558	5 949	6 950	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	2 787	2 147	2 462	3 049	3 700	-	-	-	-
Ouagadougou	2 345	1 797	2 096	2 900	3 250	-	-	-	-
Tribunaux du travail	16 242	12 102	13 933	11 790	13 598	10 109	12 917	14 876	14 548
Bobo-Dioulasso	5 498	4 038	5 444	3 592	5 498	3 714	4 462	5 796	5 688
Koudougou*	5 062	3 870	3 990	3 599	3 600	3 294	4 155	4 980	4 560
Ouagadougou	5 682	4 194	4 499	4 600	4 500	3 100	4 300	4 100	4 300
Tribunaux d'instance	10 287	7 269	8 658	8 264	8 511	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	5 539	3 773	4 671	4 249	4 496	-	-	-	-
Ouagadougou	4 748	3 496	3 987	4 015	4 015	-	-	-	-
Tribunaux de commerce	17 978	13 473	13 903	15 998	16 748	14 943	15 006	15 576	16 766
Bobo-Dioulasso	9 197	7 142	7 392	8 739	9 244	9 493	8 145	8 676	9 866
Ouagadougou	8 781	6 331	6 511	7 259	7 504	5 449	6 861	6 900	6 900
Tribunaux administratifs		10 671	10 168	14 087	14 080	9 274	12 890	14 124	14 978
Bobo-Dioulasso	5 894	5 984	5 597	8 039	6 040	5 798	6 539	7 452	8 298
Ouagadougou	6 569	4 687	4 571	6 048	8 040	3 475	6 351	6 673	6 680

Tableau II-15 : Dotation des crédits délégués par TGI (en milliers de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	221 350	220 166	264 675	264 675	185 793	262 315	260 315	257 055
Banfora	9 350	9 300	10 850	10 850	7 298	10 050	10 050	10 050
Bobo-Dioulasso	15 250	13 050	19 000	19 000	16 739	20 920	20 020	20 020
Bogandé	8 300	8 450	9 150	9 150	6 229	8 630	8 630	7 530
Boromo	8 400	8 450	9 350	9 350	10 750	9 845	9 845	9 845
Dédougou	9 475	8 650	10 180	10 180	6 767	9 300	8 200	8 200
Diapaga	8 600	8 750	9 550	9 550	6 528	8 780	8 780	7 680
Diébougou	8 250	8 250	9 250	9 250	6 334	8 515	8 515	8 515
Djibo	8 250	8 000	8 780	8 780	*-	-	-	-
Dori	8 150	8 250	9 930	9 930	6 769	9 105	9 105	9 105
Fada N'Gourma	9 350	9 500	10 680	10 680	7 072	9 730	9 730	9 730
Gaoua	8 250	8 400	9 530	9 530	6 697	8 815	8 815	8 815
Kaya	8 600	8 750	10 430	10 430	6 968	9 640	9 640	9 640
Kongoussi	8 200	8 600	9 150	9 150	5 064	8 600	8 600	8 600
Koudougou	9 100	8 750	11 380	11 380	7 367	10 430	10 430	10 430
Koupéla	-	4 150	8 380	8 380	5 588	7 560	7 560	7 560
Léo	8 500	8 550	9 400	9 400	6 267	8 860	8 860	8 860
Manga	8 850	8 900	10 600	10 600	6 813	9 750	9 750	9 750
Nouna	7 850	8 000	8 800	8 800	5 965	8 270	8 270	8 270
Orodara	8 400	8 350	9 280	9 280	6 225	8 460	8 460	8 460
Ouaga I	16 150	14 200	20 650	20 650	19 848	21 110	21 110	20 050
Ouaga II	-	-	-	-	-	13 300	13 300	13 300
Ouahigouya	9 200	9 290	10 900	10 900	7 409	10 060	10 060	10 060
Pô	-	-	-	-	-	5 500	5 500	5 500
Tenkodogo	9 100	9 050	11 280	11 280	7 613	11 250	11 250	11 250
Tougan	8 325	8 226	9 125	9 125	6 142	8 395	8 395	8 395
Yako	8 750	8 450	9 350	9 700	6 507	8 535	8 535	8 535
Ziniaré	8 700	7 850	9 700	9 350	6 834	8 905	8 905	8 905

* Les crédits délégués de Djibo ont été reversés à Ouagadougou

Tableau II-16 : Consommation des crédits délégués par TGI (en milliers de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	199 344	195 309	247 729	241 498	178 250	238 691	244 055	239 545
Banfora	9 347	9 297	10 850	10 850	7 298	9 850	10 050	9 390
Bobo-Dioulasso	14 029	8 194	18 646	18 999	16 117	18 180	20 017	20 019
Bogandé	7 152	7 731	7 683	8 394	6 027	7 500	6 950	6 400
Boromo	7 664	6 839	9 350	9 350	9 849	9 440	9 440	9 841
Dédougou	8 840	8 043	9 726	9 726	6 664	8 636	7 983	8 097
Diapaga	6 899	6 938	8 065	8 743	6 123	7 500	7 500	7 580
Diébougou	8 049	7 644	8 845	9 247	6 332	8 310	8 512	8 288
Djibo	6 799	7 648	7 478	-	-	-	-	-
Dori	6 681	7 642	9 703	8 630	6 569	7 835	7 634	7 234
Fada N'Gourma	7 662	8 582	10 361	10 319	7 047	8 050	7 598	9 130
Gaoua	8 096	7 686	9 528	9 530	6 697	8 270	8 815	7 080
Kaya	8 240	7 397	9 526	8 626	6 584	8 000	7 999	8 314
Kongoussi	7 323	7 128	7 792	8 222	4 936	8 021	7 905	7 910
Koudougou	8 002	7 391	9 877	9 879	6 881	8 500	10 230	10 230
Koupéla	-	3 757	7 649	7 975	5 447	6 826	6 877	6 623
Léo	7 020	6 992	8 637	9 295	5 963	5 999	8 754	8 742
Manga	7 456	7 833	9 529	10 231	6 712	9 545	9 546	9 546
Nouna	7 648	7 498	7 450	7 875	5 665	7 390	7 290	8 070
Orodara	8 198	7 272	8 378	7 779	5 308	7 348	8 134	6 999
Ouaga I	14 383	14 192	20 588	20 635	19 343	21 106	21 085	19 197
Ouaga II	-	-	-	-	-	12 388	12 380	12 390
Ouahigouya	8 952	9 286	10 794	10 694	7 204	9 649	9 632	9 632
Pô	-	-	-	-	-	4 816	4 845	4 748
Tenkodogo	7 852	7 848	10 929	10 480	7 612	11 250	10 199	10 850
Tougan	7 735	7 515	8 909	8 915	5 831	8 039	8 166	7 536
Yako	7 250	7 712	8 894	9 181	5 850	8 199	8 334	8 200
Ziniaré	8 067	7 244	8 542	7 923	6 182	8 046	8 180	7 500

Tableau II-17 : Dotation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	459 792	553 486	553 466	553 466	440 782	489 275	494 583	488 130
Banfora	18 160	21 700	21 828	19 736	11 822	15 810	17 154	16 457
Bobo-Dioulasso	35 024	44 289	49 535	45 680	43 488	44 040	45 803	49 821
Bogandé	20 840	23 617	20 102	19 051	11 326	13 620	9 180	8 820
Boromo	16 344	18 425	16 542	16 459	11 095	14 710	14 277	17 496
Dédougou	14 317	16 417	15 680	15 536	11 567	14 750	15 313	16 339
Diapaga	13 019	15 952	18 020	17 593	15 674	15 875	17 084	13 301
Diébougou	10 841	12 441	13 254	14 885	10 058	13 580	17 084	15 986
Djibo	11 433	13 696	14 277	13 630	9 163	11 600	9 763	6 628
Dori	15 356	17 162	13 270	12 230	10 570	10 880	10 478	9 008
Fada N'Gourma	19 806	23 930	21 102	22 176	18 576	18 280	16 010	14 573
Gaoua	12 967	14 751	16 185	17 183	13 998	15 530	19 062	18 605
Kaya	22 712	25 554	19 168	15 656	13 670	12 855	13 530	13 384
Kongoussi	10 329	11 890	11 917	9 432	6 023	7 750	9 327	8 967
Koudougou	19 396	20 388	22 724	21 269	10 662	13 955	18 223	20 419
Koupéla	-	6 250	6 640	7 661	7 373	9 750	8 174	10 134
Léo	14 429	16 205	14 002	12 343	7 557	9 875	10 497	10 799
Manga	17 656	21 060	16 390	12 695	8 340	10 440	11 224	12 840
Nouna	9 999	11 599	11 732	10 926	7 269	9 520	9 358	5 031
Orodara	11 404	13 093	13 302	12 342	8 483	10 940	11 125	10 316
Ouagadougou (MACO)	77 592	99 759	113 424	127 821	82 226	111 600	95 613	89 558
Ouagadougou (PHS)	17 057	20 266	21 068	33 380	68 127	41 425	49 491	48 628
Ouahigouya	14 769	17 327	18 954	19 185	12 868	15 880	21 080	22 680
Pô	-	-	-	-	-	-	-	1 428
Tenkodogo	26 706	30 582	24 123	20 468	15 861	14 860	15 503	17 333
Tougan	8 944	10 944	12 607	11 828	7 886	10 220	9 695	7 449
Yako	8 830	10 412	11 575	9 003	6 940	8 090	9 027	10 401
Ziniaré	11 862	15 777	16 045	15 298	10 160	13 440	11 508	11 729

Tableau II-18 : Consommation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	452 058	538 804	547 118	533 499	437 440	486 842	490 275	473 516
Banfora	18 078	21 489	21 428	19 334	11 622	15 810	17 154	16 457
Bobo-Dioulasso	35 010	43 967	49 424	45 677	43 359	44 032	45 803	49 821
Bogandé	19 387	22 730	19 703	19 043	11 325	13 619	9 180	8 395
Boromo	16 042	17 511	16 538	16 451	11 093	14 484	14 275	14 395
Dédougou	13 928	15 313	15 675	15 534	11 566	14 750	15 313	16 338
Diapaga	12 734	15 251	17 899	16 793	15 474	15 225	16 434	12 651
Diébougou	10 734	11 983	12 841	14 873	10 058	13 579	16 434	15 986
Djibo	11 432	12 873	13 886	12 824	8 912	11 150	9 663	6 622
Dori	15 176	17 154	13 269	12 230	10 318	10 878	10 478	9 003
Fada N'Gourma	19 130	23 924	21 089	22 173	18 574	18 276	16 010	14 573
Gaoua	12 958	14 737	16 170	17 181	13 498	15 202	18 962	18 405
Kaya	22 452	25 424	19 166	15 655	13 670	12 855	13 530	13 384
Kongoussi	10 124	11 435	11 713	9 214	6 020	7 741	9 321	8 928
Koudougou	18 395	19 713	22 724	21 268	10 661	13 955	18 223	20 419
Koupéla	-	5 846	6 586	7 461	7 273	9 700	8 174	10 134
Léo	14 191	15 551	13 828	11 641	7 256	9 875	10 497	10 799
Manga	17 448	20 501	16 278	12 593	8 338	10 440	11 224	12 840
Nouna	9 804	10 699	11 032	10 726	7 269	9 520	7 246	0
Orodara	10 310	12 183	12 394	11 340	7 858	10 740	10 924	10 116
Ouagadougou (MACO)	77 475	98 954	112 561	124 379	82 209	111 513	95 562	89 551
Ouagadougou (PHS)	16 530	20 151	21 048	33 371	67 990	41 420	49 486	48 615
Ouahigouya	14 753	16 735	18 946	19 176	12 866	15 878	21 073	22 678
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0
Tenkodogo	26 692	30 194	24 020	20 364	15 859	14 657	15 302	17 131
Tougan	8 815	8 792	11 535	10 164	7 757	10 115	9 690	7 124
Yako	8 626	10 074	11 323	9 002	6 444	8 090	8 826	10 301
Ziniaré	11 836	15 620	16 042	15 196	10 159	13 338	11 490	8 851

II.3. Personnel

Le personnel du ministère en charge de la justice et des droits humains est composé :

- de magistrats ;
- de personnel du corps des greffiers
- de personnel de la garde de sécurité pénitentiaire ;
- de personnel des droits humains ;
- d'interprètes judiciaires ;
- de personnel occupant des emplois non spécifiques du département.

Concepts

Les magistrats sont régis par la loi organique n°050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature et la loi n° 049-2015/CNT du 25 août 2015 portant organisation composition, attributions et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature. On distingue les magistrats du siège et les magistrats du Parquet (ministère public).

Les **magistrats du siège** sont au niveau :

- du tribunal de grande instance : les juges au siège et les juges d'instruction ;
- du tribunal du travail : le président et les juges ;
- du tribunal administratif : le président et les juges ;
- de la Cour d'appel : le premier président, le vice-président, les présidents de chambres et les conseillers ;
- de la Cour de cassation : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- de la Cour des comptes : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- du Conseil d'État : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- du Tribunal de commerce : le président, le vice-président et les juges.

Les **magistrats du parquet** ou assimilés sont au niveau :

- des TGI : le procureur du Faso et son ou ses substituts.
- du TA : le commissaire du gouvernement et son ou ses adjoints ;
- de la CA : le procureur général, ses substituts et les avocats généraux ;
- de la CCass : le procureur général, le premier avocat général et les avocats généraux ;
- de la CC : le procureur général et les commissaires du gouvernement ;
- du CE : le commissaire du gouvernement et les commissaires du gouvernement adjoints ;
- de la CAA, le commissaire du gouvernement et les commissaires du gouvernement adjoints.

NB : En application de l'article 2, alinéa 3 de la loi organique n° 050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature, les commissaires du gouvernement et leurs adjoints sont assimilés aux magistrats du parquet.

Sources statistiques : *Les effectifs des magistrats des différentes structures de la justice ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir de leurs dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Le classement des différents actes de mobilité professionnelle a permis cette reconstitution.*

Tableau II-19 : Personnel du ministère par sexe et par corps

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	2 964	3 421	3 507	3 735	4 102	4 473	4 826	5 117	5 558	5 943
Hommes	2 451	2 783	2 842	3 008	3 315	3 642	3 923	4 145	4 530	4 866
Femmes	513	638	665	727	787	831	903	972	1 028	1 077
Magistrats	477	505	538	559	559	622	707	690	676	657
Hommes	378	396	425	444	444	505	577	565	556	544
Femmes	99	109	113	115	115	117	130	125	120	113
Greffiers	425	449	482	493	541	626	713	806	897	985
Hommes	315	335	358	374	413	481	550	629	714	795
Femmes	110	114	124	119	128	145	163	177	183	190
GSP	1 846	2 030	2 032	2 113	2 410	2 688	2 807	2 903	3 257	3 578
Hommes	1 591	1 730	1 733	1 789	2 039	2 267	2 354	2 424	2 730	3 005
Femmes	255	300	299	324	371	421	453	479	527	573
Personnel Droits humains	ND	185	208	235	253	282	289	290	296	295
Hommes	ND	138	151	165	179	200	206	206	211	212
Femmes	ND	47	57	70	74	82	83	84	84	83
Interprètes judiciaires	ND	ND	35	33	33	26	25	24	23	22
Hommes	ND	ND	27	25	25	19	18	17	16	15
Femmes	ND	ND	8	8	8	7	7	7	7	7
Autres personnels	216	252	212	302	306	229	285	404	410	406
Hommes	167	184	148	211	215	170	218	304	303	295
Femmes	49	68	64	91	91	59	67	100	107	111

Tableau II-20 : Personnel du ministère par catégorie

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	-	-	-	-	-	-	4 537	5 117	5 558	5 943
P	-	-	-	-	-	-	708	691	677	659
A et assimilés	-	-	-	-	-	-	344	546	556	623
B et assimilés	-	-	-	-	-	-	771	986	1 064	1 092
C et assimilés	-	-	-	-	-	-	2 602	2 752	3 119	3 441
D et assimilés	-	-	-	-	-	-	75	79	79	71
E et assimilés	-	-	-	-	-	-	37	63	63	57

Tableau II-21 : Personnel du ministère par tranche d'âges

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	-	-	-	-	-	-	4 537	5 117	5 558	5 943
Moins de 20 ans	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
20 à 24 ans	-	-	-	-	-	-	132	139	223	319
25 à 29 ans	-	-	-	-	-	-	658	711	832	999
30 à 39 ans	-	-	-	-	-	-	2 107	2 367	2 280	2 138
40 à 49 ans	-	-	-	-	-	-	1 362	1 628	1 904	1 978
50 à 59 ans	-	-	-	-	-	-	226	237	279	440
60 ans et plus	-	-	-	-	-	-	52	35	40	69

NB : Les tableaux 16 et 17 sont renseignés à partir de 2020. Les effectifs de 2020 n'intègrent pas le personnel des droits humains. Les données des années antérieures n'ont pas pu être reconstituées

Tableau II-22 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	477	505	538	559	559	622	707	690	676	657
Sexe										
Hommes	378	396	425	444	444	505	577	565	556	544
Femmes	99	109	113	115	115	117	130	125	120	113
Ancienneté										
Moins de 5 ans	109	120	100	132	131	167	237	207	177	177
5 à 9 ans	148	156	129	126	98	109	125	131	130	129
10 à 14 ans	89	90	134	143	145	145	128	122	123	96
15 à 20 ans	61	69	46	53	72	88	116	131	138	164
21 à 24 ans	0	5	27	38	46	46	29	32	41	40
25 ans et plus	70	65	65	67	67	67	72	67	64	51
Position										
Chancellerie	52	55	49	51	55	56	60	52	49	57
SP/CSM			4	4	5	6	6	4	4	8
Juridictions	376	394	431	457	450	519	593	581	563	541
Mission onusienne	6	8	6	7	7	3	2	4	7	7
Détachement	5	9	11	15	14	13	12	15	13	9
Disponibilité	3	4	2	1	1	1	2	2	2	1
Mises à disposition	35	35	14	28	28	25	30	32	38	32
Stage de perfectionnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2

Tableau II-23 : Magistrats par type de juridiction

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	376	402	445	470	456	519	593	581	566	541
Cour de cassation	29	29	32	42	40	35	33	30	28	30
Conseil constitutionnel	7	8	8	7	6	7	4	3	2	1
Conseil d'État	14	15	14	9	9	14	19	16	19	18
Cour des comptes	6	6	6	10	10	10	9	7	8	14
Cours d'appel	55	57	80	98	94	109	107	122	107	103
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	-	13	14
Tribunaux d'instance	6	6	6	4	6	0	-	-	-	-
Tribunaux de grande instance	218	222	239	239	231	293	371	353	328	304
Tribunaux du travail	14	14	14	16	15	17	15	14	18	18
Juges des enfants	6*	6	7	7	7	0	-	-	-	-
Tribunaux pour enfants	8*	9	7	6	6	0	-	-	-	-
Tribunaux administratifs	17	18	18	20	20	21	22	22	29	26
Tribunaux de commerce	10	12	14	12	12	13	13	14	14	13

*Avant l'année 2015 ces magistrats exerçaient cumulativement deux fonctions : ils siégeaient à la fois dans les juridictions pour mineurs et dans le TGI ou la cour d'appel de la même localité. Actuellement, conformément aux prescriptions de la loi 15/2014 AN portant protection de l'enfant en conflit avec la loi ou en danger, il est désormais interdit aux magistrats d'exercer cumulativement les deux fonctions.

Tableau II-24 : Magistrats par juridiction (exceptées les hautes cours)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	338	358	396	403	395	453	528	525	509	478
Cours d'appel	55	57	93	98	98	109	107	122	107	103
Bobo-Dioulasso	20	17	29	28	28	28	30	32	28	33
Fada N'Gourma	-	-	13	15	15	16	18	16	15	14
Ouagadougou	35	40	51	55	55	65	59	74	64	56
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	-	13	14
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	-	13	14
Tribunaux pour enfants	8	9	6	6	6	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	3	3	1	1	1	-	-	-	-	-
Ouagadougou	5	6	5	5	5	-	-	-	-	-
Juges des enfants	10	10	8	7	7	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	2	2	1	1	1	-	-	-	-	-
Ouagadougou	4	4	2	2	2	-	-	-	-	-
Kaya	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-
Ouahigouya	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-
Koudougou	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-
Banfora	1	1	1	0	0	-	-	-	-	-
Tenkodogo	-	-	1	1	1	-	-	-	-	-
Tribunaux du travail	14	14	14	16	15	17	15	14	18	18
Bobo-Dioulasso	4	4	3	3	3	3	4	3	3	3
Koudougou	2	2	3	3	3	3	1	1	3	1
Ouagadougou	8	8	8	10	9	11	10	10	12	13
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Tribunaux d'instance	6	6	6	6	6	0	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	2	0	-	-	-	-
Ouagadougou	4	4	4	2	4	0	-	-	-	-
Tribunaux de commerce	10	12	12	12	12	13	13	14	14	13
Bobo-Dioulasso	4	4	4	4	4	4	4	4	5	4
Ouagadougou	6	8	8	8	8	9	9	10	9	9
Tribunaux administratifs	17	18	18	20	20	21	22	22	29	26
Bobo-Dioulasso	7	5	5	6	6	6	7	7	9	7
Ouagadougou	10	13	13	14	14	15	15	15	20	19
Tribunaux de grande instance	218	232	239	238	231	293	371	353	328	304
Banfora	7	7	7	8	8	11	13	9	10	9
Bobo-Dioulasso	29	38	35	27	27	30	31	33	37	36
Bogandé	4	5	6	6	6	8	11	10	2	1
Boromo	6	6	6	6	6	6	11	8	8	7
Dédougou	7	7	8	6	6	11	14	13	11	11
Diapaga	5	5	5	4	4	7	8	8	3	2
Diébougou	5	5	4	6	6	6	8	7	9	8
Djibo	5	5	5	5	5	3	2	1	2	2
Dori	5	5	7	8	8	6	9	7	4	4
Fada N'Gourma	6	7	8	8	8	12	14	12	11	10
Gaoua	6	6	6	6	6	8	10	8	8	7
Kaya	8	8	7	9	9	9	14	12	10	9
Kongoussi	6	5	6	5	5	5	10	9	2	4
Koudougou	9	7	10	11	11	15	18	16	13	14
Koupéla	-	-	5	5	5	8	13	14	10	9

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Léo	6	6	6	6	5	6	10	8	8	6
Manga	6	6	7	6	6	6	11	10	8	8
Nouna	5	5	5	5	5	6	9	8	3	3
Orodara	5	5	5	5	5	7	11	10	8	6
Ouaga I	50	60	59	61	65	75	72	59	56	52
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	20	46	42
Ouahigouya	9	7	8	9	8	17	17	16	12	10
Pô	-	-	-	-	-	-	5	7	8	8
Tenkodogo	10	9	10	10	10	14	19	20	17	13
Tougan	6	5	6	5	5	5	9	5	3	3
Yako	6	6	6	6	6	6	10	8	7	8
Ziniaré	7	7	7	6	6	6	12	15	12	12

NB : Cette répartition n'intègre pas les magistrats des hautes cours telles que la cour de cassation, la cour des comptes, le conseil constitutionnel et le conseil d'Etat.

Concepts

Les personnels judiciaires des emplois spécifiques du Ministère de la justice autres que les magistrats se subdivisent en deux groupes à savoir :

- les greffiers ;
- les gardes de sécurité pénitentiaire.

Les emplois de greffiers sont régis par la loi 054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel du corps des greffiers. Ils sont hiérarchisés comme suit :

- les greffiers en chef qui sont des cadres de conception et/ou de direction ;
- les greffiers qui sont des cadres d'application ;
- les secrétaires de greffes et parquets qui sont des agents d'exécution.

Les emplois de greffier en chef, de greffier et de secrétaire des greffes et parquets comprennent respectivement les attributions définies aux articles 12, 17 et 21 de la loi précitée

Le greffier en chef : Sous l'autorité des chefs de juridictions, le greffier en chef, chef de greffe, dirige le greffe, en assure la responsabilité et la gestion administrative.

- Il assiste le juge dans les actes de sa juridiction dans les conditions prévues par les textes en vigueur.
- Il est dépositaire des minutes et archives dont il assure la conservation.
- Il authentifie les actes et décisions juridictionnels et, à ce titre, il en délivre des extraits, des expéditions et des copies.
- Il assure la garde des scellés et de toutes sommes et pièces déposées, à quelque titre que ce soit, au greffe.
- Il gère les caisses d'avances et de menues dépenses.
- Il assure les fonctions d'auxiliaire du trésor public par la perception et le reversement des droits et taxes requis pour certaines formalités judiciaires.
- Il assure les fonctions d'auxiliaire du receveur de l'enregistrement par l'établissement des bordereaux relatifs aux actes et décisions de la juridiction soumis à cette formalité et le reversement des sommes requises.

Tableau II-25 : Personnel du corps des greffiers par sexe

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	425	449	482	493	541	626	713	806	897	985
Sexe										
Hommes	315	335	358	374	412	481	550	629	714	795
Femmes	110	114	124	119	129	145	163	177	183	190

Tableau II-26 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	109	114	122	122	127	142	171	186	183	210
Sexe										
Hommes	87	90	98	100	104	114	140	155	154	181
Femmes	22	24	24	22	23	28	31	31	29	29
Ancienneté										
Moins de 5 ans	20	23	19	8	5	42	21	81	75	100
5 à 9 ans	41	42	32	34	27	43	31	47	37	32
10 à 14 ans	24	25	31	36	44	35	45	38	37	47
15 à 19 ans	5	5	21	26	33	43	55	18	29	27
20 à 24 ans	1	1	0	0	0	15	6	2	5	4
25 ans et plus	18	18	18	18	18	1	11	0	0	0
Position										
Chancellerie	19	22	19	34	37	43	42	35	37	57
Juridictions (y compris les hautes cours)	84	88	87	80	83	93	107	132	129	130
Disponibilité	2	2	3	3	3	1	1	2	1	2
Mise à disposition	0	0	0	1	1	1	3	8	9	17
Détachement	1	0	1	1	1	1	3	5	1	2
Suspendu	0	0	0	0	4	4	-	2	2	0
Stage de spécialisation	1	0	7	1	1	0	-	-	-	0
Stage à l'ENAM	-	-	-	-	-	-	0	-	-	2
Mission onusienne	2	2	3	2	1	0	0	-	0	0

Juridictions	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	84	88	87	80	84	93	107	132	129	130
Cour de cassation	2	2	2	5	5	6	5	4	6	4
Conseil constitutionnel	2	2	2	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	2	2	1	2	2	2	2	2	2	2
Cour des comptes	4	4	4	4	4	4	4	5	4	2
Cours d'appel	9	9	9	9	10	11	13	21	12	14
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	-	7	7
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	0	-	-	-	-
Tribunaux de grande instance	50	50	48	41	43	52	64	78	77	79
Tribunaux du travail	4	4	5	4	5	7	8	10	8	9
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	-	-	-	-
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	0	-	-	-	-
Tribunaux administratifs	3	6	6	4	4	5	6	5	6	7
Tribunaux de Commerce	4	5	6	6	6	5	4	6	6	5

Source : DRH

Tableau II-27 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	74	78	79	67	72	80	95	120	77	79
Cours d'appel	9	9	10	9	10	11	13	21	19	14
Bobo-Dioulasso	3	3	2	3	3	3	3	3	2	4
Ouagadougou	6	6	6	4	5	6	7	13	6	8
Fada N'Gourma	-	-	2	2	2	2	3	5	4	2
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	-	7	7
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	-	7	7
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	0	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	0	-	-	-	-
Ouagadougou	1	1	1	1	1	0	-	-	-	-
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	-	-	-	-
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	-	-	-	-
Tribunaux du travail	4	4	5	4	5	7	8	10	8	9
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	2	2	2	1	2
Koudougou	1	1	1	1	2	1	2	3	3	3
Ouagadougou	2	2	3	2	2	4	4	5	4	4
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	0	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	0	-	-	-	-
Ouagadougou	1	1	1	1	1	0	-	-	-	-
Tribunaux de commerce	4	5	6	6	6	5	4	6	6	5
Bobo-Dioulasso	2	2	3	3	2	2	2	2	2	2
Ouagadougou	2	3	3	3	4	3	2	4	4	3
Tribunaux administratifs	3	6	6	4	4	5	6	5	6	7
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	2	3	3	2	3	2
Ouagadougou	1	4	4	2	2	2	3	3	3	5
Tribunaux de grande instance	50	50	48	40	43	52	64	78	77	79
Banfora	2	2	2	2	2	1	1	3	2	3
Bobo-Dioulasso	5	5	5	2	4	5	6	6	6	7
Bogandé	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1
Boromo	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2
Dédougou	2	1	1	1	1	2	3	3	2	3
Diébougou	2	2	2	1	1	1	1	2	12	1
Diapaga	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Djibo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Dori	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Fada N'Gourma	2	2	2	2	2	2	2	2	2	1
Gaoua	1	1	2	1	1	2	1	1	1	1
Kaya	2	3	3	2	2	2	2	3	3	1
Kongoussi	1	1	2	2	2	2	2	2	2	1
Koudougou	2	2	2	3	3	3	4	4	3	4
Koupéla	-	-	0	1	1	2	2	4	4	4
Léo	2	2	2	2	2	3	3	3	3	3
Manga	3	3	2	1	2	2	2	2	2	2
Nouna	2	2	1	1	1	2	2	2	2	1
Orodara	1	1	1	1	1	2	2	3	3	3
Ouaga I	7	8	7	6	6	7	16	8	8	11
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	8	10	12
Ouahigouya	2	2	2	1	2	2	2	3	3	3
Pô	-	-	-	-	-	-	-	2	2	1
Tenkodogo	2	2	2	1	1	2	2	4	4	5
Tougan	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2
Yako	2	2	1	1	1	2	2	3	3	2
Ziniaré	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3

Concepts

❖ Le greffier

L'emploi de greffier comprend les attributions suivantes :

- Sous l'autorité des chefs de juridictions, de services et des greffiers en chef, le greffier assiste les greffiers en chef et les magistrats dans leurs missions, dans les conditions prévues par les textes en vigueur ;
- Le greffier peut être désigné par l'autorité hiérarchique pour exercer d'autres fonctions du greffe.

Tableau II-28 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	193	222	251	237	276	287	370	426	493	539
Sexe										
Hommes	156	180	195	192	224	223	293	338	400	442
Femmes	37	42	56	45	52	64	77	88	93	97
Ancienneté										
Moins de 5 ans	47	62	58	47	48	174	161	278	327	374
5 à 9 ans	52	60	52	51	58	29	59	84	92	101
10 à 14 ans	59	63	79	85	87	32	52	37	41	26
15 à 19 ans	10	12	33	34	49	34	77	22	28	33
20 à 24 ans	1	1	1	3	5	8	13	5	5	5
25 ans et plus	24	24	28	17	29	10	8	0	0	0
Position										
Chancellerie	11	9	10	15	17	16	15	17	88	21
Juridictions (y compris les hautes cours)	166	199	206	197	218	245	327	363	363	497
SP/CSM	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1
Disponibilité	3	3	5	4	4	2	2	2	1	3
Mise à disposition	1	1	3	2	2	3	6	5	5	5
Détachement	0	0	2	4	4	1	0	0	0	0
Stage de formation ¹	12	10	32	15	30	19	200	35	35	12
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Greffiers en juridictions										
Ensemble	166	199	207	200	218	262	327	363	363	497
Cour de cassation	4	6	7	6	6	8	11	9	13	13
Conseil constitutionnel	3	3	6	2	4	3	3	2	2	2
Conseil d'État	4	6	6	6	6	6	7	6	9	12
Cour des comptes	4	5	5	5	5	6	5	6	8	9
Cours d'appel	24	26	30	32	33	32	39	38	43	52
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	-	7	8
Tribunaux d'instance	7	9	7	6	5	0	-	-	-	-
Tribunaux de grande instance	98	117	116	115	124	174	219	257	237	341
Tribunaux du travail	4	5	8	8	10	9	13	13	13	20
Juges des enfants	0	1	1	1	0	-	-	-	-	-
Tribunaux pour enfants	2	3	4	3	3	-	-	-	-	-
Tribunaux administratifs	6	7	5	5	8	8	12	13	13	19
Tribunaux de commerce	10	11	12	11	12	16	18	19	18	21

¹ Greffiers admis au concours professionnel, 1^{ère} et 2^{ème} année

Tableau II-29 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	220	76	252	256	262	341	321	322	441	357
Cours d'appel	24	26	27	32	33	32	39	38	50	52
Bobo-Dioulasso	10	11	12	14	13	17	19	18	21	20
Fada N'Gourma	-	-	3	3	4	3	4	4	5	5
Ouagadougou	14	15	15	15	16	12	16	16	17	27
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	-	7	8
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	-	7	8
Tribunaux pour enfants	8*	9	6	6	6	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	3*	3	1	1	1	-	-	-	-	-
Ouagadougou	5*	6	5	5	5	-	-	-	-	-
Juges des enfants	10*	10	8	7	7	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	2*	2	1	1	1	-	-	-	-	-
Ouagadougou	4*	4	2	2	2	-	-	-	-	-
Tribunaux du travail	4	5	8	8	10	9	13	13	13	20
Bobo-Dioulasso	1	0	3	3	3	4	5	5	5	6
Koudougou*	1	1	1	0	1	1	2	1	1	2
Ouagadougou	2	4	4	5	6	4	6	7	7	11
Fada N'Gourma										1
Tribunaux d'instance	7	9	7	6	5	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	2	3	4	3	3	-	-	-	-	-
Ouagadougou	5	6	3	3	2	-	-	-	-	-
Tribunaux de commerce	10	11	12	11	12	16	18	19	18	21
Bobo-Dioulasso	2	2	3	4	4	5	6	4	4	4
Ouagadougou	8	9	9	7	8	11	12	15	14	17
Tribunaux administratifs	6	6	5	5	8	8	12	13	13	19
Bobo-Dioulasso	1	2	2	2	2	4	5	4	4	7
Ouagadougou	5	4	3	3	6	4	7	9	9	12
Tribunaux de grande instance	151	179	181	181	276	239	239	340	237	341
Banfora	3	3	3	3	5	6	6	6	5	10
Bobo-Dioulasso	11	13	15	16	16	22	22	20	19	29
Bogandé	3	3	3	3	4	4	4	7	5	6
Boromo	2	3	3	3	4	4	3	5	5	7
Dédougou	4	5	4	3	5	7	8	9	9	11
Diébougou	3	2	1	1	2	4	5	6	6	10
Diapaga	2	4	5	2	3	4	4	4	2	2
Djibo	4	5	4	3	3	2	1	1	1	1
Dori	3	3	1	2	3	4	5	4	3	3
Fada N'Gourma	4	5	1	4	4	5	6	6	5	9
Gaoua	3	1	3	4	4	6	9	9	7	11
Kaya	3	4	3	3	4	5	6	5	4	8
Kongoussi	2	3	2	2	2	4	4	6	5	6
Koudougou	6	7	7	7	8	10	12	10	12	15
Koupéla	-	-	2	2	2	3	5	5	5	7
Léo	3	3	4	2	2	4	5	6	4	7
Manga	3	3	3	3	3	3	2	5	5	6
Nouna	2	2	2	2	3	3	4	4	3	3
Orodara	4	3	3	3	3	3	3	3	2	5
Ouaga I	20	26	31	34	32	49	70	62	57	77
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	29	29	47
Ouahigouya	3	5	3	2	2	5	6	9	9	16
Pô	-	-	-	-	-	-	5	6	7	11
Tenkodogo	5	6	6	5	5	6	8	7	7	10
Tougan	2	2	1	2	2	3	6	7	4	1
Yako	0	2	2	1	1	3	4	6	6	11
Ziniaré	3	4	4	3	4	5	6	11	11	12

Concepts

❖ Le Secrétaire des greffes et parquets.

L'emploi de secrétaire des greffes et parquets comprend les attributions suivantes :

- réceptionner, transmettre le courrier et tenir les registres y relatifs ;
- transcrire sur les registres des plaintes, les décisions du procureur et de ses substituts ;
- transcrire sur les registres d'exécution les peines et sur celui des contraintes par corps, les décisions rendues par les juridictions répressives, les réquisitions d'incarcération ainsi que tous les actes de procédure et les ordonnances ;
- saisir tout acte ou document qui sont d'usage dans les juridictions ;
- établir pour signature et délivrer les fiches n°2, n°3 du casier judiciaire et les pièces d'exécution;
- réceptionner, enregistrer et classer les fiches n°1 du casier judiciaire ou casier origine et central;
- coter les livres, les registres et carnets et les soumettre au paraphe du juge ;
- etc.

Tableau II-30 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	123	113	109	134	138	133	172	194	221	236
Hommes	72	65	65	82	85	87	117	136	160	172
Femmes	51	48	44	52	53	46	55	58	61	64
Ancienneté										
Moins de 5 ans	24	21	20	58	79	104	121	148	149	154
5 à 9 ans	33	30	25	22	11	7	12	25	52	57
10 à 14 ans	33	33	20	23	15	2	8	3	4	7
15 à 19 ans	5	4	7	10	12	8	15	7	7	9
20 à 24 ans	1	1	1	1	1	7	4	11	8	9
25 ans et plus	27	24	30	20	20	5	12	0	1	0
Position										
Chancellerie	13	10	8	5	3	4	6	7	37	11
Juridictions (y compris les hautes cours)	79	86	90	98	102	128	154	165	163	212
Disponibilité	0	0	1	1	1	1	1	0	0	2
Mise à disposition	1	0	6	0	0	0	0	0	0	1
Détachement	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
Stage de spécialisation	1	0	7	1	1	0	-	-	-	0
Stage à l'ENAM	30	17	20	29	32	5	11	21	21	10
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau II-31 : Secrétaires des greffes et parquets en juridiction y compris les hautes cours

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	79	86	90	98	102	128	154	164	163	212
Cour de cassation	3	3	6	5	5	5	4	3	4	4
Conseil constitutionnel	0	0	0	0	0	1	1	0	1	0
Conseil d'État	1	3	5	5	5	3	3	3	3	4
Cour des comptes	5	4	3	3	3	3	3	3	3	4
Cours d'appel	7	6	7	10	12	13	14	16	13	14
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	-	2	3
Tribunaux d'instance	0	0	0	1	1	0	-	-	-	-
Tribunaux de grande instance	53	59	58	63	63	90	114	119	120	158
Tribunaux du travail	3	3	3	2	2	4	4	4	4	8
Juges des enfants	1	0	1	0	0	0	-	-	-	-
Tribunaux pour enfants	1	2	1	2	2	0	-	-	-	-
Tribunaux administratifs	2	3	4	5	5	5	7	10	9	10
Tribunaux de commerce	3	3	2	2	4	4	4	6	4	7

Source : DRH

Tableau II-32 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, ancienneté, position et type de juridiction (suite)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	70	77	76	85	89	116	118	155	154	200
Cours d'appel	7	6	9	10	12	13	14	16	15	14
Bobo-Dioulasso	4	4	4	3	5	5	4	4	3	3
Fada N'Gourma		-	4	4	3	4	4	5	4	3
Ouagadougou	3	2	1	3	4	4	6	7	6	8
Cour administrative d'appel	-	-	-	-	-	-	-	-	2	3
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	-	2	3
Tribunaux pour enfants	1	2	1	2	2	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	0	1	0	0	0	-	-	-	-	-
Ouagadougou	1	1	1	2	2	-	-	-	-	-
Juges des enfants	1	0	1	0	0	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	1	0	0	0	0	-	-	-	-	-
Ouagadougou	0	0	1	0	0	-	-	-	-	-
Tribunaux du travail	3	3	3	2	2	4	3	4	4	8
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Koudougou	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1
Fada N'Gourma										2
Ouagadougou	2	2	2	1	1	2	1	2	2	3
Tribunaux d'instance	0	0	0	1	1	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-
Ouagadougou	0	0	0	1	1	-	-	-	-	-
Tribunaux de commerce	3	3	2	2	4	4	4	6	4	7
Bobo-Dioulasso	0	1	1	1	2	2	2	3	2	2
Ouagadougou	3	2	1	1	2	2	2	3	2	5
Tribunaux administratifs	2	4	4	5	5	5	7	10	9	10
Bobo-Dioulasso	1	2	2	2	2	2	3	4	4	5
Ouagadougou	1	2	2	3	3	3	4	6	5	5
Tribunaux de grande instance	53	59	56	63	63	90	90	119	120	158
Banfora	4	4	3	1	2	3	4	4	4	5
Bobo-Dioulasso	4	4	4	4	3	8	7	9	10	13
Bogandé	1	1	0	0	0	1	1	2	2	1
Boromo	1	1	2	1	1	2	2	4	4	5
Dédougou	1	2	3	3	3	4	4	3	3	3
Diébougou	1	2	2	2	3	4	4	5	3	6
Diapaga	2	0	1	2	2	0	1	2	2	2
Djibo	1	1	1	2	2	1	1	1	1	1
Dori	2	3	3	4	4	3	2	2	1	2
Fada N'Gourma	1	2	1	1	2	5	2	4	4	4
Gaoua	1	1	1	1	2	3	3	4	3	4
Kaya	2	2	1	1	2	3	3	3	3	4
Kongoussi	1	1	1	1	1	2	2	1	1	1
Koudougou	2	2	3	2	3	6	5	9	9	13
Koupéla	-	-	2	3	2	3	2	5	5	7
Léo	2	1	1	1	1	2	1	2	3	3
Manga	0	1	1	2	2	2	3	5	5	6
Nouna	1	1	2	2	2	3	2	2	1	1
Orodara	1	2	1	1	1	2	2	2	2	3
Ouaga I	14	16	13	13	11	11	14	20	22	32
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	10	11	18
Ouahigouya	2	2	3	3	3	3	1	3	3	3
Pô	-	-	-	-	-	-	5	3	3	4
Tenkodogo	2	2	2	3	3	5	5	4	4	4
Tougan	2	1	1	4	3	5	4	2	1	1
Yako	3	4	3	3	2	5	5	4	3	5
Ziniaré	2	3	3	3	3	4	5	5	7	7

Concepts

La garde de sécurité pénitentiaire (GSP) a été créée par décret n°84-307/ CNR/ PRES/ MJ du 17 août 1984. C'est un corps paramilitaire au sein du Ministère en charge de la justice. Il est régi par la loi 16 -2014/AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire. Aux termes de l'article 2 alinéa 2 de la loi suscitée, la Garde de sécurité pénitentiaire est chargée de la sécurité, de la gestion et du fonctionnement des établissements pénitentiaires sur toute l'étendue du territoire, de la sécurité dans les domaines relevant du ministère en charge de la justice et de la préparation à la réinsertion sociale des personnes privées de liberté.

Le personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire est hiérarchisé ainsi qu'il suit :

- les inspecteurs de sécurité pénitentiaire ;
- les contrôleurs de sécurité pénitentiaire ;
- les assistants de sécurité pénitentiaire ;
- les agents de sécurité pénitentiaire.

Les attributions des inspecteurs de sécurité pénitentiaire, de contrôleurs de sécurité pénitentiaire, d'assistants de sécurité pénitentiaire et d'agents de sécurité pénitentiaire sont régies respectivement par les articles 13, 17, 21,22 et 25 de la loi n° 016 /2014 AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire.

Tableau II-33 : Personnel de sécurité pénitentiaire par sexe

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 846	2 030	2 032	2 113	2 410	2 688	2 807	2 903	3 257	3 578
Hommes	1 591	1 730	1 733	1 789	2 039	2 267	2 354	2 424	2 730	3 005
Femmes	255	300	299	324	371	421	453	479	527	573

Source : DRH

Tableau II-34 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les établissements pénitentiaires

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 324	1 410	1 485	1 444	1 682	1 784	1 782	1 764	1 839	2 007
CPA de Baporo	37	28	24	25	26	44	46	42	41	40
Centre pour mineurs de Laye	11	10	12	15	14	13	13	17	18	19
CERMICOL	-	-	20	18	20	24	24	26	29	28
Maisons d'arrêt et de correction	1 276	1 372	1 429	1 386	1 622	1 703	1 699	1 679	1 751	1 920
Banfora	39	44	46	53	60	67	60	63	63	73
Bobo-Dioulasso	136	140	141	125	163	181	170	173	180	206
Bogandé	37	40	46	45	47	46	49	39	30	29
Boromo	34	38	40	39	43	49	54	54	64	74
Dédougou	42	46	53	49	55	66	68	69	64	74
Diapaga	39	39	34	36	43	41	46	34	28	30
Diébougou	32	34	38	35	39	41	44	46	47	54
Djibo	29	28	57	51	69	32	30	25	14	2
Dori	39	39	39	34	52	47	40	41	42	46
Fada N'Gourma	42	45	46	39	54	58	56	57	61	65
Gaoua	35	39	38	41	48	55	55	49	59	63
Kaya	40	46	45	41	46	56	55	48	53	58
Kongoussi	28	28	33	32	34	39	38	39	38	38
Koudougou	50	58	54	54	58	57	62	68	77	78
Koupéla	-	-	23	32	43	40	39	36	44	52
Léo	33	38	35	36	43	54	56	52	53	52
Manga	36	38	36	34	40	37	36	34	47	53
Nouna	31	36	37	40	43	46	41	42	1	1
Orodara	30	31	35	33	42	57	57	51	53	50
Ouagadougou (MACO)	228	231	226	220	246	248	252	274	309	351
Ouagadougou (PHS)	101	127	122	125	141	165	165	167	193	230
Ouahigouya	56	51	50	43	46	48	50	48	44	40
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Tenkodogo	40	51	50	48	50	47	52	58	67	70
Tougan	30	30	32	32	36	45	43	42	42	40
Yako	26	30	32	33	38	34	38	31	28	36
Ziniaré	43	45	41	36	43	47	43	44	44	54

❖ Les inspecteurs de sécurité pénitentiaire

Ils constituent un corps de conception, de direction, de prestations intellectuelles et techniques, d'administration et de commandement.

❖ Les contrôleurs de sécurité pénitentiaire

Ils constituent un corps d'application, d'encadrement et de contrôle.

Ils sont chargés de l'encadrement et du contrôle du personnel des corps des assistants et des agents de sécurité pénitentiaire.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire. Cependant, lorsqu'ils sont nommés ou affectés à un poste de fonction, ils sont placés sous le contrôle de l'autorité hiérarchique immédiate.

❖ Les assistants de sécurité pénitentiaire

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire et des contrôleurs de sécurité pénitentiaire.

❖ Les agents de sécurité pénitentiaire

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire, des contrôleurs de sécurité pénitentiaire et des assistants de sécurité pénitentiaire.

Tableau II-35 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	95	98	102	97	101	107	117	127	141	152
Sexe										
Hommes	87	90	94	89	93	99	109	119	131	141
Femmes	8	8	8	8	8	8	8	8	10	11
Ancienneté										
Moins de 5 ans	18	10	1	0	0	28	0	33	44	53
5 à 9 ans	47	44	26	23	17	26	13	42	31	33
10 à 14 ans	22	29	65	59	54	38	50	31	31	30
15 à 20 ans	1	9	10	9	30	15	46	17	31	33
20 à 25 ans	7	6	38	0	0	0	2	4	4	3
26 ans et plus				6	6	0	6	0	0	0
Position										
Chancellerie	36	35	38	40	36	39	45	53	81	12
Autres structures	10	9	10	13	9	13	11	11	8	0
DGAP	26	26	28	27	27	26	34	43	58	45
Directions générale et centrales	24	23	24	24	24	23	31	40	55	42
DRAP Ouagadougou	1	2	2	1	1	1	1	1	1	1
DRAP Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
DRAP Fada N'Gourma	-	-	1	1	1	1	1	1	1	1
ENGSP	6	7	7	10	14	14	15	13	13	17
CPA de Baporo	1	1	1	1	2	1	1	1	1	2
CERMICOL			2	2	2	1	1	1	1	2
Centre pour mineurs de Laye	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Maisons d'arrêt et de correction	27	31	31	27	33	30	54	36	36	45
Banfora	1	1	1	1	1	2	1	1	1	2
Bobo-Dioulasso	2	3	2	1	1	2	2	2	2	1
Bogandé	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Boromo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Dédougou	1	0	1	1	1	1	1	1	1	2
Diapaga	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1
Diébougou	1	1	1	1	2	1	1	1	1	2
Djibo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dori	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Fada N'Gourma	1	2	1	1	2	1	1	1	1	2
Gaoua	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Kaya	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Kongoussi	1	1	1	1	1	1	1	2	2	1
Koudougou	1	1	1	1	2	1	2	2	2	2
Koupéla	-	-	1	1	1	1	1	1	1	3
Léo	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2
Manga	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2
Nouna	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Orodara	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Ouagadougou (MACO)	2	3	3	1	2	2	2	2	3	3
Ouagadougou (PHS)	2	2	2	2	1	2	2	2	2	2
Ouahigouya	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Tenkodogo	1	2	2	1	2	1	2	2	2	1
Tougan	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Yako	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Ziniaré	0	1	1	1	2	1	1	2	1	1
Mission onusienne	9	13	15	17	9	13	13	13	8	16
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Suspendus	-	-	-	-	-	-	1	1	1	1
Disponibilité	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0
Détachement	1	1	2	3	2	8	0	8	12	12
Stage de spécialisation	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-

Source : DRH

Tableau II-36 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	232	242	250	240	270	258	293	290	294	292
Sexe										
Hommes	214	221	226	219	245	234	267	265	267	265
Femmes	18	21	24	21	25	24	26	25	27	27
Ancienneté										
Moins de 5 ans	24	10	115	0	1	116	20	108	119	129
5 à 9 ans	61	73	115	60	58	63	20	93	77	72
10 à 14 ans	89	78	18	101	78	56	100	75	69	61
15 à 20 ans	10	33		33	80	13	107	14	29	30
20 à 25 ans	48	48	2	0	0	2	9	0	0	0
26 ans et plus	0	0	0	46	47	8	37	0	0	0
Position										
Chancellerie	63	60	51	71	78	85	77	105	123	7
Autres structures	4	6	7	4	4	8	9	9	10	0
DGAP	59	54	44	67	74	77	68	96	113	111
Directions générale et centrales	44	44	30	49	55	56	20	79	95	92
DRAP Bobo-Dioulasso	8	4	7	8	9	9	9	7	8	10
DRAP Fada N'Gourma				4	4	4	2	1	1	2
DRAP Ouagadougou	7	6	7	6	6	8	9	9	9	7
ENGSP	8	9	13	13	13	11	13	14	13	16
CPA de Baporo	5	4	3	4	4	4	4	4	4	4
Centre pour mineurs de Laye	1	1	1	2	2	1	1	1	1	1
CERMICOL	-	-	3	3	5	4	4	5	5	5
Maisons d'arrêt et de correction	91	119	138	122	125	140	130	124	121	123
Banfora	2	4	6	5	5	6	6	7	7	4
Bobo-Dioulasso	6	9	8	6	7	8	9	7	8	8
Bogandé	3	3	5	4	4	4	5	3	3	3
Boromo	4	4	5	5	5	6	7	3	5	4
Dédougou	3	3	5	5	5	6	5	5	6	6
Diapaga	3	3	3	4	4	5	3	2	3	1
Diébougou	3	4	5	4	4	6	3	3	5	5
Djibo	3	3	4	3	3	3	2	3	2	1
Dori	3	3	3	3	3	4	3	3	5	4
Fada N'Gourma	4	5	5	4	6	6	2	4	4	5
Gaoua	3	4	3	4	4	4	3	3	4	4
Kaya	3	4	5	4	4	5	6	6	5	6
Kongoussi	3	3	6	6	4	4	4	4	3	3
Koudougou	4	6	7	6	6	5	4	5	5	6
Koupéla	-	-	5	4	4	5	5	5	5	6
Léo	4	5	5	4	5	6	5	5	4	4
Manga	3	5	7	6	6	6	7	6	5	5
Nouna	3	4	4	4	4	3	4	4	0	0
Orodara	3	4	4	4	4	5	5	4	4	4
Ouagadougou (MACO)	9	14	12	10	11	14	12	10	12	14
Ouagadougou (PHS)	5	7	7	5	5	8	9	9	11	12
Ouahigouya	3	4	5	5	5	6	5	5	5	5
Tenkodogo	3	5	5	5	4	4	4	5	5	5
Tougan	3	3	3	4	5	3	4	4	2	2
Yako	4	4	5	3	3	4	5	2	1	2
Ziniaré	4	6	6	5	5	4	3	5	2	4
Mission onusienne	11	11	8	10	8	11	11	9	5	12
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Suspendus	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Disponibilité	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Détachement	2	2	2	1	1	0	0	0	1	1
Stage de spécialisation	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Stage de formation²	50	35	30	13	30	20	26	28	19	10

Source : DRH

² Contrôleurs admis au concours professionnel, 1^{ère} et 2^{ème} année

Tableau II-37 : Assistants de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 509	1 680	1 660	1 773	2 030	2 260	2 393	2 484	2 820	3 133
Sexe										
Hommes	1 280	1 409	1 392	1 478	1 691	1 874	1 974	2 038	2 333	2 598
Femmes	229	271	268	295	339	386	419	446	490	535
Ancienneté										
Moins de 5 ans	649	558	544	510	706	913	904	920	1 189	1 249
5 à 9 ans	595	778	1 073	705	738	825	554	785	623	781
10 à 14 ans	205	237	40	451	412	422	630	744	966	1 059
15 à 20 ans	5	55	0	56	123	89	262	30	39	43
21 à 25 ans	55	52	3	0	0	2	5	4	2	1
26 ans et plus	0	0	0	51	51	9	38	1	1	0
Position										
Chancellerie	237	286	282	359	446	569	659	761	1 038	43
Autres structures	29	39	32	35	40	44	47	46	45	4
DGAP	208	247	250	324	406	525	612	715	993	1 133
Directions générale et centrales	200	228	236	276	366	494	584	684	956	1 100
DRAP Bobo-Dioulasso	1	8	6	22	25	14	12	14	16	17
DRAP Fada N'Gourma	-	-	-	17	5	4	5	5	6	4
DRAP Ouagadougou	7	11	8	9	10	13	11	12	15	12
ENGSP	20	29	31	45	43	35	37	42	39	61
CPA de Baporo	31	23	20	20	20	39	41	37	36	34
Centre pour mineurs de Laye	10	9	11	13	12	12	12	16	17	18
CERMICOL	-	-	-	13	13	19	19	20	22	21
Maisons d'arrêt et de correction	1 152	1 218	1 257	1 237	1 451	1 532	1 536	1 519	1 592	1 751
Banfora	36	39	40	47	54	59	53	55	61	67
Bobo-Dioulasso	128	128	130	118	143	171	158	164	170	197
Bogandé	33	36	40	40	42	41	43	35	26	25
Boromo	29	33	34	33	37	42	46	48	58	68
Dédougou	37	43	47	43	49	59	62	63	56	66
Diapaga	35	35	30	31	37	35	42	31	24	28
Diébougou	28	29	32	30	33	34	40	42	40	46
Djibo	25	24	52	47	65	28	27	21	11	0
Dori	33	33	35	30	48	42	36	37	36	40
Fada N'Gourma	37	38	40	34	46	51	53	52	56	58
Gaoua	31	34	34	36	43	50	51	45	54	57
Kaya	36	41	39	36	41	50	48	41	45	50
Kongoussi	24	24	26	25	29	34	33	28	33	34
Koudougou	45	51	46	47	50	51	56	61	70	70
Koupéla	-	-	17	27	38	34	33	30	38	43
Léo	28	32	29	31	37	47	50	45	47	46
Manga	32	32	28	27	33	30	28	26	40	46
Nouna	27	31	32	35	37	42	36	37	0	0
Orodara	26	26	30	28	37	51	51	46	48	44
Ouagadougou (MACO)	215	213	211	209	233	232	238	262	294	334
Ouagadougou (PHS)	94	118	113	118	135	155	154	156	180	216
Ouahigouya	52	46	44	37	40	41	43	41	37	33
Tenkodogo	36	44	42	42	44	42	46	51	60	64
Tougan	26	26	27	27	30	41	38	37	39	38
Yako	21	25	26	29	34	29	32	28	26	32
Ziniaré	38	37	33	30	36	42	39	37	41	49
Mission onusienne	6	12	31	27	14	30	29	24	21	18
Mise à disposition	2	2	1	1	1	7	8	7	8	8
Disponibilité	0	1	4	5	5	5	5	7	10	21
Détachement	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0
Suspendus	7	7	7	7	1	2	2	0	1	1
Stage de spécialisation	-	-	-	-	-	9	-	-	-	-
Condamné	-	-	-	-	-	1	-	1	-	0
Stage de formation³	-	-	-	37	50	40	35	49	35	20

Source : DRH

³ Assistants admis au concours professionnel, 1^{ère} et 2^{ème} année

Tableau II-38 : Agents de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	10	10	8	3	3	3	4	2	2	1
Sexe										
Hommes	10	10	8	3	3	3	4	2	2	1
Femmes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ancienneté										
Moins de 5 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5 à 9 ans	2	2	1	1	2	0	0	1	0	0
10 à 14 ans	2	2	1	1	1	2	3	0	0	0
15 à 20 ans	1	1	2	1	0	1	1	0	1	0
21 à 25 ans	5	5	4	0	0	0	0	1	1	1
26 ans et plus	-	-	1	0	0	0	0	0	0	0
Position										
Chancellerie	2	3	3	2	0	2	2	1	0	0
Autres structures	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DGAP	1	3	3	2	2	2	2	1	0	0
Directions générale et central	1	2	3	2	2	2	2	1	0	0
DRAP Bobo-Dioulasso	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
DRAP Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
DRAP Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CPA de Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre pour mineurs de Laye	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Maisons d'arrêt et de correction	6	4	4	0	1	1	1	1	1	1
Banfora	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	1	0	0	1	1	0	0	0
Bogandé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Léo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	2	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disponibilité	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Détachement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Suspendus	2	2	1	1	1	0	1	1	1	0
ENGSP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : DRH

Tableau II-39 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice par profession et par sexe

Profession	Femmes				Hommes			
	2020	2021	2022	2023	2020	2021	2022	2023
Ensemble	60	100	110	110	195	304	304	296
Adjoint en archivistique	-	0	0	0	-	1	1	1
Adjoint social	1	2	2	2	4	3	5	4
Adjoint administratif	0	1	1	0	0	1	1	1
Adjoint de secrétariat	2	5	3	3	2	9	9	8
Adjoint des services financiers	2	2	2	1	1	2	2	0
Adjoint technique de la statistique	0	0	0	0	2	3	3	2
Administrateur civil	0	0	0	1	0	1	0	1
Administrateur des affaires sociales	1	0	0	0	2	2	1	0
Administrateur des services financiers	0	1	1	1	6	6	7	7
Agent de recouvrement du trésor	1	1	1	0	0	0	0	0
Agent itinérant de santé	0	0	0	0	0	0	0	0
Agent spécialisé en GRH	2	2	2	2	2	3	3	2
Agent technique mécanicien	0	0	0	0	0	0	0	0
Agent de bureau	7	16	20	20	6	11	12	12
Agent de liaison	13	17	18	21	20	27	27	27
Agent technique de la statistique	0	0	0	0	1	1	1	1
Aide social	0	0	0	0	0	0	0	0
Assistant en archivistique	1	1	1	1	3	7	7	4
Assistant en documentation	-	1	1	1	-	0	0	0
Assistant de police	0	0	0	0	0	4	1	0
Assistant des affaires économiques	0	0	0	0	0	0	0	0
Assistant en GRH	2	3	3	3	6	10	8	6
Assistant en journalisme et communication	-	-	-	1	-	-	-	0
Assistant en STIC	-	-	-	-	-	-	-	1
Attaché d'administration scolaire et universitaire	1	1	1	1	1	3	3	1
Attaché d'éducation	0	0	0	0	1	1	1	1
Attaché d'éducation spécialisée	3	3	4	5	27	26	28	30
Attaché de direction	0	0	0	0	0	0	0	0
Attaché de santé en épidémiologie	0	0	0	0	1	1	1	0
Attaché des affaires sociales	0	0	0	0	0	0	0	0
Attaché d'intendance scolaire et universitaire	1	1	4	1	4	5	9	4
Attaché en études et analyse	0	1	0	1	0	1	0	2
Chauffeur	0	1	1	1	35	50	50	51
Comptable	0	1	1	1	0	0	0	1
Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente	-	-	0	0	-	1	0	0
Conseiller en aménagement du territoire	-	-	-	-	-	-	-	1
Conseiller en économie et en développement	-	0	0	0	-	1	1	0
Conseiller d'administration scolaire et universitaire	0	0	0	0	3	3	3	3
Conseiller d'intendance scolaire et universitaire	3	4	4	4	3	12	9	8
Conseiller des affaires économiques	2	2	2	2	2	2	1	2
Conseiller des affaires étrangères	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseiller en GRH	1	2	2	2	10	12	8	9
Conseiller en relation publique	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseiller en STIC	0	0	0	0	1	1	1	5
Conservateur des archives	0	0	0	0	1	3	2	1
Contrôleur des services financiers	0	0	0	0	3	3	2	2
Contrôleur du trésor	1	2	2	3	4	5	5	7

Profession	Femmes				Hommes			
	2020	2021	2022	2023	2020	2021	2022	2023
Economiste	0	1	1	1	1	1	1	0
Educateur social	3	3	4	5	18	16	18	18
Gardien	0	0	0	0	0	5	5	4
Infirmier breveté	1	1	1	0	1	1	1	1
Infirmier d'état	3	1	0	0	2	2	2	2
Ingénieur de conception en informatique	-	0	0	0	-	1	1	1
Ingénieur des travaux informatiques	0	0	1	2	3	3	4	4
Ingénieur des travaux statistiques	0	0	0	0	1	1	1	2
Inspecteur de l'enseignement primaire et de l'éducation non formelle	-	0	0	0	-	1	0	0
Inspecteur d'éducation spécialisée	0	0	0		3	4	4	2
Inspecteur du trésor	1	1	0	0	2	4	3	4
Instituteur certifié	-	-	-	-	-	-	-	2
Journaliste	-	0	0	0	-	2	2	0
Juriste	0	0	0	0	0	0	1	1
Maïeuticien d'État	0	0	0	0	1	0	0	0
Médecin généraliste	0	0	0	0	1	1	1	0
Moniteur d'éducation spécialisé	0	0	1	1	6	7	6	4
Professeur certifié des lycées et collèges	-	1	1	0	-	0	0	1
Professeur certifié des écoles	-	-	-	0	-	-	-	1
Professeur des lycées et collèges	-	-	-	1	-	-	-	0
Reprographe	0	0	0	0	0	0	0	1
Secrétaire	1	4	4	6	0	0	0	0
Secrétaire dactylo	1	1	1	1	0	0	0	0
Secrétaire de Direction	5	6	5	5	0	2	2	3
Secrétaire administratif	-	-	-	2	-	-	-	1
Sociologue	1	2	2	2	0	0	0	0
Sous-officier de police	0	0	0	0	1	0	0	0
Standardiste	0	0	0	0	0	0	0	0
Technicien d'État du génie sanitaire	0	0	0	0	1	1	1	1
Technicien supérieur d'élevage	0	0	0	0	1	1	1	1
Technicien supérieur en informatique	0	0	0	0	2	2	2	1
Détachement	0	1	0	0	0	3	3	3
Disponibilité	0	2	2	2	0	12	13	13
Mise à disposition	0	6	11	1	0	13	20	15
Mission onusienne	-	-	-	0	-	-	-	1
Sanction	-	-	-	1	-	-	-	0
Stage de formation	-	-	-	0	-	-	-	4

Concepts

Le système judiciaire comprend d'autres acteurs et auxiliaires de la justice, notamment les avocats, les huissiers et les notaires.

L'avocat, régi par le règlement n°5/ CM/ UEMOA du 25 Septembre 2014 relatif à l'harmonisation des règles régissant la profession d'avocat dans l'espace UEMOA et la loi n°16 – 2000/AN du 23 mai 2000, exerce sa profession de façon libérale et son indépendance est garantie dans les textes.

Les avocats au Burkina Faso sont recrutés sur examen (le Certificat d'aptitude à la profession d'avocat), organisé par le Barreau avec l'appui de l'Université de Ouagadougou et du Ministère en charge de la justice. Ils bénéficient depuis 2015 d'une formation au Centre de formation professionnelle des avocats du Burkina.

L'avocat défend une personne devant une juridiction quand elle a un litige. Il a une mission d'assistance et de représentation devant la juridiction.

L'huissier est régi par la loi n° 054/2017 du 05 décembre 2017 portant réglementation de la profession d'huissier de justice. L'huissier de justice est chargé de signifier aux intéressés les actes et exploits, de procéder à l'exécution des décisions de justice ainsi que des actes ou titres en forme exécutoire.

L'huissier de justice exerce, sauf exception, dans le ressort du tribunal de grande instance de sa résidence et est chargé souvent de faire des constats à la demande des particuliers ou des magistrats. Il peut procéder au recouvrement à l'amiable des créances, à des ventes publiques de meubles et d'effets mobiliers et à des constats matériels.

Le notaire, régi également par la loi n° 021-2019/AN du 07 mai 2019 portant statut des notaires au Burkina Faso, est un officier public à qui l'État cède une partie de ses prérogatives pour l'exercer en son nom. Il est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale et de l'état civil.

Le notaire a pour mission de conseiller le citoyen, lui donner les informations juridiques nécessaires toutes les fois qu'il est amené à poser un acte. En d'autres termes, le notaire prévient le citoyen sur le comportement à adopter face à un acte de droit.

Le rôle du notaire est d'aider l'État en ce sens qu'il intervient à la préparation d'un certain nombre d'actes en matière de reconnaissance d'enfant naturel, d'adoption d'enfant, de succession, de contrat sous toutes ses formes. Le notaire est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale. Son rôle est, à l'occasion de certains actes liés à la problématique des recettes fiscales, d'aider l'État à mieux percevoir les impôts.

Tableau II-40 : Avocats par sexe, par ancienneté et par position

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	164	174	181	181	178	181	203	203	203	249
Sexe										
Hommes	132	139	146	146	141	144	163	163	163	201
Femmes	32	35	35	35	37	37	40	40	40	48
Ancienneté										
Moins de 5 ans	31	38	44	44	41	38	38	30	30	80
5 à 9 ans	38	23	23	23	12	15	34	41	41	42
10 à 14 ans	15	21	20	20	31	55	25	23	11	9
15 à 19 ans	54	31	32	32	20	26	28	21	29	31
20 à 24 ans	16	50	51	51	58	35	33	24	27	19
25 ans et plus	10	11	11	11	16	12	45	64	65	68
Ville de résidence										
Bobo-Dioulasso	13	10	10	10	9	9	10	9	11	13
Ouagadougou	151	164	171	171	169	172	196	194	192	236

Sources : Tableaux de l'Ordre des avocats des années judiciaires.

Tableau II-41 : Huissiers de justice par sexe, par ancienneté et par position

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	29	27	27	27	43	43	43	43	43	41
Sexe										
Hommes	24	22	22	22	35	35	35	35	35	32
Femmes	5	5	5	5	8	8	8	8	8	9
Ancienneté										
Moins de 5 ans	0	0	0	0	19	19	19	19	0	0
5 à 9 ans	5	5	5	5	5	0	0	0	18	18
10 à 14 ans	0	0	0	0	0	5	5	1	5	4
15 à 19 ans	14	13	13	13	1	0	0	0	0	0
20 à 24 ans	10	9	9	9	9	10	10	13	6	0
25 ans et plus	0	0	0	0	9	9	9	10	14	19
Ville de résidence										
Bobo-Dioulasso	6	6	5	5	5	5	5	5	5	5
Dédougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	1	1	1	1	1
Gaoua	-	-	-	-	-	1	1	1	1	1
Kaya	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2
Kongoussi	-	-	-	-	-	1	1	1	1	0
Koudougou	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2
Léo	-	-	-	-	-	1	1	1	1	1
Ouagadougou	18	18	17	17	17	25	25	25	25	24
Ouahigouya	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2
Tenkodogo	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2

Source : Chambre nationale des Huissiers de justice du Burkina Faso

Tableau II-42 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	17	18	18	18	18	29	37	37	37	36
Sexe										
Hommes	10	10	10	10	10	19	24	20	20	19
Femmes	7	8	8	8	8	10	13	17	17	17
Ancienneté										
Moins de 5 ans	4	5	5	5	5	15	23	20	20	20
5 à 9 ans	5	5	5	5	5	9	4	7	7	3
10 à 14 ans	1	1	1	1	1	0	5	5	5	5
15 ans et plus	7	7	7	7	7	5	5	5	5	8
Lieu de résidence										
Bobo-Dioulasso	3	3	3	3	3	6	9	9	9	6
Ouagadougou	14	15	15	15	15	23	28	28	28	30

Source : Tableaux de l'Ordre des notaires

III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire

III.1. Cour de cassation

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour de cassation.

Annulation et renvoi : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt ou le jugement cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

Arrêt avant dire droit : Décision prise par la cour, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Autre décision : Décision autre avant dire droit, cassation, annulation, annulation et renvoi, rejet, irrecevabilité et désistement.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision de justice par la Cour de cassation pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle la Cour a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le président de la formation et du greffier audienier.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi la Cour de cassation renonce à son instance ou à son action.

Irrecevabilité : Décision de la cour sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Juridiction du Premier président : Procédure d'urgence par laquelle le Premier président de la Cour statue sur certaines questions qui lui sont soumises

Rejet : Situation dans laquelle la Cour tranche totalement en défaveur de la partie qui s'est pourvue en cassation.

Sources statistiques : *Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plumitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plumitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.*

Organisation et compétence de la Cour de cassation

La Cour de cassation, régit par la loi organique N° 018-2016/AN du 26 mai 2016, est placée au sommet de la hiérarchie de l'ordre judiciaire. Dotée d'une compétence nationale, elle est chargée de veiller au respect de la règle de droit par les juridictions du fond et de garantir par sa jurisprudence, l'unicité du droit. Elle se compose :

- d'un premier président ;
- de présidents de chambre ;
- de conseillers ;
- d'un procureur général ;
- d'un premier avocat général ;
- d'avocats généraux ;
- d'un secrétaire général ;
- d'un greffier en chef, chef de greffe ;
- de greffiers en chef ;
- de greffiers ;
- de secrétaires des greffes et parquets.

Elle comprend :

- des chambres civiles ;
- des chambres commerciales ;
- des chambres sociales ;
- des chambres criminelles.
- un greffier.

Tableau III-1 : Activités du siège de la Cour de cassation

Affaires nouvelles	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	225	167	231	263	280	214	241	270	250	271
Saisine directe	-	-	48	49	27	8	13	33	20	20
Saisine par voie de recours	-	-	183	214	253	206	228	237	230	251

Affaires nouvelles	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	225	167	231	263	280	214	241	270	250	271
Chambre civile	77	53	64	83	99	69	88	89	84	110
Chambre commerciale	29	29	28	47	50	19	38	38	35	38
Chambre sociale	61	33	49	46	58	88	52	59	64	52
Chambre criminelle	24	30	50	47	47	19	30	53	43	45
Chambre mixte et Chambres réunies	5	0	4	2	0	0	0	2	0	6
Juridiction du 1er Président	29	22	36	38	26	19	33	27	24	20

Nature de la décision rendue	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	138	108	161	184	213	183	337	584	519	286
Avant dire droit	0	1	0	0	1	3	1	0	3	34
Cassation	15	19	14	18	9	17	19	29	43	15
<i>Annulation et renvoi</i>	8	9	11	17	7	17	17	28	34	13
<i>Annulation sans renvoi</i>	7	10	4	1	2	0	2	1	9	2
Rejet	49	41	17	37	44	55	135	205	193	137
Incompétence	4	5	10	5	2	4	5	4	4	0
Irrecevabilité	72	58	45	90	81	103	96	233	145	82
Désistement	8	7	5	7	13	12	9	21	17	7
Autres décisions	2	12	21	8	26	29	72	92	71	11

Décisions rédigées	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	105	117	106	157	162	172	292	550	448	315

Tableau III-2 : Affaires nouvelles du parquet général près la Cour de cassation

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	141	225	347	347	260	133	360	421	336	272
Chambre civile	63	88	131	102	82	57	110	92	150	87
Chambre commerciale	12	32	41	37	53	19	82	106	57	47
Chambre sociale	17	75	119	158	93	38	118	97	104	78
Chambre criminelle	47	29	52	48	32	18	50	125	54	57
Chambres mixtes et Chambres réunies	2	1	4	2	0	1	0	1	1	3

Tableau III-3 : Conclusions rendues par le parquet général près la Cour de cassation

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	57	179	243	228	241	133	348	436	360	331
Chambre civile	22	87	94	75	44	57	142	101	94	72
Chambre commerciale	12	23	26	33	34	19	25	71	100	82
Chambre sociale	9	57	88	72	80	38	154	133	100	118
Chambre criminelle	13	11	34	44	82	18	27	129	66	56
Chambres mixtes et Chambres réunies	1	1	1	4	1	1	0	2	0	3

Tableau III-4 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par la Cour de cassation

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	184	212	128	309	552	445	286
Moins de 6 mois	4	4	0	6	19	68	2
6 mois à moins de 1 an	3	7	5	22	47	25	33
1 à moins de 2 ans	11	11	12	82	66	68	79
2 à moins de 3 ans	6	15	9	46	104	73	52
3 à moins de 4 ans	26	11	6	24	77	39	9
4 à moins de 5 ans	45	29	17	24	57	33	14
5 ans et plus	89	135	79	105	182	139	97

Tableau III-5 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Chambre Civile	100	65	55	86	146	115	64
Moins de 6 mois	2	0	0	0	0	0	0
6 mois à moins de 1 an	3	2	0	0	9	12	0
1 à moins de 2 ans	3	1	8	12	24	26	11
2 à moins de 3 ans	4	3	7	25	37	20	15
3 à moins de 4 ans	16	3	5	9	23	13	3
4 à moins de 5 ans	25	16	11	7	13	10	7
5 ans et plus	47	40	24	33	40	34	28
Chambre Commerciale	18	31	19	40	75	89	67
Moins de 6 mois	0	0	0	0	12	0	0
6 mois à moins de 1 an	0	0	4	2	16	10	3
1 à moins de 2 ans	1	3	4	6	9	18	22
2 à moins de 3 ans	0	2	1	6	10	22	9
3 à moins de 4 ans	4	2	0	3	8	9	0
4 à moins de 5 ans	3	5	0	2	0	6	3
5 ans et plus	10	19	10	21	20	24	30
Chambre Sociale	47	75	54	112	171	170	103
Moins de 6 mois	0	0	0	0	0	0	0
6 mois à moins de 1 an	0	4	1	10	0	2	9
1 à moins de 2 ans	5	4	0	9	17	24	34
2 à moins de 3 ans	2	6	1	15	43	31	25
3 à moins de 4 ans	5	5	1	12	18	17	6
4 à moins de 5 ans	13	4	6	15	23	17	4
5 ans et plus	22	52	45	51	70	79	25
Chambre Criminelle	18	41	0	71	157	68	49
Moins de 6 mois	2	4	0	6	7	68	2
6 mois à moins de 1 an	0	1	0	10	22	0	21
1 à moins de 2 ans	2	3	0	55	16	0	12
2 à moins de 3 ans	0	4	0	0	14	0	2
3 à moins de 4 ans	0	1	0	0	28	0	0
4 à moins de 5 ans	4	4	0	0	18	0	0
5 ans et plus	10	24	0	0	52	0	12
Chambres mixtes et Chambres réunies	1	0	0	0	3	2	3
Moins de 6 mois	0	0	0	0	0	0	0
6 mois à moins de 1 an	0	0	0	0	0	0	0
1 à moins de 2 ans	0	0	0	0	0	0	0
2 à moins de 3 ans	0	0	0	0	0	0	1
3 à moins de 4 ans	1	0	0	0	0	0	0
4 à moins de 5 ans	0	0	0	0	3	0	0
5 ans et plus	0	0	0	0	0	2	2

NB : Les sources n'ont pas permis de collecter ces données pour l'ensemble des décisions

III.2. Cours d'appel

Concepts

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant la Cour d'appel et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour d'appel pendant l'année concernée.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction du 1^{er} degré par la Cour d'appel pour irrégularité de forme ou de fond, ou d'un recours en révision.

Arrêt sur le fond : Décision de la Cour d'appel touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Arrêt avant dire droit : Décision prise, soit pour aménager une situation provisoire soit pour ordonner des mesures d'instruction.

Arrêt rédigé : Affaire sur laquelle la Cour d'appel a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Autre décision : Décision autre que : avant dire droit, confirmation, infirmation (reformation, annulation) désistement, irrecevabilité, radiation. (Exemple : forclusion)

Confirmation : Décision par laquelle la Cour d'appel consolide et maintient la décision des premiers juges.

Contravention : Infraction à la loi pénale qui est sanctionnée par une amende ou une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 11 jours, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps supérieur à 10 ans, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Décisions du Premier Président : toute décision rendue par le premier président qui relève de sa compétence exclusive. Exemple : ordonnances de référés, ordonnance de contestation d'honoraire et ordonnances rendues en matière de défense à exécution provisoire.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 30 jours au moins et n'excédant pas 10 ans et / ou punie d'une amende supérieure à plus de 200 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a interjeté appel auprès de la Cour d'appel renonce à son procès.

Infirmation : Annulation totale par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Irrecevabilité : Décision de la Cour d'appel sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond soit parce qu'elle ne remplit pas une condition de forme (exemple : appel hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Radiation : Suspension administrative du cours du procès (de l'instance) à la requête d'une partie ou à l'initiative de la Cour d'Appel pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Réformation : Infirmation partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort ou d'un arrêt de la même cour ayant fait l'objet de recours en révision.

Saisine directe : affaire introduite directement à la Cour d'appel sans être passée par une juridiction de 1^{er} degré.

Tableau III-6 : Activités des cours d'appel

Affaires nouvelles	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 207	1 265	1 660	2 245	2 386	2 176	2 048	2 289	2 153	2 304
Juridiction d'origine										
TGI/Tribunal de commerce	819	892	862	1 008	1 306	1 185	1 365	1 484	1 440	1 461
Tribunaux de commerce	-	-	304	303	295	348	270	323	249	392
Tribunal du travail	319	319	401	522	385	406	329	311	382	408
Tribunal d'instance	31	19	39	21	60	-	-	-	-	-
Saisine directe	38	35	35	361	316	203	78	153	59	24
Autres	-	-	19	30	24	34	6	18	23	19

Tableau III-7 : Nature des décisions rendues par chambre (hors ADD et radiations)

Décisions rendues selon la compétence	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 450	957	1 738	2 119	2 987	2 513	2 432	2 754	2 418	2 282
Chambre civile	233	133	271	258	346	451	438	336	351	313
Chambre commerciale	81	46	94	90	120	200	133	119	140	158
Chambre sociale	337	207	287	420	400	389	268	297	398	276
Chambre correctionnelle	259	153	281	366	584	378	558	742	846	755
Chambre de l'instruction	219	110	397	558	922	605	406	337	132	79
Chambre criminelle	54	39	52	35	199	107	239*	440	364	171
Chambre pour Mineur	2	0	4	5	3	0	0	5	9	15
Autres	-	-	0	0	0	0	0	31	0	0
Juridiction du 1 ^{er} Président	265	269	352	387	413	383	390	447	178	515
<i>Référés</i>	<i>256</i>	<i>262</i>	<i>323</i>	<i>376</i>	<i>336</i>	<i>327</i>	<i>290</i>	<i>407</i>	<i>171</i>	<i>460</i>
<i>Requêtes</i>	<i>9</i>	<i>7</i>	<i>29</i>	<i>11</i>	<i>77</i>	<i>56</i>	<i>100</i>	<i>40</i>	<i>7</i>	<i>55</i>

*En 2020, 30 décisions de la Cour d'appel de Ouaga n'avaient été capitalisées dans les données. Il s'agit des décisions des assises criminelles de Ouagadougou tenues le 07 janvier 2021

Tableau III-8 : Nature des décisions rendues par la chambre de l'instruction

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Chambre de l'instruction	222	110	399	562	924	605	406	337	132	79
Avant dire droit	3	0	2	4	2	0	0	2	2	0
Renvoi en chambre criminelle	129	60	239	270	555	299	174	72	9	3
Renvoi en chambre correctionnelle	1	2	0	113	130	109	26	13	0	0
Non-lieu	3	3	1	5	25	22	6	5	0	0
Prescription	-	-	-	-	-	15	19	9	4	1
Liberté provisoire	-	-	0	146	139	135	166	113	31	17
Autres décisions	86	45	157	24	73	25	15	123	86	58

NB : Les libertés provisoires sont comptabilisées dans les décisions à partir de 2022.

Tableau III-9 : Nature des décisions rendues par la chambre civile

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Chambre civile*	241	138	283	283	372	476	444	364	367	332
Avant dire droit	8	5	9	9	12	25	6	25	16	19
Confirmations	85	48	100	95	127	191	135	187	167	171
Infirmités	56	32	66	63	84	110	106	93	121	96
<i>Reformations</i>	<i>42</i>	<i>24</i>	<i>49</i>	<i>47</i>	<i>63</i>	<i>81</i>	<i>80</i>	<i>67</i>	<i>29</i>	<i>90</i>
<i>Annulations</i>	<i>14</i>	<i>8</i>	<i>17</i>	<i>16</i>	<i>21</i>	<i>29</i>	<i>26</i>	<i>26</i>	<i>92</i>	<i>6</i>
Désistement	60	34	70	65	89	74	155	27	27	15
Incompétence	2	1	2	2	3	2	5	2	2	0
Irrecevabilité	15	9	17	17	22	33	24	11	26	20
Autres	12	7	13	13	17	33	11	13	1	11
Prescriptions	3	2	3	3	4	8	2	3	7	0
Radiations	0	0	3	16	14	0	0	3	0	0
Décisions rédigées	167	129	215	175	267	325	211	281	234	240

Tableau III-10 : Nature des décisions rendues par la chambre commerciale

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Chambre commerciale*	94	53	109	104	139	206	136	121	145	161
Avant dire droit	13	7	15	14	19	6	3	2	5	3
Confirmations	37	21	41	41	54	64	54	57	86	83
Infirmités	23	13	28	26	35	48	57	46	47	52
<i>Reformations</i>	21	12	25	24	32	39	47	30	30	32
<i>Annulations</i>	2	1	3	2	3	9	10	16	17	20
Désistement	9	5	10	10	13	71	3	6	4	9
Incompétence	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0
Irrecevabilité	8	4	9	8	11	7	9	6	2	11
Autres	1	1	2	1	2	9	8	3	0	2
Prescriptions	3	2	4	4	5	0	2	0	0	1
Radiations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Décisions rédigées	65	38	72	109	119	99	119	92	88	100

Tableau III-11 : Nature des décisions rendues par la chambre correctionnelle

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Chambre correctionnelle	400	207	314	402	634	450	634	820	966	796
Avant dire droit	141	54	33	36	50	72	76	78	72	41
Confirmations	100	73	157	144	220	154	266	346	460	355
Infirmités	94	40	75	68	147	97	174	207	247	300
<i>Reformations</i>	84	39	54	59	139	87	159	195	226	266
<i>Annulations</i>	10	1	21	9	8	10	15	12	21	34
Désistement	16	22	27	42	76	63	41	65	55	49
Incompétence	2	10	0	15	2	1	1	1	1	4
Irrecevabilité	33	7	19	84	40	39	48	38	39	32
Autres	14	1	3	13	99	9	6	3	0	3
Prescriptions	-	-	-	-	-	15	22	82	44	12
Radiations	0	0	0	0	0	0	0	0	48	0
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Décisions rédigées	245	249	270	270	516	161	464	536	632	518

Tableau III-12 : Nature des décisions rendues par la chambre criminelle

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Chambre criminelle	54	39	52	35	199	107	239	440	364	171
Condamnation	50	33	47	26	150	56	188	343	265	121
Acquittement	0	2	5	2	13	10	19	28	26	8
Prescriptions	0	0	-	2	12	31	30	60	65	23
Incompétence	-	-	-	0	3	9	1	3	0	1
Autres	4	4	0	4	22	1	1	6	8	18

Tableau III-13 : Nature des décisions rendues par la chambre pour mineur

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Chambre pour enfants	2	0	4	5	3	0	0	5	9	15
Confirmation	0	0	1	2	2	0	0	0	2	12
Réformation	0	0	0	1	0	0	0	2	2	2
Infirmité	1	0	2	2	1	0	0	2	3	0
Autres	1	0	1	0	0	0	0	1	2	1

Tableau III-14 : Nature des décisions rendues par la chambre sociale

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Chambre sociale	340	207	298	433	408	392	273	299	403	277
Avant dire droit	2	0	1	0	2	3	5	2	0	1
Confirmations	218	128	142	232	195	219	153	159	253	182
Infirmarys	75	56	90	105	114	95	57	80	75	42
<i>Reformations</i>	38	43	55	90	88	63	56	69	54	31
<i>Annulations</i>	37	13	35	15	26	32	1	11	21	11
Désistement	23	14	24	47	65	46	37	39	37	37
Incompétence	1	1	0	2	1	1	1	0	1	2
Irrecevabilité	14	7	14	30	19	18	18	15	18	12
Autres	6	1	17	4	6	10	2	4	9	1
Prescriptions	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0
Radiations	1	0	10	13	6	0	0	0	5	0

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Décisions rédigées	252	199	255	417	341	273	237	279	377	265

Tableau III-15 : Nature des décisions rendues par la juridiction du premier président

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Juridiction du 1er Président	274	271	363	501	439	385	395	454	178	516
Avant dire droit	1	0	3	3	4	2	4	2	0	1
Confirmations	105	108	157	184	185	153	163	182	97	263
Infirmarys	79	76	77	98	140	115	99	147	41	134
<i>Reformations</i>	68	59	17	77	53	77	72	66	26	117
<i>Annulations</i>	11	17	60	21	87	38	27	81	15	17
Désistement	18	41	58	57	41	29	43	31	20	23
Incompétence	5	5	6	4	9	4	2	1	2	3
Irrecevabilité	12	14	43	28	32	36	26	27	13	25
Autres	46	25	11	16	6	45	56	49	4	63
Prescriptions	0	0	0	0	0	1	1	10	1	4
Radiations	8	2	8	111	22	0	1	5	0	0

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Décisions rédigées	117	228	277	182	356	298	277	422	159	372

Organisation et compétence des cours d'appel

La Cour d'appel est la juridiction de droit commun et de second degré des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux de commerce et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle est compétente en matière criminelle en premier et dernier ressort. Elle comprend six chambres.

Chambre civile : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière civile.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux du commerce, tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière commerciale.

Chambre sociale : Chambre compétente pour connaître en appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux du travail.

Chambre correctionnelle : Chambre compétente pour statuer en appel sur les affaires jugées en premier ressort par les chambres correctionnelles et par les tribunaux de simple police.

Chambre de l'instruction : Chambre statuant sur les appels des ordonnances rendues par les juges d'instruction et comme second degré d'instruction en matière criminelle.

Chambre criminelle : Chambre ayant la plénitude de juridiction pour juger des individus majeurs renvoyés devant elle par arrêt ou ordonnance de mise en accusation.

Juridiction du Premier Président : Chambre constituée de mécanismes procéduraux que sont la procédure de référé, la procédure des défenses à exécution provisoire ou ordonnant exécution provisoire, la procédure de contestation d'honoraires, la procédure de conseil d'arbitrage des conflits collectifs de travail.

Tableau III-16 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 207	1 265	1 660	2 245	2 386	2 176	2 048	2 289	2 153	2 304
Bobo-Dioulasso	274	414	342	551	664	820	479	753	763	628
Fada N'Gourma	-	-	-	64	122	26	153	133	73	71
Ouagadougou	933	851	1 318	1 630	1 600	1 330	1 416	1 403	1 317	1 605

Tableau III-17 : Affaires nouvelles en provenance des juridictions de fonds (TGI, TT, TC...) par Cour d'appel

	2014*	2015*	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 169	1 230	1 606	1 854	2 046	1 679	1 964	2 118	2 071	2 261
Bobo-Dioulasso	253	409	331	537	522	621	467	643	747	617
Fada N'Gourma	-	-	-	64	108	26	106	102	73	70
Ouagadougou	916	821	1 275	1 253	1 416	1 032	1 391	1 373	1 251	1 574

*Les données de 2014 et 2015 contiennent les affaires provenant des TC

Tableau III-18 : Décisions rendues par les chambres civiles par Cour d'appel (y compris JADD et radiations)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Chambres civiles	241	138	283	283	372	476	444	364	367	332
Bobo-Dioulasso	96	55	113	113	146	249	284	152	164	99
Fada N'Gourma	-	-	-	-	6	20	17	26	18	13
Ouagadougou	145	83	170	170	220	207	143	186	185	220
Chambres commerciales	94	53	109	104	139	206	136	121	145	161
Bobo-Dioulasso	26	14	30	28	38	116	20	31	43	50
Fada N'Gourma	-	-	-	-	0	1	0	0	0	4
Ouagadougou	68	39	79	76	101	89	116	90	102	107
Chambres sociales	340	207	298	433	408	392	273	299	403	277
Bobo-Dioulasso	72	9	70	102	96	120	81	69	157	116
Fada N'Gourma	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	268	198	228	331	312	272	192	230	246	161
Chambres correctionnelles	402	217	314	402	634	450	634	820	966	796
Bobo-Dioulasso	114	13	0	125	235	198	215	364	364	290
Fada N'Gourma	-	-	-	37	138	0	67	124	109	123
Ouagadougou	288	204	314	240	261	252	352	332	493	383
Juridiction du 1^{er} Président	274	267	353	501	453	390	394	454	178	516
Bobo-Dioulasso	49	80	106	196	103	104	91	134	125	132
Fada N'Gourma	-	-	-	0	20	4	46	36	5	9
Ouagadougou	225	187	247	305	330	282	257	284	48	375

Tableau III-19 : Décisions rédigées par Cour d'appel

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	851	846	1 096	1 153	1 614	1 428	1 308	1 610	1 490	1 495
Bobo-Dioulasso	70	169	324	414	527	677	451	596	740	581
Fada N'Gourma	-	-	-	23	148	15	131	164	23	80
Ouagadougou	781	677	772	716	939	736	726	850	727	834

Tableau III-20 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel

Nature des affaires nouvelles	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	434	639	492	821	1 236	1 039	1 275	768	1 247	1 247
Contraventions	49	2	14	12	11	21	2	3	317	3
Délits	242	392	332	470	772	550	779	369	617	829
Crimes	143	245	146	339	453	468	494	396	313	415

Tableau III-21 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	434	639	719	997	1 236	1 039	1 275	768	1 247	1 247
Bobo-Dioulasso	79	201	99	184	238	209	269	258	317	459
Fada N'Gourma	-	-	-	114	239	206	327	262	199	206
Ouagadougou	355	438	620	699	759	624	679	248	731	582

Tableau III-22 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	129	20	161	313	396	127	216	365	94	198
Bobo-Dioulasso	108	0	64	137	114	33	7	0	0	90
Fada N'Gourma	-	-	-	20	3	52	173	55	39	31
Ouagadougou	21	20	97	156	279	42	36	310	55	77

Tableau III-23 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	434	639	492	759	1 290	1 065	1 515	765	1 161	1 274
Chambres correctionnelles	293	394	346	445	795	572	818	619	912	849
Chambres criminelles	-	-	-	-	-	-	-	95	32	155
Chambres pour enfant	-	-	-	-	-	-	-	8	6	10
Chambres de l'instruction	141	245	146	314	495	493	697	43	211	260

Tableau III-24 : Décisions rendues par chambre de l'instruction

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	222	110	399	416	785	470	240	224	132	79
Bobo-Dioulasso	175	67	120	266	163	40	9	111	44	27
Fada N'Gourma	-	-	-	-	133	37	96	43	40	9
Ouagadougou	47	43	279	150	489	393	135	70	48	43

*Les décisions de 2017 à 2021 n'intègrent pas les libertés provisoires

Tableau III-25 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	54	39	52	35	199	107	239*	437	364	173
Contradictoire	23	23	17	26	154	38	82	210	218	113
Défaut	31	16	35	9	45	69	157	227	146	60

Tableau III-26 : Décisions rendues par chambre criminelle

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	54	39	52	35	199	107	239	437	364	173
Bobo-Dioulasso	35	21	52	15	114	0	0	156	182	66
Fada N'Gourma	-	-	-	20	25	53	173	93	29	23
Ouagadougou	19	18	0	0	60	54	66*	188	153	84

*En 2020, 30 décisions de la cour d'appel de Ouaga n'avaient été capitalisées dans les données. Il s'agit des décisions des assises criminelles de Ouagadougou tenues le 07 janvier 2020.

Tableau III-27 : Evolution du nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure par les Cours d'appel

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	2 391	806	2 036	2 179	2 191	1 980
Moins de 15 jours	149	45	174	257	342	125
15 jours à moins de 1 mois	48	44	42	84	78	68
1 à moins de 3 mois	225	45	266	198	338	339
3 à moins de 6 mois	361	131	284	317	290	443
6 mois à moins de 1 an	524	201	463	430	366	421
1 à moins de 2 ans	492	130	417	405	432	352
2 ans et plus	592	210	390	488	345	232

Tableau III-28 : Evolution du nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure par les chambres des Cours d'appel

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Chambres civiles	321	261	441	345	351	313
Moins de 15 jours	6	12	2	0	7	3
15 jours à moins de 1 mois	5	7	2	7	4	5
1 à moins de 3 mois	38	11	27	24	25	43
3 à moins de 6 mois	53	38	31	50	52	44
6 mois à moins de 1 an	54	51	76	73	93	81
1 à moins de 2 ans	115	39	84	85	102	73
2 ans et plus	50	103	219	106	68	64
Chambres commerciales	158	116	133	119	140	158
Moins de 15 jours	1	1	2	0	4	0
15 jours à moins de 1 mois	0	1	0	0	2	0
1 à moins de 3 mois	8	1	4	9	9	3
3 à moins de 6 mois	10	6	11	15	5	8
6 mois à moins de 1 an	45	20	40	34	22	44
1 à moins de 2 ans	51	8	41	42	67	63
2 ans et plus	43	79	35	19	31	40
Chambres Sociales	400	120	269	297	398	276
Moins de 15 jours	0	0	0	0	0	0
15 jours à moins de 1 mois	0	0	0	1	1	0
1 à moins de 3 mois	3	1	3	3	9	2
3 à moins de 6 mois	35	42	16	18	38	41
6 mois à moins de 1 an	171	46	110	98	87	96
1 à moins de 2 ans	155	20	117	128	185	108
2 ans et plus	36	11	23	49	78	29
Chambres Correctionnelles	481	148	539	756	846	755
Moins de 15 jours	0	0	3	7	26	3
15 jours à moins de 1 mois	4	0	12	16	34	25
1 à moins de 3 mois	81	2	103	132	237	172
3 à moins de 6 mois	138	17	146	165	187	318
6 mois à moins de 1 an	156	59	128	183	150	155
1 à moins de 2 ans	45	55	82	137	69	64
2 ans et plus	57	15	65	116	143	18
Chambres de l'Instruction*	802	83	437	336	264	241
Moins de 15 jours	128	31	121	219	152	108
15 jours à moins de 1 mois	38	36	27	59	37	34
1 à moins de 3 mois	83	16	84	14	48	30
3 à moins de 6 mois	98	0	44	29	2	17
6 mois à moins de 1 an	52	0	75	11	4	9
1 à moins de 2 ans	46	0	68	3	6	16
2 ans et plus	357	0	18	1	15	27
Chambres Criminelles	130	0	171	285	186	173
Moins de 15 jours	0	0	0	0	153	10
15 jours à moins de 1 mois	0	0	1	0	0	0
1 à moins de 3 mois	0	0	45	9	6	78
3 à moins de 6 mois	0	0	36	39	6	2
6 mois à moins de 1 an	23	0	34	30	10	16
1 à moins de 2 ans	61	0	25	10	2	17
2 ans et plus	46	0	30	197	9	50

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Juridiction du 1^{er} Président	99	78	46	41	6	64
Moins de 15 jours	14	1	46	31	0	1
15 jours à moins de 1 mois	1	0	0	1	0	4
1 à moins de 3 mois	12	14	0	7	4	11
3 à moins de 6 mois	27	28	0	1	0	13
6 mois à moins de 1 an	23	25	0	1	0	20
1 à moins de 2 ans	19	8	0	0	1	11
2 ans et plus	3	2	0	0	1	4

*Les durées de traitement des appels formés contre les ordonnances du juge d'instruction sont prises en compte.

Tableau III-29 : Evolution du nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure par Cour d'appel

Cour d'appel	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Bobo-Dioulasso	740	879	786	602	731	734	676
Moins de 15 jours	3	0	45	0	54	12	10
15 jours à moins de 1 mois	33	23	44	1	18	8	23
1 à moins de 3 mois	124	94	42	33	75	126	81
3 à moins de 6 mois	174	213	127	84	103	178	216
6 mois à moins de 1 an	185	180	199	174	143	186	170
1 à moins de 2 ans	112	216	119	91	190	107	90
2 ans et plus	109	153	210	219	148	117	86
Fada N'Gourma	2	135	0	123	140	321	188
Moins de 15 jours	0	14	0	51	63	9	21
15 jours à moins de 1 mois	3	4	0	25	34	36	24
1 à moins de 3 mois	12	65	3	130	60	38	47
3 à moins de 6 mois	18	79	4	96	95	16	28
6 mois à moins de 1 an	4	101	2	69	53	16	36
1 à moins de 2 ans	37	18	11	42	20	10	28
2 ans et plus	0	12	0	40	17	14	4
Ouagadougou	888	1 219	0	981	1 106	1 318	1 116
Moins de 15 jours	2	135	0	123	140	321	94
15 jours à moins de 1 mois	13	21	0	16	32	34	21
1 à moins de 3 mois	49	66	0	103	63	174	211
3 à moins de 6 mois	64	69	0	104	119	96	199
6 mois à moins de 1 an	286	243	0	220	234	164	215
1 à moins de 2 ans	313	258	0	284	195	315	234
2 ans et plus	161	427	0	131	323	214	142

III.3. Tribunaux de grande instance

III.3.1. Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de grande instance au cours de l'année de référence.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances : Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances suscitées (ordonnances de confiscation douanière, ordonnances d'expulsion, etc.).

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Sources statistiques

Rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires des décisions civiles et commerciales, dossiers physiques, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés, registre des ordonnances diverses, courrier arrivé.

Tableau III-30 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des TGI (hors référés)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	9 627	9 214	12 901	13 319	17 259	15 720	14 861	16 980	16 828	16 777
Affaires commerciales	8	12	4	15	59	6	19	61	11	15
Affaires civiles	9 619	9 202	12 897	13 304	17 200	15 714	14 842	16 919	16 817	16 762
<i>Divorce</i>	354	312	400	390	455	475	431	587	589	523
<i>Adoption</i>	-	-	120	97	114	117	99	89	123	101
<i>Etat civil</i>	9 265	8 890	12 377	12 817	16 631	15 122	12 803	14 327	13 945	14 135
<i>Autres</i>	-	-	-	-	-	-	1 509	1 916	2 160	2 003

Tableau III-31 : Nouvelles requêtes d'ordonnances de l'ensemble des TGI

Nouvelles requêtes d'ordonnances	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	23 824	23 007	26 656	30 876	27 537	25 160	30 635	43 764	47 803	47 767
Injonctions de payer	281	463	251	135	193	202	260	204	175	98
Saisie des biens	504	302	113	234	108	122	301	242	277	411
Familiales	6828	7 797	7195	7 707	8 015	6777	6 774	10 759	10 954	11 284
Etat civil	12 675	11 140	13 817	15 982	14 341	13 868	16 870	21 539	23 973	23 091
Divorce	-	-	-	-	-	-	486	864	1 093	1 044
Référés	603	643	838	727	1004	1094	1 496	1 638	1 570	1 357
Autres	2 933	2 662	4 442	6 091	3 876	3 097	4 448	8 518	9 761	10 482

Tableau III-32 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par TGI (hors référés)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	9 627	9 214	12 901	13 319	17 259	15 720	14 861	16 980	16 828	16 777
Banfora	212	204	318	174	484	290	349	237	225	348
Bobo-Dioulasso	1 085	785	1 256	1 266	1313	1 110	1 043	1 350	1 334	1 503
Bogandé	68	115	118	93	118	108	82	116	82	27
Boromo	149	177	337	233	308	219	225	684	580	682
Dédougou	208	184	191	206	372	375	488	523	237	329
Diapaga	54	87	76	93	115	53	98	ND	10	35
Diébougou	355	299	237	329	625	486	510	813	1 033	1 102
Djibo	102	121	191	198	198	47	136	ND	43	293
Dori	201	263	223	93	168	130	193	ND	ND	111
Fada N'Gourma	295	503	519	473	550	590	518	579	644	835
Gaoua	203	214	371	305	231	125	286	321	290	235
Kaya	356	309	336	392	632	305	487	473	362	368
Kongoussi	73	98	195	253	407	462	537	663	215	206
Koudougou	1 091	992	1 072	1 482	2 476	2 111	1 639	1 902	1 632	1 300
Koupéla	-	-	49	524	608	526	606	648	714	1 042
Léo	149	99	168	317	550	325	413	477	538	539
Manga	280	323	287	343	684	881	359	796	735	537
Nouna	127	123	127	151	197	236	759	ND	316	312
Orodara	72	85	212	135	275	218	204	200	142	87
Ouaga I	2 763	2 529	4 160	3 007	3 006	3 542	2 812	2 881	1 781	1 056
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	607	1 481	1 505
Ouahigouya	205	278	242	405	763	908	733	1 087	1 123	1 328
Pô	-	-	-	-	-	-	-	217	977	838
Tenkodogo	705	634	874	974	1 130	875	1004	972	880	790
Tougan	154	153	340	729	729	507	413	ND	15	192
Yako	345	298	456	504	659	602	410	528	505	381
Ziniaré	375	341	546	640	661	689	557	902	934	796

Tableau III-33 : Ensemble des affaires nouvelles de référés civiles et commerciales par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	603	643	838	727	1 004	1 094	1 496	1 638	1 570	1 361
Banfora	23	8	24	13	30	14	33	11	25	25
Bobo-Dioulasso	ND	105	152	153	184	205	207	303	243	269
Bogandé	2	3	3	0	2	2	0	0	0	1
Boromo	5	8	0	6	4	3	4	7	5	10
Dédougou	4	2	3	3	18	14	17	2	16	22
Diapaga	0	0	0	0	1	0	1	ND	0	0
Diébougou	6	4	6	3	8	0	5	8	7	1
Djibo	0	1	1	0	0	0	0	ND	0	0
Dori	8	0	10	6	5	1	3	ND	2	0
Fada N'Gourma	4	1	3	2	21	4	2	7	10	10
Gaoua	6	3	10	5	16	18	9	11	14	13
Kaya	9	9	10	6	17	4	8	10	8	26
Kongoussi	2	4	3	5	11	13	15	6	0	1
Koudougou	22	40	37	30	57	34	41	61	48	37
Koupéla	-	-	0	12	9	6	3	5	6	7
Léo	1	8	3	2	20	8	9	16	20	14
Manga	3	4	6	5	5	2	3	13	6	3
Nouna	0	1	2	3	3	4	1	ND	0	0
Orodara	8	10	7	4	0	3	7	9	6	7
Ouaga I	446	375	522	419	556	658	871	822	553	342
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	251	508	477
Ouahigouya	23	0	3	21	17	57	196	40	30	53
Pô	-	-	-	-	-	-	-	1	9	2
Tenkodogo	27	49	27	25	6	19	31	28	26	10
Tougan	2	2	2	3	8	4	0	ND	0	2
Yako	0	2	0	0	2	3	4	3	8	2
Ziniaré	2	4	4	1	4	18	26	24	20	27

Organisation et compétence des tribunaux de grande instance

Le tribunal de grande instance est la juridiction du premier degré pour les affaires relevant de sa compétence. Il comprend les chambres suivantes :

Chambre civile et commerciale : Chambre qui a compétence générale dans toutes les affaires civiles pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction. En matière commerciale, elle a compétence pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre les commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant du principal est supérieur à trois cent mille (300 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Chambre correctionnelle : Formation compétente, en premier ressort, en matière pénale.

Chambre des mineurs : elle est constituée du juge des enfants et de la section pour enfants.

Le juge des enfants connaît des contraventions et des délits passibles d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas deux (2) ans commis par les mineurs. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur est en danger.

La section pour enfants connaît des délits passibles d'une peine d'emprisonnement supérieure à deux (2) ans commis par les mineurs. Elle est également compétente pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur est en danger.

Tableau III-34 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par TGI (hors référés)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	25 602	22 364	25 818	30 149	26 533	24 066	29 139	42 126	46 233	46 410
Banfora	624	1 079	1 510	845	1 674	821	1 034	2 451	3 061	2 464
Bobo-Dioulasso	2 381	2 526	3 368	2 922	3 209	3 276	3 467	9 005	8 181	8 000
Bogandé	215	241	239	215	352	333	342	300	352	443
Boromo	314	311	515	1 174	1 151	721	932	916	1 365	1 577
Dédougou	672	602	712	1 082	803	1 055	799	1 409	1 577	2 380
Diapaga	152	155	118	214	348	373	226	ND	315	309
Diébougou	239	510	374	809	693	677	658	773	591	719
Djibo	217	266	119	167	167	ND	32	ND	115	300
Dori	116	95	97	96	191	280	448	ND	ND	246
Fada N'Gourma	807	454	393	547	539	476	728	787	950	976
Gaoua	442	694	407	433	979	600	710	808	1 076	804
Kaya	316	432	1 293	1 197	905	889	1 000	971	1 104	1 002
Kongoussi	307	378	256	255	382	321	449	527	311	245
Koudougou	2 145	1 340	1 295	1 514	1 220	1 768	1 504	2 235	2 231	3 340
Koupéla	-	-	75	577	674	545	549	1 293	901	1 034
Léo	570	401	688	965	1 273	988	606	972	1 225	751
Manga	801	943	716	677	616	864	873	3 743	945	997
Nouna	188	212	194	138	182	365	587	ND	230	278
Orodara	204	273	296	524	385	274	462	514	620	701
Ouaga I	11 473	8 060	8 951	12 303	7 706	6 613	9 785	6 772	7 650	6 621
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	3 637	6 744	6 058
Ouahigouya	867	1 266	1 465	656	949	912	1 077	1 084	1 170	1 456
Pô	-	-	-	-	-	-	-	192	625	619
Tenkodogo	1 215	847	944	1 156	751	455	624	2 152	2 307	2 424
Tougan	671	517	689	586	415	385	730	ND	678	877
Yako	319	449	527	487	490	353	496	531	888	775
Ziniaré	347	313	577	610	479	722	1 021	1 054	1 021	1 014

Tableau III-35 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	351	463	251	135	193	202	260	204	175	98
Banfora	19	14	5	0	9	4	1	6	1	0
Bobo-Dioulasso	70	19	0	18	8	30	42	66	43	23
Bogandé	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0
Boromo	19	0	10	1	0	1	0	1	1	4
Dédougou	0	2	4	1	1	0	9	0	0	0
Diapaga	0	6	2	0	0	0	0	ND	0	0
Diébougou	0	1	3	0	0	1	3	2	3	0
Djibo	15	0	0	11	11	-	0	0	0	0
Dori	9	14	13	0	5	1	5	ND	ND	0
Fada N'Gourma	0	1	0	1	3	4	4	4	2	1
Gaoua	2	0	2	1	1	1	5	3	1	3
Kaya	2	0	0	0	1	4	10	2	9	7
Kongoussi	0	0	2	6	2	5	0	0	0	0
Koudougou	45	18	39	13	23	37	4	1	2	2
Koupéla	-	-	1	0	6	0	0	0	0	0
Léo	0	4	0	1	5	27	24	9	3	3
Manga	1	11	0	0	0	0	1	1	4	2
Nouna	0	0	1	0	0	0	1	ND	0	0
Orodara	3	16	5	8	0	2	0	3	0	0
Ouaga I	147	344	138	71	106	74	150	70	63	32
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	24	43	21
Ouahigouya	10	7	17	3	11	9	1	3	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Tenkodogo	3	1	4	0	0	0	0	0	0	0
Tougan	5	2	0	0	0	0	0	ND	0	0
Yako	0	2	0	0	0	0	0	5	0	0
Ziniaré	1	0	5	0	1	1	0	4	0	0

Concepts

Acceptation : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche en sa faveur.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

- **Contradictoire** : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.
- **Réputé contradictoire** : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.
- **Défaut** : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau III-36 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par les TGI (hors référés, JADD et radiations)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Affaires civiles et commerciales	7 240	7 038	10 082	11 470	15 172	12 669	12 191	15 247	14 674	14 914
<i>Dont</i>										
Divorce	339	248	400	324	416	434	365	533	550	495
Adoption	-	-	-	-	-	130	105	91	104	96
Etat civil	-	-	-	-	-	12 096	11 131	13 421	12 900	13 149
Autres	-	-	-	-	-	9	590	1 154	1 110	1 161
Ordonnances/décisions rendues	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	13 690	13 970	21 813	19 625	20 112	19 839	20 908	29 082	33 678	33 687
Injonctions de payer	240	202	65	82	62	75	90	101	77	39
Saisie des biens	261	294	48	46	64	15	37	49	254	153
Familiales	5 499	5 314	5 592	5 090	5 090	5 223	5 099	9 602	8 728	8 982
Etat civil	6 051	5 161	8 360	9 789	11 911	10 920	10 973	13 668	17 971	17 397
Autres	1 197	2 498	7 012	3 900	2 105	2 774	3 689	4 251	5 285	5 751
Référés	442	501	736	718	880	832	1 020	1 411	1 363	1 365
Nature de la décision rendue (hors référés, injonctions de payer et ordonnances)										
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	7 081	6 801	10 751	12 086	15 796	13 205	12 720	15 840	15 115	15 286
Avant dire droit	112	104	85	93	75	62	60	63	32	57
Décisions sur le fond	6 508	6 415	9 765	11 078	14 802	12 396	12 006	14 894	14 231	14 305
<i>Acceptation</i>	6 225	6 157	9 306	10 659	14 344	11 969	11 564	14 258	13 609	13 715
<i>Rejet</i>	283	258	459	419	458	427	442	636	622	590
Autres décisions	197	184	223	299	293	273	185	353	443	609
<i>Incompétence</i>	88	102	139	112	158	144	122	209	296	465
<i>Irrecevabilité</i>	63	55	50	107	89	75	47	98	84	100
<i>Désistement</i>	46	27	34	80	46	54	16	46	63	44
Radiations	264	98	678	616	626	474	469	530	409	315
Type de décisions (hors référés)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	7 240	7 038	10 082	11 470	15 172	12 669	12 191	15 247	14 674	14 914
Contradictoire	6 937	6 725	9 950	11 265	14 899	12 464	11 980	14 893	14 448	14 697
Réputé contradictoire	31	35	48	46	43	38	41	93	73	72
Par défaut	272	278	84	159	230	167	170	261	153	145
Décisions rédigées (hors référés, JADD, ordonnances et injonctions de payer)										
Année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	6 173	6 166	8 931	10 583	14 490	12 217	11 574	14 761	14 088	14 456

Tableau III-37 : Décisions civiles et commerciales rendues par TGI (hors référés, JADD, radiations et ordonnances)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	7 240	7 038	10 082	11 470	15 172	12 669	12 191	15 247	14 674	14 914
Banfora	192	212	269	220	445	233	205	272	257	303
Bobo-Dioulasso	ND	479	1 027	986	1039	971	713	1 166	876	1 059
Bogandé	65	108	117	80	107	108	89	112	66	26
Boromo	146	152	267	205	288	219	193	568	579	670
Dédougou	175	123	163	162	291	293	317	486	278	243
Diapaga	43	73	69	85	99	53	64	ND	5	35
Diébougou	190	175	221	321	590	520	445	831	972	1 102
Djibo	93	114	188	199	199	40	136	ND	22	159
Dori	162	152	136	125	129	95	143	ND	ND	111
Fada N’Gourma	232	359	448	380	439	424	472	577	552	767
Gaoua	196	225	347	254	177	120	189	265	236	190
Kaya	358	305	296	363	566	263	415	394	353	278
Kongoussi	78	64	195	231	345	432	433	627	249	189
Koudougou	884	641	896	1 273	2 101	1 691	1 645	1 771	1 493	1 145
Koupéla	-	-	38	410	561	448	573	597	681	895
Léo	125	77	129	295	507	317	366	461	475	473
Manga	256	320	280	308	590	624	347	717	659	516
Nouna	141	94	113	128	165	222	689	ND	316	270
Orodara	49	65	159	92	312	177	171	162	113	88
Ouaga I	2 329	1 915	2 671	2 507	2 699	2 209	2 076	2 537	1 529	1 350
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	412	1 039	1 183
Ouahigouya	209	262	206	345	610	795	306	970	907	1 080
Pô	-	-	-	-	-	-	-	190	871	768
Tenkodogo	507	397	577	787	871	709	844	787	808	828
Tougan	111	127	340	745	760	525	448	ND	15	148
Yako	335	291	442	426	642	552	377	531	461	305
Ziniaré	364	308	488	543	640	629	535	814	862	733

Tableau III-38 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par TGI (hors référés, JADD et ordonnances)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	6 508	6 415	9 765	11 078	14 802	12 396	12 006	14 894	14 231	14 305
Banfora	161	189	250	208	437	230	205	264	254	298
Bobo-Dioulasso	ND	438	981	905	966	905	685	1 113	842	1 016
Bogandé	64	103	115	78	105	105	81	109	66	26
Boromo	141	145	258	202	283	214	192	563	567	654
Dédougou	161	134	163	155	278	282	307	486	274	239
Diapaga	41	67	66	81	93	52	64	ND	5	35
Diébougou	188	163	214	321	584	517	441	814	953	1 083
Djibo	90	111	183	195	195	40	136	ND	22	159
Dori	148	134	134	121	124	95	141	ND	ND	111
Fada N’Gourma	221	348	444	376	438	418	462	548	424	448
Gaoua	191	212	345	246	173	112	187	264	232	188
Kaya	324	288	284	356	558	260	409	365	347	278
Kongoussi	68	59	190	228	331	427	430	625	241	188
Koudougou	840	599	864	1 244	2 073	1 687	1 631	1 746	1 475	1 132
Koupéla	-	-	38	408	552	437	561	596	675	890
Léo	121	74	123	294	506	310	365	543	461	461
Manga	253	309	277	306	588	618	347	714	653	515
Nouna	126	83	111	128	155	211	687	ND	315	268
Orodara	41	63	148	88	294	170	167	158	108	79
Ouaga I	1 943	1 597	2 600	2 373	2 589	2 151	2 026	2 438	1 432	1 287
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	405	1 010	1 131
Ouahigouya	192	233	203	343	608	788	302	965	901	1 077
Pô	-	-	-	-	-	-	-	190	861	761
Tenkodogo	444	410	569	745	867	703	834	752	777	808
Tougan	105	125	332	744	754	517	444	ND	15	148
Yako	315	263	433	417	631	540	370	524	459	301
Ziniaré	330	268	440	516	620	607	532	802	862	724

Tableau III-39 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par TGI (hors référés, JADD, radiations et ordonnances)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	6 173	6 166	8 931	10 583	14 490	12 217	11 574	14 761	14 088	14 456
Banfora	189	163	241	202	549	231	203	265	250	254
Bobo-Dioulasso	ND	429	803	811	1 097	968	715	1 151	858	974
Bogandé	64	104	95	80	107	0	84	112	60	26
Boromo	138	146	250	205	288	218	193	569	576	691
Dédougou	154	139	159	150	314	280	317	486	264	235
Diapaga	40	70	66	77	89	51	64	ND	5	35
Diébougou	79	150	162	318	580	520	445	831	985	1 085
Djibo	85	103	185	184	184	40	136	ND	-	133
Dori	113	110	122	108	94	71	76	ND	-	102
Fada N'Gourma	127	303	448	395	396	402	464	566	506	767
Gaoua	195	170	328	230	175	125	177	263	236	189
Kaya	297	224	222	333	522	266	399	347	343	278
Kongoussi	68	63	173	231	340	423	433	619	ND	167
Koudougou	820	606	839	985	1 824	1 691	1 408	1 761	1 395	1 145
Koupéla	-	-	38	410	542	448	573	592	684	898
Léo	122	68	129	287	528	316	361	455	468	448
Manga	207	276	276	288	558	466	338	717	659	320
Nouna	133	83	111	128	222	235	691	ND	316	190
Orodara	46	59	150	113	312	178	122	168	113	93
Ouaga I	2 054	1 601	2 147	2 285	2 314	2 109	2 040	2 409	1 487	1 663
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	397	884	953
Ouahigouya	204	254	161	334	623	873	318	953	846	1 052
Pô	-	-	-	-	-	-	-	190	869	740
Tenkodogo	459	385	577	779	853	624	657	586	970	830
Tougan	70	105	336	740	762	521	446	ND	15	147
Yako	276	258	427	407	642	558	379	510	457	311
Ziniaré	233	297	486	503	575	603	535	814	842	730

Tableau III-40 : Ordonnances rendues par TGI (hors référés)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	13 248	13 469	21 077	18 907	19 232	19 007	19 888	27 671	32 315	32 322
Banfora	595	662	884	845	888	821	1 034	1 294	1 330	1 296
Bobo-Dioulasso	2 143	841	1 763	2 510	2 207	2 777	2 610	4 852	5 907	5 466
Bogandé	136	203	175	175	244	181	164	145	288	228
Boromo	235	254	467	723	968	782	750	651	656	948
Dédougou	538	367	638	783	803	923	673	861	1 994	1 207
Diapaga	48	77	113	168	200	179	194	ND	245	324
Diébougou	239	267	275	324	602	560	480	671	502	470
Djibo	75	104	95	103	103	-	32	ND	105	113
Dori	89	95	76	67	117	135	300	ND	ND	153
Fada N'Gourma	367	326	271	370	389	514	596	526	885	785
Gaoua	241	307	401	433	536	600	565	589	750	655
Kaya	292	373	578	800	905	1 036	1 102	754	798	727
Kongoussi	299	246	215	246	260	326	273	458	279	248
Koudougou	501	710	659	711	1 105	1 075	905	1 191	1 747	2 250
Koupéla	-	-	43	411	547	396	434	587	749	938
Léo	354	252	543	513	902	634	664	617	545	447
Manga	349	572	715	677	616	806	871	3 434	1 675	1 238
Nouna	94	98	104	138	175	225	217	ND	238	251
Orodara	125	159	292	307	385	274	299	438	545	645
Ouaga I	4 290	5 252	10 607	6 275	5 036	4 958	4 759	5 515	4 296	3 859
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	1 829	4 199	5 111
Ouahigouya	656	567	587	652	510	469	961	942	935	967
Pô	-	-	-	-	-	-	-	134	582	401
Tenkodogo	468	593	266	598	526	394	523	1 099	1 150	1 274
Tougan	518	534	567	420	379	399	499	ND	670	868
Yako	185	194	260	324	350	188	250	398	603	737
Ziniaré	411	416	483	334	479	355	733	686	642	716

Tableau III-41 : Décisions rendues de référés par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	442	501	736	718	880	832	1 020	1 411	1 363	1 365
Banfora	23	8	19	16	22	12	23	16	29	25
Bobo-Dioulasso	ND	64	135	136	156	175	145	250	198	256
Bogandé	2	3	3	0	0	2	0	0	0	1
Boromo	4	5	8	5	4	3	3	7	5	10
Dédougou	3	1	3	3	18	14	16	2	14	21
Diapaga	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0
Diébougou	10	4	7	4	8	0	5	8	7	1
Djibo	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Dori	8	8	8	6	5	1	3	ND	1	0
Fada N'Gourma	4	0	3	2	21	4	3	6	12	11
Gaoua	7	3	7	7	16	18	9	10	13	11
Kaya	11	9	12	8	17	6	8	12	8	14
Kongoussi	2	4	3	5	11	12	12	7	0	0
Koudougou	23	37	31	43	45	35	32	55	47	31
Koupéla	-	-	-	11	8	7	3	5	4	7
Léo	2	2	2	2	18	9	9	14	18	16
Manga	3	4	6	3	5	3	1	14	5	3
Nouna	0	1	2	2	2	4	2	0	ND	0
Orodara	7	7	7	3	0	2	6	8	2	6
Ouaga I	283	286	448	419	477	435	506	747	465	440
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	154	452	418
Ouahigouya	19	13	4	11	27	48	184	42	27	51
Pô	-	-	-	-	-	-	-	1	9	2
Tenkodogo	27	38	22	26	7	19	27	29	25	11
Tougan	2	0	2	3	8	6	0	0	0	0
Yako	0	2	0	1	2	3	3	3	7	2
Ziniaré	2	1	3	2	2	14	19	21	15	28

Concept

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de grande instance.

Sources statistiques

Registres des parquets, rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions, dossiers physiques.

Tableau III-42 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors référés, ADD et ordonnances)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	11 367	15 095	12 583	12 191	15 247	14 674	15 185
Moins de 1 mois	8 222	11 786	9 116	8 896	12 074	12 251	11 737
1 à moins de 2 mois	1 478	1 286	1 126	1 261	1 379	946	1 694
2 à moins de 3 mois	473	707	689	530	425	319	530
3 à moins de 6 mois	406	480	732	810	411	427	434
6 mois à moins de 1 an	444	455	453	430	419	377	375
1 à moins de 2 ans	193	244	313	165	319	187	301
2 à moins de 3 mois	97	58	121	57	124	77	68
3 ans et plus	54	79	33	42	96	90	46

Tableau III-43 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure et le type d'affaires (hors référés, ADD et ordonnances)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Etat civil*	11 345	15 062	12 056	11 131	13 421	12 900	13 411
Moins de 1 mois	8 213	11 778	8 899	8 712	11 744	11 789	11 292
1 à moins de 2 mois	1 474	1 279	1 065	1 121	1 105	734	1 401
2 à moins de 3 mois	472	696	622	432	262	146	370
3 à moins de 6 mois	401	478	644	657	139	128	222
6 mois à moins de 1 an	442	452	403	184	115	86	90
1 à moins de 2 ans	193	242	278	20	45	10	30
2 à moins de 3 mois	96	58	115	2	8	7	4
3 ans et plus	54	79	30	3	3	0	2
Divorce	-	-	388	365	533	550	501
Moins de 1 mois	-	-	146	94	151	203	164
1 à moins de 2 mois	-	-	25	49	88	71	84
2 à moins de 3 mois	-	-	56	43	62	57	51
3 à moins de 6 mois	-	-	75	88	109	112	88
6 mois à moins de 1 an	-	-	48	63	70	75	71
1 à moins de 2 ans	-	-	29	20	37	24	37
2 à moins de 3 mois	-	-	6	4	10	6	4
3 ans et plus	-	-	3	4	6	2	2
Adoption	-	-	130	105	91	104	96
Moins de 1 mois	-	-	68	35	33	41	28
1 à moins de 2 mois	-	-	35	32	38	33	25
2 à moins de 3 mois	-	-	10	21	10	7	21
3 à moins de 6 mois	-	-	13	9	7	14	11
6 mois à moins de 1 an	-	-	2	3	-	9	7
1 à moins de 2 ans	-	-	2	4	2	-	4
2 à moins de 3 mois	-	-	-	-	1	-	-
3 ans et plus	-	-	-	1	-	-	-
Autres	-	-	-	582	1 154	1 110	1 171
Moins de 1 mois	-	-	-	55	143	218	253
1 à moins de 2 mois	-	-	-	58	147	108	183
2 à moins de 3 mois	-	-	-	34	75	107	85
3 à moins de 6 mois	-	-	-	56	140	171	111
6 mois à moins de 1 an	-	-	-	175	230	202	207
1 à moins de 2 ans	-	-	-	120	229	153	230
2 à moins de 3 mois	-	-	-	51	103	64	60
3 ans et plus	-	-	-	33	87	87	42

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Affaires commerciales	22	33	9	8	48	10	6
Moins de 1 mois	9	8	3	-	3	-	-
1 à moins de 2 mois	4	7	1	1	1	-	1
2 à moins de 3 mois	1	11	1	-	16	2	3
3 à moins de 6 mois	5	2	-	-	16	2	2
6 mois à moins de 1 an	2	3	-	5	4	5	-
1 à moins de 2 ans	-	2	4	1	6	-	-
2 à moins de 3 mois	1	-	-	-	2	-	-
3 ans et plus	-	-	-	1	-	1	-

*De 2016 à 2019, les décisions de divorce et d'adoption de même que les autres décisions étaient comptabilisées dans les états civils

Tableau III-44 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par TGI (hors référés, JADD et ordonnances)

	Moins d'un mois			1 à moins de 2 mois			2 à moins de 3 mois			3 à moins de 6 mois		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Ensemble	12 074	12 251	11 737	1 379	946	1 694	425	319	530	411	427	434
Banfora	214	206	252	20	30	16	6	5	4	16	7	6
Bobo-Dioulasso	572	628	576	152	48	166	73	26	55	99	44	48
Bogandé	95	55	24	16	8	2	1	1	-	0	1	0
Boromo	483	450	584	50	81	43	12	13	16	8	21	11
Dédougou	15	147	34	400	62	106	58	23	66	12	26	2
Diapaga	ND	5	34	0	-	-	0	0	-	0	0	0
Diébougou	774	932	1 054	36	9	25	3	9	2	3	7	11
Djibo	ND	20	123	0	-	3	0	0	10	0	0	15
Dori	ND	ND	90	0	-	13	0	ND	-	0	ND	5
Fada N'Gourma	544	444	643	5	64	43	5	9	9	8	11	11
Gaoua	171	172	152	50	30	17	15	10	4	6	8	2
Kaya	338	318	476	22	18	36	4	4	6	11	5	8
Kongoussi	612	228	176	0	8	12	0	3	-	1	5	1
Koudougou	1605	1349	613	64	24	409	25	33	68	24	37	45
Koupéla	546	607	790	24	41	68	5	9	13	6	11	4
Léo	431	424	423	23	27	30	3	1	2	2	7	8
Manga	699	624	456	15	16	54	2	8	-	0	4	6
Nouna	ND	292	233	0	16	21	0	0	9	0	3	5
Orodara	96	72	54	40	19	8	8	7	3	5	3	3
Ouaga I	1661	1081	1 150	196	66	94	141	63	41	141	85	34
Ouaga II	353	755	774	46	92	98	7	44	46	6	98	76
Ouahigouya	862	763	494	56	105	315	17	19	132	17	7	102
Pô	190	809	733	0	46	25	0	10	1	0	6	1
Tenkodogo	608	665	666	86	50	61	20	20	31	24	22	26
Tougan	ND	15	116	0	-	19	0	0	8	0	0	3
Yako	434	361	291	58	54	6	12	2	1	15	8	1
Ziniaré	771	829	726	20	32	4	8	0	3	7	1	0

Tableau III-45 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par TGI (hors référés, JADD et ordonnances) (suite)

	6 mois à moins de 1 an			1 à moins de 2 ans			2 à moins de 3 ans			3 ans et plus		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Ensemble	419	377	375	319	187	301	124	77	68	96	90	61
Banfora	8	3	10	5	-	11	1	-	4	2	6	15
Bobo-Dioulasso	152	57	65	89	44	105	17	18	29	12	11	0
Bogandé	0	1	-	0	-	-	0	-	-	0	-	0
Boromo	10	14	13	4	-	2	1	-	1	0	-	0
Dédougou	1	7	25	0	4	10	0	-	-	0	9	0
Diapaga	0	-	1	0	-	-	0	-	-	0	-	0
Diébougou	9	11	7	3	1	2	2	3	1	1	-	0
Djibo	0	2	2	0	-	6	0	-	-	0	-	0
Dori	0	-	-	0	-	1	0	-	2	0	-	4
Fada	3	14	21	7	7	27	4	2	9	1	1	3
Gaoua	8	7	6	9	8	6	5	-	-	1	1	4
Kaya	10	2	10	5	3	12	0	2	4	4	1	0
Kongoussi	6	5	-	5	-	-	1	-	-	2	-	0
Koudougou	32	23	9	11	10	1	7	7	-	3	10	1
Koupéla	4	4	10	8	6	6	3	2	3	1	1	1
Léo	0	2	1	1	7	1	1	2	-	0	5	0
Manga	0	5	-	0	1	-	1	1	-	0	-	0
Nouna	0	4	1	0	1	1	0	-	-	0	-	2
Orodara	3	6	5	7	6	9	1	-	4	2	-	0
Ouaga I	133	101	25	142	65	6	64	35	-	59	33	0
Ouaga II	0	48	115	0	2	73	0	-	1	0	-	3
Ouahigouya	13	7	27	2	5	6	1	-	1	2	1	0
Pô	0	-	7	0	-	1	0	-	-	0	-	10
Tenkodogo	15	21	14	15	16	14	14	3	6	5	11	0
Tougan	0	-	-	0	-	-	0	-	2	0	-	3
Yako	5	33	1	5	1	1	1	2	1	1	-	0
Ziniaré	7	-	-	1	-	-	0	-	-	0	-	15

III.3.2. Activités pénales des tribunaux de grande instance

III.3.2.1. Activités des parquets des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au parquet et enregistrée dans le registre des plaintes. La saisine du parquet ou introduction d'une affaire au parquet se fait par une plainte (requête, ou déclaration écrite ou verbale) d'une partie lésée ou par procès-verbal de la police judiciaire.

Crime : Infraction punie d'une peine d'emprisonnement à vie ou d'une peine d'emprisonnement supérieure à dix ans.

Délit : Infraction punie d'une peine d'emprisonnement de trente jours au moins et n'excédant pas dix ans et/ou punies d'une amende supérieure à deux cent mille (200 000) francs CFA

Contravention : Infraction punie d'une amende d'un montant n'excédant pas deux cent mille (200 000) francs CFA.

Sources statistiques

Registre des parquets.

Note : *Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions ».*

Tableau III-46 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets des TGI (y compris Ecofi et Anti-terro) selon l'infraction

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	9 704	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655	8 510	10 549	10 765	11 680
Crimes et délits contre les particuliers	2 509	2 280	2 577	2 831	3 084	2 412	3 010	3 775	3 756	3 908
<i>Dont</i>										
Homicides et blessures involontaires	501	343	39	651	681	642	600	978	822	794
Coups et blessures volontaires	696	651	725	699	686	548	689	797	731	764
Vols aggravés	197	229	56	44	37	119	278	339	469	618
Ménaces sous condition	0	0	0	0	0	194	266	360	379	389
Homicides volontaires, empoisonnement, assassinats	130	117	209*	240*	180*	167	179	201	179	252
Viols	181	171	155	313	283	248	272	294	250	276
Coups mortels	69	66	61	81	60	65	68	77	66	81
Crimes et délits contre les biens	5 598	5 065	5 036	4 394	4 137	2 949	3 940	4 832	5 113	5 759
<i>Dont</i>										
Vols, recels, extorsions, escroqueries	4 351	3 817	3 475	3 057	2 765	1 948	2 526	2 864	2 933	3 466
Abus de confiance	732	707	685	642	619	534	688	939	976	1 070
Blanchiment de capitaux	0	0	1	9	18	18	49	31	13	107
Grand banditisme	0	0	194	133	102	56	113	162	146	171
Stellionat	22	27	52	42	70	71	77	307	342	403
Destructions, dégradations, dommages	268	301	249	248	325	224	277	303	322	298
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	670	589	683	624	646	518	655	861	861	913
<i>Dont</i>										
Stupéfiants	275	221	328	263	297	182	238	331	320	394
Enlèvements d'enfants	139	126	141	142	111	90	108	139	125	118
Trafic d'enfants	4	6	4	10	10	4	4	9	8	5
Proxénétisme	5	9	12	17	21	11	15	23	23	23
Mutilations génitales féminines	24	29	22	44	14	17	15	12	7	7
Attentats aux mœurs	90	96	68	36	18	36	49	69	43	53
Accusation de sorcellerie	0	0	0	0	0	69	82	96	133	93
Crimes et délits contre la chose publique	487	455	495	523	527	388	517	542	624	646
<i>Dont</i>										
Faux et usage de faux	249	190	220	224	246	145	204	224	195	231
Détournement de biens et deniers publics	25	31	43	64	43	44	20	26	33	27
Discrédit sur une décision de justice	0	0	0	0	0	29	81	91	155	132
Evasion	58	46	44	43	39	19	33	21	30	40
Corruption (et infractions assimilées)	4	9	13	8	14	8	15	24	23	23
Crimes et délits contre la sécurité publique	91	23	30	75	130	194	198	303	143	211
<i>Dont</i>										
Association de malfaiteurs	96	23	25	59	27	15	144	96	20	19
Terrorisme			5	16	103	164	23	195	27	129
Infractions en matière d'armes et munitions	79	93	93	95	96	45	49	73	59	59
Infractions en matière de code de la route excepté homicides et blessures involontaires	260	161	203	145	191	128	92	122	157	141
Infractions en matière environnementale	-	-	-	-	-	3	18	19	18	19
Infractions en matière forestière et faunique	-	-	-	-	-	9	25	18	33	11
Infractions en matière informatique/cybercriminalité	-	-	4	3	4	9	6	4	1	13

*Les effectifs de « assassinat » de 2016 et 2017 se trouvent dans la rubrique Homicides volontaires, empoisonnement, assassinats

Tableau III-47 : Affaires nouvelles enregistrées dans les Pôles Ecofi des parquets des TGI selon l'infraction

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	-	-	-	-	-	76
Crimes et délits contre la chose publique	-	-	-	-	-	17
Autres crimes et délits contre la chose publique	-	-	-	-	-	2
Corruption (et infractions assimilées)	-	-	-	-	-	10
Enrichissement illicite	-	-	-	-	-	1
Faux et usage de faux	-	-	-	-	-	1
Faux monnayage	-	-	-	-	-	1
Fraude en matière de commercialisation d'or	-	-	-	-	-	1
Fraude en matière douanière	-	-	-	-	-	1
Crimes et délits contre la famille et les mœurs	-	-	-	-	-	1
Trafic de stupéfiants	-	-	-	-	-	1
Crimes et délits contre la sécurité publique	-	-	-	-	-	0
Crimes et délits contre les biens	-	-	-	-	-	57
Abus de confiance	-	-	-	-	-	4
Blanchiment de capitaux	-	-	-	-	-	52
Escroqueries	-	-	-	-	-	1
Crimes et délits contre les particuliers	-	-	-	-	-	1
Vols aggravés	-	-	-	-	-	1
Infractions en matière d'armes et munitions	-	-	-	-	-	0
Infractions en matière de code de la route excepté homicides et blessures involontaires	-	-	-	-	-	0
Infractions en matière environnementale	-	-	-	-	-	0
Infractions en matière forestière et faunique	-	-	-	-	-	0
Infractions en matière informatique /cybercriminalité	-	-	-	-	-	0

Tableau III-48 : Affaires nouvelles enregistrées dans le Pôle Anti-terro du parquet du TGI Ouaga II selon l'infraction

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	-	-	-	0	100	106
Crimes et délits contre la chose publique	-	-	-	0	0	0
Crimes et délits contre la famille et les mœurs	-	-	-	0	0	0
Crimes et délits contre la sécurité publique	-	-	-	0	100	106
Financement du terrorisme	-	-	-	0	5	27
Terrorisme	-	-	-	0	95	79
Crimes et délits contre les biens	-	-	-	0	0	0
Crimes et délits contre les particuliers	-	-	-	0	0	0
Infractions en matière d'armes et munitions	-	-	-	0	0	0
Infractions en matière de code de la route excepté homicides et blessures involontaires	-	-	-	0	0	0
Infractions en matière environnementale	-	-	-	0	0	0
Infractions en matière forestière et faunique	-	-	-	0	0	0
Infractions en matière informatique /cybercriminalité	-	-	-	0	0	0

Concepts

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faire volontairement des blessures, porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail.

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions, des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel.

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

- Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.
- Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.
- Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Violences et voies de fait : Actes délibérés ou non, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une « voie de fait ».

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau III-49 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	9 704	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655	8510	10 549	10 765	11 680
Banfora	428	527	514	384	383	275	322	309	345	506
Bobo-Dioulasso	724	674	1 020	723	892	637	627	1 057	1 295	1 546
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	ND ⁴
Bogandé	316	302	157	120	113	83	76	96	19	13
Boromo	342	257	328	373	289	190	262	424	434	489
Dédougou	371	324	335	461	266	320	432	438	362	340
Diapaga	158	198	117	131	101	130	188	ND	3	13
Diébougou	279	222	260	204	254	133	182	291	328	345
Djibo	211	222	253	234	234	ND	ND	ND	ND	1
Dori	321	288	273	267	233	193	189	ND	ND	36
Fada N'Gourma	355	418	332	291	255	287	304	281	268	315
Gaoua	292	278	238	314	261	179	292	343	419	394
Kaya	405	208	233	244	232	276	233	490	261	254
Kongoussi	108	118	94	74	122	71	83	138	57	18
Koudougou	724	465	732	582	602	587	1 145	827	1 143	892
Koupéla	-	-	4	472	213	173	191	288	386	328
Léo	254	252	181	166	235	178	198	196	182	206
Manga	385	230	184	158	208	150	183	257	205	209
Nouna	102	133	162	124	104	59	65	ND	4	2
Orodara	148	160	142	168	135	88	170	99	166	163
Ouaga I	2 455	2 271	2 325	2 157	2 736	1 858	2 547	2 919	2 134	2 431
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	76
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	913	1 342	1 835
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	106
Ouahigouya	346	343	274	304	228	158	194	279	237	197
Pô	-	-	-	-	-	-	-	67	166	194
Tenkodogo	553	409	454	250	282	176	247	416	564	395
Tougan	117	87	132	171	138	124	122	ND	3	5
Yako	106	151	137	110	66	84	76	138	148	175
Ziniaré	204	131	240	208	250	246	182	283	294	378

Tableau III-50 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	2 509	2 280	2 577	2 831	3 084	2 412	3 010	3 775	3 756	3 908
Banfora	111	168	130	110	150	108	116	126	134	184
Bobo-Dioulasso	185	108	275	195	277	212	210	342	408	442
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	ND
Bogandé	68	134	66	66	61	46	41	43	9	7
Boromo	88	52	96	117	87	48	75	125	113	114
Dédougou	74	95	109	191	84	100	156	175	122	94
Diapaga	43	49	34	53	28	37	71	ND	1	5
Diébougou	98	82	95	49	81	42	45	150	181	183
Djibo	80	103	99	79	79	ND	ND	ND	ND	1
Dori	121	83	87	110	99	91	64	ND	ND	0
Fada N'Gourma	140	157	81	110	118	120	104	91	76	137
Gaoua	97	86	59	100	67	65	108	126	159	119
Kaya	89	39	66	91	97	120	88	189	99	80
Kongoussi	33	30	34	39	53	34	33	59	24	14
Koudougou	208	82	217	171	165	197	432	291	537	293
Koupéla	-	-	4	304	107	78	93	110	146	116
Léo	49	88	73	73	119	79	77	72	72	79
Manga	116	52	61	69	98	77	75	112	88	97
Nouna	26	42	43	40	40	23	20	ND	2	1
Orodara	49	61	52	55	39	40	63	32	52	55
Ouaga I	485	474	542	451	874	599	823	1 020	588	793
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	225	432	549
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	64	86	60	70	46	39	53	96	72	82
Pô	-	-	-	-	-	-	-	22	53	57
Tenkodogo	160	113	152	87	134	54	101	175	211	146
Tougan	24	19	36	64	51	42	43	ND	0	0
Yako	43	33	34	48	28	44	38	60	49	69
Ziniaré	58	44	72	89	102	117	81	134	128	191

⁴ Inexistence de RP spécifique pour les affaires nouvelles du Pôle Ecofi

Concepts

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait de détourner ou dissiper au préjudice d'autrui, des fonds, des valeurs, des données informatiques ou un bien quelconque qui lui ont été remis et qu'il a acceptés à charge de les rendre, de les représenter ou d'en faire un usage déterminé

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

- **Vol** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.
- **Extorsion** : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.
- **Recel** : Fait de dissimuler, de détenir ou de transmettre une chose ou des données informatiques, ou de faire office d'intermédiaire afin de les transmettre, en sachant que cette chose ou ces données informatiques proviennent d'un crime ou d'un délit. Constitue également un recel le fait, en connaissance de cause, de bénéficier, par tout moyen, du produit d'un crime ou d'un délit.
- **Escroquerie** : Est coupable d'escroquerie quiconque, soit en faisant usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, soit en abusant d'une qualité vraie, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour tromper une personne physique ou morale et la déterminer ainsi, à son préjudice ou au préjudice d'autrui, à remettre des fonds, des valeurs, des données informatiques ou un bien quelconque, à fournir un service ou à consentir un acte opérant obligation ou décharge.

Tableau III-51 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	5 598	5 065	5 036	4 394	4 137	2 949	3 940	4 832	5 113	5 759
Banfora	247	301	338	239	181	129	174	151	144	239
Bobo-Dioulasso	434	440	606	444	513	348	348	569	665	892
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	ND
Bogandé	157	141	38	22	18	17	19	28	8	4
Boromo	190	168	156	186	137	89	136	225	267	299
Dédougou	214	179	156	191	151	162	191	215	199	185
Diapaga	76	103	61	50	49	42	58	ND	ND	5
Diébougou	146	125	125	119	132	73	110	119	111	95
Djibo	110	105	124	123	123	ND	ND	ND	ND	0
Dori	172	179	152	116	115	66	89	ND	ND	29
Fada N'Gourma	166	188	173	130	84	101	145	119	115	114
Gaoua	171	149	143	167	152	93	144	167	190	196
Kaya	246	139	127	99	92	100	117	218	138	145
Kongoussi	65	71	54	29	38	27	29	50	26	3
Koudougou	404	310	442	314	317	291	549	375	424	436
Koupéla	-	-	0	115	71	67	65	113	150	136
Léo	160	133	71	60	57	62	61	82	88	87
Manga	215	143	98	60	73	33	53	80	58	64
Nouna	51	59	90	61	52	24	33	ND	2	1
Orodara	68	72	68	80	75	32	85	50	86	65
Ouaga I	1 552	1 384	1 343	1 273	1 269	841	1 178	1 438	1 137	1 300
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	57
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	317	692	945
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	231	219	193	207	150	103	121	144	129	92
Pô	-	-	-	-	-	-	-	28	66	74
Tenkodogo	282	239	215	111	118	64	88	177	239	150
Tougan	73	57	84	83	67	63	52	ND	2	3
Yako	46	85	77	42	23	24	26	60	71	71
Ziniaré	122	76	102	73	80	98	69	107	106	129

Tableau III-52 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, extorsions, recels, escroqueries et abus de confiance par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	4 796	4 524	3 861	3 699	3 384	2 370	3 214	3 803	3 909	4 536
Banfora	-	220	275	198	149	98	141	128	123	181
Bobo-Dioulasso	335	407	281	359	437	293	321	500	583	788
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	ND
Bogandé	150	134	25	16	12	16	13	17	3	2
Boromo	167	138	139	166	120	85	124	199	250	275
Dédougou	187	133	136	173	131	119	150	165	153	156
Diapaga	67	83	44	41	33	30	42	ND	0	4
Diébougou	141	117	105	116	114	69	100	98	86	72
Djibo	90	98	97	100	100	ND	ND	ND	ND	0
Dori	161	169	139	106	103	52	76	ND	ND	21
Fada N'Gourma	139	170	117	85	65	84	94	92	97	99
Gaoua	147	129	120	137	119	74	115	139	150	161
Kaya	237	138	110	83	75	75	96	142	117	114
Kongoussi	61	60	48	28	33	21	24	44	22	3
Koudougou	310	260	293	244	243	232	419	297	271	314
Koupéla	-	-	0	69	42	46	41	89	120	109
Léo	149	124	-	48	38	49	47	64	47	72
Manga	183	118	74	40	37	23	45	54	40	43
Nouna	48	53	77	52	45	17	28	ND	2	1
Orodara	60	60	61	72	57	27	61	43	60	43
Ouaga I	1 479	1 303	1 174	1 137	1 086	687	991	1 122	840	994
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	207	462	665
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	218	194	171	178	133	93	98	136	97	78
Pô	-	-	-	-	-	-	-	14	50	67
Tenkodogo	248	224	173	86	76	52	80	144	199	125
Tougan	69	56	69	78	59	52	49	ND	2	3
Yako	38	60	53	28	19	18	21	45	61	56
Ziniaré	112	76	80	59	58	58	48	64	74	90

Tableau III-53 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la sécurité publique par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	91	23	30	75	130	194	198	303	143	211
Banfora	0	1	0	0	0	0	0	0	6	2
Bobo-Dioulasso	1	0	0	0	0	1	4	0	50	14
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	ND
Bogandé	51	0	6	0	0	0	0	3	0	0
Boromo	0	0	0	0	0	1	3	0	1	9
Dédougou	2	0	0	0	0	1	7	2	2	3
Diapaga	1	6	1	0	0	0	5	ND	0	0
Diébougou	0	0	6	3	0	1	0	0	1	0
Djibo	0	0	0	1	1	ND	ND	ND	ND	0
Dori	0	0	1	3	2	17	17	ND	ND	6
Fada N'Gourma	0	6	1	2	14	9	6	0	3	2
Gaoua	1	0	0	0	0	1	3	13	18	16
Kaya	16	0	2	0	0	4	1	0	0	1
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Koudougou	4	1	0	0	0	3	10	3	9	2
Koupéla	0	0	0	6	2	0	1	1	2	4
Léo	0	0	0	0	2	0	4	0	3	10
Manga	1	0	0	1	0	0	0	1	1	6
Nouna	0	0	0	0	0	0	2	ND	ND	0
Orodara	0	0	1	1	0	1	2	1	1	4
Ouaga I	9	6	10	58	103	148	128	60	28	9
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	215	11	118
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	106
Ouahigouya	0	0	1	0	5	0	0	0	1	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	1	1
Tenkodogo	5	2	0	0	1	4	3	2	3	2
Tougan	0	0	0	0	0	1	2	ND	1	0
Yako	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Ziniaré	0	1	1	0	0	1	0	2	0	1

Concepts

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Consommation de stupéfiants : acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses

Trafic de Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Les autres crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs sont constitués des infractions en matière de mariage, du proxénétisme, des trafics d'enfants, des enlèvements d'enfants, des outrages et attentats publics à la pudeur, de la prostitution et de tout autre crime ou délit contre les particuliers non cités.

Crimes et délits contre la chose publique

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Les autres crimes et délits contre la chose publique sont les atteintes à l'environnement, la concussion, la corruption et tout autre crime ou délit contre la chose publique non cité.

Faux et usage de faux :

- **Faux en écriture** : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.
- **Usage de faux** : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions :

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau III-54 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	670	589	683	624	646	518	655	861	861	913
Banfora	30	41	26	20	18	10	16	13	28	18
Bobo-Dioulasso	56	66	51	25	43	28	30	73	63	82
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Bogandé	26	13	36	26	26	15	11	11	0	0
Boromo	13	23	25	24	18	12	16	37	30	52
Dédougou	21	7	22	21	9	26	27	32	23	20
Diapaga	11	12	11	16	16	34	35	ND	1	2
Diébougou	18	9	21	18	15	12	10	13	16	36
Djibo	15	8	11	10	10	ND	ND	ND	ND	0
Dori	19	15	10	23	11	6	11	ND	ND	0
Fada N'Gourma	38	37	33	32	21	24	32	51	48	33
Gaoua	6	16	13	28	25	11	19	18	33	42
Kaya	37	20	27	30	22	30	14	45	15	19
Kongoussi	4	8	6	2	7	8	12	11	2	1
Koudougou	30	18	26	36	36	29	51	56	75	61
Koupéla	-	-	0	23	12	17	14	30	55	46
Léo	21	13	19	18	39	21	41	35	14	19
Manga	23	15	18	17	19	22	37	40	29	27
Nouna	10	9	10	7	6	5	3	ND	ND	0
Orodara	10	11	9	15	6	6	12	11	14	26
Ouaga I	199	166	219	140	229	117	185	209	185	163
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	82	103	118
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	19	21	11	22	16	11	13	24	20	15
Pô	-	-	-	-	-	-	-	12	18	39
Tenkodogo	41	29	44	30	14	38	35	32	54	38
Tougan	11	6	6	17	10	8	18	ND	0	0
Yako	6	17	11	5	7	12	5	9	9	19
Ziniaré	6	9	18	19	11	16	8	17	26	37

Tableau III-55 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	583	478	520	582	554	388	517	542	624	646
Banfora	25	17	20	15	28	20	13	15	18	36
Bobo-Dioulasso	37	27	52	56	52	47	35	71	91	90
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	ND
Bogandé	64	14	12	4	5	5	4	2	2	2
Boromo	9	10	8	15	8	4	12	15	13	6
Dédougou	24	13	10	30	9	13	21	9	15	12
Diapaga	22	30	10	11	8	8	8	ND	1	1
Diébougou	16	5	11	14	10	3	8	1	9	20
Djibo	4	5	10	15	15	ND	ND	ND	ND	0
Dori	5	8	14	12	5	11	8	ND	ND	0
Fada	11	18	36	11	22	20	16	15	16	25
Gaoua	10	14	12	12	12	7	7	8	15	11
Kaya	30	6	12	12	16	18	13	36	9	8
Kongoussi	4	0	0	3	16	2	7	16	3	0
Koudougou	46	30	39	26	35	32	69	65	51	58
Koupéla	-	-	0	22	11	8	13	19	27	16
Léo	10	4	11	8	15	5	7	3	4	10
Manga	10	9	5	3	10	10	13	15	21	9
Nouna	5	10	5	8	3	6	7	ND	0	0
Orodara	11	8	8	15	5	7	5	2	6	9
Ouaga I	179	208	177	256	224	123	198	164	135	143
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	30	87	86
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	11	9	5	1	7	4	5	12	11	7
Pô	-	-	-	-	-	-	-	1	18	14
Tenkodogo	35	20	31	15	13	12	17	27	38	55
Tougan	4	2	3	3	8	7	6	ND	0	2
Yako	7	9	11	3	5	3	7	7	14	14
Ziniaré	4	2	18	12	12	13	18	9	20	12

Concepts

Orientations du Parquet

- **Chambre correctionnelle** : Affaires dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles
- **Flagrant délit** : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.
- **Citation directe** : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu de la date, le lieu, et l'heure de l'audience.
- **Renvoi à l'instruction** : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet.
- **Classement sans suite** : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique momentanément ou définitivement.

Tableau III-56 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	9 704	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655	8 510	10 549	10 765	11 680
Chambre correctionnelle	6 988	6 551	6 658	6 583	5 729	4 949	5 926	6 969	7 004	7 910
<i>Flagrants délits</i>	5 497	5 319	4 877	5 075	4 291	3 205	4 499	5 419	5 686	6 400
<i>Citations directes</i>	1 491	1 232	1 781	1 508	1 438	1 744	1 427	1 550	1 318	1 510
Saisine du juge d'instruction	1076	908	915	901	810	757	801	949	584	819
Affaires classées sans suite	1 640	1 209	1 548	1 206	2 276	949	1 783	2 631	3 177	2 951

Tableau III-57 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	6 988	6 551	6 658	6 583	5 729	4 949	5 926	6 969	7 004	7 910
Banfora	280	348	378	261	253	208	223	218	209	308
Bobo-Dioulasso	548	503	765	634	642	565	410	832	897	1 004
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	ND
Bogandé	223	218	128	97	82	71	57	70	11	5
Boromo	235	208	225	268	197	122	198	372	380	446
Dédougou	258	166	188	223	188	201	237	236	207	220
Diapaga	114	153	86	101	89	114	168	ND	2	10
Diébougou	231	172	206	172	145	118	151	212	180	265
Djibo	135	135	150	147	147	ND	ND	ND	ND	1
Dori	280	268	239	203	172	124	131	ND	ND	35
Fada N'Gourma	239	280	237	232	189	137	151	183	192	166
Gaoua	196	205	179	235	199	136	247	260	301	285
Kaya	341	180	199	139	154	166	150	245	187	187
Kongoussi	75	79	79	67	70	50	53	74	40	15
Koudougou	350	281	284	318	317	332	549	556	581	680
Koupéla	-	-	1	233	102	97	128	210	231	210
Léo	170	166	118	118	137	103	140	130	112	134
Manga	258	208	141	134	153	141	151	151	138	136
Nouna	62	81	106	98	94	48	55	ND	2	2
Orodara	96	96	120	138	107	81	148	79	111	102
Ouaga I	1 930	1 873	1 985	1 931	1 643	1 515	1 938	1 678	1 462	1 768
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	546	853	1 072
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	297	293	240	265	203	150	154	248	184	162
Pô	-	-	-	-	-	-	-	38	100	148
Tenkodogo	354	348	280	173	104	126	209	330	347	245
Tougan	106	78	94	154	120	121	98	ND	2	5
Yako	45	100	88	77	59	68	64	108	105	113
Ziniaré	165	112	142	165	163	155	116	193	170	186

Tableau III-58 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	5 497	5 319	4 877	5 075	4 291	3 205	4 499	5 419	5 686	6 400
Banfora	193	171	228	199	169	108	134	163	160	180
Bobo-Dioulasso	417	502	503	469	488	352	261	693	767	911
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	ND
Bogandé	185	183	78	65	38	29	32	37	5	0
Boromo	201	200	173	227	181	106	182	338	376	441
Dédougou	171	119	123	164	155	122	185	186	172	175
Diapaga	96	137	74	89	80	85	136	ND	2	9
Diébougou	162	133	135	162	128	104	143	180	175	240
Djibo	90	98	103	122	122	ND	ND	ND	ND	1
Dori	203	209	154	157	132	63	95	ND	ND	35
Fada N'Gourma	202	248	203	178	139	90	108	160	152	142
Gaoua	141	158	155	200	161	96	199	195	239	228
Kaya	303	174	171	111	116	121	126	193	158	159
Kongoussi	68	70	62	59	50	26	45	71	31	13
Koudougou	257	268	237	289	278	257	414	426	464	540
Koupéla	-	-	1	98	55	45	73	160	200	205
Léo	148	130	59	83	85	65	95	101	82	96
Manga	226	190	99	76	80	52	110	121	88	75
Nouna	53	63	96	72	71	34	44	ND	2	2
Orodara	84	61	89	119	77	64	90	76	92	84
Ouaga I	1 517	1 453	1 485	1 507	1 187	927	1 507	1 287	1 244	1 429
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	36
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	377	607	795
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	242	224	205	237	187	138	127	194	145	136
Pô	-	-	-	-	-	-	-	27	70	94
Tenkodogo	304	299	220	141	95	117	183	215	255	177
Tougan	83	61	65	102	85	61	76	ND	2	0
Yako	35	81	63	48	37	49	53	87	79	83
Ziniaré	116	87	96	101	95	94	81	132	119	150

Tableau III-59 : Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 491	1 232	1 781	1 508	1 438	1 744	1 427	1 550	1 318	1 510
Banfora	87	177	150	62	84	100	89	55	49	128
Bobo-Dioulasso	131	1	262	165	154	213	149	139	130	93
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	ND
Bogandé	38	35	50	32	44	42	25	33	6	5
Boromo	34	8	52	41	16	16	16	34	4	5
Dédougou	87	47	65	59	33	79	52	50	35	45
Diapaga	18	16	12	12	9	29	32	ND	0	1
Diébougou	69	39	71	10	17	14	8	32	5	25
Djibo	45	37	47	25	25	ND	ND	ND	ND	0
Dori	77	59	85	46	40	61	36	ND	ND	0
Fada N'Gourma	37	32	34	54	50	47	43	23	40	24
Gaoua	55	47	24	35	38	40	48	65	62	57
Kaya	38	6	28	28	38	45	24	52	29	28
Kongoussi	7	9	17	8	20	24	8	3	9	2
Koudougou	93	13	47	29	39	75	135	130	117	140
Koupéla	-	-	0	135	47	52	55	50	31	5
Léo	22	36	59	35	52	38	45	29	30	38
Manga	32	18	42	58	73	89	41	30	50	61
Nouna	9	18	10	26	23	14	11	ND	0	0
Orodara	12	35	31	19	30	17	58	3	19	18
Ouaga I	413	420	500	424	456	588	431	391	218	339
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	169	246	277
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	55	69	35	28	16	12	27	54	39	26
Pô	-	-	-	-	-	-	-	11	30	54
Tenkodogo	50	49	60	32	9	9	26	115	92	68
Tougan	23	17	29	52	35	60	22	ND	0	5
Yako	10	19	25	29	22	19	11	21	26	30
Ziniaré	49	25	46	64	68	61	35	61	51	36

Tableau III-60 : Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 076	908	915	901	810	757	801	949	584	819
Banfora	40	61	29	11	18	27	25	28	39	72
Bobo-Dioulasso	55	56	62	39	72	72	54	57	47	72
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	ND
Bogandé	93	58	28	19	11	4	10	19	7	8
Boromo	21	21	15	16	9	6	0	20	24	19
Dédougou	42	26	36	25	9	15	28	33	50	27
Diapaga	26	25	26	17	11	15	20	ND	1	3
Diébougou	29	28	23	17	17	15	18	52	48	32
Djibo	19	18	44	43	43	ND	ND	ND	ND	0
Dori	17	19	18	50	35	44	32	ND	ND	1
Fada N'Gourma	61	55	44	46	66	16	24	19	28	32
Gaoua	30	29	12	25	23	27	22	36	43	40
Kaya	34	23	4	15	12	24	23	19	10	14
Kongoussi	11	4	11	4	13	9	10	10	2	3
Koudougou	40	27	34	32	29	36	60	32	51	32
Koupéla	-	-	1	171	40	25	25	15	19	10
Léo	41	23	30	26	26	18	8	12	19	23
Manga	30	22	22	19	10	9	16	9	6	9
Nouna	13	7	6	2	5	6	4	ND	2	0
Orodara	25	23	21	25	15	7	21	10	8	12
Ouaga I	330	285	320	208	291	330	322	177	24*	109
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	267	61*	186
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	106
Ouahigouya	13	4	21	18	15	5	15	19	22	26
Pô	-	-	-	-	-	-	-	5	7	5
Tenkodogo	63	56	39	34	4	15	36	79	38	46
Tougan	9	9	19	11	13	3	9	ND	1	0
Yako	12	10	15	10	7	16	2	13	9	15
Ziniaré	22	19	35	18	16	13	17	18	18	23

*Les affaires renvoyées en instruction par le parquet du pôle Anti-terro des TGI Ouaga II et Ouaga I n'avait pas été pris en compte en 2022

Tableau III-61 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 640	1 209	1 548	1 206	2 276	949	1 783	2 631	3 177	2 951
Banfora	108	118	107	112	112	40	74	63	97	126
Bobo-Dioulasso	121	115	193	50	178	ND	163	168	351	470
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	ND
Bogandé	0	26	1	4	20	8	9	7	1	0
Boromo	86	28	88	89	83	62	64	32	30	24
Dédougou	71	132	111	213	69	104	167	169	105	93
Diapaga	18	20	5	13	1	1	0	ND	0	0
Diébougou	19	22	31	15	92	0	13	27	100	48
Djibo	57	69	59	44	44	ND	ND	ND	ND	0
Dori	24	1	16	14	26	25	26	ND	ND	0
Fada N'Gourma	55	83	51	13	0	134	129	79	48	117
Gaoua	66	44	47	54	39	16	23	47	75	69
Kaya	30	5	30	90	66	86	60	226	64	53
Kongoussi	22	35	4	3	39	12	20	54	15	0
Koudougou	334	157	414	232	256	219	536	239	511	180
Koupéla	-	-	2	68	71	51	38	63	136	108
Léo	43	63	33	22	72	57	50	54	51	49
Manga	97	0	21	5	45	0	16	97	61	64
Nouna	27	45	50	24	5	5	6	ND	0	0
Orodara	27	41	1	5	13	0	1	10	47	49
Ouaga I	195	113	20	18	802	ND	287	1 064	648	554
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	100	428	577
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	36	46	13	21	10	3	25	12	31	9
Pô	-	-	-	-	-	-	-	24	59	41
Tenkodogo	136	5	135	43	174	35	2	7	179	104
Tougan	2	0	19	6	5	0	15	ND	0	0
Yako	49	41	34	23	0	0	10	17	34	47
Ziniaré	17	0	63	25	54	78	49	72	106	169

Concepts

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur mis sous ordre de garde provisoire : Mineur prévenu d'un délit mis en détention provisoire par le magistrat du parquet.

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaire dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu de la date, le lieu et l'heure de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique. Il peut être momentané ou définitif.

Tableau III-62 : Activités pénales du Parquet relatives aux mineurs

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Mineurs impliqués	394	334	326	288	349	230	248	597	733	604
Mineurs renvoyés en flagrant délit	298	284	272	247	299	175	184	551	699	566
Mineurs renvoyés en citation directe	46	21	11	18	11	20	10	15	10	17
Mineurs renvoyés à l'instruction	26	18	26	14	13	11	43	16	15	12
Mineurs relaxés après classement sans suite	24	11	17	9	26	24	11	15	9	9
Mineurs mis sous ordonnance de garde provisoire	243	270	222	221	201	133	120	465	609	430

Tableau III-63 : Activités pénales du Parquet relatives aux mineurs par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	394	334	326	288	349	230	248	597	733	604
Banfora	10	13	20	21	25	9	13	23	12	11
Bobo-Dioulasso	28	50	52	35	57	31	15	76	111	49
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	ND
Bogandé	20	12	13	11	8	1	6	2	2	1
Boromo	6	9	19	10	14	4	9	23	59	36
Dédougou	10	2	13	2	12	10	31	39	27	12
Diapaga	5	2	5	4	8	3	3	ND	0	0
Diébougou	7	10	12	10	15	15	13	23	50	21
Djibo	9	1	10	9	9	ND	ND	ND	ND	0
Dori	18	23	11	22	25	9	13	ND	ND	0
Fada N'Gourma	15	26	18	16	12	13	6	10	9	18
Gaoua	14	17	13	9	17	7	11	20	16	21
Kaya	48	25	12	4	4	13	12	20	27	15
Kongoussi	6	5	3	5	7	6	1	3	4	1
Koudougou	37	34	31	39	36	27	32	45	44	56
Koupéla	-	-	0	8	10	14	5	21	13	7
Léo	6	11	5	8	2	13	9	26	14	18
Manga	16	13	27	2	8	8	7	12	6	15
Nouna	10	1	2	0	2	7	2	ND	0	0
Orodara	14	1	6	2	10	10	7	15	6	12
Ouaga I	58	35	ND	ND	ND	ND	ND	112	145	164
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	30	67	79
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	14	7	19	25	30	10	18	48	31	19
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	4	3
Tenkodogo	21	17	19	18	8	3	15	27	46	16
Tougan	7	2	6	13	5	3	2	ND	0	0
Yako	2	9	5	11	8	1	7	15	22	8
Ziniaré	13	9	5	4	17	13	11	7	18	22

III.3.2.2. Activités civiles des parquets

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au cour de l'année au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Liquidation : Décision collective des associés qui s'entendent pour mettre fin à leur entreprise commune. La liquidation peut être judiciaire si, à défaut d'accord de tous les associés, un ou plusieurs d'entre eux saisissent le tribunal de grande instance ou le tribunal de commerce pour que soit ordonnée la liquidation et le partage de l'actif net. La liquidation peut aussi être ordonnée en justice comme conséquence du prononcé de la nullité d'une société.

Procédure collective : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Redressement : Procédure collective qui permet à une entreprise qui ne se trouve plus en mesure de faire face à ses dettes exigibles (on dit qu'elle se trouve en "cessation des paiements") de poursuivre son activité et surtout de maintenir l'emploi et d'apurer son passif.

Sources statistiques

Registres du courrier arrivé, du courrier départ et de rectification des actes d'état civil des parquets des tribunaux de grande instance.

Tableau III-64 : Affaires nouvelles en matière civile enregistrées par l'ensemble des parquets selon la nature

	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	9 277	9 755	9 428	9 953	9 310
Rectifications matérielles	6 291	6 721	6 049	7 459	8 453
Etat des personnes	2 756	2 840	2 272	1 694	774⁵
Rectifications, modifications et ajouts de prénom	2 310	1 944	1 905	1 279	254
Adoptions	105	127	96	112	88
Naturalisations	191	214	79	105	265
Recherche de paternité	150	555	192	198	167
Procédures collectives	2	5	3	0	0
Redressements	2	4	3	0	0
Liquidations	0	1	0	0	0
Autres	228	189	1 104	800	83

Tableau III-65 : Conclusions rendues en matière civile par l'ensemble des parquets selon la nature de l'affaire

	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	8 611	9 416	7 842	10 899	9 055
Rectifications matérielles	5 815	6 393	5 844	7 274	8 267
Etat des personnes	2 562	2 346	1 652	1 774	729
Rectifications, modifications et ajouts de nom	2 128	2 047	1 331	1 427	230
Adoptions	108	101	91	100	96
Naturalisations	178	198	66	67	239
Recherche de paternité	148	548	164	180	164
Procédures collectives	1	4	0	1	0
Redressements	0	0	0	0	0
Liquidations	1	4	0	1	0
Autres	234	125	346	1 850	59

Tableau III-66 : Affaires nouvelles en matière civile par parquet des TGI

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	12 717	9 277	9 755	9 428	9 953	9 310
Banfora	39	81	239	372	259	186
Bobo-Dioulasso	901	1 013	1 024	693	1 345	1 190
Bogandé	610	333	244	295	69	36
Boromo	345	316	333	523	342	216
Dédougou	397	368	396	438	289	356
Diapaga	208	189	128	ND	3	42
Diébougou	99	57	124	209	430	359
Djibo	73	-	171	ND	55	1
Dori	43	38	123	ND	ND	0
Fada N'Gourma	442	168	180	448	464	524
Gaoua	241	165	136	125	221	452
Kaya	1 351	538	383	424	426	548
Kongoussi	46	27	391	27	16	26
Koudougou	469	353	274	258	319	294
Koupéla	104	209	139	109	131	136
Léo	274	234	218	357	906	438
Manga	1 245	1 013	576	721	283	260
Nouna	126	353	952	ND	333	29
Orodara	458	202	133	245	326	240
Ouaga I	2 670	1 455	1 514	1 756	1 571	1 458
Ouaga II	-	-	-	825	452	530
Ouahigouya	106	267	160	218	316	347
Pô	-	-	-	69	176	338
Tenkodogo	531	419	403	640	561	777
Tougan	793	737	930	ND	269	108
Yako	242	348	380	591	328	349
Ziniaré	904	394	204	85	63	70

⁵ Certaines affaires nouvelles/conclusion rendues relatives aux rectifications d'erreurs matérielles étaient comptabilisées dans la rubrique « Rectifications, modifications et ajouts de prénom » les années antérieures.

Tableau III-67 : Conclusions rendues en matière civile par parquet des TGI

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	12 101	8 611	9 416	7 842	10 899	9 055
Banfora	38	81	229	347	255	178
Bobo-Dioulasso	715	638	985	693	2 469	1 188
Bogandé	610	333	244	106	69	36
Boromo	477	340	487	611	291	175
Dédougou	397	368	398	438	292	356
Diapaga	198	198	188	ND	3	42
Diébougou	82	50	115	209	430	359
Djibo	73	-	169	ND	55	1
Dori	43	38	123	ND	ND	0
Fada N'Gourma	442	188	208	484	463	524
Gaoua	241	165	136	123	221	452
Kaya	1 351	538	484	424	491	539
Kongoussi	40	26	390	27	16	1
Koudougou	452	308	153	266	340	302
Koupéla	104	157	99	86	115	136
Léo	274	230	214	347	908	436
Manga	1 275	1 063	576	721	283	260
Nouna	125	336	1004	ND	333	29
Orodara	356	202	133	245	326	240
Ouaga I	2 240	1 280	1 431	1 136	1 264	1 364
Ouaga II	-	-	-	262	560	460
Ouahigouya	98	240	130	218	308	347
Pô	-	-	-	54	185	327
Tenkodogo	531	406	24	627	569	777
Tougan	793	738	930	ND	264	107
Yako	242	284	375	333	326	349
Ziniaré	904	405	191	85	63	70

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au cour de l'année au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Procédure collective : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Tableau III-68 : Affaires nouvelles enregistrées en matière civile selon leur nature par parquet des TGI

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Ensemble	6 049	7 459	8 453	2 272	1 694	774	3	0	0	1 104	800	83
Banfora	313	249	183	59	10	2	0	0	0	0	0	1
Bobo-Dioulasso	652	1 131	1 169	41	68	21	0	0	0	0	146	0
Bogandé	197	41	10	98	28	26	0	0	0	0	0	0
Boromo	500	332	211	23	8	5	0	0	0	0	2	0
Dédougou	423	275	345	13	12	11	0	0	0	2	2	0
Diapaga	ND	3	5	ND	0	37	ND	0	0	ND	0	0
Diébougou	200	421	359	7	6	0	0	0	0	2	3	0
Djibo	ND	55	0	ND	0	1	ND	0	0	ND	0	0
Dori	ND	ND	0	ND	ND	0	ND	ND	0	ND	ND	0
Fada N'Gourma	426	461	516	22	3	7	0	0	0	0	0	1
Gaoua	120	221	445	5	0	3	0	0	0	0	0	4
Kaya	418	420	539	6	6	7	0	0	0	0	0	2
Kongoussi	27	16	17	0	0	9	0	0	0	0	0	0
Koudougou	215	287	268	35	27	17	0	0	0	8	5	9
Koupéla	54	89	54	55	42	81	0	0	0	0	0	1
Léo	346	446	431	9	8	5	0	0	0	2	452	2
Manga	578	234	251	7	41	5	0	0	0	136	8	4
Nouna	ND	0	0	ND	314	29	ND	0	0	ND	19	0
Orodara	195	0	237	46	326	3	0	0	0	4	0	0
Ouaga I	-	1 320	1 246	1 421	161	212	0	0	0	335	90	0
Ouaga II	186	210	239	91	182	232	3	0	0	545	60	59
Ouahigouya	142	153	342	41	157	5	0	0	0	35	6	0
Pô	62	162	333	0	10	5	0	0	0	7	4	0
Tenkodogo	608	553	747	19	8	30	0	0	0	13	0	0
Tougan	ND	-	108	ND	269	0	ND	0	0	ND	0	0
Yako	387	317	342	189	8	7	0	0	0	15	3	0
Ziniaré	0	63	56	85	0	14	0	0	0	0	0	0

Tableau III-69 : Conclusions rendues en matière civile selon la nature des affaires par parquet des TGI

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Ensemble	5 844	7 274	8 267	1 652	1 774	729	0	1	0	346	1 850	59
Banfora	290	247	175	57	8	2	0	0	0	0	0	1
Bobo-Dioulasso	652	1 131	1 169	41	114	19	0	1	0	0	1 223	0
Bogandé	69	41	10	37	28	26	0	0	0	0	0	0
Boromo	595	280	171	16	9	4	0	0	0	0	2	0
Dédougou	428	274	345	8	13	11	0	0	0	2	5	0
Diapaga	ND	3	5	ND	0	37	ND	0	0	ND	0	0
Diébougou	200	421	359	7	6	0	0	0	0	2	3	0
Djibo	ND	55	0	ND	0	1	ND	0	0	ND	0	0
Dori	ND	ND	0	ND	ND	0	ND	ND	0	ND	ND	0
Fada	462	461	516	22	0	7	0	0	0	0	2	1
Gaoua	118	221	445	5	0	3	0	0	0	0	0	4
Kaya	418	485	530	6	6	7	0	0	0	0	0	2
Kongoussi	27	16	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	216	294	269	42	33	21	0	0	0	8	13	12
Koupéla	54	89	54	32	26	81	0	0	0	0	0	1
Léo	337	446	431	8	8	2	0	0	0	2	454	3
Manga	578	234	251	7	41	5	0	0	0	136	8	4
Nouna	ND	0	0	ND	314	29	ND	0	0	ND	19	0
Orodara	195	0	237	46	326	3	0	0	0	4	0	0
Ouaga I	-	1 112	1 157	1 035	117	207	0	0	0	101	35	0
Ouaga II	158	210	226	61	278	203	0	0	0	43	72	31
Ouahigouya	142	150	342	41	156	5	0	0	0	35	2	0
Pô	54	171	322	0	5	5	0	0	0	0	9	0
Tenkodogo	595	553	747	19	16	30	0	0	0	13	0	0
Tougan	ND	-	107	ND	264	0	ND	0	0	ND	0	0
Yako	256	317	342	77	6	7	0	0	0	0	3	0
Ziniaré	0	63	56	85	0	14	0	0	0	0	0	0

III.3.2.3. Activités des chambres correctionnelles des TGI

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, trois types de décisions existent :

- **Contradictoire** : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties ne comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.
- **Réputé contradictoire** : Le jugement est réputé contradictoire dans certains cas : ainsi, le demandeur ou le défendeur a refusé de conclure, ou le défendeur qui n'a pas comparu a été assigné à personne, ou le jugement est susceptible d'appel : le recours à l'opposition dans ces hypothèses est interdit.
- **Défaut** : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été notifiée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Délits

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Coups et blessures volontaires : faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voies de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Délits en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles, des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement la mort ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Consommation de stupéfiants : acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Trafic de Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Tableau III-70 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038	4 556	6 536	6 749	7 460
Selon le type de procédure										
Flagrants délits	5 625	4 668	4 674	5 567	4 142	3 068	3 804	5 274	5 500	6 129
Citations directes	1 094	733	1 007	1 165	1 151	970	752	1 262	1 249	1 331
Selon le type de décision										
Contradictoire	6 598	5 300	5 454	6 386	4 956	3 634	4 421	6 150	6 498	7 070
Réputé contradictoire	1	0	3	17	7	44	24	33	61	82
Défaut	110	68	203	294	287	342	107	347	187	307
Autre	10	33	21	35	43	18	4	6	3	1

Tableau III-71 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI selon la nature de l'infraction

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	6 012	5 401	5 681	6 732	5 293	4 040	4 556	6 555	6 749	7 460
Crime et délit contre la sécurité publique	0	0	0	7	4	9	18	28	25	96
Actes préparatoires et d'appuis au terrorisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Appologie du terrorisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Associations de malfaiteurs	0	0	0	7	4	2	0	6	1	4
Financement du terrorisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Infraction par utilisation de matières dangereuses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infractions contre l'aviation civil, les navires, les plates formes fixes et tous moyens de transport collectifs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prise d'otage, séquestration et enlèvement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Terrorisme	0	0	0	0	0	0	0	5	2	54
Autres crimes et délits contre la sécurité publique	0	0	0	0	0	7	18	17	22	36
Crimes et délits contre la chose publique	267	216	245	336	252	192	246	331	379	349
Concussion	0	0	0	0	0	2	1	3	4	5
Corruption (et infractions assimilées)	8	1	2	4	4	6	4	10	21	12
Délit d'apparence	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0
Détournement de deniers publics, Discrédit sur une décision de justice	4	2	9	14	21	20	21	22	25	20
Enrichissement illicite	0	0	0	0	0	0	0	0	3	1
Evasion	43	35	31	41	26	16	26	26	27	34
Faux et usage de faux	115	91	86	118	117	52	69	107	111	97
Faux monnayage	0	0	0	0	0	23	28	28	38	24
Fraude en matière de commercialisation d'or	0	0	0	0	0	3	2	6	2	0
Fraude en matière douanière	0	0	0	0	0	3	0	6	5	5
Fraude en matière fiscale	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2
Autres crimes et délits contre la chose publique	97	87	117	159	84	44	59	85	88	94
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	437	404	517	617	469	360	458	609	665	734
Accusation de sorcellerie	0	0	0	0	0	32	71	53	100	44
Attentat à la pudeur/outrage public à la pudeur	64	75	76	29	14	30	29	48	48	61
Consommation de stupéfiants	0	0	0	0	0	72	117	129	134	185
Enlèvement d'enfant	75	65	85	127	70	45	70	88	92	93
Infractions en matière de mariage	2	0	4	5	8	14	20	24	9	11
Mutilations génitales féminines	19	19	21	17	12	18	10	7	6	5
Pornographie enfantine	0	0	0	0	0	1	1	0	0	19
Proxénétisme	0	0	8	16	14	9	10	20	18	25

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Racolage (Prostitution)	0	0	0	1	5	0	0	0	0	1
Trafic de stupéfiants	212	189	262	343	265	85	85	164	157	160
Trafic d'enfants / vente d'enfants	1	4	1	2	1	0	0	4	12	9
Autres crimes et délits contre la famille et les mœurs	64	52	60	77	80	54	45	72	89	121
Crimes et délits contre les biens	4 029	3 533	3 685	3 929	2 805	2 086	2 290	3 063	3 354	3 776
Abus de biens sociaux	0	0	1	0	2	0	0	2	1	2
Abus de confiance	492	415	456	510	370	329	339	560	605	649
Banqueroute	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0
Blanchiment de capitaux	0	0	0	0	1	0	0	19	25	39
Contrefaçon	0	0	0	0	0	1	0	6	2	3
Destructions, dégradations et dommages	118	104	148	162	138	123	113	188	164	168
Escroqueries	0	0	0	0	0	183	229	419	350	433
Grand banditisme	0	0	141	132	96	56	77	135	134	148
Infractions en matière de chèques	2	1	1	2	0	1	2	5	0	3
Recel	0	0	0	0	0	72	79	126	133	212
Stellionat	0	0	11	32	18	20	40	58	129	182
Vols, extorsion	3 373	2 975	2 897	3 034	2 126	1 264	1 372	1 495	1 767	1 877
Autres crimes et délits contre les biens	44	38	30	57	52	37	39	50	44	60
Crimes et délits contre les particuliers	996	1 059	1 073	1 691	1 629	1 313	1 464	2 358	2 203	2 389
Autres Homicides et blessures involontaires	198	218	25	48	38	27	37	40	45	43
Coups et blessures volontaires	481	430	488	598	499	368	431	551	557	498
Coups mortels	0	0	0	0	4	88	90	92	81	134
Diffamation et Dénonciation calomnieuse	26	30	63	69	54	33	37	61	71	86
Empoisonnements	0	0	0	0	0	3	1	0	2	21
Homicides et blessures Involontaires de la circulation routière	0	0	251	379	361	274	266	535	468	403
Homicides volontaires (meurtres, Assassinats, parricides, infanticides)	0	0	1	6	3	7	5	7	7	6
Injures	0	0	28	22	23	11	14	23	14	36
Menaces sous condition	173	145	0	0	0	127	150	215	185	208
Tortures et pratiques assimilées	0	0	0	0	0	5	8	6	7	16
Trafic illicite de migrants	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Traite des personnes et des pratiques assimilées	0	0	0	0	0	9	18	74	51	62
Violences et voies de fait	27	24	34	37	51	27	12	27	22	33
Viols	0	0	40	327	382	224	177	250	170	194
Vols aggravés	0	0	16	13	21	75	178	393	431	519
Autres crimes et délits contre les particuliers	91	212	127	192	193	35	40	83	92	130
Infractions en matière d'armes et munitions	66	77	89	75	75	43	33	56	45	51
Infractions en matière de code de la route excepté homicides et blessures involontaires	217	112	72	76	59	25	27	68	61	41
Infractions en matière environnementale	0	0	0	0	0	1	10	25	9	11
Infractions en matière forestière et faunique	0	0	0	0	0	8	10	15	7	12
Infractions en matière informatique /cybercriminalité	0	0	0	1	0	3	0	2	1	1

Concepts

Délits :

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

- **Vol** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.
- **Extorsion** : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharges.
- **Recel** : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.
- **Escroquerie** : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Sources statistiques :

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels, dossiers physiques.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions ».

Tableau III-72 : Jugements rendus par les pôles spécialisés (Ecofi et Anti-terro) des TGI

Jugements rendus selon le type de procédure	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	0	0	0	0	0	0	7	47	46	124
Flagrants délits	-	-	-	-	-	-	5	23	39	122
Citations directes	-	-	-	-	-	-	2	24	7	2

Tableau III-73 : Jugements rendus par pôle spécialisés (Ecofi et Anti-terro) des TGI

Jugements rendus	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	-	-	-	-	-	-	7	47	46	124
Pôle anti terrorisme	-	-	-	-	-	-	-	5	0	58
Pôle économique et financier	-	-	-	-	-	ND	7	42	46	66

Tableau III-74 : Jugements rendus par le pôle anti terrorisme selon la nature de l'infraction

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	0	0	0	0	0	0	0	5	0	58
Crimes et délits contre la sécurité publique	0	0	0	0	0	0	0	5	0	58
Associations de malfaiteurs	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Terrorisme	-	-	-	-	-	0	0	5	0	54
Financement du terrorisme	-	-	-	-	-	0	0	0	0	2
Autres crimes et délits contre la sécurité publique	-	-	-	-	-	0	0	0	0	2
Apologie du terrorisme	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Infractions contre l'aviation civile, les navires, les plates-formes fixes et tous moyens de transport collectifs	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Prise d'otage, séquestration et enlèvement	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Infraction par utilisation de matières dangereuses	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Actes préparatoires et d'appuis au terrorisme	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Délits contre la chose publique	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Délits contre les particuliers	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Délits contre les biens	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Délits en matière d'armes et de munitions	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Infractions en matière de code de la route	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0

Tableau III-75 : Jugements rendus par les pôles économiques et financiers selon la nature de l'infraction

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	-	-	-	ND	7	42	46	66
Crimes et délits contre la sécurité publique	-	-	-	ND	0	0	0	0
Crimes et délits contre la chose publique	-	-	-	ND	3	17	18	15
Dont :								
Détournement de deniers publics	-	-	-	ND	1	4	1	6
Corruption (et infractions assimilées)	-	-	-	ND	1	0	4	2
Délit d'apparence	-	-	-	ND	0	0	0	0
Concussion	-	-	-	ND	0	0	0	0
Enrichissement illicite	-	-	-	ND	0	0	1	0
Evasion	-	-	-	ND	0	0	5	0
Faux et usage de faux	-	-	-	ND	1	5	6	3
Fraude en matière de commercialisation d'or	-	-	-	ND	0	3	0	0
Fraude en matière fiscale	-	-	-	ND	0	0	0	0
Fraude en matière douanière	-	-	-	ND	0	0	0	0
Faux monnayage	-	-	-	ND	0	1	0	0
Crimes et délits contre les particuliers	-	-	-	ND	0	0	2	4
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	-	-	-	ND	0	0	0	1
Crimes et délits contre les biens	-	-	-	ND	4	25	25	46
Crimes et délits en matière d'armes et de munitions	-	-	-	ND	0	0	0	0
Infractions en matière de code de la route	-	-	-	ND	0	0	0	0
Infractions en matière informatique	-	-	-	ND	0	0	0	0
Infractions en matière forestière et faunique	-	-	-	ND	0	0	1	0

Tableau III-76 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038	4 556	6 536	6 749	7 460
Banfora	335	258	301	349	369	111	155	222	171	275
Bobo-Dioulasso	709	369	485	655	561	434	275	751	759	884
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	10	32
Bogandé	200	246	168	108	94	69	68	100	30	6
Boromo	248	190	269	313	201	155	193	326	412	416
Dédougou	254	152	222	236	227	243	192	237	230	288
Diapaga	81	155	98	92	90	65	164	ND	4	12
Diébougou	232	154	201	232	154	113	142	188	182	237
Djibo	122	115	148	144	144	ND	ND	ND	ND	0
Dori	231	224	185	220	122	85	97	ND	ND	20
Fada N'Gourma	212	231	185	203	147	207	166	198	176	170
Gaoua	158	182	177	193	144	111	213	233	296	344
Kaya	284	163	151	126	124	96	144	220	190	175
Kongoussi	81	64	90	72	62	61	59	91	36	7
Koudougou	374	275	278	379	340	306	350	500	615	653
Koupéla	-	-	0	174	168	135	148	180	228	204
Léo	193	161	151	186	157	160	130	144	117	115
Manga	219	199	127	115	132	106	160	165	131	124
Nouna	65	75	108	84	92	71	60	ND	7	1
Orodara	89	92	99	131	137	71	192	215	128	97
Ouaga I	1 743	1 210	1 407	1 900	1 152	824	1 019	1 625	1 399	1 555
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	36	34
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	168	712	1 015
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	5	0	58
Ouahigouya	264	210	224	247	205	143	161	214	190	154
Pô	-	-	-	-	-	-	-	31	96	132
Tenkodogo	334	337	235	194	101	120	198	350	368	280
Tougan	86	75	105	174	149	129	102	ND	0	1
Yako	43	91	90	68	69	75	57	95	88	102
Ziniaré	162	173	177	137	152	148	111	283	184	193

Tableau III-77 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	5 625	4 668	4 674	5 567	4 142	3 068	3 804	5 274	5 500	6 129
Banfora	205	168	198	218	185	93	132	157	119	192
Bobo-Dioulasso	594	369	464	602	493	355	222	658	693	826
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	9	30
Bogandé	163	190	93	69	47	37	39	27	10	0
Boromo	201	174	173	258	176	140	176	308	394	401
Dédougou	179	118	185	185	151	139	156	166	157	208
Diapaga	79	151	88	84	82	49	153	ND	4	11
Diébougou	161	131	143	183	136	98	136	173	172	234
Djibo	94	84	109	130	130	ND	ND	ND	ND	0
Dori	194	146	151	158	102	64	78	ND	ND	20
Fada N'Gourma	194	217	169	184	131	143	129	176	150	134
Gaoua	137	152	155	184	134	89	196	186	234	283
Kaya	267	152	140	101	94	87	125	171	149	152
Kongoussi	76	59	72	66	51	40	52	81	31	7
Koudougou	253	220	237	292	268	230	312	427	443	444
Koupéla	-	-	0	88	57	48	65	135	193	188
Léo	164	141	78	93	103	105	101	109	93	84
Manga	198	178	109	70	77	58	114	131	87	67
Nouna	54	63	94	74	65	48	53	ND	2	1
Orodara	75	76	80	115	119	67	140	128	103	79
Ouaga I	1 586	1 113	1 271	1 766	1 034	750	902	1 448	1 233	1 387
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	30	34
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	138	591	808
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	58
Ouahigouya	227	189	186	229	178	137	137	169	151	106
Pô	-	-	-	-	-	-	-	24	58	81
Tenkodogo	303	327	216	168	90	83	177	216	237	182
Tougan	75	62	76	119	95	63	80	ND	0	1
Yako	33	81	68	44	45	55	50	76	70	79
Ziniaré	113	107	119	87	99	90	79	170	126	154

Tableau III-78 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 094	733	1 007	1 165	1 151	970	752	1 262	1 249	1 331
Banfora	130	90	103	131	184	18	23	65	52	83
Bobo-Dioulasso	115	0	21	53	68	79	53	93	66	58
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2
Bogandé	37	56	75	39	47	32	29	73	20	6
Boromo	47	16	96	55	25	15	17	18	18	15
Dédougou	75	34	37	51	76	104	36	71	73	80
Diapaga	2	4	10	8	8	16	11	ND	0	1
Diébougou	71	23	58	49	18	15	6	15	10	3
Djibo	28	31	39	14	14	ND	ND	ND	ND	0
Dori	37	78	34	62	20	21	19	ND	ND	0
Fada N'Gourma	18	14	16	19	16	64	37	22	26	36
Gaoua	21	30	22	9	10	22	17	47	62	61
Kaya	17	11	11	25	30	9	19	49	41	23
Kongoussi	5	5	18	6	11	21	7	10	5	0
Koudougou	121	55	41	87	72	76	38	73	172	209
Koupéla	-	-	0	86	111	87	83	45	35	16
Léo	29	20	73	93	54	55	29	35	24	31
Manga	21	21	18	45	55	48	46	34	44	57
Nouna	11	12	14	10	27	23	7	ND	5	0
Orodara	14	16	19	16	18	4	52	87	25	18
Ouaga I	157	97	136	134	118	74	117	177	166	168
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	6	0
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	30	121	207
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	37	21	38	18	27	6	24	45	39	48
Pô	-	-	-	-	-	-	-	7	38	51
Tenkodogo	31	10	19	26	11	37	21	134	131	98
Tougan	11	13	29	55	54	66	22	ND	0	0
Yako	10	10	22	24	24	20	7	19	18	23
Ziniaré	49	66	58	50	53	58	32	113	58	39

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, il existe deux types de décisions :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été notifiée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau III-79 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	6 598	5 300	5 454	6 386	4 956	3 634	4 421	6 150	6 498	7 070
Banfora	304	230	216	274	274	111	151	208	166	242
Bobo-Dioulasso	696	369	483	619	524	415	265	717	748	878
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	10	31
Bogandé	189	243	141	106	91	69	68	75	14	2
Boromo	244	187	243	302	201	150	190	323	409	411
Dédougou	252	152	222	236	200	164	192	237	216	232
Diapaga	81	155	98	87	90	65	163	ND	4	12
Diébougou	232	154	196	199	150	110	142	188	178	234
Djibo	121	114	145	135	135	ND	ND	ND	ND	0
Dori	231	224	185	220	122	85	96	ND	ND	20
Fada N'Gourma	212	231	185	203	145	108	164	193	170	160
Gaoua	158	174	177	193	143	109	213	233	279	319
Kaya	279	163	150	126	121	93	144	220	185	175
Kongoussi	81	64	90	71	62	60	58	78	36	7
Koudougou	345	261	269	337	314	282	341	490	582	606
Koupéla	-	-	0	139	113	94	110	170	222	204
Léo	187	155	114	134	138	100	119	138	111	112
Manga	218	199	127	115	128	106	159	165	129	113
Nouna	61	75	108	84	84	54	60	ND	7	1
Orodara	89	79	99	131	135	71	171	108	122	91
Ouaga I	1 737	1 207	1 402	1 899	1 145	818	1 010	1 599	1 384	1 514
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	34	34
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	168	702	971
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	58
Ouahigouya	264	210	223	247	196	142	157	207	189	132
Pô	-	-	-	-	-	-	-	30	92	119
Tenkodogo	331	337	230	194	100	112	185	272	302	224
Tougan	86	68	98	148	131	110	101	ND	0	0
Yako	43	91	89	68	68	75	57	94	88	101
Ziniaré	157	158	164	119	146	131	105	237	163	190

Tableau III-80 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	110	68	203	294	287	342	107	347	187	307
Banfora	30	22	71	68	89	0	4	13	4	26
Bobo-Dioulasso	12	0	1	11	8	15	7	25	8	1
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Bogandé	11	3	27	2	3	0	0	25	14	4
Boromo	4	3	25	10	0	3	3	3	1	4
Dédougou	2	0	0	0	27	79	0	0	2	53
Diapaga	0	0	0	5	0	0	0	ND	0	0
Diébougou	0	0	4	29	2	3	0	0	4	3
Djibo	1	1	3	4	4	ND	ND	ND	ND	0
Dori	0	0	0	0	0	0	1	ND	ND	0
Fada N'Gourma	0	0	0	0	2	69	2	5	4	5
Gaoua	0	0	0	0	1	2	0	0	11	22
Kaya	4	0	1	0	2	2	0	0	1	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	1	1	11	0	0
Koudougou	25	14	9	42	26	22	3	9	28	39
Koupéla	-	-	0	27	49	36	34	8	6	0
Léo	6	6	37	52	19	57	10	5	6	2
Manga	1	0	0	0	3	0	1	0	0	10
Nouna	2	0	0	0	8	5	0	ND	0	0
Orodara	0	0	0	0	2	0	21	106	6	6
Ouaga I	5	3	4	1	7	6	2	19	8	35
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	0	4	17
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	0	0	1	0	9	1	0	6	1	22
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	13
Tenkodogo	2	0	5	0	1	8	11	72	59	41
Tougan	0	1	1	25	18	17	1	ND	0	0
Yako	0	0	1	0	1	0	0	0	0	1
Ziniaré	5	15	13	18	6	16	6	40	20	3

Tableau III-81 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 114	1 059	1 073	1 691	1 629	1 313	1 464	2 358	2 203	2 389
Banfora	85	58	68	87	123	22	43	66	56	90
Bobo-Dioulasso	118	38	57	130	136	100	70	207	190	229
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0
Bogandé	29	70	57	57	63	27	38	55	16	3
Boromo	56	30	86	105	56	61	55	92	99	84
Dédougou	56	32	29	76	79	78	64	86	49	97
Diapaga	10	44	20	38	23	16	42	ND	0	7
Diébougou	64	32	51	57	35	35	36	90	90	126
Djibo	31	31	40	34	34	ND	ND	ND	ND	0
Dori	53	61	49	76	40	32	36	ND	ND	6
Fada N'Gourma	29	75	24	68	57	87	66	78	44	69
Gaoua	36	43	36	44	37	36	63	81	98	107
Kaya	29	25	20	42	44	26	50	98	62	54
Kongoussi	17	10	26	32	27	34	18	34	14	7
Koudougou	71	47	52	108	108	85	76	168	258	227
Koupéla	-	-	0	92	94	71	76	84	78	74
Léo	31	34	48	72	73	62	45	58	45	34
Manga	29	51	25	37	60	49	77	89	68	59
Nouna	16	11	23	24	38	25	19	ND	0	1
Orodara	23	30	36	38	53	26	85	85	45	27
Ouaga I	219	168	153	259	215	210	308	511	477	505
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	1	4
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	45	186	255
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	38	38	43	40	44	29	43	75	70	66
Pô	-	-	-	-	-	-	-	14	30	41
Tenkodogo	38	70	43	47	27	43	60	139	129	98
Tougan	9	8	19	60	58	44	21	ND	0	0
Yako	9	10	21	26	34	38	28	48	25	39
Ziniaré	18	43	47	42	71	77	45	155	74	84

Tableau III-82 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	4 504	3 533	3 685	3 929	2 805	2 086	2 290	3 049	3 354	3 776
Banfora	198	159	189	228	194	70	97	129	84	147
Bobo-Dioulasso	475	265	368	459	374	305	176	456	465	548
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	1	22
Bogandé	142	151	62	26	15	19	16	25	5	2
Boromo	154	134	137	167	119	80	110	176	263	276
Dédougou	169	104	174	140	121	131	101	109	142	162
Diapaga	60	89	61	38	39	26	60	ND	0	4
Diébougou	140	106	104	137	101	68	84	58	60	50
Djibo	79	74	96	89	89	ND	ND	ND	ND	0
Dori	147	125	116	114	72	44	52	ND	ND	5
Fada N'Gourma	146	115	125	87	65	78	72	77	81	73
Gaoua	116	119	118	114	83	57	119	128	155	178
Kaya	210	116	97	68	53	49	79	96	107	94
Kongoussi	60	47	57	32	22	14	24	35	17	0
Koudougou	220	178	190	225	192	194	235	259	269	296
Koupéla	-	-	0	54	46	42	40	64	86	74
Léo	127	112	71	68	49	74	40	51	51	50
Manga	153	116	72	49	41	25	43	33	32	34
Nouna	37	48	74	47	40	37	32	ND	2	0
Orodara	53	49	47	77	70	37	94	93	59	42
Ouaga I	1 214	844	994	1 255	698	459	517	792	661	797
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	24	24
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	74	400	570
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouahigouya	185	133	157	178	127	92	105	111	88	67
Pô	-	-	-	-	-	-	-	6	37	47
Tenkodogo	229	224	142	97	49	43	78	149	166	126
Tougan	60	57	79	91	72	64	54	ND	0	1
Yako	28	61	49	31	23	23	21	40	49	53
Ziniaré	102	107	106	58	51	55	41	88	75	80

Tableau III-83 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	486	404	517	617	469	360	458	609	665	734
Banfora	17	18	17	17	14	5	8	13	11	12
Bobo-Dioulasso	51	45	39	36	30	18	21	54	51	57
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	1
Bogandé	12	17	35	20	13	15	9	19	9	0
Boromo	10	13	22	28	15	6	13	34	34	41
Dédougou	9	3	11	13	17	14	14	21	20	17
Diapaga	7	8	11	12	18	7	44	ND	2	0
Diébougou	13	11	20	16	8	9	11	16	13	46
Djibo	7	5	5	5	5	-	-	ND	ND	0
Dori	19	20	9	19	8	6	6	ND	ND	8
Fada N’Gourma	20	28	17	23	19	23	13	30	40	19
Gaoua	4	10	10	23	17	12	14	13	24	35
Kaya	22	13	25	12	16	12	9	14	13	17
Kongoussi	2	6	5	5	8	5	12	10	3	0
Koudougou	9	6	9	20	21	12	12	36	41	66
Koupéla	-	-	0	3	5	8	19	16	37	35
Léo	12	10	20	26	23	20	29	27	12	19
Manga	13	14	20	21	22	23	23	22	18	23
Nouna	3	7	6	6	5	6	0	ND	5	0
Orodara	7	8	6	8	6	3	5	14	10	20
Ouaga I	180	103	162	220	141	94	110	174	139	143
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	19	89	88
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Ouahigouya	19	18	9	15	16	12	9	19	16	10
Pô	-	-	-	-	-	-	-	8	14	30
Tenkodogo	35	23	31	29	15	21	45	30	42	21
Tougan	8	6	3	17	13	8	18	ND	0	0
Yako	1	9	9	5	7	10	4	5	7	6
Ziniaré	6	3	16	18	7	11	10	15	15	21

Tableau III-84 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure (hors Ecofi et Anti-terro)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	5 626	4 668	4 674	5 567	4 143	3 071	3 804	5 274	5 500	6 007
Moins de 15 jours	1 229	991	576	919	1 170	490	832	1 199	1 378	1 629
15 jours à moins de 1 mois	1 802	1 096	709	1 252	1 215	541	881	1 261	1 343	1 522
1 à moins de 2 mois	2 080	1 987	1 677	2 502	1 296	539	918	1 428	1 559	1 624
2 à moins de 3 mois	-	-	-	-	-	367	578	800	735	757
3 à moins de 6 mois	320	432	1 178	542	213	623	344	257	254	266
6 mois à moins de 1 an	81	103	453	137	80	276	124	92	104	93
1 an et plus	114	59	81	215	169	235	127	237	127	116

Tableau III-85 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure (hors Ecofi et Anti-terro)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 094	733	1 007	1 165	1 150	970	752	1 262	1 249	1 329
Moins de 3 mois	371	279	351	344	399	320	257	409	426	497
3 mois à moins de 6 mois	228	145	179	161	181	188	160	218	263	271
6 mois à moins de 1 an	196	128	160	243	181	152	157	197	211	209
1 an à moins de 2 ans	134	67	124	151	160	71	73	134	165	128
2 ans à moins de 3 ans	66	51	67	82	104	38	42	84	61	74
3 ans à moins de 5 ans	99	63	126	184	125	78	36	67	33	51
5 ans et plus	-	-	-	-	-	123	27	153	90	99

Tableau III-86 : Jugements rendus par les pôles spécialisés selon la durée de la procédure

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Pôles Ecofi	-	-	-	-	-	2	0	22	46	66
Moins de 3 mois	-	-	-	-	-	0	0	7	19	33
3 à moins de 6 mois	-	-	-	-	-	0	0	0	10	25
6 mois à moins de 1 an	-	-	-	-	-	0	0	1	5	5
1 à moins de 2 ans	-	-	-	-	-	2	0	6	11	2
2 à moins de 3 ans	-	-	-	-	-	0	0	4	0	1
3 à moins de 5 ans	-	-	-	-	-	0	0	4	1	0
5 ans et plus	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Pôle Anti-terro	-	-	-	-	-	-	-	5	5	58
Moins de 1 an	-	-	-	-	-	-	-	3	3	0
1 à moins de 2 ans	-	-	-	-	-	-	-	2	2	0
2 à moins de 3 ans	-	-	-	-	-	-	-	0	0	58
3 à moins de 5 ans	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
5 ans à moins de 10 ans	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
5 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0

Tableau III-87 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par TGI (hors Ecofi et Anti-terro pour 2023)

	Moins de 15 jours			15 jours à moins de 1 mois			1 à moins de 3 mois		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Ensemble	1 199	1 378	1 629	1 261	1 343	1 522	2 228	2 294	2 381
Banfora	65	35	42	46	25	49	41	42	82
Bobo-Dioulasso	100	95	97	202	174	224	283	315	408
Bogandé	12	4	0	5	6	0	7	0	0
Boromo	76	35	37	94	118	86	128	227	250
Dédougou	57	62	82	41	48	52	54	29	40
Diapaga	ND	1	2	ND	0	2	ND	2	5
Diébougou	55	83	26	68	66	174	38	13	19
Djibo	0	ND	0	0	ND	0	0	0	0
Dori	ND	ND	20	ND	ND	0	ND	ND	0
Fada N'Gourma	95	105	72	39	24	25	21	11	29
Gaoua	23	40	56	33	51	53	119	123	138
Kaya	93	88	75	48	41	37	26	13	30
Kongoussi	5	8	6	30	7	0	29	14	1
Koudougou	163	207	280	124	109	88	118	111	67
Koupéla	72	59	90	39	56	78	24	66	17
Léo	18	29	21	21	17	18	55	40	34
Manga	59	30	25	42	33	29	20	18	12
Nouna	ND	0	0	ND	2	0	ND	0	1
Orodara	25	53	38	27	24	30	32	13	9
Ouaga I	122	200	225	178	233	192	955	683	775
Ouaga II	25	79	249	68	106	166	35	359	300
Ouahigouya	28	47	35	81	55	41	50	24	27
Pô	19	20	28	3	27	24	2	11	28
Tenkodogo	69	26	40	42	52	74	78	135	47
Tougan	ND	0	0	ND	0	0	ND	0	1
Yako	17	17	42	30	28	20	25	21	13
Ziniaré	1	55	41	0	41	60	88	24	48

Tableau III-88 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par TGI (hors Ecofi et Anti-terro pour 2023) (suite)

	3 à moins de 6 mois			6 mois à moins de 1 an			1 an et plus		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Ensemble	257	254	266	92	104	93	237	127	116
Banfora	1	15	10	1	2	5	3	0	4
Bobo-Dioulasso	56	69	43	9	24	14	8	16	10
Bogandé	1	0	0	1	0	0	1	0	0
Boromo	8	9	22	1	3	5	1	2	1
Dédougou	7	0	4	2	7	4	5	11	26
Diapaga	-	0	0	-	1	0	-	0	2
Diébougou	0	2	2	5	4	4	7	4	9
Djibo	-	-	0	-	-	0	-	-	0
Dori	-	-	0	-	-	0	-	-	0
Fada N'Gourma	3	4	3	1	1	2	17	5	3
Gaoua	5	13	13	1	2	6	5	5	17
Kaya	1	1	2	0	2	5	3	4	3
Kongoussi	0	0	0	2	0	0	15	2	0
Koudougou	12	10	6	4	4	2	6	2	1
Koupéla	0	9	3	0	2	0	0	1	0
Léo	5	4	3	4	1	5	6	2	3
Manga	2	0	0	1	2	0	7	4	1
Nouna	-	-	0	-	-	0	-	-	0
Orodara	5	2	1	1	1	0	38	10	1
Ouaga I	106	64	124	34	25	23	53	28	14
Ouaga II	0	32	19	0	14	11	10	1	5
Ouahigouya	5	2	1	2	2	0	3	21	2
Pô	-	-	0	-	-	0	-	-	1
Tenkodogo	10	15	5	8	4	6	9	5	10
Tougan	-	-	0	-	-	0	-	-	0
Yako	0	1	3	2	1	1	2	2	0
Ziniaré	30	2	2	13	2	0	38	2	3

Tableau III-89 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par TGI (hors Ecofi et Anti-terro pour 2023)

	Moins de 3 mois			3 à moins de 6 mois			6 mois à moins de 1 an		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Ensemble	409	426	497	218	263	271	197	211	209
Banfora	14	11	22	10	11	12	6	8	9
Bobo-Dioulasso	34	20	14	8	18	15	14	9	12
Bogandé	9	0	2	9	0	2	5	1	2
Boromo	13	2	2	5	4	4	0	6	1
Dédougou	20	20	26	19	3	7	17	9	9
Diapaga	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Diébougou	8	6	3	2	1	0	4	3	0
Djibo	-	-	0	-	-	0	-	-	0
Dori	-	-	0	-	-	0	-	-	0
Fada N'Gourma	13	20	9	2	2	5	2	1	3
Gaoua	19	21	42	6	24	5	16	10	5
Kaya	39	31	15	5	5	2	0	0	4
Kongoussi	6	5	0	0	0	0	2	0	0
Koudougou	12	26	73	23	25	74	19	48	20
Koupéla	32	18	1	5	7	6	3	7	4
Léo	19	13	17	7	6	7	5	5	3
Manga	15	32	36	13	7	6	3	2	11
Nouna	-	2	0	-	1	0	-	0	0
Orodara	1	19	14	1	5	2	7	0	2
Ouaga I	33	25	63	41	38	29	50	42	25
Ouaga II	23	31	43	7	60	47	0	26	64
Ouahigouya	20	15	13	12	13	9	7	7	3
Pô	7	34	44	0	1	6	0	1	0
Tenkodogo	25	32	23	14	24	19	14	18	25
Tougan	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Yako	12	11	12	1	2	5	3	3	4
Ziniaré	35	32	23	28	3	9	20	3	3

Tableau III-90 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par TGI (hors Ecofi et Anti-terro pour 2023) (suite)

	1 à moins de 2 ans			2 à moins de 3 ans			3 ans et plus		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Ensemble	134	165	128	84	61	74	220	123	150
Banfora	14	2	6	13	10	15	8	10	19
Bobo-Dioulasso	24	8	9	7	1	2	6	9	4
Bogandé	12	12	0	12	7	0	26	0	0
Boromo	0	4	2	0	2	3	0	0	3
Dédougou	10	8	2	3	13	6	2	20	30
Diapaga	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	ND	0	0	ND	0	0	ND	0
Fada N'Gourma	1	0	0	3	0	1	1	3	18
Gaoua	5	5	4	1	1	3	0	1	2
Kaya	3	1	1	0	1	1	2	3	0
Kongoussi	0	0	0	1	0	0	1	0	0
Koudougou	11	51	14	2	14	13	6	8	15
Koupéla	0	1	3	0	0	1	5	2	1
Léo	1	0	3	3	0	0	0	0	1
Manga	1	2	0	0	1	1	2	0	3
Nouna	ND	0	0	ND	1	0	0	1	0
Orodara	0	1	0	6	0	0	72	0	0
Ouaga I	37	46	28	10	6	8	6	3	15
Ouaga II	0	4	40	0	0	12	0	0	1
Ouahigouya	2	3	0	2	1	1	2	0	22
Pô	0	1	0	0	1	0	0	0	1
Tenkodogo	2	13	12	5	1	5	74	43	14
Tougan	ND	0	0	ND	0	0	ND	0	0
Yako	1	2	2	1	0	0	1	0	0
Ziniaré	10	0	2	15	1	1	5	19	1

Tableau III-91 : Jugements rendus par les Pôles Ecofi selon la durée de la procédure par TGI

	Moins de 6 mois			6 mois à moins de 1 an			1 à moins de 2 ans		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Ensemble	7	29	58	1	5	5	6	11	2
Bobo-Dioulasso	7	4	32	1	3	0	6	3	0
Ouaga I	0	25	26	0	2	5	0	8	2

Tableau III-92 : Jugements rendus par les Pôles Ecofi selon la durée de la procédure par TGI (suite)

	2 à moins de 3 ans			3 à moins de 5 ans			5 ans et plus		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Ensemble	4	0	1	4	1	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	4	0	0	4	0	0	0	0	0
Ouaga I	0	0	1	0	1	0	0	0	0

Tableau III-93 : Décisions rédigées par la chambre correctionnelle par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	3 130	3 035	3 089	4 229	3 773	2 628	3 526	5 030	5 308	5 558
Banfora	111	192	127	22	150	84	115	156	131	176
Bobo-Dioulasso	0	255	242	602	400	385	376	582	537	577
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	10	ND
Bogandé	115	166	108	130	94	60	47	83	30	6
Boromo	308	137	224	295	201	122	160	243	218	241
Dédougou	28	74	91	181	209	91	164	175	136	131
Diapaga	37	81	24	85	47	38	93	ND	3	12
Diébougou	54	48	173	168	76	101	114	184	182	232
Djibo	105	117	148	136	136	-	-	-	ND	ND
Dori	91	176	157	140	52	27	31	ND	0	ND
Fada	33	64	57	41	66	79	88	198	188	231
Gaoua	115	135	112	151	138	85	168	159	295	215
Kaya	19	14	20	85	102	100	111	214	183	168
Kongoussi	32	50	77	63	35	28	20	73	-	4
Koudougou	423	221	259	218	157	197	348	454	443	611
Koupéla	-	-	0	94	135	131	156	180	228	204
Léo	65	88	94	124	139	98	72	125	119	79
Manga	131	125	111	88	92	44	86	130	130	98
Nouna	26	46	85	84	96	59	60	ND	0	ND
Orodara	60	78	98	126	133	72	192	215	128	97
Ouaga I	687	359	392	733	746	296	686	1 072	890	971
<i>Dont Ecofi</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	ND	ND
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	33	582	699
<i>Dont Anti-terro</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13
Ouahigouya	282	189	125	175	193	143	53	137	135	135
Pô	-	-	-	-	-	-	-	31	96	114
Tenkodogo	223	197	103	201	81	110	153	261	414	295
Tougan	60	51	93	170	146	88	102	ND	ND	1
Yako	0	63	63	39	66	73	62	86	83	91
Ziniaré	125	109	106	78	83	117	69	239	147	170

Tableau III-94 : Décisions rédigées par la chambre correctionnelle par TGI selon la durée en 2023

	Moins de 1 mois	1 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 à moins de 2 ans	2 ans et plus	Total
Ensemble	1 034	1 367	775	424	83	44	3 727
Banfora	24	49	44	59	0	0	176
Bobo-Dioulasso	112	246	93	95	28	3	577
<i>Dont Ecofi</i>	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Bogandé	2	3	1	0	0	0	6
Boromo	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Dédougou	35	68	24	3	0	1	131
Diapaga	4	8	0	0	0	0	12
Diébougou	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Djibo	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Dori	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Fada	62	67	31	23	19	29	231
Gaoua	98	81	36	0	0	0	215
Kaya	82	47	17	9	13	0	168
Kongoussi	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Koudougou	152	199	164	94	2	0	611
Koupéla	151	53	0	0	0	0	204
Léo	21	33	17	5	3	0	79
Manga	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Nouna	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Orodara	56	28	11	1	1	0	97
Ouaga I	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
<i>Dont Ecofi</i>	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Ouaga II	59	291	232	98	13	6	699
<i>Dont Anti-terro</i>	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Ouahigouya	63	43	17	12	0	0	135
Po	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Tenkodogo	52	131	82	23	2	5	295
Tougan	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Yako	61	20	6	2	2	0	91
Ziniaré	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

III.3.2.4. Activités des chambres des mineurs des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée dans les chambres des mineurs au cours de l'année.

Autres : Décision autre que placement, remise aux parents, emprisonnement, TIG, sursis, incompétence, amende, relaxe, remise à personne digne de confiance.

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps supérieur à 10 ans, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Décision rendue : Affaire sur laquelle le juge des enfants a statué et rendu son jugement.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 30 jours au moins et n'excédant pas 10 ans et / ou punie d'une amende supérieure à plus de 200 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

Emprisonnement : Peine privative de liberté, consistant à l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur en danger : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

Mineur en conflit avec la loi : Mineur ayant suspecté d'avoir enfreint une norme pénale.

Mineur impliqué : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

Mineurs concernés : Mineur impliqué dans une affaire de mineurs en danger.

Placement : Mesure éducative, ordonnée par le juge, à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative), qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

Remise aux parents : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur en conflit avec la loi ou en danger et qui consiste à l'(le) (ré) intégrer dans sa famille.

Sources statistiques

Rôles, plumeitifs des audiences, répertoires des jugements des Chambres des mineurs.

Tableau III-95 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi

	2014	2015	2016	2017	2018	2019*	2020	2021	2022	2023
Affaires nouvelles	202	257	298	324	241	-	272	405	533	444
Contraventions	2	1	2	0	1	-	0	2	2	0
Délits	190	231	263	301	227	-	200	354	515	444
Crimes	10	25	33	23	13	-	72	49	16	-
Décisions rendues	191	263	286	308	211	-	238	580	678	675
Placements	34	48	52	61	46	-	47	101	105	93
Remises à parents	19	34	36	33	47	-	62	142	199	169
Emprisonnements	81	107	95	78	42	-	38	103	115	110
Sursis	26	13	9	16	7	-	44	113	96	149
TIG	12	25	33	45	16	-	2	3	0	3
Incompétence	9	3	0	0	0	-	6	24	47	49
Relaxe	10	21	60	75	51	-	28	49	62	61
Remise à personne digne de confiance	0	1	1	0	2	-	4	5	21	17
Amende	0	11	0	0	0	-	7	40	33	24
Autres	0	0	0	0	0	-	0	0	0	0
Nombre de mineurs impliqués	272	312	387	413	299	-	371	637	745	669
Affaires nouvelles en instruction	12	13	33	23	13	-	72	49	16	16
Affaires dont l'instruction est clôturée	2	5	5	9	14	-	24	34	9	4
Affaires en cours d'instruction au 31/12	37	42	74	58	49	-	61	56	11	22

Tableau III-96 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger

	2014	2015	2016	2017	2018	2019*	2020	2021	2022	2023
Affaires nouvelles	16	28	10	39	105	-	17	64	67	79
Mineurs concernés	27	50	13	106	233	-	63	116	105	94
Décisions rendues	13	31	13	37	184	-	60	117	71	59
Placements	8	31	9	12	103	-	58	80	44	40
Remises à parents	0	0	4	21	78	-	1	36	24	14
Remise à personne digne de confiance	0	0	0	4	3	-	1	1	3	5

Tableau III-97 : Affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019*	2020	2021	2022	2023
Ensemble	202	245	298	324	241	-	272	405	533	444
Banfora	8	14	23	14	23	-	0	12	10	19
Bobo-Dioulasso	32	33	59	51	41	-	11	16	85	52
Bogandé	-	-	-	-	-	-	10	2	3	0
Boromo	-	-	-	-	-	-	0	13	39	26
Dédougou	-	-	-	-	-	-	13	30	27	11
Diapaga	-	-	-	-	-	-	10	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	7	14	35	4
Djibo	-	-	-	-	-	-	0	0	ND	0
Dori	-	-	-	-	-	-	0	0	ND	0
Fada	-	-	-	-	-	-	0	17	7	13
Gaoua	-	-	-	-	-	-	11	13	12	12
Kaya	20	27	11	5	8	-	0	16	20	7
Kongoussi	-	-	-	-	-	-	1	3	ND	1
Koudougou	21	25	37	28	30	-	21	37	50	41
Koupéla	-	-	-	-	-	-	3	10	14	7
Léo	-	-	-	-	-	-	12	15	15	18
Manga	-	-	-	-	-	-	0	1	4	12
Nouna	-	-	-	-	-	-	1	0	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	7	9	4	11
Ouaga I	104	131	116	177	104	-	145	129	89	106
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	17	53	63
Ouahigouya	17	15	23	31	22	-	13	0	19	17
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Tenkodogo	-	-	29	18	13	-	0	23	19	8
Tougan	-	-	-	-	-	-	2	0	0	0
Yako	-	-	-	-	-	-	2	18	18	3
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	3	10	10	13

* Les juridictions des enfants (tribunal pour enfant et juge des enfants) n'ont pas fonctionné en 2019

Tableau III-98 : Décisions rendues par les chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	191	252	286	308	211	-	238	580	678	675
Banfora	8	11	18	22	21	-	0	20	20	12
Bobo-Dioulasso	38	42	37	42	40	-	15	113	93	88
Bogandé	-	-	-	-	-	-	1	3	2	0
Boromo	-	-	-	-	-	-	0	17	52	41
Dédougou	-	-	-	-	-	-	14	37	30	6
Diapaga	-	-	-	-	-	-	5	-	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	7	14	45	13
Djibo	-	-	-	-	-	-	0	-	ND	0
Dori	-	-	-	-	-	-	0	-	ND	0
Fada	-	-	-	-	-	-	0	14	6	15
Gaoua	-	-	-	-	-	-	13	16	7	13
Kaya	19	27	15	5	5	-	0	22	16	13
Kongoussi	-	-	-	-	-	-	1	3	ND	1
Koudougou	24	17	38	38	32	-	0	37	53	83
Koupéla	-	-	-	-	-	-	5	20	20	4
Léo	-	-	-	-	-	-	6	16	21	6
Manga	-	-	-	-	-	-	0	1	4	10
Nouna	-	-	-	-	-	-	2	-	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	9	8	6	13
Ouaga I	87	139	139	152	78	-	138	142	136	151
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	0	69	120
Ouahigouya	15	16	24	30	21	-	15	46	31	29
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Tenkodogo	-	-	15	19	14	-	0	24	48	23
Tougan	-	-	-	-	-	-	0	-	0	0
Yako	-	-	-	-	-	-	7	10	10	10
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	0	17	9	24

Tableau III-99 : Nombre de mineurs impliqués dans les affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	202	312	387	413	299	66	371	637	745	654
Banfora	8	16	25	22	26	13	0	25	20	21
Bobo-Dioulasso	0	45	78	69	59	0	15	80	112	88
Bogandé	0	0	0	0	0	0	11	3	3	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	17	52	41
Dédougou	0	0	0	0	0	0	16	39	33	16
Diapaga	0	0	0	0	0	0	11	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	15	7	15	50	13
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	ND	0
Dori	0	0	0	0	0	2	0	0	ND	0
Fada	0	0	0	0	0	0	0	19	9	18
Gaoua	0	0	0	0	0	2	23	16	17	19
Kaya	25	35	15	5	8	0	0	22	21	10
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	1	3	ND	1
Koudougou	26	28	48	39	35	16	25	50	70	56
Koupéla	0	0	0	0	0	0	5	20	15	7
Léo	0	0	0	0	0	0	13	21	18	22
Manga	0	0	0	0	0	0	0	1	4	15
Nouna	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	8	10	5	12
Ouaga I	121	170	156	218	129	0	199	146	136	164
Ouaga II	0	0	0	0	0	0	0	29	70	82
Ouahigouya	22	18	25	36	28	11	16	48	31	24
Pô	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	0	0	40	24	14	7	0	26	31	13
Tougan	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	7	30	30	10
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	10	17	18	22

Tableau III-100 : Affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	16	28	10	39	105	-	17	64	67	79
Banfora	0	0	1	1	1	-	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	6	1	0	2	19	-	0	6	11	11
Bogandé	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Boromo	-	-	-	-	-	-	0	0	2	2
Dédougou	-	-	-	-	-	-	0	0	2	5
Diapaga	-	-	-	-	-	-	0	-	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	0	0	1
Djibo	-	-	-	-	-	-	0	-	0	0
Dori	-	-	-	-	-	-	0	-	0	0
Fada	-	-	-	-	-	-	0	2	2	0
Gaoua	-	-	-	-	-	-	5	0	1	0
Kaya	1	3	0	22	51	-	0	16	20	7
Kongoussi	-	-	-	-	-	-	0	0	0	1
Koudougou	0	0	0	0	2	-	0	9	5	8
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Léo	-	-	-	-	-	-	2	0	1	5
Manga	-	-	-	-	-	-	0	1	1	3
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	-	0	5
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	1	4	1
Ouaga I	7	24	9	14	19	-	10	12	5	2
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	2	2	28
Ouahigouya	2	0	0	0	13	-	0	0	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Tenkodogo	-	-	0	0	0	-	0	0	0	0
Tougan	-	-	-	-	-	-	0	-	0	0
Yako	-	-	-	-	-	-	0	9	9	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	0	6	2	0

Tableau III-101 : Décisions rendues par les chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	13	31	13	37	184	-	60	117	71	59
Banfora	0	0	1	1	3	-	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	5	4	0	2	82	-	0	8	41	12
Bogandé	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Boromo	-	-	-	-	-	-	0	0	2	4
Dédougou	-	-	-	-	-	-	0	0	1	0
Diapaga	-	-	-	-	-	-	0	-	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	0	0	1
Djibo	-	-	-	-	-	-	0	-	ND	0
Dori	-	-	-	-	-	-	0	-	ND	0
Fada	-	-	-	-	-	-	0	2	2	1
Gaoua	-	-	-	-	-	-	5	0	1	0
Kaya	1	3	0	22	20	-	0	22	8	7
Kongoussi	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	0	2	-	0	9	3	7
Koupéla	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Léo	-	-	-	-	-	-	0	0	1	6
Manga	-	-	-	-	-	-	0	1	1	3
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	-	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	2	0	2
Ouaga I	7	24	12	12	64	-	55	64	6	9
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	0	2	5
Ouahigouya	0	0	0	0	13	-	0	0	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Tenkodogo	-	-	0	0	0	-	0	0	0	0
Tougan	-	-	-	-	-	-	0	-	0	0
Yako	-	-	-	-	-	-	0	1	1	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	0	8	2	2

III.3.3. Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : l'emprisonnement à vie ou d'une peine d'emprisonnement supérieure à 10 ans, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 30 jours au moins et 10 ans au plus d'emprisonnement, et/ou d'une amende de plus de 200 000 FCFA, du travail d'intérêt général.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au cabinet d'instruction et enregistrée dans le registre d'instruction.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause.

Sources statistiques

Registres d'instruction (RI) des cabinets d'instruction depuis 1995.

Note :

Les affaires comptabilisées sont celles ouvertes à partir du 1^{er} janvier 1995.

Tableau III-102 : Affaires nouvelles en instruction par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 123	936	875	974	805	803	1 210	1 429	1 004	962
Banfora	32	54	23	13	17	25	38	30	39	74
Bobo-Dioulasso	103	62	91	63	75	84	74	66	53	88
Bogandé	94	56	28	20	11	4	5	7	8	9
Boromo	16	29	18	15	10	6	4	21	24	20
Dédougou	48	23	39	22	10	18	28	33	43	33
Diapaga	23	25	28	20	11	15	18	ND	0	2
Diébougou	41	28	22	18	17	16	18	48	48	49
Djibo	20	21	44	41	41	ND	ND	ND	0	0
Dori	20	17	19	46	34	44	26	ND	ND	12
Fada N’Gourma	63	55	43	44	59	22	173	24	14	35
Gaoua	32	30	13	27	25	29	26	34	44	41
Kaya	31	23	10	18	16	27	24	19	ND	22
Kongoussi	10	4	11	4	13	9	10	10	2	3
Koudougou	42	31	34	32	28	40	121	33	51	33
Koupéla	-	-	1	181	38	26	23	18	19	12
Léo	39	22	31	25	26	19	13	12	20	25
Manga	27	21	20	17	10	14	16	10	6	10
Nouna	14	10	5	4	3	7	4	ND	2	0
Orodara	24	24	19	31	17	9	23	11	8	13
Ouaga I	318	290	253	251	284	331	387	236	ND	158
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	545	531	204
Ouahigouya	11	11	20	19	15	5	14	60	20	26
Pô	-	-	-	-	-	-	-	102	8	6
Tenkodogo	69	55	38	25	10	24	136	74	37	50
Tougan	11	9	19	11	13	3	10	ND	1	0
Yako	12	8	11	7	6	13	3	15	11	16
Ziniaré	23	28	35	20	16	13	16	21	15	21

Procédures d'instruction

L'instruction est la phase de l'instance pénale, constituant une sorte d'avant procès. Elle permet au juge d'instruction d'établir ou non l'existence d'une infraction et de déterminer si les charges relevées à l'encontre des personnes poursuivies sont suffisantes pour qu'une juridiction de jugement soit saisie. Il instruit à charge et à décharge.

L'instruction est facultative en matière de délit mais obligatoire en matière de crime.

Le juge d'instruction est saisi par un réquisitoire introductif d'instance du procureur ou par une plainte avec constitution de partie civile. Dans ce dernier cas, le juge donne acte du versement de la consignation et dresse un procès-verbal de constitution de partie civile. Il ordonne la communication de la plainte et du procès-verbal au procureur pour que celui-ci prenne ses réquisitions. Le réquisitoire du procureur peut être pris contre une personne dénommée ou contre une personne non dénommée (contre X), notamment lorsque la plainte est insuffisamment motivée ou insuffisamment justifiée par les pièces produites.

Lors de la première comparution, le juge d'instruction constate l'identité du mis en examen, il lui fait connaître chacun des faits qui lui sont imputés et l'avertit qu'il est libre de ne faire aucune déclaration. Si le mis en examen désire faire des déclarations, celles-ci sont immédiatement reçues par le juge d'instruction. Il doit notifier au mis en examen, dès l'ouverture de l'information, son droit de se constituer un conseil.

Lorsque le juge décerne un mandat de dépôt, il doit le notifier au mis en examen. Si ce dernier est laissé en liberté, le juge l'avertit en outre qu'il doit l'informer de tous ses changements d'adresses.

Les ordonnances du juge d'instruction peuvent faire l'objet d'appel.

A l'issue de l'information (après avoir entendu le mis en examen sur le fond, procédé aux auditions de la partie civile et des témoins, aux confrontations et expertises s'il y a lieu), si le juge d'instruction relève des charges suffisantes à l'encontre du mis en examen pour justifier son renvoi devant une juridiction de jugement, il prendra une ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle s'il s'agit d'un délit. S'il s'agit d'un crime, il prendra une ordonnance de transmission de pièces au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci saisira la chambre de l'instruction de la Cour d'appel qui est la juridiction d'instruction de second degré. La chambre de l'instruction procède à un nouvel examen de l'affaire, tant sur la régularité de la procédure qui lui est soumise, que sur l'existence de charges contre le mis en examen.

Lorsque la régularité est acquise et que la chambre de l'instruction estime que les faits retenus à la charge du mis en examen constituent une infraction qualifiée de crime par la loi, elle prononce la mise en examen de celui-ci par un arrêt de renvoi devant la chambre criminelle de la Cour d'appel. L'arrêt de renvoi est notifié à l'accusé. Dès la notification de cet arrêt, l'accusé est invité à choisir un conseil. A défaut, le président lui en désigne un d'office.

Dans tous les cas, lorsque le juge d'instruction estime que les faits ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention, ou si l'auteur est resté inconnu, ou s'il n'existe pas de charges suffisantes contre le mis en examen, il rend une ordonnance de non-lieu.

Il peut également rendre une ordonnance de non-lieu partiel si les motifs ci-dessus évoqués concernent une partie des faits pour lesquels il est saisi ou certaines personnes visées au réquisitoire introductif.

Il est assisté dans tous les actes de son ministère par un greffier.

Tableau III-103 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la nature de l'ordonnance

Nature de l'ordonnance	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 207	1 064	1 294	951	1 299
Non-lieu	664	494	543	574	754
Mise en accusation	167	168	176	176	244
Renvoi devant la chambre correctionnelle	329	234	155	137	255
Incompétence	23	9	3	4	2
Déssaisissement	11	136	362	23	10
Non informer	3	2	4	5	4
Autres	10	21	51	32	30

Tableau III-104 : Affaires dont l'instruction est clôturée par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	291	363	417	1 298	1 084	1 207	1 064	1 294	951	1 299
Banfora	7	0	0	83	136	75	51	32	40	35
Bobo-Dioulasso	19	4	10	59	49	59	69	63	68	65
Bogandé	0	1	30	15	15	12	29	56	13	29
Boromo	2	16	45	44	25	21	8	6	17	14
Dédougou	10	7	4	46	45	36	63	38	49	43
Diapaga	2	0	0	14	12	14	6	0	0	52
Diébougou	2	4	12	24	21	14	14	24	23	38
Djibo	2	0	38	2	2	ND	ND	ND	0	0
Dori	15	14	13	51	22	37	32	ND	ND	2
Fada N'Gourma	2	1	5	37	80	51	99	94	230	97
Gaoua	1	36	22	147	31	62	18	30	75	39
Kaya	0	2	12	45	31	86	49	2	ND	20
Kongoussi	3	11	9	26	7	17	1	7	6	1
Koudougou	27	25	23	39	78	62	100	36	53	52
Koupéla	-	-	0	36	71	61	54	11	12	23
Léo	1	3	1	42	43	19	11	4	24	44
Manga	6	3	0	7	31	39	41	121	31	17
Nouna	7	5	6	18	10	9	12	ND	ND	0
Orodara	2	0	0	30	47	46	26	26	18	16
Ouaga I	136	161	127	307	196	357	231	523	ND	337
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	7	118	195
Ouahigouya	17	13	3	8	21	24	29	28	33	39
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	28	33
Tenkodogo	16	42	32	155	26	49	80	141	91	80
Tougan	12	4	4	4	13	13	16	ND	0	3
Yako	2	9	9	12	10	4	2	8	19	16
Ziniaré	0	2	12	47	62	40	23	37	3	9

Tableau III-105 : Affaires dont l'instruction est clôturée en 2023 par TGI et selon la nature de l'ordonnance

	Non-lieu	Mise en accusation	Renvoi devant la chambre correctionnelle	Incompétence	Dessaisissement	Non informer	Autres	Total
Ensemble	754	244	255	2	10	4	30	1 299
Banfora	21	6	8	0	0	0	0	35
Bobo-Dioulasso	16	25	21	0	0	0	3	65
Bogandé	21	0	7	0	0	0	1	29
Boromo	2	9	2	0	0	0	1	14
Dédougou	15	12	15	0	0	1	0	43
Diapaga	36	7	9	0	0	0	0	52
Diébougou	9	8	20	0	0	0	1	38
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	1	1	0	0	0	0	0	2
Fada	56	16	23	0	2	0	0	97
Gaoua	15	18	5	0	1	0	0	39
Kaya	10	8	2	0	0	0	0	20
Kongoussi	1	0	0	0	0	0	0	1
Koudougou	21	12	11	1	0	0	7	52
Koupéla	9	8	6	0	0	0	0	23
Léo	33	8	2	0	0	0	1	44
Manga	13	2	2	0	0	0	0	17
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	10	3	3	0	0	0	0	16
Ouaga I	265	31	36	0	2	0	3	337
Ouaga II	125	20	47	0	3	0	0	195
Ouahigouya	20	9	9	1	0	0	0	39
Pô	16	7	8	0	0	0	2	33
Tenkodogo	29	24	14	0	1	3	9	80
Tougan	0	1	2	0	0	0	0	3
Yako	6	6	2	0	0	0	2	16
Ziniaré	4	3	1	0	1	0	0	9

Tableau III-106 : Affaires clôturées par ordonnance de non-lieu et ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle par TGI

	Non-lieu				Renvoi devant la chambre correctionnelle			
	2020	2021	2022	2023	2020	2021	2022	2023
Ensemble	494	543	574	754	234	155	137	255
Banfora	23	22	24	21	4	1	5	8
Bobo-Dioulasso	7	29	34	16	16	15	20	21
Bogandé	13	25	9	21	10	16	1	7
Boromo	4	3	5	2	2	3	4	2
Dédougou	37	22	17	15	7	3	15	15
Diapaga	0	ND	0	36	2	ND	0	9
Diébougou	2	6	4	9	1	15	13	20
Djibo	ND	ND	0	0	ND	ND	0	0
Dori	5	ND	ND	1	6	ND	ND	0
Fada N'Gourma	75	72	202	56	15	6	4	23
Gaoua	5	9	13	15	5	5	12	5
Kaya	32	0	ND	10	8	1	ND	2
Kongoussi	1	1	0	1	0	4	4	0
Koudougou	18	11	19	21	13	11	15	11
Koupéla	18	4	6	9	18	4	1	6
Léo	1	1	15	33	3	0	3	2
Manga	19	23	22	13	13	2	8	2
Nouna	9	ND	0	0	2	ND	0	0
Orodara	13	10	9	10	7	7	2	3
Ouaga I	134	196		265	64	13		36
Ouaga II	-	6	81	125	-	0	11	47
Ouahigouya	17	16	23	20	4	5	5	9
Pô	-	0	14	16	-	0	4	8
Tenkodogo	39	63	66	29	19	32	7	14
Tougan	13	ND	0	0	2	ND	0	2
Yako	2	5	8	6	0	1	3	2
Ziniaré	7	19	3	4	13	11	0	1

Tableau III-107 : Affaires clôturées par ordonnance de mise en accusation et autres ordonnances par tribunal de grande instance

	Mise en accusation				Autres ordonnances (incompétence, dessaisissement, non informer et autres)			
	2020	2021	2022	2023	2020	2021	2022	2023
Ensemble	168	176	176	244	168	420	64	46
Banfora	5	9	11	6	19	0	0	0
Bobo-Dioulasso	17	10	13	25	29	9	1	3
Bogandé	6	12	3	0	0	3	0	1
Boromo	2	0	8	9	0	0	0	1
Dédougou	6	12	14	12	13	1	3	1
Diapaga	4	0	0	7	0	0	0	0
Diébougou	7	3	6	8	4	0	0	1
Djibo	-	-	0	0	-	-	0	0
Dori	0	ND		1	21	ND	0	0
Fada N'gourma	7	14	18	16	2	2	6	2
Gaoua	6	14	32	18	2	2	18	1
Kaya	9	0		8	0	1	0	0
Kongoussi	0	2	2	0	0	0	0	0
Koudougou	7	11	5	12	62	3	14	8
Koupéla	16	3	5	8	2	0	0	0
Léo	7	3	6	8	0	0	0	1
Manga	9	0	0	2	0	96	1	0
Nouna	1	ND	0	0	0	ND	0	0
Orodara	5	8	7	3	1	1	0	0
Ouaga I	25	25		31	8	289	0	5
Ouaga II	-	0	14	20	-	1	12	3
Ouahigouya	8	7	5	9	0	0	0	1
Pô	-	0	9	7	-	0	1	2
Tenkodogo	17	35	15	24	5	11	3	13
Tougan	1	ND	0	1	0	ND	0	0
Yako	0	1	3	6	0	1	5	2
Ziniaré	3	7	0	3	0	0	0	1

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 30 jours au moins et 10 ans au plus d'emprisonnement, et/ou d'une amende de plus de 200 000 FCFA, du travail d'intérêt général.

Affaire en cours : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

Affaire clôturée : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par la transmission des pièces au procureur général de la cour d'appel du ressort, soit par un renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non-lieu, soit par une ordonnance de refus d'informer.

Détention provisoire : Mesure ordonnée par le juge d'instruction de placer en prison avant son jugement une personne mise en examen pour crime ou délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Mis en examen : -Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves et concordants qui rendent vraisemblables qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Tableau III-108 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	8 924	8 885	9 172	8 043	8 068	6 761	7 588	6 354	4 293	4 780
Banfora	366	424	401	338	182	145	129	135	132	172
Bobo-Dioulasso	663	109	235	245	295	296	281	287	297	302
Bogandé	273	324	323	277	297	290	230	184	337	73
Boromo	122	112	90	59	36	22	18	32	41	46
Dédougou	311	323	347	213	153	137	103	98	92	86
Diapaga	141	167	226	181	178	184	175	ND	190	139
Diébougou	139	169	124	115	110	113	136	140	44	169
Djibo	122	136	148	187	187	ND	178	ND	180	48
Dori	330	338	297	285	284	273	267	ND	ND	12
Fada N’Gourma	685	744	783	779	926	643	642	553	374	261
Gaoua	402	349	354	195	144	175	189	109	83	86
Kaya	343	378	385	325	206	280	251	268	ND	237
Kongoussi	81	72	72	48	54	45	49	50	47	45
Koudougou	254	252	260	261	202	186	201	192	192	177
Koupéla	-	-	1	148	119	80	54	53	65	44
Léo	154	164	200	190	161	161	161	172	167	149
Manga	237	267	299	298	285	250	229	121	91	80
Nouna	66	65	67	51	44	50	41	ND	50	50
Orodara	68	95	112	100	68	45	44	26	15	8
Ouaga I	2 938	3 048	2 914	2 741	3 049	2 712	3 091	2 332	ND	1 223
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	538	864	812
Ouahigouya	130	126	143	156	139	38	91	86	82	65
Pô	-	-	-	-	-	-	-	102	82	54
Tenkodogo	857	945	1079	580	731	434	838	768	699	274
Tougan	53	61	71	82	78	70	66	ND	58	52
Yako	48	52	51	45	39	49	51	53	42	39
Ziniaré	141	165	190	144	101	83	73	55	69	77

Dispositif légal de la détention provisoire

La détention provisoire est une mesure d'incarcération d'un mis en examen pendant l'information judiciaire, ou d'un prévenu dans le cadre de la comparution immédiate (flagrant délit).

Dénommée détention préventive en matière d'instruction, elle n'est pas une peine mais un acte d'instruction destiné à la manifestation de la vérité. Elle est une mesure exceptionnelle.

En matière correctionnelle, lorsque le maximum de la peine prévue par la loi est inférieur à un (01) an d'emprisonnement, le mis en examen domicilié au Burkina Faso ne peut être détenu plus de cinq (05) jours après sa première comparution devant le juge d'instruction, s'il n'est détenu pour une autre cause (condamné soit pour crime, soit à un emprisonnement de plus de trois (03) mois sans sursis pour un délit de droit commun).

Dans les autres cas, la détention préventive ne peut excéder six (06) mois. Passé ce délai, si le maintien en détention apparaît nécessaire, le juge d'instruction peut la prolonger par ordonnance spécialement motivée, rendue sur réquisitions également motivées du procureur du Faso. Chaque prolongation ne peut être prescrite que pour une durée de six (06) mois.

En toutes matières, lorsqu'elle n'est pas de droit, la mise en liberté provisoire peut être ordonnée d'office par le juge d'instruction après avis du procureur du Faso. Le procureur peut également la requérir à tout moment.

La mise en liberté provisoire peut être demandée à tout moment au juge d'instruction par le mis en examen ou son conseil. Le juge doit statuer, par ordonnance motivée, au plus tard cinq (05) jours après la communication du dossier au procureur du Faso. Faute par le juge d'instruction d'avoir statué dans ces délais, le mis en examen peut saisir directement de sa demande la chambre de l'instruction qui, sur les réquisitions écrites du procureur général, se prononce dans les quinze (15) jours de l'arrivée de cette demande au greffe de la chambre de l'instruction, faute de quoi le mis en examen est d'office mis en liberté provisoire, sauf si des vérifications concernant sa demande ont été ordonnées.

Lorsque la liberté provisoire a été accordée par la chambre de l'instruction reformant l'ordonnance du juge d'instruction, celui-ci ne peut décerner un nouveau mandat que si cette chambre, sur réquisitions écrites du ministère public, a retiré au mis en examen le bénéfice de sa décision.

Dans tous les cas où elle n'est pas de droit, la mise en liberté provisoire peut être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Tableau III-109 : Mis en examen libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	643	534	530	613	564	332	419	581	459	521
Moins de 6 mois	239	161	134	191	130	36	82	244	131	162
6 mois à moins de 1 an	182	129	133	171	135	48	99	162	126	120
1 à moins de 2 ans	159	156	135	119	151	96	85	78	67	74
2 à moins de 3 ans	35	68	68	84	46	53	84	44	17	46
3 ans et plus	28	20	60	48	102	99	69	53	118	119

Tableau III-110 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	643	534	530	613	564	332	419	581	459	521
Banfora	12	16	16	20	34	20	19	17	10	12
Bobo-Dioulasso	37	59	43	49	44	29	21	49	56	24
Bogandé	17	13	7	2	17	51	21	28	1	3
Boromo	11	17	8	3	5	0	7	4	12	3
Dédougou	35	16	25	36	4	1	11	12	15	31
Diapaga	10	0	2	11	20	18	24	ND	0	10
Diébougou	9	10	5	7	2	5	3	26	7	13
Djibo	5	2	25	45	50	-	-	-	0	0
Dori	10	4	22	39	11	7	17	ND	ND	1
Fada N'Gourma	39	41	49	27	31	10	26	12	4	3
Gaoua	14	26	17	18	10	16	12	28	35	31
Kaya	24	11	20	43	24	5	14	15	ND	9
Kongoussi	5	7	9	8	0	4	2	3	3	0
Koudougou	75	15	19	40	50	19	22	35	23	17
Koupéla	-	-	0	12	5	6	2	2	11	35
Léo	14	20	27	18	31	3	9	10	13	5
Manga	28	28	46	18	23	9	9	8	9	3
Nouna	24	13	1	0	1	12	3	ND	0	0
Orodara	4	37	14	18	6	4	5	5	5	1
Ouaga I	132	102	81	118	106	61	108	228	ND	76
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	13	127	173
Ouahigouya	20	9	10	2	11	6	8	36	63	7
Pô	-	-	-	-	-	-	-	6	8	3
Tenkodogo	96	72	59	55	53	21	8	35	34	17
Tougan	14	3	8	3	9	8	35	ND	3	20
Yako	0	6	12	2	2	10	9	8	10	13
Ziniaré	8	7	5	19	15	7	24	1	10	11

Tableau III-111 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention préventive est inférieure à 6 mois par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	239	161	134	191	130	36	82	244	131	162
Banfora	1	2	0	0	1	0	9	4	6	7
Bobo-Dioulasso	14	35	6	18	8	5	3	15	27	9
Bogandé	11	0	3	1	0	0	1	8	0	1
Boromo	2	0	0	0	3	0	0	4	7	2
Dédougou	7	0	5	8	0	0	1	2	4	7
Diapaga	2	0	2	0	0	0	0	ND	0	0
Diébougou	0	1	0	4	1	0	0	16	5	7
Djibo	0	0	13	21	21	-	-	-	0	0
Dori	4	2	9	19	8	4	3	ND	ND	0
Fada N'Gourma	25	22	26	12	8	0	3	4	3	3
Gaoua	1	4	0	3	6	1	5	4	16	11
Kaya	6	7	5	25	18	1	2	8	ND	7
Kongoussi	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Koudougou	33	1	8	11	7	2	15	15	4	9
Koupéla	-	-	0	4	4	6	0	2	7	26
Léo	9	6	11	1	6	2	2	0	6	2
Manga	16	7	3	2	5	0	6	2	5	1
Nouna	2	0	0	0	0	2	0	ND	0	0
Orodara	1	1	1	2	3	0	1	2	4	1
Ouaga I	71	46	21	37	23	4	11	118	ND	24
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	2	6	11
Ouahigouya	2	1	1	0	0	0	0	14	18	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	4	1
Tenkodogo	21	17	10	14	3	3	5	19	6	11
Tougan	8	1	3	1	3	1	13	ND	0	7
Yako	0	6	5	0	2	3	1	4	1	11
Ziniaré	3	2	2	7	0	2	1	1	2	4

Tableau III-112 : Mis en examen libérés dans la procédure d'instruction par TGI dont la durée de détention préventive est de 6 mois à moins de 1 an

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	421	290	267	362	265	84	99	162	126	120
Banfora	4	9	6	0	10	0	5	6	3	5
Bobo-Dioulasso	24	47	31	23	25	13	10	27	4	6
Bogandé	14	5	3	1	0	0	0	1	1	0
Boromo	2	5	3	2	4	0	3	0	4	1
Dédougou	16	1	7	36	3	0	4	9	10	23
Diapaga	4	0	2	6	0	0	0	ND	0	0
Diébougou	3	2	2	4	2	1	1	5	2	6
Djibo	0	2	17	27	27	-	-	-	0	0
Dori	4	4	12	22	10	5	7	ND	ND	0
Fada N'Gourma	32	32	36	21	11	0	2	1	1	0
Gaoua	7	17	8	7	7	1	5	2	3	4
Kaya	12	9	9	28	18	5	2	7	ND	0
Kongoussi	1	0	1	5	0	2	0	0	3	0
Koudougou	59	4	11	34	38	10	2	12	15	6
Koupéla	-	-	0	12	4	6	0	0	1	6
Léo	10	12	16	6	13	2	5	0	5	1
Manga	19	13	8	14	8	0	2	5	4	2
Nouna	20	10	0	0	0	2	2	ND	0	0
Orodara	2	9	2	6	4	2	1	3	1	0
Ouaga I	106	72	42	77	53	13	15	60	ND	23
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	0	4	16
Ouahigouya	6	1	4	1	2	2	1	8	31	6
Pô	-	-	-	-	-	-	-	5	4	2
Tenkodogo	59	27	29	16	17	6	1	11	17	4
Tougan	12	1	6	1	5	1	7	ND	1	3
Yako	0	6	8	1	2	6	1	0	6	2
Ziniaré	5	2	4	12	2	7	23	0	6	4

Tableau III-113 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention préventive est de 1 an à moins de 2 ans par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	222	244	263	251	299	248	85	78	67	74
Banfora	8	7	10	20	24	20	1	4	0	0
Bobo-Dioulasso	13	12	12	26	19	16	5	4	18	7
Bogandé	3	8	4	1	17	51	1	3	0	2
Boromo	9	12	5	1	1	0	1	0	1	0
Dédougou	19	15	18	0	1	1	0	1	1	1
Diapaga	6	0	0	5	20	18	17	ND	0	1
Diébougou	6	8	3	3	0	4	2	0	0	0
Djibo	5	0	8	18	23	-	-	-	0	0
Dori	6	0	10	17	1	2	0	ND	ND	1
Fada N'gourma	7	9	13	6	20	10	6	0	0	0
Gaoua	7	9	9	11	3	15	1	9	13	6
Kaya	12	2	11	15	6	0	2	0	ND	0
Kongoussi	4	7	8	3	0	2	2	1	0	0
Koudougou	16	11	8	6	12	9	5	6	4	2
Koupéla	-	-	0	0	1	0	2	0	2	2
Léo	4	8	11	12	18	1	1	3	2	2
Manga	9	15	38	4	15	9	1	1	0	0
Nouna	4	3	1	0	1	10	1	ND	0	0
Orodara	2	28	12	12	2	2	0	0	0	0
Ouaga I	26	30	39	41	53	48	22	33	ND	22
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	1	0	20
Ouahigouya	14	8	6	1	9	4	6	4	11	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	1	0	0
Tenkodogo	37	45	30	39	36	15	2	5	11	2
Tougan	2	2	2	2	4	7	5	ND	0	4
Yako	0	0	4	1	0	4	2	2	3	0
Ziniaré	3	5	1	7	13	0	0	0	1	2

Tableau III-114 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention préventive est supérieure ou égale à 2 ans par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	63	88	128	132	148	152	153	97	135	165
Banfora	4	3	1	20	24	16	4	3	1	0
Bobo-Dioulasso	4	5	2	11	8	6	3	3	7	2
Bogandé	3	0	3	1	17	48	19	16	0	0
Boromo	4	0	4	0	0	0	3	0	0	0
Dédougou	2	1	12	0	0	1	6	0	0	0
Diapaga	1	0	0	2	5	18	7	ND	0	9
Diébougou	4	2	2	2	0	0	0	5	0	0
Djibo	3	0	3	5	10	-	-	-	0	0
Dori	0	0	6	15	1	1	7	ND	ND	0
Fada N'gourma	1	7	6	3	6	5	15	7	0	0
Gaoua	2	2	0	3	2	5	1	13	3	10
Kaya	7	1	7	8	5	0	8	0	ND	2
Kongoussi	3	5	6	2	0	0	0	2	0	0
Koudougou	4	3	3	2	2	1	0	2	0	0
Koupéla	-	-	0	0	1	0	0	0	1	1
Léo	1	4	9	6	9	1	1	7	0	0
Manga	2	4	28	0	3	4	0	0	0	0
Nouna	1	1	0	0	0	7	0	ND	0	0
Orodara	1	14	1	1	0	1	3	0	0	0
Ouaga I	9	3	12	12	25	27	60	17	ND	7
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	10	117	126
Ouahigouya	3	1	4	0	5	1	1	10	3	1
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Tenkodogo	1	28	16	36	15	4	0	0	0	0
Tougan	1	2	1	2	1	5	10	ND	2	6
Yako	0	0	2	0	0	1	5	2	0	0
Ziniaré	2	2	0	1	9	0	0	0	1	1

Tableau III-115 : Affaires clôturées et en cours dans les cabinets d'instruction selon la durée

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Affaires clôturées	269	363	415	1 305	1 084	1 194	1 064	1 297	951	1 299
Moins de 6 mois	5	7	8	35	22	3	32	74	72	56
6 mois à moins de 1an	17	12	13	51	59	24	109	107	137	113
1 à moins de 2 ans	54	54	62	118	145	100	90	168	170	215
2 à moins de 3 ans	42	44	79	129	71	156	117	147	76	179
3 à moins de 4 ans	22	39	64	146	75	97	130	86	36	69
4 à moins de 5 ans	26	27	40	112	115	99	61	91	31	62
5 à moins de 10 ans	103	180	149	714	597	267	229	219	167	267
10 ans et plus	-	-	-	-	-	448	296	405	262	338
Affaires en cours	8 261	8 885	8 762	8 038	8 068	6 555	7 588	6 354	4 293	4 780
Moins de 6 mois	421	427	411	356	325	434	550	961	373	437
6 mois à moins de 1an	591	504	448	568	440	359	565	324	435	444
1 à moins de 2 ans	896	1 008	904	742	962	641	663	624	904	696
2 à moins de 3 ans	711	807	972	690	645	733	502	366	343	715
3 à moins de 4 ans	612	647	714	739	614	500	622	339	166	345
4 à moins de 5 ans	517	553	596	593	644	469	453	410	191	313
5 à moins de 10 ans	4 513	4 939	4 717	4 350	4 438	1 699	1 693	1 554	952	1 082
10 ans et plus	-	-	-	-	-	1 720	2 540	1 776	929	748

Tableau III-116 : Affaires contre X en cours dans les cabinets d'instruction selon la durée

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	947	1 087	1 091	1 130	1 084	921	1 085	830	615	718
Moins de 6 mois	67	49	42	28	41	48	76	89	78	57
6 mois à moins de 1an	69	58	96	55	44	70	48	34	80	67
1 à moins de 2 ans	99	131	95	130	90	87	101	94	109	103
2 à moins de 3 ans	75	87	116	101	119	82	69	60	58	94
3 à moins de 4 ans	84	81	81	108	93	97	67	44	26	68
4 à moins de 5 ans	71	81	87	96	102	86	110	34	24	62
5 à moins de 10 ans	482	600	574	612	595	299	346	292	137	179
10 ans et plus	-	-	-	-	-	152	268	183	103	88

Tableau III-117 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la durée de la procédure par TGI

	Moins de 6 mois			6 mois à moins d'un an			1 à moins de 2 ans			2 à moins de 3 ans		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Ensemble	74	72	56	106	137	113	167	170	215	147	76	179
Banfora	1	2	5	6	4	2	7	5	5	2	4	3
Bobo-Dioulasso	5	1	2	5	7	12	14	16	17	3	12	10
Bogandé	0	0	0	2	0	1	1	2	2	1	4	3
Boromo	1	1	2	2	10	7	2	4	5	0	1	0
Dédougou	2	3	3	8	15	11	7	8	11	0	1	4
Diapaga	ND	0	0	ND	0	0	ND	0	0	ND	0	0
Diébougou	3	8	13	4	13	16	10	2	8	1	0	1
Djibo	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Dori	ND	ND	0	ND	ND	0	ND	ND	1	ND	ND	0
Fada N'Gourma	1	0	1	4	0	1	3	8	3	7	3	4
Gaoua	1	2	11	6	12	8	4	15	5	10	11	5
Kaya	0	ND	0	1	ND	6	0	ND	3	0	ND	2
Kongoussi	0	0	0	0	0	1	2	1	0	2	3	0
Koudougou	4	4	1	10	3	4	2	13	5	5	17	7
Koupéla	2	0	2	0	3	4	3	3	8	1	4	4
Léo	0	0	0	0	0	0	1	2	6	2	1	1
Manga	0	0	0	3	1	5	9	3	0	4	2	0
Nouna	ND	0	0	ND	0	0	ND	0	0	ND	0	0
Orodara	3	3	6	7	1	2	5	6	1	4	5	2
Ouaga I	33	ND	0	37	ND	4	86	ND	40	92	ND	21
Ouaga II	7	35	3	0	18	16	0	65	38	0	0	99
Ouahigouya	2	3	3	4	12	4	3	7	8	1	0	4
Pô	0	9	0	0	18	2	0	1	31	0	0	0
Tenkodogo	4	1	4	3	14	4	4	4	12	5	8	6
Tougan	ND	0	0	ND	0	0	ND	0	0	ND	0	1
Yako	2	0	0	0	5	2	2	4	1	2	0	2
Ziniaré	3	0	0	4	1	1	2	1	5	5	0	0

Tableau III-118 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la durée de la procédure par TGI (suite)

	3 à moins de 4 ans			4 à moins de 5 ans			5 à moins de 10 ans			10 ans et plus		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Ensemble	86	36	69	91	31	62	218	167	267	405	262	338
Banfora	1	2	6	0	2	1	0	7	2	15	14	11
Bobo-Dioulasso	7	7	13	6	7	1	12	11	10	11	7	0
Bogandé	2	0	1	3	1	0	26	3	8	21	3	14
Boromo	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Dédougou	3	3	4	6	3	1	11	9	1	1	7	8
Diapaga	ND	0	0	ND	0	1	ND	0	19	ND	0	32
Diébougou	0	0	0	3	0	0	3	0	0	0	0	0
Djibo	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Dori	ND	ND	0	ND	ND	1	ND	ND	0	ND	ND	0
Fada N'gourma	10	1	1	10	2	0	12	70	40	47	146	47
Gaoua	2	10	1	6	11	2	1	10	4	0	4	3
Kaya	1	ND	0	0	ND	0	0	ND	6	0	ND	3
Kongoussi	1	1	0	0	1	0	1	0	0	1	0	0
Koudougou	2	0	8	0	0	6	8	10	10	5	6	11
Koupéla	3	1	3	2	0	2	0	1	0	0	0	0
Léo	1	1	2	0	3	1	0	14	32	0	3	2
Manga	3	4	0	8	0	3	27	2	1	67	19	8
Nouna	ND	0	0	ND	0	0	ND	0	0	ND	0	0
Orodara	2	0	1	1	0	2	4	3	2	0	0	0
Ouaga I	39	ND	14	41	ND	31	63	ND	99	132	ND	128
Ouaga II	0	0	7	0	0	3	0	0	12	0	0	17
Ouahigouya	1	1	2	0	1	0	5	0	4	12	9	14
Pô	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	1	4	4	1	0	1	37	20	9	86	40	40
Tougan	ND	0	1	ND	0	0	ND	0	1	ND	0	0
Yako	0	0	1	0	0	6	1	6	4	1	4	0
Ziniaré	7	0	0	4	0	0	7	1	3	5	0	0

Tableau III-119 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI

	Moins de 6 mois			6 mois à moins de 1 an			1 à moins de 2 ans			2 à moins de 3 ans		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Ensemble	961	373	437	324	435	444	624	904	696	366	343	715
Banfora	13	19	43	12	18	27	16	17	32	14	10	12
Bobo-Dioulasso	29	28	25	28	19	60	83	40	33	32	59	25
Bogandé	8	2	1	4	6	7	3	11	4	3	82	3
Boromo	15	10	10	5	10	9	1	10	8	0	0	8
Dédougou	17	8	15	10	26	8	16	14	24	10	11	10
Diapaga	ND	0	1	ND	1	1	ND	18	0	ND	20	20
Diébougou	21	1	17	21	22	18	10	20	19	5	0	23
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	ND	ND	9	ND	ND	3	ND	ND	0	ND	ND	0
Fada N'Gourma	7	18	10	13	8	21	13	13	24	5	12	7
Gaoua	18	14	15	9	17	15	17	12	20	17	6	6
Kaya	4	ND	10	14	ND	7	24	ND	1	22	ND	15
Kongoussi	6	2	1	4	0	2	8	9	1	6	5	10
Koudougou	20	29	14	12	19	17	98	27	42	30	77	23
Koupéla	9	4	2	7	13	2	15	13	10	10	12	11
Léo	7	2	10	5	18	16	12	15	12	14	6	9
Manga	3	3	5	4	2	2	7	5	2	6	5	5
Nouna	ND	0	0	ND	2	0	ND	11	2	ND	3	11
Orodara	4	2	4	3	2	1	10	1	1	2	3	0
Ouaga I	81	ND	63	110	ND	99	188	ND	193	156	ND	105
Ouaga II	537	198	115	1	191	89	0	475	201	0	0	309
Ouahigouya	13	12	18	7	7	4	6	34	11	3	6	5
Pô	102	6	2	0	2	4	0	74	2	0	0	33
Tenkodogo	32	9	29	37	31	18	92	50	32	16	20	38
Tougan	ND	0	0	ND	1	0	ND	10	3	ND	3	7
Yako	5	1	13	6	10	5	4	5	3	9	0	7
Ziniaré	10	5	5	12	10	9	1	20	16	6	3	13

Tableau III-120 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI (suite)

	3 à moins de 4 ans			4 à moins de 5 ans			5 à moins de 10 ans			10 ans et plus		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Ensemble	339	166	345	410	191	313	1 554	952	1 082	1 776	929	748
Banfora	10	13	9	8	6	7	44	36	29	18	13	13
Bobo-Dioulasso	35	34	45	16	31	29	48	78	71	16	8	14
Bogandé	10	4	0	11	10	0	123	156	35	22	66	23
Boromo	2	0	0	0	1	0	2	6	5	7	4	6
Dédougou	1	6	7	7	1	4	31	17	14	6	9	4
Diapaga	ND	11	18	ND	11	11	ND	76	57	ND	53	31
Diébougou	8	0	8	9	0	4	55	1	54	11	0	26
Djibo	0	2	0	0	25	0	0	114	45	0	39	3
Dori	ND	ND	0	ND	ND	0	ND	ND	0	ND	ND	0
Fada N'Gourma	28	4	12	137	26	4	122	159	96	228	134	87
Gaoua	7	7	5	15	1	6	25	22	19	1	4	0
Kaya	12	ND	14	14	ND	17	36	ND	37	142	ND	136
Kongoussi	11	5	5	4	11	4	9	11	9	2	4	13
Koudougou	7	20	26	3	5	22	13	8	14	9	7	19
Koupéla	5	8	7	7	7	11	0	7	1	0	1	0
Léo	21	13	7	18	20	31	89	77	47	6	16	17
Manga	2	6	4	4	2	3	43	32	35	52	36	24
Nouna	ND	6	3	ND	1	6	ND	0	6	ND	27	22
Orodara	2	1	1	1	3	0	4	3	1	0	0	0
Ouaga I	152	ND	106	139	ND	101	800	ND	367	706	ND	189
Ouaga II	0	0	27	0	0	31	0	0	40	0	0	0
Ouahigouya	1	0	3	2	1	2	20	10	11	34	12	11
Pô	0	0	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	9	10	17	10	11	11	70	95	47	502	473	82
Tougan	ND	3	2	ND	7	1	ND	22	19	ND	12	20
Yako	5	7	1	2	4	4	13	8	3	9	7	3
Ziniaré	11	6	5	3	7	4	7	14	20	5	4	5

Tableau III-121 : Affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI

	Moins de 6 mois			6 mois à moins de 1 an			1 à moins de 2 ans			2 à moins de 3 ans		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Ensemble	89	78	57	34	80	67	94	109	103	60	58	94
Banfora	6	9	17	1	9	6	1	6	19	5	1	5
Bobo-Dioulasso	3	3	5	1	1	3	9	4	8	5	6	2
Bogandé	0	1	0	0	0	0	0	1	1	0	12	1
Boromo	0	0	0	3	1	1	0	2	0	0	0	2
Dédougou	1	2	2	3	6	5	2	3	6	0	2	4
Diapaga	ND	0	0	ND	0	0	ND	1	0	ND	0	1
Diébougou	0	1	1	1	0	0	4	2	0	1	0	0
Djibo	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	0	0
Dori	ND	ND	5	ND	ND	0	ND	ND	0	ND	ND	0
Fada N'Gourma	0	6	2	2	5	6	7	4	12	3	7	5
Gaoua	0	0	0	1	0	3	2	1	0	0	2	1
Kaya	1	ND	0	5	ND	1	2	ND	0	5	ND	1
Kongoussi	3	0	0	0	0	0	1	1	0	3	2	2
Koudougou	3	7	2	0	6	2	22	3	10	2	17	2
Koupéla	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0
Léo	2	0	1	1	3	6	1	3	4	4	0	1
Manga	0	0	0	0	0	0	3	0	0	1	2	0
Nouna	ND	0	0	ND	0	0	ND	2	0	ND	0	2
Orodara	0	0	0	0	0	1	1	0	1	2	1	0
Ouaga I	5	ND	10	7	ND	13	14	ND	18	28	ND	7
Ouaga II	48	43	3	0	39	14	0	46	7	0	0	39
Ouahigouya	1	2	4	0	3	0	2	7	5	0	1	1
Pô	13	0	0	0	0	2	0	11	0	0	0	5
Tenkodogo	1	3	4	7	4	2	23	6	8	0	5	7
Tougan	ND	0	0	ND	0	0	ND	3	0	ND	0	3
Yako	0	0	0	0	2	1	0	0	1	1	0	0
Ziniaré	2	1	1	2	0	1	0	3	2	0	0	3

Tableau III-122 : Affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par TGI (suite)

	3 à moins de 4 ans			4 à moins de 5 ans			5 à moins de 10 ans			10 ans et plus		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Ensemble	44	26	68	34	24	62	292	137	179	183	103	88
Banfora	5	5	1	2	4	2	11	7	9	4	4	0
Bobo-Dioulasso	3	2	5	2	3	2	7	10	7	1	0	1
Bogandé	0	0	0	1	0	0	13	18	2	3	11	5
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	2	1	2	0	1
Dédougou	0	0	4	1	0	1	8	3	3	0	3	3
Diapaga	ND	0	0	ND	0	0	ND	2	2	ND	3	3
Diébougou	4	0	0	0	0	0	12	0	0	1	0	0
Djibo	0	0	0	0	7	0	0	31	5	0	1	0
Dori	ND	ND	0	ND	ND	0	ND	ND	0	ND	ND	0
Fada N'Gourma	1	4	9	7	2	3	4	14	9	1	0	2
Gaoua	0	0	2	3	0	0	3	4	5	0	0	0
Kaya	0	ND	2	1	ND	4	5	ND	3	16	ND	12
Kongoussi	2	3	1	0	2	2	1	2	3	0	0	1
Koudougou	0	2	10	0	1	2	1	0	4	1	2	6
Koupéla	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Léo	3	4	1	2	3	7	31	13	13	3	10	10
Manga	0	3	2	1	0	0	9	8	7	8	7	4
Nouna	ND	0	0	ND	0	0	ND	0	3	ND	12	9
Orodara	1	2	2	1	0	1	2	3	2	0	0	0
Ouaga I	23	ND	13	12	ND	16	163	ND	54	107	ND	17
Ouaga II	0	0	6	0	0	12	0	0	27	0	0	1
Ouahigouya	1	0	1	0	0	1	8	4	5	1	1	3
Pô	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	0	0	8	1	0	8	13	10	9	33	45	8
Tougan	ND	1	0	ND	1	0	ND	3	5	ND	2	1
Yako	0	0	0	0	0	1	1	1	1	2	0	1
Ziniaré	1	0	1	0	1	0	0	1	0	0	2	0

III.3.4. Activités des greffes des tribunaux de grande instance

Concepts

Bulletin de casier judiciaire : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré par le greffe des TGI aux demandeurs est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les condamnations les plus graves.

Cession volontaire de salaires : Demande auprès d'une institution financière portant octroi de crédit à une partie sur contrat

Certificat de nationalité : Attestation délivrée par le président du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon laquelle un individu est de nationalité burkinabè. Il peut être demandé dans les cas suivants : établissement d'une carte d'identité burkinabè ou d'un passeport, candidature à un emploi dans la fonction publique, etc.

Certificat de non faillite : Attestation du greffier en chef prouvant qu'une personne physique ou morale n'est pas en état de faillite ou de cessation de paiement.

Immatriculation des personnes : Enregistrement d'une personne physique ou morale dans le registre du commerce et du crédit mobilier.

Modification des personnes : Inscription modificative portant sur un changement soit du capital social, soit de la dénomination, soit de l'objet de la société, etc.

Radiation des personnes : Fait de rayer une personne physique ou morale du registre du commerce et du crédit mobilier en état de faillite ou à la suite d'un décès ou encore par suite de cessation volontaire de l'activité.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale.

Scellés : Il s'agit des pièces à conviction recueillies au cours d'une procédure. Les "scellés" figurent parmi les mesures conservatoires.

Sûretés : Il s'agit de garanties destinées à assurer le règlement des créances pour le cas où le débiteur ne disposerait pas de liquidités ou de biens d'une valeur suffisante pour désintéresser l'ensemble de ses créanciers. Les sûretés peuvent porter sur des biens meubles et sur des créances, comme sur des biens ou des droits immobiliers. Les sûretés comprennent en particulier, le gage, le droit de rétention, le nantissement, le warrant, les privilèges et les hypothèques.

Sources statistiques : *Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.*

Note : *Le RCCM enregistre tous les actes d'inscription, de modification et de radiation des personnes physiques et morales.*

Tableau III-123 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Bulletins N°3 de casier judiciaire	184 880	178 654	237 551	268 026	274 171	332 077	288 217	278 389	370 952	452 969
Certificats de nationalité des personnes	106 688	109 492	126 587	146 952	178 231	143 318	137 602	143 131	189 722	201 578
Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM)	3 204	2 368	4 660	4 809	4 030	4 035	4 675	4 230	4 384	6 299
Immatriculation des personnes physiques	2 782	1 965	3 739	4 190	3 373	3 046	3 647	3 120	3 240	4 941
Immatriculation des personnes morales	97	112	581	219	240	326	336	365	379	431
Déclarations entrepreneurs	-	-	24	0	0	257	307	281	331	430
Modifications	283	259	260	355	387	367	354	417	392	451
Radiations	36	29	17	45	30	39	31	47	42	46
Sûretés mobilières	6	3	39	-	-	-	-	-	-	-
Certificats de non faillite	1 197	863	1 127	1 129	1 865	1 864	2 309	4 076	4 506	6 106
Cessions volontaires de salaires	3 873	22 993	31 727	10 158	10 047	2 957	9 870	13 890	11 097	12 604
Actes notariés du greffe	685	577	753	692	639	307	16	0	0	0
Autres actes de greffe	2 190	2 133	10 722	2 765	4 216	2 480	3 493	7 770	5 389	6 933

Tableau III-124 : Bulletins N°3 de casier judiciaire délivrés par tribunal de grande instance

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	184 880	178 654	237 551	268 026	274 171	332 077	288 217	278 389	370 952	452 969
Banfora	5 552	5 457	6 369	7 464	11 299	12 560	11 559	10 853	13 015	20 140
Bobo-Dioulasso	24 354	16 371	29 935	32 359	32 161	36 629	34 689	35 097	44 257	50 402
Bogandé	1 359	2 257	2 500	3 286	5 360	7 282	4 202	5 670	5 982	5 261
Boromo	3 919	4 145	2 543	6 698	10 097	12 711	10 402	10 900	12 160	10 507
Dédougou	5 320	5 472	7 504	7 830	8 632	13 562	11 389	11 073	13 166	18 847
Diapaga	1 765	1 818	2 353	2 865	5 811	10 547	5 870	ND	5 383	6 084
Diébougou	2 963	2 922	3 709	4 156	4 727	4 703	6 420	7 565	9 528	10 591
Djibo	1 917	1 548	2 239	672	672	2 891	2 215	ND	2 397	2 921
Dori	2 693	2 418	3 800	3 328	3 660	5 712	4 171	ND	2 352	2 728
Fada N'Gourma	3 422	4 731	5 333	6 572	6 777	8 824	8 963	7 191	11 730	13 331
Gaoua	2 654	2 627	3 904	4 282	3 781	3 786	4 876	5 263	8 657	8 127
Kaya	6 023	5 586	8 153	9 096	2 591	14 553	12 642	14 034	14 484	15 830
Kongoussi	2 126	2 341	3 247	3 796	3 987	5 828	5 083	4 998	5 488	3 791
Koudougou	14 490	16 091	19 017	20 809	21 221	25 784	25 784	21 024	28 620	37 365
Koupéla	-	-	338	5 689	6 076	6 942	5 835	6 778	7 523	10 252
Léo	2 425	2 615	3 756	4 181	4 675	6 302	4 048	6 423	10 267	10 448
Manga	5 008	4 533	4 523	4 129	7 400	9 138	4 779	5 823	4 891	6 923
Nouna	1 945	2 046	3 120	3 152	3 547	4 552	3 954	ND	5 141	4 234
Orodara	2 505	2 605	3 587	3 854	3 140	5 597	6 951	6 949	9 086	8 669
Ouaga I	52 925	53 671	70 300	71 292	73 844	67 077	51 638	63 070	60 462	74 576
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	6 002	13 831	16 741
Ouahigouya	9 315	10 353	13 897	18 129	14 785	18 319	18 325	16 995	16 995	34 507
Pô	-	-	-	-	-	-	-	636	4 158	5 439
Tenkodogo	17 312	15 721	18 462	12 800	14 040	19 936	17 000	17 820	25 000	32 947
Tougan	4 597	3 452	6 214	7 791	9 432	10 639	9 840	ND	15 425	13 818
Yako	4 689	4 189	6 924	6 816	6 666	8 381	8 282	5 641	10 275	12 556
Ziniaré	5 602	5 685	5 824	16 980	9 790	9 822	9 300	8 584	10 679	15 934

Procédures de demande de certificat de nationalité

Pour obtenir le certificat de nationalité, l'individu doit adresser une demande timbrée à 200 FCFA (timbre fiscal) au président du TGI saisi et à laquelle est joint :

- Pour le demandeur burkinabè né au Burkina Faso : son extrait d'acte de naissance et celui de l'un des parents nés au Burkina ou son extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité burkinabè de l'un des deux (02) parents ;
- Pour le demandeur burkinabè né à l'étranger : son extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité burkinabè de l'un des deux (02) parents ;
- Pour l'étranger qui a acquis la nationalité burkinabè du fait de son mariage avec un(e) burkinabè : son extrait d'acte de naissance, l'acte de mariage et le certificat de nationalité burkinabè du conjoint ou de la conjointe ;
- Pour l'apatride : son extrait d'acte de naissance et un certificat de résidence sur le territoire burkinabè ;
- Pour le naturalisé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un des (02) parents, le décret de naturalisation. Quant à ses enfants, ceux-ci doivent produire, en plus de l'extrait d'acte de naissance, le certificat de nationalité du parent naturalisé et son décret de naturalisation ;

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu d'apporter un timbre fiscal de 200 FCFA, au paiement de la somme de cinq cent (500) francs CFA pour l'original et de cent (100) francs CFA pour chaque copie.

Tableau III-125 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	106 688	109 492	126 587	146 952	178 231	143 318	137 602	143 131	189 722	201 578
Banfora	3 193	4 739	4 197	6 950	8 345	5 620	4 985	5 297	6 083	6 875
Bobo-Dioulasso	10 050	11 095	17 205	16 023	19 296	17 918	17 904	18 267	21 144	22 058
Bogandé	647	1 010	1 110	1 698	2 114	1 112	1 367	1 427	1 586	1 176
Boromo	2 043	4 606	2 458	3 153	4 911	3 291	3 296	5 310	5 280	5 208
Dédougou	1 424	2 402	3 097	3 394	5 327	2 758	2 933	3 557	4 819	3 997
Diapaga	850	812	732	975	2 030	1 148	1 141	ND	942	1 866
Diébougou	1 208	1 336	1 456	1 831	2 778	1 774	2 046	2 377	3 120	8 033
Djibo	922	815	962	963	963	818	1 146	ND	1 635	1 900
Dori	1 279	1 339	1 626	2 433	1 682	3 821	1 645	ND	1 024	2 443
Fada N'Gourma	3 133	3 341	3 826	4 425	4 202	3 254	3 471	4 026	5 796	5 417
Gaoua	1 125	1 550	1 609	2 008	2 728	1 784	2 125	2 044	2 704	3 771
Kaya	3 130	3 215	4 556	6 423	7 628	6 520	7 833	5 051	5 448	5 710
Kongoussi	1 420	1 391	1 540	1 701	2 256	1 809	1 716	1 851	1 572	5 275
Koudougou	7 078	6 982	7 798	11 498	11 022	8 308	8 308	10 805	12 119	13 275
Koupéla	-	-	195	4 149	4 934	3 235	4 098	4 345	5 370	5 593
Léo	1 223	1 469	1 530	2 606	3 014	1 796	2 588	3 333	2 980	3 224
Manga	3 573	5 985	6 620	5 686	6 875	4 996	4 996	4 090	3 718	4 474
Nouna	1 528	1 576	1 574	1 771	2 306	1 984	1 490	ND	3 741	3 379
Orodara	854	1 382	1 269	1 809	3 250	1 642	1 493	1 722	2 869	2 748
Ouaga I	35 657	31 916	40 757	42 871	48 218	43 779	38 183	35 002	38 930	26 618
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	6 200	18 553	27 291
Ouahigouya	4 680	6 132	5 473	6 717	10 434	6 680	6 115	8 832	13 466	6 737
Pô	-	-	-	-	-	-	-	394	2 088	2 336
Tenkodogo	10 874	9 302	8 818	8 188	10 703	10 567	9 052	10 492	12 376	16 225
Tougan	2 025	1 825	2 504	2 846	3 510	2 660	3 077	ND	3 506	4 860
Yako	2 172	1 933	2 485	2 547	3 318	2 157	2 683	2 768	3 811	4 715
Ziniaré	6 600	3 339	3 190	4 287	6 387	3 887	3 911	5 941	5 042	6 374

Tableau III-126 : Ensemble des immatriculations au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	2 879	2 077	4 320	4 409	3 613	3 372	3 983	3 485	3 619	5 372
Banfora	159	167	244	273	200	281	308	321	268	616
Bobo-Dioulasso*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	44	54	123	80	77	41	49	65	34	87
Boromo	66	102	119	216	120	117	138	158	124	330
Dédougou	139	122	185	218	181	202	211	294	344	394
Diapaga	24	0	35	61	51	28	34	ND	13	21
Diébougou	74	44	119	127	67	158	92	101	107	164
Djibo	54	35	91	118	118	0	71	ND	33	53
Dori	141	115	172	254	260	158	168	ND	92	86
Fada N'Gourma	180	127	99	291	255	247	212	193	159	344
Gaoua	105	111	169	265	172	145	128	147	126	204
Kaya	164	109	265	245	171	182	235	238	311	450
Kongoussi	75	58	152	97	79	0	164	163	96	115
Koudougou	309	221	877	431	365	338	393	438	420	429
Koupéla	-	-	-	208	157	147	193	133	115	191
Léo	106	44	118	101	128	84	108	102	101	155
Manga	241	91	193	196	170	116	148	144	75	171
Nouna	30	14	34	38	37	33	35	ND	27	27
Orodara	20	37	86	57	35	47	86	46	103	157
Ouaga I*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouaga II*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	288	220	467	507	430	460	451	504	443	624
Pô	-	-	-	-	-	-	-	28	90	109
Tenkodogo	301	234	496	302	276	333	567	230	285	322
Tougan	52	48	88	89	94	63	64	ND	34	37
Yako	128	26	31	54	28	25	1	61	76	117
Ziniaré	179	98	157	181	142	167	127	119	143	169

*L'absence de RCCM aux TGI de Bobo-Dioulasso, Ouaga I et de Ouaga II s'explique par la création des tribunaux de commerce dans lesquelles le RCCM est désormais traité.

Procédures d'immatriculation au RCCM

Les personnes assujetties à l'immatriculation au registre de commerce et du crédit mobilier sont :

- les commerçants en tant que personnes physiques qui sont soumis à l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois du début de leurs activités commerciales.

L'immatriculation leur permet de bénéficier de la présomption simple de la qualité de commerçant. Cette immatriculation est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI, annexée de :

- un certificat de résidence ;
- un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois ;
- un contrat de bail ou un titre de propriété en rapport avec le local d'exploitation ;
- un document d'identité CNIB/ Passeport/ extrait d'acte de naissance en copie légalisée ;
- un extrait d'acte de mariage si l'assujetti est légalement marié ;
- une autorisation d'exercer au Burkina Faso la profession de commerçant pour les étrangers.

En plus de ces documents, le demandeur est tenu de payer une somme de sept mille cinq cent (7 500) FCFA.

- les sociétés commerciales et autres personnes morales qui ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois de leur constitution. Cette inscription leur confère la personnalité juridique.

L'immatriculation pour cette catégorie de personnes est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI, annexée de :

- 2 exemplaires des statuts de la société ;
- 2 exemplaires du procès-verbal de l'Assemblée générale constitutive ;
- 2 exemplaires de l'acte notarié de souscription et de versement ou une déclaration de conformité ;
- 2 exemplaires d'extrait de casier judiciaire du/des gérant(s).

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu au paiement de la somme de douze mille cinq cent (12 500) FCFA.

Tableau III-127 : Immatriculations des personnes physiques au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	2 782	1 965	3 739	4 190	3 373	3 046	3 647	3 120	3 240	4 941
Banfora	149	149	233	268	193	255	299	289	233	571
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	44	54	121	77	76	41	48	62	33	83
Boromo	64	96	114	211	114	109	132	150	120	321
Dédougou	138	122	172	203	175	188	190	257	304	354
Diapaga	23	0	0	61	47	25	32	ND	11	17
Diébougou	70	41	115	124	65	85	90	81	88	150
Djibo	50	35	91	117	117	0	69	ND	33	50
Dori	134	113	165	241	224	130	137	ND	81	75
Fada N'Gourma	168	113	89	255	220	206	177	158	118	294
Gaoua	99	106	166	259	160	139	119	130	121	195
Kaya	160	96	260	233	154	164	217	212	277	427
Kongoussi	74	56	146	96	71	0	159	156	93	106
Koudougou	298	212	446	394	342	313	330	392	358	380
Koupéla	-	-	-	194	145	141	180	119	107	183
Léo	105	41	116	96	123	80	104	94	93	149
Manga	239	87	189	186	154	101	131	128	56	126
Nouna	29	14	33	37	37	32	32	0	27	27
Orodara	20	36	83	55	33	46	84	41	102	155
Ouaga I	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	276	208	453	482	407	453	425	476	411	594
Pô	-	-	-	-	-	-	-	28	87	98
Tenkodogo	288	219	485	295	262	303	537	204	267	304
Tougan	51	47	88	86	93	62	61	ND	33	35
Yako	128	24	29	52	28	24	1	59	74	115
Ziniaré	175	96	145	168	133	149	93	84	113	132

Tableau III-128 : Immatriculations des personnes morales au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	97	112	581	219	240	326	336	365	379	431
Banfora	10	18	11	5	7	26	9	32	35	45
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	0	0	2	3	1	0	1	3	1	4
Boromo	2	6	5	5	6	8	6	8	4	9
Dédougou	1	0	13	15	6	14	21	37	40	40
Diapaga	1	0	35	0	4	3	2	ND	2	4
Diébougou	4	3	4	3	2	73	2	20	19	14
Djibo	4	0	0	1	1	0	2	ND	0	3
Dori	7	2	7	13	36	28	31	ND	11	11
Fada N'Gourma	12	14	10	36	35	41	35	35	41	50
Gaoua	6	5	3	6	12	6	9	17	5	9
Kaya	4	13	5	12	17	18	18	26	34	23
Kongoussi	1	2	6	1	8	0	5	7	3	9
Koudougou	11	9	431	37	23	25	63	46	62	49
Koupéla	-	-	0	14	12	6	13	14	8	8
Léo	1	3	2	5	5	4	4	8	8	6
Manga	2	4	4	10	16	15	17	16	19	45
Nouna	1	0	1	1	0	1	3	ND	0	0
Orodara	0	1	3	2	2	1	2	5	1	2
Ouaga I	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	12	12	14	25	23	7	26	28	32	30
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	3	11
Tenkodogo	13	15	11	7	14	30	30	26	18	18
Tougan	1	1	0	3	1	1	3	ND	1	2
Yako	0	2	2	2	0	1	0	2	2	2
Ziniaré	4	2	12	13	9	18	34	35	30	37

Tableau III-129 : Cessions volontaires de salaires par tribunal de grande instance

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	3 873	22 993	31 727	10 158	10 047	2 957	9 870	13 890	11 097	12 604
Banfora	43	6	79	221	300	450	243	391	448	342
Bobo-Dioulasso	0	224	403	520	1 121	0	755	707	795	949
Bogandé	0	0	0	1	31	0	23	40	13	32
Boromo	52	554	25	52	88	22	18	73	103	249
Dédougou	43	12	20	25	6	137	223	222	172	162
Diapaga	0	0	0	0	30	9	25	ND	0	8
Diébougou	2	0	0	39	29	24	15	19	14	53
Djibo	0	0	0	39	39	0	0	ND	0	0
Dori	0	1	1	82	7	23	22	ND	0	5
Fada N'Gourma	5	0	1	5	0	715	39	19	ND	149
Gaoua	2	8	0	0	0	8	8	4	18	62
Kaya	56	1	111	292	339	531	708	149	58	104
Kongoussi	0	0	8	50	0	0	24	35	21	1
Koudougou	256	254	0	269	354	232	76	241	275	355
Koupéla	-	-	1	168	227	144	128	146	195	145
Léo	11	17	21	38	53	21	15	21	35	70
Manga	0	0	4	43	17	30	949	1 420	1 279	706
Nouna	0	0	6	17	6	5	17	ND	0	0
Orodara	4	2	0	43	48	90	20	56	53	10
Ouaga I	2 939	21 527	30 571	7 602	6 857	0	6 185	9 610	6 494	7 220
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	196	650	1 328
Ouahigouya	440	359	445	482	358	403	294	400	274	378
Pô	-	-	-	-	-	-	-	9	36	53
Tenkodogo	20	27	0	56	88	45	38	72	109	172
Tougan	0	1	1	11	5	11	9	ND	0	0
Yako	0	0	30	98	37	6	10	16	11	21
Ziniaré	0	0	0	5	7	51	26	44	44	30

Tableau III-130 : Certificats de non faillite par tribunal de grande instance

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 197	863	1 127	1 129	1 865	1 864	2 309	4 076	4 506	6 106
Banfora	15	126	145	153	142	115	258	312	324	199
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	40	40	48	121	109	59	47	86	23	124
Boromo	4	10	17	9	3	0	10	10	0	257
Dédougou	126	65	111	143	122	98	141	277	396	754
Diapaga	6	0	0	3	18	11	6	ND	0	27
Diébougou	4	0	0	4	0	0	5	12	13	68
Djibo	42	32	38	34	34	0	4	ND	53	30
Dori	67	38	0	61	70	49	37	ND	0	20
Fada N'Gourma	61	0	177	108	132	0	0	0	287	718
Gaoua	44	27	40	62	40	90	76	0	157	147
Kaya	216	136	44	43	35	0	45	61	0	272
Kongoussi	12	7	0	0	0	0	65	51	0	17
Koudougou	56	56	159	0	534	728	747	1 872	1 680	1 141
Koupéla	-	-	0	6	18	39	28	78	92	183
Léo	0	0	5	2	13	53	77	110	46	135
Manga	19	7	10	25	32	47	56	80	82	338
Nouna	1	4	3	6	14	10	29	ND	7	9
Orodara	0	0	19	11	4	2	28	24	19	5
Ouaga I	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouaga II	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	269	133	234	258	255	294	388	467	570	594
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Tenkodogo	118	105	0	0	115	104	75	145	248	486
Tougan	38	29	50	0	92	63	77	ND	19	67
Yako	39	36	19	33	48	45	44	35	45	54
Ziniaré	20	12	8	47	35	57	66	456	445	461

III.4. Tribunaux de commerce

Concepts

Chambre commerciale : chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant au principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de commerce.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances : Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances ci-dessus citées

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Sources statistiques

Rôles généraux, plumitif des audiences commerciales, répertoire commercial, registre des injonctions de payer, plumitif des référés des tribunaux de commerce.

Tableau III-131 : Activités commerciales de l'ensemble des tribunaux de commerce

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Affaires nouvelles	426	451	468	499	551	580	729	732	834	943
Bobo-Dioulasso	111	105	98	85	108	128	167	155	244	218
Ouagadougou	315	346	370	414	443	452	562	577	590	725
Décisions rendues (sans JADD)	297	372	444	409	453	500	466	609	547	663
Bobo-Dioulasso	77	99	102	64	103	128	113	136	143	146
Ouagadougou	220	273	342	345	350	372	353	473	404	517
Décisions rédigées	283	372	442	423	454	500	432	567	594	532
Bobo-Dioulasso	70	99	99	66	103	128	97	136	143	181
Ouagadougou	213	273	343	357	351	372	335	431	451	351

Type de procédure	Affaires nouvelles				Décisions rendues				Décisions rédigées			
	2020	2021	2022	2023	2020	2021	2022	2023	2020	2021	2022	2023
Ensemble	729	732	834	943	466	609	547	663	432	567	594	532
Commerciale	719	726	825	938	455	605	540	657	421	563	587	530
Procédures collectives	10	6	9	5	11	4	7	6	11	4	7	2

Tableau III-132 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	275	361	428	394	436	478	466	609	547	663
Contradictoire	241	338	394	356	367	406	402	510	443	541
Réputé contradictoire	21	10	21	15	43	40	34	47	43	54
Défaut	13	13	13	23	26	32	30	52	61	68

Tableau III-133 : Répartition des décisions des tribunaux de commerce (hors ordonnances)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	290	390	439	412	458	504	499	643	599	732
Acceptation	175	238	282	262	327	412	319	440	359	443
Rejet	61	73	83	90	58	13	97	90	99	141
Incompétence	11	15	21	12	11	13	8	17	18	16
Irrecevabilité	14	23	30	15	18	23	20	33	31	20
Désistement	14	12	12	15	22	17	22	29	40	43
Confirmation	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Infirmer	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Radiations	4	7	0	2	5	4	9	5	1	1
Avant dire droit	11	22	11	16	17	22	24	29	51	68

Tableau III-134 : Référé des tribunaux de commerce

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Affaires nouvelles	343	397	488	493	657	643	657	675	789	713
Bobo-Dioulasso	95	103	121	76	104	111	111	109	125	133
Ouagadougou	248	294	367	417	553	532	546	566	664	580
Décisions rendues	313	352	472	459	563	662	619	632	745	714
Bobo-Dioulasso	70	89	112	70	99	96	103	113	128	127
Ouagadougou	243	263	360	389	464	566	516	519	617	587
Décisions rédigées	313	249	477	459	617	643	620	608	666	680
Bobo-Dioulasso	70	86	112	70	102	96	103	113	127	133
Ouagadougou	243	163	365	389	515	547	517	495	539	547

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son instance.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de commerce.

Tableau III-135 : Ensemble des décisions de référés rendues par type

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	297	330	469	443	541	644	619	632	745	714
Contradictoire	282	326	437	416	481	592	534	539	635	614
Réputé contradictoire	12	4	28	26	50	50	84	88	107	90
Défaut	3	0	4	1	10	2	1	5	3	10

Tableau III-136 : Répartition des décisions de référés rendues par nature

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	325	343	486	460	567	662	625	656	753	729
Acceptation	162	178	280	263	387	468	408	436	518	562
Rejet	60	72	94	67	71	46	97	20	87	121
Incompétence	30	26	33	62	51	31	34	77	24	13
Irrecevabilité	14	29	26	17	17	31	21	34	36	2
Désistement	31	25	36	34	15	68	59	65	61	16
Confirmation	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Infirmer	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Radiations	12	2	9	1	4	0	5	10	6	6
Avant dire droit	16	11	8	16	22	18	1	14	21	9

Tableau III-137 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 257	1 496	1 172	1 290	1 666	1 354	1 561	1 371	1 666	3 167
Bobo-Dioulasso	388	536	562	143	442	163	444	175	331	67
Ouagadougou	869	960	776	1 147	1 224	1 191	1 117	1 196	1 335	3 100

Tableau III-138 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce et par type

	Injonction de payer							Autres ordonnances						
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	242	309	319	322	246	221	119	1 048	1 357	1 035	1 239	1 125	1 445	3 048
Bobo-Dioulasso	58	90	78	101	105	59	28	85	352	85	343	70	272	39
Ouagadougou	184	219	241	221	141	162	91	963	1 005	950	896	1 055	1 173	3 009

Tableau III-139 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	978	1 151	1 035	905	1 369	1 200	1 356	1 238	1 649	3 183
Bobo-Dioulasso	335	391	310	100	316	146	325	143	330	59
Ouagadougou	643	760	725	805	1 053	1 054	1 031	1 095	1 319	3 124

Tableau III-140 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	Injonction de payer							Autres ordonnances						
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	157	249	241	250	202	190	96	748	1 120	959	1 106	1 036	1 459	3 087
Bobo-Dioulasso	48	72	65	85	73	46	25	52	244	81	240	70	284	34
Ouagadougou	109	177	176	165	129	144	71	696	876	878	866	966	1 175	3 053

Tableau III-141 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	28 941	20 352	24 060	23 940	37 425	39 142	49 421	57 437	66 196	80 504
Immat. personnes physiques	5 349	4 471	6 735	6 740	6 508	6 498	7 174	6 767	7 098	9 494
Immat. personnes morales	1 506	1 666	2 486	2 929	3 408	3 802	5 319	6 928	8 434	8 067
Modifications du RCCM	1 385	1 286	1 552	1 733	1 600	1 781	2 134	2 138	2 104	2 357
Radiations du RCCM	149	155	204	218	337	257	320	393	173	435
Sûretés mobilières	203	288	288	350	326	877	1 258	1 714	1 702	1 492
Certificats de non faillite et autres	20 349	12 486	12 795	11 970	25 246	25 927	33 216	39 497	46 685	58 659

Tableau III-142 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce par juridiction

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Bobo-Dioulasso	2 572	2 191	3 282	3 688	3 093	3 287	2 529	5 882	6 018	8 353
Immat. personnes physiques	941	893	1 566	1 376	1 325	1 229	1 457	1 356	1 437	2 136
Immat. personnes morales	148	93	170	202	201	223	343	359	425	472
Modifications du RCCM	172	258	272	239	248	208	261	232	227	229
Radiations du RCCM	12	9	27	27	24	24	41	33	33	37
Sûretés mobilières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Certificats de non faillite et autres	1 299	938	1 247	1 844	1 295	1 603	427	3 902	3 896	5 479

Ouagadougou	26 369	18 161	20 778	20 252	34 332	35 855	46 892	51 555	60 178	72 151
Immat. personnes physiques	4 408	3 578	5 169	5 364	5 183	5 269	5 717	5 411	5 661	7 358
Immat. personnes morales	1 358	1 573	2 316	2 727	3 207	3 579	4 976	6 569	8 009	7 595
Modifications du RCCM	1 213	1 028	1 280	1 494	1 352	1 573	1 873	1 906	1 877	2 128
Radiations du RCCM	137	146	177	191	313	233	279	360	140	398
Sûretés mobilières	203	288	288	350	326	877	1 258	1 714	1 702	1 492
Certificats de non faillite et autres	19 050	11 548	11 548	10 126	23 951	24 324	32 789	35 595	42 789	53 180

Tableau III-143 : Décisions rendues selon la durée de la procédure par les TC (hors JADD, ordonnances)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	297	370	444	409	450	500	466	609	547	663
Moins de 3 mois	95	110	135	167	166	174	155	172	193	179
3 à moins de 6 mois	80	100	119	96	106	96	102	140	147	142
6 mois à moins d'un an	92	125	134	99	135	174	159	189	132	217
1 à moins de 2 ans	22	20	47	29	18	40	40	85	58	96
2 à moins de 3 ans	3	8	8	10	11	8	9	11	12	18
3 ans et plus	5	7	1	8	14	8	1	12	5	11

Tableau III-144 : Décisions rendues selon la durée de la procédure par TC (hors JADD, ordonnances)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Bobo-Dioulasso	77	97	101	64	99	128	113	136	143	146
Moins de 3 mois	46	45	62	38	49	75	56	66	81	12
3 à moins de 6 mois	15	22	27	14	17	25	38	30	33	48
6 mois à moins d'un an	10	19	10	11	26	24	19	20	25	60
1 à moins de 2 ans	4	7	2	0	6	2	0	18	3	16
2 à moins de 3 ans	1	3	0	1	1	1	0	2	1	4
3 ans et plus	1	1	0	0	0	1	0	0	0	6

Ouagadougou	220	273	343	345	351	372	353	473	404	517
Moins de 3 mois	49	65	73	129	117	99	99	106	112	167
3 à moins de 6 mois	65	78	92	82	89	71	64	110	114	94
6 mois à moins d'un an	82	106	124	88	109	150	140	169	107	157
1 à moins de 2 ans	18	13	45	29	12	38	40	67	55	80
2 à moins de 3 ans	2	5	8	9	10	7	9	9	11	14
3 ans et plus	4	6	1	8	14	7	1	12	5	5

Tableau III-145 : Décisions rendues selon la durée et par type de procédure (hors JADD et ordonnances)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Commerciale	-	-	-	455	605	540	657
Moins de 3 mois	-	-	-	153	170	193	175
3 à moins de 6 mois	-	-	-	95	139	143	141
6 mois à moins de 1 an	-	-	-	157	188	129	217
1 à moins de 2 ans	-	-	-	40	85	58	95
2 à moins de 3 ans	-	-	-	9	11	12	18
3 ans et plus	-	-	-	1	12	5	11
Procédures collectives	-	-	-	11	4	7	6
Moins de 3 mois	-	-	-	2	2	0	4
3 à moins de 6 mois	-	-	-	7	1	4	1
6 mois à moins de 1 an	-	-	-	2	1	3	0
1 à moins de 2 ans	-	-	-	0	0	0	1
2 à moins de 3 ans	-	-	-	0	0	0	0
3 ans et plus	-	-	-	0	0	0	0

Tableau III-146 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus par les TC (hors référés et ordonnances)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	283	370	442	411	454	500	432	567	590	534
Moins de 15 jours	138	130	193	145	209	265	139	186	16	78
15 jours à moins de 1 mois	47	79	137	103	79	74	87	46	177	64
1 à moins de 2 mois	63	118	65	103	80	84	82	123	88	50
2 à moins de 3 mois	13	25	37	43	57	30	86	82	64	40
3 à moins de 4 mois	16	11	7	13	21	23	30	61	94	68
4 mois et plus	6	7	3	4	8	24	8	69	151	234

Tableau III-147 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus par TC (hors référés et ordonnances)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Bobo-Dioulasso	70	97	99	66	103	128	97	136	143	183
Moins de 15 jours	38	47	84	45	103	119	63	136	0	61
15 jours à moins de 1 mois	5	22	13	12	0	8	26	0	127	44
1 à moins de 2 mois	10	15	2	5	0	1	8	0	16	27
2 à moins de 3 mois	3	7	0	1	0	0	0	0	0	15
3 à moins de 4 mois	8	2	0	3	0	0	0	0	0	18
4 mois et plus	6	4	0	0	0	0	0	0	0	18
Ouagadougou	213	273	343	345	351	372	335	431	447	351
Moins de 15 jours	100	83	109	100	106	146	76	50	16	17
15 jours à moins de 1 mois	42	57	124	91	79	66	61	46	50	20
1 à moins de 2 mois	53	103	63	98	80	83	74	123	72	23
2 à moins de 3 mois	10	18	37	42	57	30	86	82	64	25
3 à moins de 4 mois	8	9	7	10	21	23	30	61	94	50
4 mois et plus	0	3	3	4	8	24	8	69	151	216

III.6. Tribunaux du travail

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal du travail.

Autres : Toute affaire qui met en conflit un employé et son employeur et qui n'est pas liée : à la rupture du contrat de travail, au non-paiement de salaire, à la formation ou à l'insertion professionnelle, à la reconstitution de carrière et à la protection sociale.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Non-paiement de salaire : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Reconstitution de carrière : Validation des périodes d'activités durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions relevant d'un autre régime.

Recours : Toute voie prévue par la loi permettant à une partie de faire rejurer une affaire soit devant le tribunal du travail, soit devant la chambre sociale de la Cour d'Appel.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal de travail devant la chambre sociale de la Cour d'Appel pour qu'elle soit rejugée.

Opposition : Recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Rupture de contrat de travail : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

Sécurité sociale : Ensemble des mesures législatives et administratives qui ont pour objet de garantir les individus et les familles contre certains risques appelés risques sociaux.

Tableau III-148 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Affaires nouvelles selon leur nature	977	1 225	1 241	786	1 460	1 325	1 583	2 273	2 430	3 363
Rupture de contrat de travail	510	632	747	352	647	887	749	902	633	1 204
Non-paiement de salaire	241	224	182	162	370	241	284	518	456	494
Reconstitution de carrière	26	31	53	25	88	31	24	23	80	87
Sécurité sociale	24	50	32	23	47	40	123	87	50	180
Autres	58	146	89	100	193	34	354	712	1 174	1 311
Référés	118	142	138	124	115	92	49	31	37	87
Décisions rendues selon leur nature (y compris référés)	817	874	1 080	1 024	1 097	1 063	757	916	953	930
Acceptation	591	517	608	587	595	577	381	521	689	619
Rejet	76	60	107	117	117	94	127	58	132	133
Incompétence	32	23	56	31	28	25	34	31	14	39
Désistement	48	45	50	49	77	64	37	66	39	59
Irrecevabilité	41	27	28	52	37	27	19	18	20	13
Avant dire droit	16	32	18	23	40	57	50	52	55	43
Radiation	13	170	213	165	203	219	109	170	4	24
Décisions rendues par type (y compris référés)	788	672	849	836	854	787	598	694	894	863
Contradictoire	617	486	665	636	731	637	486	544	748	708
Réputé contradictoire	51	59	57	63	30	37	42	31	33	44
Par défaut	120	127	127	137	93	113	70	119	113	111
Recours	267	310	378	536	399	458	359	396	187	309
Opposition	7	29	37	17	33	40	27	55	10	19
Appel	260	281	341	519	366	418	332	341	177	290
Décisions rédigées	796	629	805	905	878	842	578	699	697	850

Tableau III-149 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	977	1 225	1 241	786	1 460	1 325	1 583	2 273	2 430	3 363
Bobo-Dioulasso	184	277	247	198	363	490	268	428	436	553
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Koudougou	68	83	43	61	149	122	107	61	92	350
Ouagadougou	725	865	951	527	948	713	1 208	1 784	1 902	2 460

Tableau III-150 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	510	632	747	352	647	887	749	902	633	1 204
Bobo-Dioulasso	118	202	138	111	242	275	169	232	188	234
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Koudougou	30	30	16	38	66	69	23	26	48	302
Ouagadougou	362	400	593	203	339	543	557	644	397	668

Tableau III-151 : Affaires nouvelles de non-paiement de salaires par tribunal du travail

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	241	224	182	162	370	241	284	518	456	494
Bobo-Dioulasso	41	37	48	46	62	51	40	150	150	186
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Koudougou	26	22	14	12	55	42	80	30	20	32
Ouagadougou	174	165	120	104	253	148	164	338	286	276

Organisation et compétence des tribunaux du travail

Le tribunal du travail est une juridiction d'exception, relevant toutefois de l'ordre judiciaire, dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par la loi n°28-2008/ AN du 13 mai 2008 portant code de travail au Burkina Faso (promulguée par le décret 2008-331 du 19 Juin 2009) et la LOI N°015-2019/AN PORTANT ORGANISATION JUDICIAIRE AU BURKINA FASO.

Actuellement au nombre de trois (Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouagadougou), les tribunaux du travail sont composés d'un président, de juges, d'assesseurs employeurs, d'assesseurs travailleurs, d'un greffier en chef, de greffiers de secrétaires de greffe et parquet.

Le tribunal du travail est compétent pour connaître :

- des différends individuels pouvant s'élever entre travailleurs et employeurs à l'occasion du contrat de travail, y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- des différends individuels nés entre maître et apprenti à l'occasion d'un contrat d'apprentissage ;
- des différends individuels relatifs aux conventions collectives ou aux arrêtés en tenant lieu ;
- des différends individuels nés entre travailleurs à l'occasion du travail ;
- des différends collectifs concernant les travailleurs, exclusion faite de ceux des services, entreprises et établissements publics.

Le tribunal du travail est saisi par une déclaration écrite ou verbale faite au greffe du tribunal, à laquelle est jointe une copie conforme du procès-verbal de non conciliation et/ou de conciliation partielle émanant de l'inspection de travail. La procédure est gratuite.

Tableau III-152 : Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés et JADD, hors radiations)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	804	704	866	859	894	844	648	746	949	906
Bobo-Dioulasso	151	136	224	221	240	262	166	235	297	232
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Koudougou	66	50	54	42	64	77	77	66	58	76
Ouagadougou	587	518	588	596	590	505	405	445	594	598

Tableau III-153 : Décisions d'acceptation et de rejet rendues par tribunal du travail

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	667	579	714	704	712	671	508	579	821	752
Bobo-Dioulasso	116	98	178	161	166	166	104	160	242	177
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Koudougou	36	40	30	26	47	70	54	41	31	45
Ouagadougou	515	441	506	517	499	435	350	378	548	530

Tableau III-154 : Décisions rédigées par tribunal du travail

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	796	629	805	905	878	842	578	699	697	850
Bobo-Dioulasso	143	74	171	294	250	266	169	217	260	213
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Koudougou	66	50	54	42	64	77	67	56	41	49
Ouagadougou	587	505	580	569	564	499	342	426	396	588

Tableau III-155 : Décisions rendues par les tribunaux du travail selon la durée de la procédure (hors référés)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	691	559	726	715	730	696	531	662	866	788
Moins de 3 mois	85	41	34	17	74	56	34	40	77	34
3 à moins de 6 mois	116	119	144	84	81	105	63	110	105	274
6 mois à moins de 1 an	212	226	269	284	205	265	142	139	183	193
1 à moins de 2 ans	184	127	228	254	256	189	185	242	318	156
2 à moins de 3 ans	49	39	42	58	67	52	78	92	127	78
3 ans et plus	45	9	9	18	47	29	29	39	56	53

Tableau III-156 : Décisions rendues selon la durée de la procédure par tribunal du travail

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Bobo-Dioulasso	151	98	196	175	179	182	118	197	260	212
Moins de 3 mois	27	6	22	9	43	39	14	19	51	15
3 à moins de 6 mois	40	20	71	68	51	77	42	84	83	187
6 mois à moins de 1 an	49	39	77	59	62	53	47	72	86	10
1 à moins de 2 ans	8	30	19	26	14	10	13	22	37	0
2 à moins de 3 ans	12	3	3	9	6	1	2	0	2	0
3 ans et plus	15	0	4	4	3	2	0	0	1	0
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Moins de 3 mois	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
3 à moins de 6 mois	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
6 mois à moins de 1 an	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
1 à moins de 2 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
2 à moins de 3 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
3 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Koudougou	61	50	50	38	64	75	67	53	42	51
Moins de 3 mois	46	7	5	8	24	16	20	16	23	11
3 à moins de 6 mois	10	16	20	16	30	26	16	21	10	21
6 mois à moins de 1 an	3	26	17	13	7	31	19	9	5	19
1 à moins de 2 ans	2	1	8	1	3	2	12	5	3	0
2 à moins de 3 ans	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
3 ans et plus	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Ouagadougou	479	413	480	502	487	439	346	412	564	525
Moins de 3 mois	12	28	7	0	7	1	0	5	3	8
3 à moins de 6 mois	66	83	53	0	0	2	5	5	12	66
6 mois à moins de 1 an	160	161	175	212	136	181	76	58	92	164
1 à moins de 2 ans	174	96	201	227	239	177	160	215	278	156
2 à moins de 3 ans	37	36	39	49	61	51	76	90	125	78
3 ans et plus	30	9	5	14	44	27	29	39	54	53

IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif

IV.1. Cour des comptes

Concepts

Amende : Condamnation pécuniaire infligée à un agent comptable par la Cour des comptes pour retard dans la production des comptes ou dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées.

Arrêt provisoire : Jugement de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

Arrêt définitif : Jugement de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

Avance : arrêt de la Cour constatant un excédent de recettes par rapport aux émissions. Cet arrêt produit les mêmes effets que le quitus et la décharge envers le comptable.

Avis : Opinion émise par la Cour des comptes, par exemple sur la régularité et la sincérité des comptes d'une entreprise publique.

Compte de gestion : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

Contrôle juridictionnel : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

Contrôle de la gestion : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

Décharge : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, toutefois, sous réserve de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

Débet : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

Faute de gestion : Irrégularité commise à l'occasion de l'engagement, de la liquidation ou de l'ordonnancement d'une dépense publique, par les comptables publics, les ordonnateurs ou les contrôleurs financiers. Poursuites engagées par la Cour des comptes contre les ordonnateurs pour non-respect de la réglementation en matière de recettes et de dépenses.

Lettre du Président : Communication les Présidents de chambre de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

Quitus : Acte par lequel la gestion d'une personne est reconnue exacte et régulière et qui décharge cette personne de responsabilité.

Rapport sur l'exécution des lois de finances : Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

Rapport public : Tous les ans, la Cour des comptes examine les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées et forme, avec celles qu'elle retient, un rapport.

Référé : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

Abréviations :

- **CCOE** : Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat.
- **CCOCT** : Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales.
- **CCEP** : Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumitifs des audiences de la Cour des comptes.

Tableau IV-1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Comptes de gestion reçus	235	202	294	290	240	243	282	214	553	368
CCOE	86	83	81	79	88	109	101	30	234	113
CCOCT	134	100	131	162	127	134	181	184	310	238
CCEP*	15	19	82	49	25	0	0	0	9	17
Comptes de gestion attendus	208	224	411	650	483	445	465	248	488	ND
CCOE	74	75	77	85	94	94	101	132	124	ND
CCOCT	116	116	116	116	364	351	364	116	364	ND
CCEP*	18	33	218	449	25	0	0	0	0	ND
Décisions rendues										
Arrêts provisoires	36	0	43	8	0	0	7	0	10	0
CCOE	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0
CCOCT	36	0	40	8	0	0	7	0	10	0
Arrêts définitifs	59	1	3	0	3	0	13	432	0	229
Quitus	0	0	0	0	2	0	5	0	0	0
Débet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Décharge	59	1	3	0	1	0	8	432	0	229
Amendes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Arrêts Fautes de gestion							3	0	0	0

* La CCEP reçoit des états financiers par conséquent n'est pas compétente en matière juridictionnelle.

Tableau IV-2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Contrôles effectués	11	11	39	27	17	25	19	2	82	16
CCOE	6	5	2	2	3	3	4	2	2	8
CCEP	3	4	3	3	9	17	11	0	74	4
CCOCT	2	2	34	22	5	5	4	0	6	4
Décisions du premier président										
Référés	5	6	0	0	7	3	0	0	0	0
CCOE	4	2	0	0	0	0	0	0	0	0
CCEP	1	4	0	0	4	1	0	0	0	0
CCOCT	0	0	0	0	3	2	0	0	0	0
Lettres du président	1	1	5	2	17	10	0	0	74	0
CCOCT	0	0	2	2	3	0	0	0	0	0
CCEP	0	0	0	0	9	8	0	0	74	0
CCOE	1	1	3	0	5	2	0	0	0	0

Tableau IV-3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Avis rendus	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0
Rapports	2	2	2	2	1	2	2	4	2	8
Public	1	1	1	1	1	1	1	1	0	1
Exécution de la Loi de finances	1	1	1	1	0	1	1	3	1	1
Rapport sur les entreprises publiques	0	0	0	0	2	0	0	0	1	6

Organisation et compétence de la Cour des comptes

Créée par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle est composée d'un premier président, de présidents de chambres, de conseillers, d'un procureur général, de commissaire du gouvernement d'un greffier en chef et de greffiers.

La Cour des comptes est chargée du contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics, vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques. Elle participe au contrôle de l'exécution des lois de finances, assure la vérification des comptes et de la gestion des établissements publics à caractère industriel et commercial. Sur demande du gouvernement, elle examine pour avis, les projets de loi, d'ordonnance et de décret réglementaire portant sur l'organisation et le fonctionnement des services financiers de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics.

La Cour des comptes comprend trois chambres :

- la chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat ;
- la chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités locales ;
- la chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour.

IV.2. Conseil d'Etat

Concepts

Acceptation : Fait que le Conseil d'Etat, saisi par une partie pour une affaire, tranche en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet des débats au Conseil d'Etat et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au Conseil d'Etat.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un recours en annulation.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal administratif devant le Conseil d'Etat pour qu'elle soit rejugée.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Confirmation : Décision par laquelle le Conseil d'Etat consolide et maintient la décision des premiers juges.

Décision sur le fond : Décision du Conseil d'Etat touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Incompétence : Défaut d'aptitude du Conseil d'Etat à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du Conseil d'Etat sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le Conseil d'Etat tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le Conseil d'Etat sans passer par la juridiction de 1^{er} degré qu'est le tribunal administratif.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Sentence arbitrale : Décision rendue par un arbitre ou un tribunal arbitral.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques : *Registres d'entrée du greffe central et Rôles des greffes de chambres, plunitifs des audiences du Conseil d'Etat.*

Tableau IV-4 : Activités du siège du Conseil d'Etat

Affaires nouvelles selon le type de contentieux (hors référés)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	120	149	277	137	299	276	304	228	159	105
Fonction publique	31	25	26	30	61	54	95	71	53	37
Commande publique	24	21	23	15	42	22	33	30	21	21
Foncier	30	53	54	45	85	48	98	79	58	9
Fiscal	0	3	2	6	2	3	2	0	1	0
Électoral	2	1	134	1	0	0	25	0	1	0
Contrat administratif	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0
Autres	33	46	35	40	109	149	51	48	25	38

Affaires jugées selon la nature de la saisine (hors référés)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	42	36	175	66	88	72	261	178	56	61
Saisines directes	8	2	27	1	22	4	21	25	29	46
Appel	33	33	146	62	66	56	225	143	09	.*
Cassation	1	1	2	3	0	12	15	10	18	15

*Avec la création de la cour administrative d'appel, le Conseil d'Etat ne reçoit plus d'appel à partir de 2023

Décisions rendues selon leur nature en saisine directe (hors référés)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	8	2	27	1	22	4	21	25	29	46
Acceptation	0	0	6	0	7	0	5	13	5	4
Rejet	4	1	13	1	4	4	3	8	13	8
Incompétence	3	1	7	0	5	0	7	2	6	8
Irrecevabilité	1	0	1	0	6	0	6	2	5	7
Désistement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Annulation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Prescription	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Non lieu à statuer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15

Décisions rendues selon leur nature pour les arrêts en cassation (hors référés)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1	1	2	3	0	12	15	13	18	15
Cassation	0	0	1	0	0	0	4	0	2	3
Rejet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7
Incompétence	1	0	1	3	0	5	0	4	3	1
Irrecevabilité	0	1	0	0	0	3	5	6	5	3
Désistement	3	3	0	0	0	6	0	1	5	0
Arrêt rectificatif	0	0	0	0	0	0	6	0	0	0
Non-lieu à statuer	0	0	2	5	0	0	0	2	3	1

Décisions rédigées (hors référés)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	28	39	89	55	139	71	159	212	103	40

Organisation et compétence du Conseil d'Etat

Régi par loi 032-2018/ AN du 26 juillet 2018 le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif.

Il se compose d'un premier président, des présidents des chambres, des conseillers, d'un commissaire du gouvernement, des commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef (chef de greffe), des greffiers en chef, des greffiers et des secrétaires de greffe et parquet.

Outre les magistrats, le Conseil d'Etat est composé de fonctionnaires ou de personnalités ayant une expérience professionnelle d'au moins quinze ans, désignés en raison de leur compétence ou de leur expérience en matière juridique ou administrative, pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Ils ont la qualité de magistrats pendant la durée de leur mandat. Ils jouissent des mêmes avantages et sont soumis aux mêmes obligations que les magistrats de l'ordre judiciaire.

En attendant la mise en place effective des cours administratives d'appel, le Conseil d'Etat continu d'exercer les compétences dévolues à ces juridictions.

Il statue sur les pourvois formés contre les décisions rendues en dernier ressort par les juridictions administratives et les juridictions spécialisées.

Il connaît en premier et dernier ressorts des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs réglementaires dont le champ d'application s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif.

Il connaît également des recours en interprétation, en déclaration d'inexistence ou en appréciation de la légalité des actes relevant de sa compétence.

En matière électorale, le Conseil d'Etat est compétent pour connaître du contentieux des élections locales, de la candidature et de la liste électorale.

Tableau IV-5 : Nombre de décisions rendues par matière (hors référés)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	45	39	68	93	236	63	157	178	56	61
Fonction publique	6	10	20	30	47	18	47	64	43	36
Commandes publiques	10	5	10	12	21	5	21	28	1	3
Foncier	11	15	20	13	0	21	40	38	6	3
Fiscal	1	0	3	2	40	2	0	2	0	0
Electoral	2	1	0	0	0	0	25	2	0	0
Contrats administratifs autres que commandes publiques	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Sentence arbitrale	0	0	0	0	104	0	0	0	0	0
Autre	15	8	14	36	24	17	24	44	6	19

Tableau IV-6 : Activités du premier président (Référés)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Affaires nouvelles	-	-	-	-	-	-	179	158	70	13
Décisions rendues	-	-	-	-	-	-	108	146	90	44
Acceptation	-	-	-	-	-	-	5	0	6	4
Rejet	-	-	-	-	-	-	3	7	4	16
Incompétence	-	-	-	-	-	-	2	2	1	2
Irrecevabilité	-	-	-	-	-	-	39	15	16	10
Annulation	-	-	-	-	-	-	16	24	12	0
Cassation	-	-	-	-	-	-	4	3	5	5
ADD	-	-	-	-	-	-	4	0	1	1
Confirmation	-	-	-	-	-	-	29	73	29	-
Désistement	-	-	-	-	-	-	0	20	1	1
Arrêt rectificatif	-	-	-	-	-	-	6	1	0	0
Non-lieu à statuer	-	-	-	-	-	-	0	1	15	5
Décisions rédigées	-	-	-	-	-	-	ND	ND	113	31

Tableau IV-7 : Nombre de décisions rendues par matière selon la durée de la procédure en 2023 (hors référés)

Décisions rendues	Moins de 15 jours	15 jours à 1 mois	1 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Ensemble
Ensemble	0	0	0	0	0	61	61
Fonction publique	0	0	0	0	0	36	36
Commandes publiques	0	0	0	0	0	3	3
Foncier	0	0	0	0	0	3	3
Fiscal	0	0	0	0	0	0	0
Electoral	0	0	0	0	0	0	0
Contrats administratifs autres que commandes publiques	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	19	19

Tableau IV-8 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure (y compris référés)

	2018	2020	2021	2022	2023
Ensemble	88	137	189	62	105
Moins de 15 jours	0	0	7	5	1
15 jours à moins de 1 mois	3	5	11	0	4
1 à moins de 3 mois	4	0	0	1	16
3 à moins de 6 mois	4	0	1	2	16
6 mois à moins de 1 an	5	3	1	7	3
1 an et plus	72	129	169	47	65

Tableau IV-9 : Affaires nouvelles enregistrées par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	58	83	105	218	142	209	143	77	78
Fonction publique	6	19	21	27	25	37	49	38	49
Marchés publics	9	9	13	12	19	21	25	2	7
Foncier	10	31	29	17	40	55	42	12	9
Fiscal	1	2	2	2	2	5	0	0	0
Électoral	14	2	1	134	7	30	0	0	0
Contrat administratif	0	0	0	0	1	0	0	5	0
Autres	18	20	39	26	48	61	27	20	13

Tableau IV-10 : Conclusions rendues par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	50	30	12	152	45	147	139	74	60
Fonction publique	4	4	1	5	13	27	52	37	33
Marchés publics	7	4	4	4	3	19	24	11	4
Foncier	7	12	0	3	12	26	31	11	5
Fiscal	1	0	0	1	1	1	2	0	0
Électoral	14	0	1	134	7	32	0	0	0
Contrat administratif	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	17	10	6	5	9	42	30	15	18

IV.3. Cour administrative d'appel

Concepts

Acceptation partielle : Fait que la Cour administrative d'appel, saisi par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que la Cour administrative d'appel, saisi par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour administrative d'appel.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire, soit pour organiser une instruction.

Décision sur le fond : Décision de la Cour administrative d'appel touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle la Cour administrative d'appel a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi la cour renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude de la Cour administrative d'appel à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle la Cour administrative d'appel tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Type de contentieux :

- **Fonction publique** : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).
- **Commande publique** : toutes les formes d'acquisition de biens, de services ou de prestations au profit des collectivités publiques, notamment le marché public, la délégation de service public et le partenariat public-privé.
- **Foncier** : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.
- **Fiscal** : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.
- **Autre** : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

Tableau IV-11 : Affaires nouvelles du siège de la Cour administrative d'appel selon le type de contentieux (hors référés)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Contentieux de fonds	-	-	-	-	-	-	-	-	-	926
Fonction publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	246
Commande publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	160
Foncier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	464
Fiscal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Électoral	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Contrat administratif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	36

Tableau IV-12 : Affaires jugées selon la nature de la saisine (hors référés)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	-	113
Appel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91
ADD										22

Tableau IV-13 : Décisions rendues selon leur nature en appel (hors référés)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91
Confirmation totale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	44
Infirmer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20
Rejet	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Incompétence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Irrecevabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10
Annulation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Désistement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Prescription	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12

Décisions rédigées	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Décisions rédigées (hors référés)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28

Tableau IV-14 : Nombre total (Saisine directe et appel) de décisions rendues par matière (hors référés et ADD)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91
Fonction publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	27
Commandes publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13
Foncier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	46
Fiscal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Contrats administratifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5

Tableau IV-15 : Activités du premier président (Référé) sans JADD

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Affaires nouvelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	111
Décisions rendues	-	-	-	-	-	-	-	-	-	104
Rejet	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Incompétence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Irrecevabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13
Annulation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Confirmation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	60
Désistement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Prescription	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	27
Décisions rédigées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	101

IV.3. Tribunaux administratifs

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal administratif.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire, soit pour organiser une instruction.

Décision sur le fond : Décision du tribunal administratif touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal administratif a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal administratif à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal administratif tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Type de contentieux :

- **Fonction publique** : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).
- **Commande publique** : toutes les formes d'acquisition de biens, de services ou de prestations au profit des collectivités publiques, notamment le marché public, la délégation de service public et le partenariat public-privé.
- **Foncier** : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.
- **Fiscal** : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.
- **Electoral** : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.
- **Autre** : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

Tableau IV-16 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	309	330	874	584	742	702	812	1 018	962	898
Fonction publique	46	83	73	108	132	159	145	187	143	196
Commande publique	30	39	77	72	95	52	88	103	157	127
Contrat administratif	64	43	5	43	92	8	55	22	3	2
Foncier	124	124	195	230	253	242	229	267	301	269
Fiscal	15	3	11	6	9	2	3	0	4	5
Électoral	5	8	423	21	2	10	51	65	3	7
Référé	-	-	-	65	133	125	200	231	222	208
Autres	25	30	90	39	26	104	41	143	129	84

Décisions rendues selon leur nature	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	188	253	687	428	615	509	665	754	856	907
Décisions sur le fond	109	140	413	228	338	271	426	426	503	531
Acceptation totale	29	51	167	93	129	129	186	144	187	111
Acceptation partielle	33	17	29	35	53	41	86	78	98	142
Rejet	47	72	217	100	156	101	154	204	218	278
Autres décisions	79	113	274	200	277	238	239	328	353	376
Incompétence	11	14	69	45	37	34	47	41	53	51
Irrecevabilité	34	45	108	71	84	63	89	99	113	135
Désistement	14	16	38	32	49	47	37	60	73*	93
Avant dire droit	20	38	59	52	107	94	66	128	114	97

*Les décisions rendues en 2022 ont connu une modification

Décisions rédigées	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	108	156	494	382	524	452	484	717	731	766

Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors référés)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	166	220	272	307	366	291	372	395	528	591
Moins de 3 mois	19	35	23	19	14	8	21	4	39	12
3 à moins de 6 mois	1	6	12	10	30	16	12	17	26	21
6 mois à moins de 1 an	30	29	45	79	100	69	79	95	72	64
1 à moins de 2 ans	86	86	83	96	108	74	94	70	167	198
2 à moins de 3 ans	21	39	65	60	76	73	94	98	93	134
3 ans et plus	9	25	44	43	38	51	72	111	131	162

Tableau IV-17 : Nombre de décisions rendues par tribunal administratif selon la durée de traitement en 2023

	Moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Ensemble	12	21	64	198	134	162	591
Banfora	0	0	1	0	0	2	3
Bobo-Dioulasso	4	21	44	15	4	0	88
Bogandé	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	0	0	0	2	2	1	5
Dédougou	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	6	0	1	7
Djibo	2	0	0	0	0	0	2
Dori	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	0	2	1	4	7
Gaoua	2	0	0	2	0	1	5
Kaya	0	0	1	0	0	0	1
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	9	4	4	17
Koupéla	0	0	0	1	0	2	3
Léo	0	0	0	0	0	0	0
Manga	1	0	0	1	0	1	3
Nouna	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	3	2	2	2	9
Ouagadougou	2	0	12	149	110	128	401
Ouahigouya	0	0	0	1	0	0	1
Pô	1	0	0	1	0	0	2
Tenkodogo	0	0	1	5	3	9	18
Tougan	0	0	1	0	3	0	4
Yako	0	0	1	2	1	3	7
Ziniaré	0	0	0	0	4	4	8

Organisation et compétence des tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs sont régis par la loi N°011-2016/AN du 26 avril 2016 portant, création, composition attributions, fonctionnement des tribunaux administratifs et procédure applicable devant eux.

Le tribunal administratif comprend : un président, un vice-président, de juges, un commissaire du gouvernement, un premier commissaire du gouvernement adjoint, de commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef chef de greffe, de greffiers en chef, de greffiers, de secrétaires des greffes et parquets

Le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel

Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Le tribunal administratif compétent pour connaître d'une demande principale, l'est également pour connaître de toute demande accessoire, incidente ou reconventionnelle ressortissant à la compétence des tribunaux administratifs.

Il est également compétent pour connaître des exceptions de la compétence de la juridiction administrative.

Tableau IV-18 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif (y compris les référés)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	309	330	874	584	742	702	812	1 018	962	898
Banfora	4	7	18	11	20	13	15	4	4	25
Bobo-Dioulasso	49	56	191	136	135	117	118	147	125	124
Bogandé	1	0	8	2	2	4	4	4	4	2
Boromo	2	1	8	2	8	4	9	11	3	0
Dédougou	3	3	18	4	7	8	9	3	8	9
Diapaga	2	0	6	0	2	3	3	0	1	5
Diébougou	2	0	12	3	5	0	7	6	12	9
Djibo	2	0	13	1	1	-	1	0	0	3
Dori	3	1	16	5	6	19	5	0	0	0
Fada N'Gourma	3	4	24	5	9	7	8	54	11	0
Gaoua	6	1	12	15	5	19	8	9	11	12
Kaya	3	5	12	4	4	5	8	31	11	6
Kongoussi	1	2	20	0	5	3	0	5	2	0
Koudougou	3	4	45	9	12	12	25	39	34	30
Koupéla	-	-	0	9	3	13	10	12	3	11
Léo	1	1	7	0	7	1	3	7	5	3
Manga	3	1	11	4	10	2	7	6	8	8
Nouna	1	2	8	1	3	4	1	0	1	0
Orodara	3	1	6	2	2	2	2	10	4	17
Ouagadougou	206	221	304	343	455	419	520	592	652	548
Ouahigouya	3	7	31	6	2	3	14	23	11	23
Pô	-	-	-	-	-	-	-	3	7	9
Tenkodogo	5	8	51	15	20	33	18	19	24	28
Tougan	1	1	22	2	4	4	2	0	2	3
Yako	1	1	4	2	2	2	6	8	8	6
Ziniaré	1	3	27	3	13	5	9	25	11	17

Tableau IV-19 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	124	124	195	230	253	242	229	267	301	269
Banfora	1	6	0	8	11	7	6	0	0	7
Bobo-Dioulasso	29	41	70	97	80	92	70	83	56	77
Bogandé	1	0	0	2	0	0	0	0	1	0
Boromo	1	1	0	0	3	1	1	2	0	0
Dédougou	1	1	6	3	3	6	3	0	1	3
Diapaga	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	1	2	0	5	1	6	3
Djibo	2	0	0	0	0	-	0	0	ND	0
Dori	2	1	0	2	1	4	1	0	ND	0
Fada N'Gourma	0	4	1	2	1	2	2	12	4	0
Gaoua	3	1	1	7	3	8	1	1	4	6
Kaya	2	2	6	3	2	2	2	1	5	0
Kongoussi	0	0	2	0	2	2	0	1	0	0
Koudougou	1	1	7	3	7	4	8	10	12	7
Koupéla	-	-	0	1	1	8	3	3	1	3
Léo	0	0	0	0	6	1	1	1	0	1
Manga	3	0	2	2	5	1	1	3	1	2
Nouna	1	2	0	0	1	3	0	0	0	0
Orodara	1	1	1	0	1	0	0	2	0	2
Ouagadougou	67	52	87	90	100	81	105	121	181	120
Ouahigouya	2	4	1	2	1	0	3	4	1	11
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	4	0
Tenkodogo	5	7	7	6	12	16	10	8	14	11
Tougan	1	0	1	0	3	0	0	0	0	1
Yako	1	0	0	1	1	1	2	0	5	2
Ziniaré	0	0	3	0	7	0	5	14	5	13

Tableau IV-20 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif (y compris JADD)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	188	253	687	428	615	509	665	754	852	907
Banfora	2	0	13	0	2	0	8	5	6	7
Bobo-Dioulasso	29	80	137	143	240	170	120	172	185	109
Bogandé	2	1	7	1	0	0	2	3	6	3
Boromo	2	4	7	0	4	2	12	5	3	5
Dédougou	0	0	14	2	8	5	8	3	5	2
Diapaga	1	0	5	0	0	0	1	0	0	2
Diébougou	1	0	12	0	1	2	5	13	17	10
Djibo	0	0	13	1	1	-	1	0	0	3
Dori	0	0	16	3	0	2	7	0	0	0
Fada N’Gourma	1	0	19	1	10	1	9	18	10	7
Gaoua	0	1	9	7	12	5	3	0	7	10
Kaya	1	0	3	8	2	4	12	3	7	6
Kongoussi	0	0	15	0	5	6	0	2	0	0
Koudougou	0	0	43	5	0	3	11	14	21	23
Koupéla	-	-	0	3	2	4	13	12	2	6
Léo	0	0	5	0	1	1	1	1	2	0
Manga	1	2	8	2	5	0	1	0	1	5
Nouna	0	0	7	0	0	3	5	0	0	0
Orodara	0	0	5	0	0	1	3	4	4	14
Ouagadougou	142	157	244	224	304	270	405	458	528	642
Ouahigouya	2	4	26	1	2	3	10	17	4	4
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	1	3
Tenkodogo	0	4	37	19	8	24	17	1	19	26
Tougan	2	0	23	0	2	3	3	14	3	4
Yako	0	0	3	3	4	0	2	0	4	7
Ziniaré	2	0	16	5	2	0	6	4	17	9

Tableau IV-21 : Décisions d'acceptation, d'acceptation partielle et de rejet rendues par tribunal administratif

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	109	140	413	228	338	271	426	426	503	531
Banfora	1	0	13	0	1	0	1	4	4	6
Bobo-Dioulasso	11	40	46	79	102	71	59	69	97	63
Bogandé	0	0	4	0	0	0	2	1	4	1
Boromo	1	3	1	0	2	1	8	4	3	5
Dédougou	0	0	12	0	4	4	6	1	1	2
Diapaga	1	0	5	0	0	0	1	0	0	2
Diébougou	1	0	5	0	0	1	4	7	8	4
Djibo	0	0	8	1	1	-	1	0	0	3
Dori	0	0	15	3	0	2	6	0	0	0
Fada N’Gourma	1	0	13	1	4	1	4	6	5	6
Gaoua	0	1	5	2	4	5	2	0	5	4
Kaya	0	0	3	2	1	3	10	1	4	0
Kongoussi	0	0	13	0	2	5	0	1	0	0
Koudougou	0	0	31	4	0	1	10	7	14	16
Koupéla	-	-	0	2	2	4	8	3	1	4
Léo	0	0	1	0	1	1	1	1	2	0
Manga	1	0	5	1	3	0	1	0	1	3
Nouna	0	0	4	0	0	0	2	0	0	0
Orodara	0	0	3	0	0	0	3	3	1	6
Ouagadougou	88	92	155	128	204	156	267	292	328	374
Ouahigouya	2	3	17	0	2	2	8	13	4	4
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	2
Tenkodogo	0	1	21	2	0	11	13	9	7	12
Tougan	1	0	23	0	2	3	2	0	2	3
Yako	0	0	0	1	1	0	2	2	3	4
Ziniaré	1	0	10	2	2	0	5	2	9	7

Tableau IV-22 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	183	251	672	377	483	377	570	629	674	667
Banfora	2	0	13	0	2	0	8	5	6	6
Bobo-Dioulasso	28	79	157	118	155	93	84	90	146	79
Bogandé	2	1	6	1	0	0	1	3	6	2
Boromo	0	4	7	0	4	2	11	5	3	5
Dédougou	0	0	14	3	7	5	8	3	5	2
Diapaga	1	0	5	0	0	0	1	0	0	2
Diébougou	1	0	12	0	1	2	5	9	10	6
Djibo	0	0	13	1	1	-	1	0	0	3
Dori	0	0	17	3	0	2	7	0	0	0
Fada N’Gourma	1	0	19	1	8	1	8	18	7	7
Gaoua	0	1	9	14	11	5	0	4	6	9
Kaya	1	0	3	6	1	4	12	2	6	6
Kongoussi	0	0	16	0	3	6	0	2	0	0
Koudougou	0	0	42	5	0	3	11	12	21	23
Koupéla	-	-	0	2	2	4	8	8	2	3
Léo	0	0	4	2	1	1	1	1	2	0
Manga	1	1	8	2	5	0	1	0	1	3
Nouna	0	0	7	0	0	3	5	0	0	0
Orodara	0	0	5	0	0	1	3	3	2	13
Ouagadougou	140	157	218	198	266	218	361	428	414	455
Ouahigouya	2	4	25	1	2	3	10	13	4	4
Pô	-	-	-	-	-	-	-	1	0	0
Tenkodogo	0	4	34	15	7	21	15	13	13	21
Tougan	2	0	22	0	2	3	2	0	3	4
Yako	0	0	2	0	3	0	1	4	4	7
Ziniaré	2	0	14	5	2	0	6	5	13	7

Tableau IV-23 : Ensemble des affaires nouvelles de référé par tribunal administratif

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	65	133	125	200	231	222	208
Banfora	0	6	2	5	4	4	7
Bobo-Dioulasso	6	16	8	22	21	23	14
Bogandé	0	0	1	1	0	0	0
Boromo	0	2	2	4	4	0	0
Dédougou	0	0	0	2	2	1	1
Diapaga	0	0	0	1	0	0	2
Diébougou	0	0	0	0	0	0	1
Djibo	0	-	-	1	0	0	1
Dori	0	0	5	2	0	0	0
Fada N’Gourma	0	0	1	2	10	2	0
Gaoua	0	0	3	1	4	0	2
Kaya	0	0	0	2	15	2	1
Kongoussi	0	0	1	0	1	0	0
Koudougou	0	0	3	4	12	6	6
Koupéla	0	0	3	3	3	1	3
Léo	0	0	0	1	1	1	0
Manga	0	0	0	1	0	2	0
Nouna	0	0	0	1	0	0	0
Orodara	0	0	1	1	3	0	2
Ouagadougou	59	109	83	135	141	178	157
Ouahigouya	0	0	0	5	6	2	3
Pô	-	-	-	-	0	0	0
Tenkodogo	0	0	11	2	0	0	7
Tougan	0	0	1	2	0	0	0
Yako	0	0	0	2	2	0	1
Ziniaré	0	0	0	0	2	0	0

Tableau IV-24 : Décisions rendues en matière de référé par tribunal administratif

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	42	135	117	189	191	216	212
Banfora	0	2	0	4	5	4	4
Bobo-Dioulasso	4	16	8	17	19	19	17
Bogandé	0	0	0	1	0	0	2
Boromo	0	3	2	3	5	0	0
Dédougou	0	0	2	2	2	1	2
Diapaga	0	0	0	0	0	0	2
Diébougou	0	0	0	0	1	0	1
Djibo	0	0	-	1	0	0	1
Dori	0	0	2	7	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	1	2	0	3	0
Gaoua	0	0	1	0	4	1	4
Kaya	0	0	0	2	0	3	1
Kongoussi	0	0	1	0	1	0	0
Koudougou	0	0	3	4	9	8	6
Koupéla	0	0	2	5	2	2	3
Léo	0	0	0	1	1	2	0
Manga	0	0	0	1	0	1	0
Nouna	0	0	0	1	0	0	0
Orodara	0	0	1	1	3	0	2
Ouagadougou	38	114	85	123	131	170	156
Ouahigouya	0	0	0	6	5	2	3
Pô	-	-	-	-	0	0	1
Tenkodogo	0	0	8	5	0	0	7
Tougan	0	0	1	2	0	0	0
Yako	0	0	0	1	1	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	2	0	0

Tableau IV-25 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	205	271	735	424	547	609	558	725	723	674
Fonction publique	51	80	59	86	151	126	153	178	176	122
Commandes publiques	44	35	49	56	117	93	89	142	122	143
Contrat administratif		0	12	13	17	109	2	12	12	0
Foncier	55	89	148	195	220	150	241	295	314	301
Fiscal	7	3	4	6	5	6	7	20	5	6
Electoral	3	7	401	20	5	2	46	34	1	0
Autres	45	57	62	48	32	123	20	44	93	102

Conclusions rendues selon le type de contentieux	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	213	241	694	406	391	430	475	602	646	631
Fonction publique	45	68	68	82	90	87	127	146	153	140
Marchés publics	43	30	45	59	44	87	72	96	90	101
Contrat administratif	0	0	18	10	11	101	2	9	9	0
Foncier	70	95	136	175	208	88	214	243	286	272
Fiscal	6	2	8	0	3	2	8	19	4	10
Electoral	4	7	386	19	3	0	47	34	6	0
Autres	45	39	33	61	32	65	5	55	98	108

Tableau IV-26 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	205	271	735	424	547	609	558	725	723	674
Banfora	2	0	13	6	4	0	0	1	0	0
Bobo-Dioulasso	19	47	161	167	140	187	125	153	131	112
Bogandé	0	0	6	1	0	2	1	6	4	2
Boromo	1	0	8	0	1	5	4	7	0	0
Dédougou	1	0	15	0	7	0	7	7	4	0
Diapaga	0	0	5	0	0	3	0	0	0	3
Diébougou	1	0	12	3	1	0	7	7	12	5
Djibo	0	0	13	4	4	-	0	0	0	0
Dori	0	0	16	5	0	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	1	0	19	0	4	0	4	0	24	11
Gaoua	0	0	9	15	5	3	0	5	6	18
Kaya	1	0	17	0	4	7	2	0	5	3
Kongoussi	1	0	19	0	5	2	0	1	0	0
Koudougou	0	0	43	5	0	0	1	10	10	0
Koupéla	-	-	0	5	0	10	10	9	12	3
Léo	0	0	7	0	3	0	2	0	2	4
Manga	0	1	10	3	3	0	0	0	0	2
Nouna	1	0	8	1	3	1	0	0	1	0
Orodara	3	0	6	2	0	0	1	1	4	7
Ouagadougou	166	221	236	177	328	360	349	481	464	472
Ouahigouya	4	1	26	5	5	3	9	3	2	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	3	1	0
Tenkodogo	0	1	34	19	20	22	24	18	23	14
Tougan	2	0	21	1	2	0	0	0	3	0
Yako	0	0	4	0	2	0	4	5	6	1
Ziniaré	2	0	27	5	6	4	8	8	9	17

Tableau IV-27 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	213	241	694	406	391	430	475	602	646	631
Banfora	2	0	13	3	4	0	0	3	2	0
Bobo-Dioulasso	37	73	151	158	179	144	108	151	131	115
Bogandé	0	1	6	0	0	0	2	7	0	0
Boromo	0	0	7	0	1	3	6	0	0	0
Dédougou	1	0	16	0	10	0	6	0	4	0
Diapaga	0	0	5	0	0	0	1	0	0	0
Diébougou	1	0	12	3	1	2	5	6	8	5
Djibo	0	0	13	1	1	-	0	0	0	0
Dori	0	0	16	5	0	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	19	2	6	0	4	0	7	12
Gaoua	0	0	9	7	0	2	0	0	5	6
Kaya	1	0	17	0	3	6	10	0	8	3
Kongoussi	1	0	11	0	2	0	0	1	0	0
Koudougou	0	0	43	5	0	6	7	9	11	15
Koupéla	-	-	0	3	3	2	7	0	0	2
Léo	0	0	10	0	1	0	2	0	1	4
Manga	0	1	9	4	2	0	0	0	0	2
Nouna	0	0	8	0	0	0	1	0	0	0
Orodara	0	0	5	0	0	0	1	1	7	6
Ouagadougou	163	163	224	195	159	245	268	387	410	436
Ouahigouya	4	2	26	0	5	3	4	9	2	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1
Tenkodogo	0	0	34	14	8	13	27	16	25	9
Tougan	2	1	22	0	2	1	3	0	3	0
Yako	0	0	4	0	4	0	4	6	7	7
Ziniaré	1	0	14	6	0	3	9	5	14	8

V. Etablissements pénitentiaires

V.1. Population carcérale, occupation des EP et caractéristiques des entrées

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Détenu : Personne maintenue en détention dans un établissement pénitentiaire en vertu d'un mandat ou de toute autre décision de justice.

Evasion : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, s'échappe ou tente de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

Entrée, incarcération : Mise en détention, emprisonnement.

Mis en examen : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Majeur : Personne âgée d'au moins 18 ans.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

OMD : Ordre donné par le procureur au Directeur d'un établissement pénitentiaire de mettre à sa disposition un détenu.

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

Taux d'occupation : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil) exprimé en pourcentage.

Sources statistiques

Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des mis en examen, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels, registres de décès, d'évasion, d'hospitalisation, de la main courante, d'application des peines.

Note :

Suivant la circulaire N°2017-1378-MJDHPC/CAB du 22 septembre 2017, les OMD ne sont plus considérés comme un titre de détention.

Tableau V.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble des détenus	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359	7 401	8 369	8 800	8 911
Selon l'âge et le sexe*										
Hommes	6 636	7 322	7 522	7 668	7 627	7 215	7 287	8 222	8 640	8 734
Mineurs	245	226	224	206	153	122	140	154	199	190
Majeurs	6 391	7 096	7 298	7 462	7 474	7 093	7 147	8 068	8 441	8 544
Femmes	116	113	131	161	185	144	114	147	160	177
Mineurs	11	12	7	6	3	3	5	2	4	10
Majeurs	105	101	124	155	182	141	109	145	156	167
Selon le statut										
Détenus en attente de jugement	2 578	3 242	3 201	2 681	2 866	2 979	2 670	2 677	2 635	2 584
<i>Mis en examen</i>	1 609	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914	1 822	1 950	1 744	1 750
<i>Prévenus</i>	969	1 455	1 318	788	994	1 065	848	727	891	834
OMD	75	109	17	11	0	0	0	0	0	0
Condamnés	4 174	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380	4 731	5 692	6 165	6 327

* Les données de 2013 à 2017 ne prennent pas en compte les OMD.

Tableau V.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Capacité d'accueil	4 000	4 000	4 120	4 120	4 120	4 698	5 228	5 228	5 228	5 403
Nombre de détenus au 31/12	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359	7 401	8 369	8 800	8 911
Taux d'occupation (en %)	170,7	188,6	186,2	190,3	189,6	156,6	141,6	160,1	168,3	168,7

Tableau V.3 : Capacité d'accueil par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	4 000	4 000	4 120	4 120	4 120	4 698	5 228	5 228	5 228	5 403
Banfora	120	120	120	120	120	120	120	120	120	175
Baporo	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80
Bobo-Dioulasso	180	180	180	180	180	180	710	710	710	710
Bogandé	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Boromo	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Dédougou	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Diapaga	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Diébougou	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Djibo	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Dori	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Fada N'Gourma	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Gaoua	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150
Kaya	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Kongoussi	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Koudougou	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Koupéla	-	-	120	120	120	120	120	120	120	120
Léo	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Manga	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Nouna	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Orodara	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Ouagadougou (MACO)*	570	570	570	570	570	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200
Ouagadougou (PHS)	500	500	500	500	500	448	448	448	448	448
Ouahigouya*	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	-	120
Tenkodogo	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Tougan	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Yako	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Ziniaré	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120

Tableau V.4 : Taux d'occupation (en %) par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	170,7	188,6	186,2	190,3	189,6	156,6	141,6	160,1	168,3	168,7
Banfora	206,7	255,0	274,2	250,8	204,2	200,8	196,7	237,5	268,3	228,6
Baporo	20,0	40,0	35,0	21,3	18,8	73,8	58,8	57,5	35,0	58,8
Bobo-Dioulasso	335,6	364,4	414,4	395,6	400,0	373,9	89,4	131,8	148,7	160,6
Bogandé	277,5	285,0	240,0	229,2	211,7	120,8	111,7	84,2	24,2	-
Boromo	211,7	195,8	210,8	210,8	198,3	202,5	208,3	232,5	370,0	397,5
Dédougou	157,5	145,0	161,7	152,5	185,0	183,3	209,2	187,5	216,7	208,3
Diapaga	161,7	161,7	182,5	220,8	189,2	226,7	241,7	229,2	133,3	70,8
Diébougou	109,2	107,5	120,0	162,5	161,7	185,8	189,2	215,0	229,2	240,8
Djibo	85,0	99,2	142,5	130,0	122,5	33,3	17,5	4,2	-	-
Dori	161,7	176,7	134,2	98,3	115,0	91,7	84,2	101,7	61,7	56,7
Fada N'Gourma	223,3	279,2	285,8	296,7	255,8	217,5	203,3	211,7	250,8	226,7
Gaoua	84,0	99,3	117,3	152,0	160,0	156,0	174,7	213,3	252,7	260,0
Kaya	294,2	304,2	222,5	168,3	134,2	140,8	154,2	156,7	159,2	168,3
Kongoussi	70,0	78,3	92,5	55,0	56,7	61,7	75,0	75,0	53,3	38,3
Koudougou	186,7	240,0	248,3	231,7	215,0	187,5	226,7	290,0	308,3	301,7
Koupéla	-	-	1,7	70,0	88,3	88,3	79,2	121,7	136,7	150,8
Léo	140,8	137,5	128,3	103,3	85,0	107,5	115,8	115,0	103,3	113,3
Manga	200,8	220,8	168,3	135,0	96,7	105,0	92,5	134,2	160,0	168,3
Nouna	78,3	60,0	90,8	87,5	96,7	68,3	85,0	72,5	-	-
Orodara	135,8	75,8	110,8	119,2	113,3	105,0	124,2	121,7	110,0	103,3
Ouagadougou (MACO)*	304,9	382,1	377,9	408,6	414,7	160,8	160,7	171,2	198,4	206,0
Ouagadougou (PHS)	46,2	39,6	46,4	70,6	133,4	208,3	204,0	230,8	221,2	213,6
Ouahigouya*	171,7	181,7	185,0	206,7	197,5	170,8	166,7	225,0	246,7	240,8
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tenkodogo	362,5	317,5	306,7	250,0	180,8	196,7	182,5	221,7	245,8	225,8
Tougan	45,8	73,3	87,5	105,8	95,0	87,5	84,2	77,5	35,8	19,2
Yako	50,8	102,5	85,0	75,8	53,3	56,7	60,8	86,7	80,0	79,2
Ziniaré	95,0	112,5	132,5	140,8	115,8	104,2	104,2	115,0	110,8	110,8

Tableau V.5 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble des entrées	10 335	9 601	7 998	8 653	7 025	5 231	6 870	8 801	8 662	9 110
<i>Dont OMD</i>	75	109	17	1	0	0	0	0	0	0
Etrangers	0	0	18	16	1	18	27	13	21	12

Répartition des entrées selon le sexe et la catégorie

Hommes	9 970	9 284	7 762	8 342	6 776	5 067	6 666	8 492	8 377	8 823
Mineurs	625	518	513	547	433	212	324	462	603	507
Majeurs	9 345	8 766	7 249	7 795	6 343	4 855	6 342	8 030	7 774	8 316
Femmes	365	317	236	311	249	164	204	309	285	287
Mineurs	48	18	16	16	13	5	4	23	22	10
Majeurs	317	299	220	295	236	159	200	286	263	277

Répartition des entrées selon l'âge

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Mineurs	673	536	529	563	446	217	328	485	625	517
Moins de 13 ans	33	13	11	8	3	4	5	2	10	4
13 à moins de 16 ans	236	194	153	219	150	88	95	119	216	153
16 à moins de 18 ans	404	329	365	336	293	125	228	364	399	360
Majeurs	9 662	9 065	7 469	8 090	6 579	5 014	6 542	8 316	8 037	8 593
18 à moins de 21 ans	1 216	1 275	810	934	752	493	790	936	1 042	1 006
21 à moins de 25 ans	1 632	1 653	1 147	1 236	980	827	1 049	1 474	1 446	1 618
25 à moins de 30 ans	2 211	2 111	1 788	1 727	1 393	1 087	1 402	1 581	1 537	1 778
30 à moins de 40 ans	2 815	2 441	2 262	2 314	1 899	1 565	1 859	2 442	2 288	2 397
40 à moins de 60 ans	1 594	1 360	1 299	1 581	1 349	911	1 269	1 645	1 517	1 635
60 ans et plus	194	225	163	298	206	131	173	238	207	159

Tableau V.6 : Evolution des effectifs

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Détenus évadés en établissement	42	19	21	17	16	10	6	11	15	8
Détenus évadés hors établissement sous garde	0	0	19	7	6	10	6	7	9	10
Détenus évadés hors établissement sans garde	104	103	54	75	48	43	30	47	46	45
Visite de détenus par parent et amis	97 648	10 4229	11 1049	13 9392	13 9243	79 162	73 083	100 099	108 735	202 989
Visite de détenus par les associations et ONG	0	0	329	411	497	214	302	317	241	276
Visite de détenus par les autorités judiciaires	0	0	95	171	163	103	123	120	96	114
Visite de détenus par les autorités administratives	0	0	107	161	76	99	68	58	47	89
Visite de détenus par les autorités religieuses	0	0	0	0	0	500	4 795	257	189	170

Tableau V.7 : Mouvements, évènements, Incidents

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Décès	73	76	54	38	50	36	30	34	32	42
Extractions (OPJ et Palais de Justice)	7 697	5 642	1 7579	5 436	4 634	3 167	9 512	7 133	5 620	4 303
Hospitalisations	299	267	244	305	266	129	224	325	270	322
Placements extérieurs	1 400	761	682	672	806	464	614	1 118	1 383	802
Semi-libertés	2 016	742	1 105	1 031	1 126	669	610	1 012	1 838	452
Sorties autorisées	518	655	636	578	415	298	526	1 373	900	814
Trafics illicites d'objets et de substances	23	20	22	23	73	70	0	2	24	19

Tableau V.8 : Nombre d'extractions (OPJ et Palais de justice) par établissement pénitentiaire et par année

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	7 697	5 642	17 579	5 436	4 634	3 167	9 512	7 133	5 620	4 303
Banfora	557	189	78	112	565	77	117	219	219	360
Baporo	0	0	1	0	3	0	0	2	3	0
Bobo-Dioulasso	156	111	205	275	181	116	156	358	310	517
Bogandé	189	191	85	104	66	32	86	83	26	0
Boromo	128	97	111	190	160	122	166	1 446	203	175
Dédougou	343	215	198	222	133	71	134	175	204	154
Diapaga	139	123	90	114	78	499	1 214	786	8	6
Diébougou	93	90	97	118	102	81	98	175	239	238
Djibo	114	127	144	136	136	0	0	-	-	0
Dori	120	93	135	0	87	52	104	108	9	17
Fada N'Gourma	304	322	1 698	230	169	74	149	149	573	338
Gaoua	718	770	144	176	362	53	231	256	269	307
Kaya	340	219	985	206	119	72	116	160	190	94
Kongoussi	370	273	140	154	105	59	66	108	34	12
Koudougou	317	156	108	950	132	66	1 045	196	1 225	173
Koupéla	-	-	2	112	95	60	81	131	223	306
Léo	943	852	403	115	357	208	549	444	-	15
Manga	251	266	0	134	123	50	530	123	119	57
Nouna	177	177	73	65	73	60	121	160	-	0
Orodara	205	138	102	136	115	70	81	89	104	109
Ouagadougou (MACO)*	310	255	9 307	401	293	201	3 608	281	499	337
Ouagadougou (PHS)	38	86	86	307	98	107	121	64	153	97
Ouahigouya*	1 253	215	704	653	369	50	102	784	191	228
Pô	-	-	-	-	-	-	-	-	14	11
Tenkodogo	261	314	1722	179	140	618	113	295	239	216
Tougan	159	111	320	105	83	259	364	327	1	0
Yako	90	120	117	129	59	30	82	122	144	115
Ziniaré	122	132	524	113	431	80	78	92	421	421

Tableau V.9 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359	7 401	8 369	8 800	8 911
Banfora	248	306	329	301	245	241	236	285	322	400
Baporo	16	32	28	17	15	59	47	46	28	47
Bobo-Dioulasso	604	656	746	712	720	673	635	936	1 056	1 140
Bogandé	333	342	288	275	254	145	134	101	29	-
Boromo	254	235	253	253	238	243	250	279	444	477
Dédougou	189	174	194	183	222	220	251	225	260	250
Diapaga	194	194	219	265	227	272	290	275	160	85
Diébougou	131	129	144	195	194	223	227	258	275	289
Djibo	102	119	171	156	147	40	21	5	-	-
Dori	194	212	161	118	138	110	101	122	74	68
Fada N’Gourma	268	335	343	356	307	261	244	254	301	272
Gaoua	126	149	176	228	240	234	262	320	379	390
Kaya	353	365	267	202	161	169	185	188	191	202
Kongoussi	84	94	111	66	68	74	90	90	64	46
Koudougou	224	288	298	278	258	225	272	348	370	362
Koupéla	0	0	2	84	106	106	95	146	164	181
Léo	169	165	154	124	102	129	139	138	124	136
Manga	241	265	202	162	116	126	111	128	128	112
Nouna	94	72	109	105	116	82	102	87	-	-
Orodara	163	91	133	143	136	126	149	146	132	124
Ouagadougou (MACO)*	1 738	2 178	2 154	2 329	2 364	1 929	1 928	2 054	2 381	2 472
Ouagadougou (PHS)	231	198	232	353	667	933	914	1 034	991	957
Ouahigouya*	206	218	222	248	237	205	200	270	296	289
Pô	-	-	-	-	-	-	-	33	64	90
Tenkodogo	435	381	368	300	217	236	219	266	295	271
Tougan	55	88	105	127	114	105	101	93	43	23
Yako	61	123	102	91	64	68	73	104	96	95
Ziniaré	114	135	159	169	139	125	125	138	133	133

Tableau V.10 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	2 578	3 242	3 201	2 681	2 866	2 979	2 670	2 677	2 635	2 584
Banfora	79	140	173	125	74	81	59	50	66	87
Baporo*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	257	336	388	233	227	206	232	232	213	228
Bogandé	238	230	196	181	154	83	61	25	0	-
Boromo	57	69	83	53	63	54	76	67	106	147
Dédougou	56	58	82	56	64	41	56	35	72	57
Diapaga	115	106	121	139	108	168	98	78	23	3
Diébougou	46	47	52	53	60	74	63	72	90	55
Djibo	45	51	70	37	37	0	0	0	0	-
Dori	74	88	60	38	81	26	12	14	14	19
Fada N’Gourma	95	117	150	136	127	96	64	26	41	37
Gaoua	46	71	52	73	96	112	104	151	167	142
Kaya	106	132	91	55	38	34	39	28	18	26
Kongoussi	35	41	43	13	13	13	14	23	14	12
Koudougou	71	126	71	78	61	75	62	61	57	62
Koupéla	-	-	2	20	28	29	16	28	23	24
Léo	91	62	61	54	28	35	44	27	21	29
Manga	88	84	33	44	26	13	10	12	9	11
Nouna	45	38	33	33	22	9	24	13	0	-
Orodara	109	60	66	77	72	62	48	35	18	27
Ouagadougou (MACO)	562	988	972	668	742	708	576	539	605	607
Ouagadougou (PHS)	0	13	54	195	540	867	853	950	918	851
Ouahigouya	48	65	61	65	59	36	28	55	36	48
Pô	-	-	-	-	-	-	-	12	10	17
Tenkodogo	218	206	174	127	66	83	70	81	65	50
Tougan	27	30	34	39	31	32	22	19	11	7
Yako	23	30	15	26	22	17	21	23	9	9
Ziniaré	47	54	64	63	27	25	18	21	29	29

*Baporo : le centre de Baporo ne reçoit pas de détenus en attente de jugement

Tableau V.11 : Incarcérations (entrées) au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	10 335	9 601	7 998	8 653	7 025	5 231	6 870	8 801	8 662	9 110
Banfora	285	269	283	287	189	138	248	288	265	308
Baporo*	49	71	44	0	50	84	50	71	66	69
Bobo-Dioulasso	669	647	720	646	614	464	395	958	1 021	1 200
Bogandé	390	361	170	110	87	51	82	76	17	0
Boromo	339	260	290	310	259	165	299	516	637	613
Dédougou	272	209	241	240	222	158	242	272	272	251
Diapaga	193	247	179	152	145	178	206	215	0	8
Diébougou	223	192	169	209	177	146	194	299	289	336
Djibo	160	136	186	374	374	2	0	0	0	0
Dori	371	368	207	278	185	69	140	163	0	54
Fada N'Gourma	424	645	404	379	222	138	195	249	282	258
Gaoua	236	283	243	313	253	177	345	390	421	392
Kaya	590	442	262	220	198	168	183	265	199	239
Kongoussi	125	115	122	81	60	57	70	105	49	17
Koudougou	426	399	369	451	397	294	413	627	607	695
Koupéla	-	-	2	164	120	98	90	220	279	258
Léo	275	208	101	118	125	78	162	150	124	113
Manga	386	322	176	161	109	104	171	171	145	138
Nouna	161	124	128	94	108	47	83	79	0	0
Orodara	264	147	125	167	150	84	133	123	115	124
Ouagadougou (MACO)*	2 768	2 573	2 393	2 691	1 918	1 486	2 065	2 241	2 736	3 025
Ouagadougou (PHS)	246	20	96	163	393	411	259	182	149	143
Ouahigouya*	401	375	256	349	248	168	180	272	221	183
Pô	-	-	-	-	-	-	-	37	97	124
Tenkodogo	672	688	457	290	124	206	295	370	395	263
Tougan	157	144	117	161	107	89	110	132	4	0
Yako	70	169	96	79	58	52	110	145	100	127
Ziniaré	182	183	187	162	166	133	119	185	172	172

* Tous les entrées de Baporo sont des transfèrements entrants.

Tableau V.12 : Incarcérations (entrées) des femmes au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	365	317	236	311	249	164	204	309	285	287
Banfora	14	5	6	24	10	8	6	7	5	5
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	-	0	0
Bobo-Dioulasso	24	21	26	25	22	8	8	41	30	34
Bogandé	5	5	2	9	5	6	1	4	0	0
Boromo	18	4	12	11	8	1	14	9	57	18
Dédougou	9	5	5	6	6	7	7	16	2	5
Diapaga	2	8	6	2	4	6	3	7	0	0
Diébougou	8	9	4	9	7	4	8	16	7	14
Djibo	0	2	3	8	8	0	0	-	0	0
Dori	2	4	0	9	4	1	5	3	0	0
Fada N'Gourma	8	54	5	12	6	9	2	5	15	15
Gaoua	3	14	4	12	12	11	14	19	19	22
Kaya	26	11	11	9	14	12	9	19	6	10
Kongoussi	0	2	1	2	2	1	2	1	0	0
Koudougou	7	5	6	7	13	8	6	18	19	24
Koupéla	-	-	0	7	9	17	4	17	18	7
Léo	18	6	0	5	3	4	12	9	0	3
Manga	0	3	10	4	5	1	10	11	9	9
Nouna	3	12	3	2	0	1	3	2	0	0
Orodara	49	4	9	5	3	2	4	3	1	9
Ouagadougou (MACO)*	104	96	61	83	74	38	58	55	73	93
Ouagadougou (PHS)	-	-	0	0	0	0	0	-	0	0
Ouahigouya*	23	6	8	11	10	1	6	19	5	3
Pô	-	-	-	-	-	-	-	1	2	4
Tenkodogo	28	25	40	24	5	7	18	15	13	3
Tougan	8	1	1	3	1	2	0	-	0	0
Yako	3	7	5	4	3	2	1	2	1	6
Ziniaré	3	8	8	18	15	7	3	10	3	3

Tableau V.13 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	146	122	75	99	70	63	42	65	70	63
Banfora	8	5	3	3	1	4	6	4	3	2
Baporo	27	29	9	15	21	7	0	9	14	15
Bobo-Dioulasso	7	6	2	19	9	1	5	11	8	0
Bogandé	6	6	3	3	0	1	1	1	2	0
Boromo	4	3	2	1	3	1	2	4	3	3
Dédougou	2	6	6	10	8	10	0	2	2	2
Diapaga	3	1	1	0	2	0	2	4	2	1
Diébougou	1	2	5	1	0	2	4	3	2	7
Djibo	4	2	5	3	3	0	0	2	-	0
Dori	3	1	1	1	3	0	0	1	0	0
Fada N'Gourma	5	4	1	1	1	2	0	1	5	2
Gaoua	4	5	0	0	1	2	3	4	6	6
Kaya	6	4	8	5	1	2	0	2	2	7
Kongoussi	1	0	0	2	0	0	0	1	1	0
Koudougou	10	14	1	3	1	2	2	4	4	1
Koupéla	-	-	0	0	1	0	1	0	2	0
Léo	1	3	0	1	0	1	0	2	4	0
Manga	18	2	9	5	3	4	0	3	1	0
Nouna	4	7	1	7	2	0	2	3	0	0
Orodara	1	0	0	2	2	0	0	0	2	3
Ouagadougou (MACO)	7	3	7	5	3	6	0	0	1	8
Ouagadougou (PHS)	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0
Ouahigouya*	2	2	1	1	0	4	1	1	3	2
Pô								-	0	0
Tenkodogo	16	10	3	2	0	5	5	2	2	1
Tougan	2	0	1	4	2	4	1	-	1	1
Yako	2	5	6	4	2	1	0	0	0	2
Ziniaré	1	1	0	1	1	4	6	1	0	0

Tableau V.14 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	73	76	54	38	50	36	30	34	32	42
Banfora	2	1	2	1	0	1	0	0	3	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	5	4	3	3	2	1	2	4	3	4
Bogandé	2	5	1	0	1	0	0	1	0	0
Boromo	0	4	5	0	3	2	1	3	2	2
Dédougou	3	4	1	2	2	2	5	1	2	2
Diapaga	2	3	1	4	3	0	4	0	2	2
Diébougou	0	1	1	0	2	0	1	2	2	1
Djibo	1	4	5	8	8	0	0	0	0	0
Dori	7	9	3	2	0	2	0	1	1	2
Fada N'Gourma	14	7	5	1	1	2	0	0	2	2
Gaoua	1	4	1	1	3	4	2	8	2	5
Kaya	2	1	2	0	0	0	1	3	0	0
Kongoussi	0	1	1	0	0	0	0	0	0	1
Koudougou	0	1	0	1	0	0	0	1	1	2
Koupéla	-	-	0	0	1	0	0	1	0	0
Léo	2	2	0	0	3	0	0	0	0	0
Manga	5	3	1	3	3	1	0	0	1	1
Nouna	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	1	2	1	1	1	0	1	1	1
Ouagadougou (MACO)	17	8	15	8	13	5	4	4	2	7
Ouagadougou (PHS)	1	2	0	3	0	11	8	1	7	5
Ouahigouya	0	4	0	0	3	2	1	0	0	1
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Tenkodogo	8	2	1	0	0	0	0	2	1	1
Tougan	0	1	3	0	0	2	1	0	0	0
Yako	0	2	1	0	1	0	0	0	0	1
Ziniaré	1	1	0	0	0	0	0	1	0	0

V.2. Caractéristiques des prévenus

Concepts

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides volontaires, empoisonnements :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V.15 : Effectifs des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention préventive

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble des prévenus	969	1 455	1 318	788	994	1 065	848	727	891	834
Répartition selon le sexe										
Hommes	950	1 430	1 289	765	966	1 039	828	716	871	814
Mineurs	95	119	94	67	77	51	56	42	83	79
Majeurs	855	1 311	1 195	698	889	988	772	674	788	735
Femmes	19	25	29	23	28	26	20	11	20	20
Mineurs	7	3	3	0	1	0	1	0	3	3
Majeurs	12	22	26	23	27	26	19	11	17	17
Répartition selon l'âge										
Moins de 18 ans	84	122	97	67	78	51	57	42	86	82
18 ans à moins de 21 ans	161	193	155	75	110	103	95	98	128	104
21 ans à moins de 25 ans	161	252	256	133	165	159	122	135	171	147
25 ans à moins de 30 ans	207	313	260	173	212	262	175	147	166	146
30 ans à moins de 40 ans	248	376	361	236	287	333	237	182	220	211
40 ans et plus	108	199	189	104	142	157	162	123	120	144
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	634	1 068	920	460	649	650	453	393	549	468
<i>Dont</i>										
Vols, recels, extorsion, escroquerie	569	936	745	371	520	507	323	264	404	367
Abus de confiance	43	101	67	31	72	54	72	60	57	43
Destructions, dégradations, dommages	8	23	22	11	10	10	4	18	7	5
Grand banditisme	0	0	72	40	25	61	36	28	39	23
Crimes et délits contre les particuliers	177	184	176	131	171	194	246	208	220	239
<i>Dont</i>										
Coups et blessures volontaires	71	56	99	57	45	57	36	56	33	32
Coups mortels	0	0	0	0	16	24	8	9	21	16
Viols	2	3	25	36	58	25	24	21	14	14
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	80	98	161	141	118	166	85	75	90	78
<i>Dont</i>										
Attentats à la pudeur	8	20	4	13	2	8	7	3	2	3
Enlèvement d'enfant	15	7	12	12	5	11	4	8	6	4
Mutilations génitales féminines	0	2	0	2	9	0	4	1	3	2
Trafic et consommation de stupéfiants	48	61	121	106	85	61	42	50	69	55
Crimes et délits contre la chose publique	32	53	33	46	32	35	44	37	20	41
<i>Dont</i>										
Détournement de deniers publics	0	0	1	7	0	8	1	2	4	3
Evasion	9	4	3	1	0	1	2	0	0	1
Faux et usage de faux	20	26	25	32	14	17	22	14	8	10
Crimes et délits contre la sécurité publique	20	34	7	6	7	10	6	5	2	0
<i>Dont</i>										
Associations de malfaiteurs	20	34	6	6	6	10	5	3	0	0
Terrorisme	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0
Infractions en matière d'armes et de munitions	26	18	12	4	17	8	9	5	6	1
Répartition selon la durée de détention provisoire										
Moins de 1 mois	458	655	439	431	11	417	518	453	549	573
1 à moins de 2 mois	158	109	362	142	1	271	236	161	201	169
2 à moins de 3 mois	169	358	234	66	321	193	23	56	93	51
3 à moins de 6 mois	89	243	162	99	393	84	20	31	23	26
6 à moins de 12 mois	68	76	76	42	238	51	27	12	11	7
12 mois et plus	27	14	45	8	30	49	24	14	14	8

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Association ou entente quels que soient la durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.16 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	969	1 455	1 318	788	994	1 065	848	727	891	834
Banfora	27	14	56	32	26	25	20	7	34	18
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	120	178	235	93	100	66	87	97	149	154
Bogandé	54	45	16	8	2	3	3	6	0	0
Boromo	6	21	40	16	30	17	49	49	67	87
Dédougou	10	20	16	18	35	6	21	4	18	15
Diapaga	48	33	19	25	26	97	33	37	4	0
Diébougou	9	15	8	3	8	28	15	31	26	25
Djibo	14	13	11	3	3	0	0	0	0	0
Dori	35	52	33	15	41	7	5	2	0	0
Fada N'Gourma	48	47	58	33	15	27	29	11	15	8
Gaoua	9	17	13	29	38	41	29	23	60	20
Kaya	27	56	29	16	23	23	18	10	7	13
Kongoussi	7	17	22	7	8	7	2	8	0	5
Koudougou	30	80	11	28	23	51	33	32	26	28
Koupéla	-	-	1	1	0	3	9	8	14	15
Léo	29	6	3	4	5	7	18	9	2	11
Manga	24	26	10	7	9	4	1	4	4	4
Nouna	17	15	13	11	4	2	10	3	0	0
Orodara	47	12	9	15	30	28	14	9	8	8
Ouagadougou (MACO)*	289	654	594	299	494	514	378	314	391	376
Ouagadougou (PHS)	0	13	3	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya*	20	35	36	35	29	19	9	12	19	14
Pô	-	-	-	-	-	-	-	5	6	9
Tenkodogo	73	44	54	42	25	70	46	24	21	10
Tougan	10	14	9	6	5	8	3	2	4	0
Yako	8	12	3	11	8	4	7	10	5	3
Ziniaré	8	16	16	31	7	8	9	10	11	11

Tableau V.17 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	102	122	97	67	78	51	57	42	86	82
Banfora	4	2	1	0	3	2	1	0	1	2
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	24	11	13	4	14	3	4	8	19	25
Bogandé	1	6	1	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	0	1	1	1	2	0	1	0	5	0
Dédougou	0	2	0	0	2	0	7	0	2	0
Diapaga	2	1	0	0	1	3	1	6	0	0
Diébougou	1	0	0	0	5	6	2	2	7	4
Djibo	3	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	1	2	0	0	3	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	4	4	10	0	2	0	1	0	0	0
Gaoua	2	1	1	0	0	3	0	1	3	6
Kaya	10	5	9	4	3	2	10	0	0	2
Kongoussi	0	3	0	0	3	0	0	0	0	1
Koudougou	3	12	1	1	3	4	0	1	5	5
Koupéla	-	-	0	1	0	0	0	0	0	1
Léo	0	0	0	1	1	0	1	2	0	2
Manga	1	4	6	0	1	1	0	0	0	2
Nouna	0	0	3	0	1	0	0	0	0	0
Orodara	11	0	2	4	5	6	0	2	1	1
Ouagadougou (MACO)	28	57	36	40	22	13	25	20	40	28
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	2	3	4	4	6	2	0	2	2	1
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Tenkodogo	2	6	8	2	0	6	3	0	0	1
Tougan	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
Yako	1	0	0	2	0	0	0	0	1	1
Ziniaré	2	0	0	2	1	0	1	0	0	0

Tableau V.18 : Prévenus de 18 ans et plus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	867	1333	1221	721	916	1014	791	685	805	752
Banfora	23	12	55	32	23	23	19	7	33	16
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	96	167	222	89	86	63	83	89	130	129
Bogandé	53	39	15	8	2	3	3	6	0	0
Boromo	6	20	39	15	28	17	48	49	62	87
Dédougou	10	18	16	18	33	6	14	4	16	15
Diapaga	46	32	19	25	25	94	32	31	4	0
Diébougou	8	15	8	3	3	22	13	29	19	21
Djibo	11	11	11	3	3	0	0	0	0	0
Dori	34	50	33	15	38	7	5	2	0	0
Fada N'Gourma	44	43	48	33	13	27	28	11	15	8
Gaoua	7	16	12	29	38	38	29	22	57	14
Kaya	17	51	20	12	20	21	8	10	7	11
Kongoussi	7	14	22	7	5	7	2	8	0	4
Koudougou	27	68	10	27	20	47	33	31	21	23
Koupéla	-	-	1	0	0	3	9	8	14	14
Léo	29	6	3	3	4	7	17	7	2	9
Manga	23	22	4	7	8	3	1	4	4	2
Nouna	17	15	10	11	3	2	10	3	0	0
Orodara	36	12	7	11	25	22	14	7	7	7
Ouagadougou (MACO)*	261	597	558	259	472	501	353	294	351	348
Ouagadougou (PHS)	0	13	3	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya*	18	32	32	31	23	17	9	12	17	13
Pô	-	-	-	-	-	-	-	5	6	9
Tenkodogo	71	38	46	40	25	64	43	24	21	9
Tougan	10	14	8	5	5	8	3	2	4	0
Yako	7	12	3	9	8	4	7	10	4	2
Ziniaré	6	16	16	29	6	8	8	10	11	11

Tableau V.19 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 2 mois au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	616	764	801	573	12	688	800	614	750	742
Banfora	24	14	22	26	0	17	13	7	33	16
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	0	148	76	54	0	62	127	82	127	124
Bogandé	37	35	10	5	0	2	3	6	0	0
Boromo	6	20	39	16	0	13	46	43	63	75
Dédougou	10	10	13	17	0	6	20	4	18	15
Diapaga	19	25	6	20	0	23	18	8	0	0
Diébougou	9	11	8	3	0	28	15	31	26	17
Djibo	12	11	11	2	2	0	0	0	0	0
Dori	29	33	29	15	0	6	5	2	0	0
Fada N'Gourma	34	29	34	31	0	8	10	7	12	8
Gaoua	8	11	11	22	2	36	28	20	48	17
Kaya	21	18	25	11	0	19	12	10	7	13
Kongoussi	7	8	18	5	0	7	2	7	0	5
Koudougou	27	33	11	24	0	0	33	28	26	27
Koupéla	-	-	1	0	0	3	8	8	14	15
Léo	9	1	3	4	0	7	18	8	2	11
Manga	17	16	10	7	0	3	1	4	4	3
Nouna	13	14	13	11	0	2	10	3	0	0
Orodara	8	2	5	9	0	7	2	3	1	4
Ouagadougou (MACO)	218	244	385	202	0	376	363	273	309	348
Ouagadougou (PHS)	0	13	1	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	20	29	25	32	8	16	9	12	18	14
Pô	-	-	-	-	-	-	-	5	6	9
Tenkodogo	65	14	24	24	0	31	41	23	16	10
Tougan	9	8	5	6	0	8	3	1	4	0
Yako	7	9	0	8	0	1	6	9	5	2
Ziniaré	7	8	16	19	0	7	7	10	11	9

Tableau V.20 : Prévenus de crimes et délits contre les biens au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	634	1068	920	460	649	650	453	393	549	468
Banfora	15	12	46	25	14	12	14	5	25	6
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	93	145	198	69	73	43	59	51	107	94
Bogandé	35	27	0	0	0	0	0	1	0	0
Boromo	4	11	26	14	16	5	19	33	42	43
Dédougou	8	20	8	8	26	4	14	4	12	14
Diapaga	22	7	16	10	13	21	11	11	0	0
Diébougou	3	11	4	3	6	22	4	20	5	7
Djibo	9	9	6	1	1	0	0	0	0	0
Dori	24	31	10	9	34	5	3	2	0	0
Fada N'Gourma	22	19	44	20	8	4	13	3	7	5
Gaoua	6	15	12	20	27	29	10	12	36	9
Kaya	14	43	22	6	10	8	11	7	1	9
Kongoussi	6	15	10	5	2	2	1	4	0	0
Koudougou	25	68	6	21	16	38	18	20	13	12
Koupéla	-	-	0	1	0	2	6	3	5	6
Léo	11	1	0	2	0	2	8	5	0	8
Manga	21	18	10	2	4	1	0	0	2	1
Nouna	13	14	5	4	4	1	9	0	0	0
Orodara	17	6	6	6	17	13	8	2	4	4
Ouagadougou (MACO)	209	502	433	163	328	386	219	178	244	224
Ouagadougou (PHS)	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	12	28	25	24	24	12	6	6	18	11
Pô	-	-	-	-	-	-	-	4	6	5
Tenkodogo	42	33	26	20	15	31	15	13	11	3
Tougan	9	10	3	5	2	5	3	1	4	0
Yako	7	10	1	6	3	3	2	4	1	2
Ziniaré	7	13	1	16	6	1	0	4	6	5

Tableau V.21 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	177	184	176	131	171	194	246	208	220	239
Banfora	1	0	6	2	6	8	1	2	8	9
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	6	10	21	16	16	10	21	29	31	38
Bogandé	4	2	11	5	1	2	1	1	0	0
Boromo	2	3	7	1	12	9	30	13	23	26
Dédougou	2	0	4	5	5	2	5	0	3	1
Diapaga	22	23	2	7	3	9	6	19	3	0
Diébougou	2	4	0	0	0	0	6	9	17	7
Djibo	3	4	4	2	2	0	0	0	0	0
Dori	11	18	20	4	4	1	2	0	0	0
Fada N'Gourma	13	7	5	11	4	14	6	4	1	3
Gaoua	3	2	1	6	5	12	15	10	19	6
Kaya	5	8	6	2	3	11	2	1	2	1
Kongoussi	1	1	7	1	3	0	1	2	0	4
Koudougou	5	9	2	6	7	12	8	6	7	11
Koupéla	-	-	1	0	0	1	3	1	9	6
Léo	16	5	1	2	3	2	1	4	1	2
Manga	2	1	0	1	4	1	1	3	0	3
Nouna	2	1	8	2	0	1	0	3	0	0
Orodara	29	5	3	7	13	14	5	6	4	2
Ouagadougou (MACO)	26	66	44	24	65	70	96	73	82	104
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	5	6	11	10	1	4	0	5	1	3
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	1
Tenkodogo	16	3	6	6	6	9	23	8	1	5
Tougan	0	2	5	0	3	0	0	0	0	0
Yako	0	2	1	4	4	1	5	4	3	1
Ziniaré	1	2	0	7	1	1	8	5	5	6

Tableau V.22 : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	80	98	161	141	118	166	85	75	90	78
Banfora	8	2	2	2	4	2	3	0	1	2
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	13	20	9	1	8	9	1	10	5	11
Bogandé	8	6	5	1	1	0	1	4	0	0
Boromo	0	6	6	1	0	0	0	1	2	13
Dédougou	0	0	2	5	4	0	2	0	0	0
Diapaga	0	3	1	7	4	65	16	6	0	0
Diébougou	4	0	4	0	2	6	2	2	3	10
Djibo	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	2	1	2	2	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	6	1	8	2	2	1	7	0	7	0
Gaoua	0	0	0	2	5	0	3	1	2	4
Kaya	6	4	0	6	7	2	5	1	3	0
Kongoussi	0	1	5	0	0	5	0	1	0	1
Koudougou	0	1	2	1	0	0	3	3	6	5
Koupéla	-	-	0	0	0	0	0	2	0	2
Léo	1	0	1	0	2	2	7	0	0	1
Manga	0	2	0	3	1	1	0	1	2	0
Nouna	0	0	0	3	0	0	1	0	0	0
Orodara	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	27	48	88	87	69	37	29	35	53	26
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	1	0	0	1	4	2	2	0	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	1	0	3
Tenkodogo	3	0	12	13	2	27	3	3	5	0
Tougan	0	0	0	1	0	3	0	1	0	0
Yako	0	0	0	0	1	0	0	2	1	0
Ziniaré	0	1	15	2	0	4	0	1	0	0

Tableau V.23 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	32	53	33	46	32	35	44	37	20	41
Banfora	3	0	2	2	0	0	2	0	0	1
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	8	3	4	7	0	4	6	7	2	7
Bogandé	2	1	0	0	0	0	1	0	0	0
Boromo	0	0	0	0	0	3	0	1	0	5
Dédougou	0	0	1	0	0	0	0	0	3	0
Diapaga	2	0	0	1	6	1	0	1	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	1	1	0	0	1	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	0	0	1	3	0	0	0	0
Gaoua	0	0	0	0	1	0	0	0	2	1
Kaya	0	1	1	0	0	1	0	1	1	2
Kongoussi	0	0	0	1	3	0	0	1	0	0
Koudougou	0	1	0	0	0	1	4	3	0	0
Koupéla	-	-	0	0	0	0	0	2	0	1
Léo	1	0	1	0	0	1	0	0	0	0
Manga	1	0	0	1	0	1	0	0	0	0
Nouna	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	11	32	19	24	19	17	27	21	9	21
Ouagadougou (PHS)	0	13	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Tenkodogo	1	0	4	1	2	0	3	0	3	2
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	6	0	2	1	0	0	0

Tableau V.24 : Prévenus de crimes et délits contre la sécurité publique au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	20	34	7	6	7	10	6	5	2	0
Banfora	0	0	0	1	2	3	0	0	0	0
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo0Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Bogandé	0	5	0	0	0	1	0	0	0	0
Boromo	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0
Dédougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N’Gourma	7	19	0	0	0	5	3	3	0	0
Gaoua	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Kaya	2	0	0	2	2	1	0	0	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koupéla	-	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Léo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	0	0	0	0	1	0	1	2	0	0
Ouagadougou (PHS)	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Tenkodogo	9	5	6	2	0	0	2	0	0	0
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

V.3. Caractéristiques des mis en examen

Concepts

Mis en examen : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Fait de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Terrorisme : Ensemble d'infractions énumérées dans le code pénal, qualifiées ainsi lorsqu'elles sont en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation et la terreur. Au Burkina Faso, les actes terroristes sont énumérés par les articles 36101 et 36102 du code pénal.

Tableau V.25 : Effectifs des mis en examen, dans l'ensemble des EP au 31/12 selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la détention préventive

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble des mis en examen	1 609	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914	1 822	1 950	1 744	1 750
Répartition selon le sexe										
Hommes	1 557	1 734	1 824	1 829	1 804	1 860	1 777	1 911	1 713	1 708
Mineurs	46	58	45	27	15	25	40	38	18	24
Majeurs	1 511	1 676	1 779	1 802	1 789	1 835	1 737	1 873	1 695	1 684
Femmes	52	53	59	64	68	54	45	39	31	42
Mineurs	1	5	2	0	2	3	4	2	0	3
Majeurs	51	48	57	64	66	51	41	37	31	39
Répartition selon l'âge										
Moins de 18 ans	47	63	47	27	17	28	44	40	18	27
18 à moins de 21 ans	126	132	82	82	85	60	81	73	63	78
21 à moins de 25 ans	187	199	215	213	182	151	161	168	187	198
25 à moins de 30 ans	326	395	386	368	307	307	266	233	286	290
30 à moins de 40 ans	573	568	650	640	655	687	617	718	553	537
40 ans et plus	350	430	503	563	626	681	653	718	637	620
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	131	135	283	184	160	130	158	206	206	193
<i>Dont</i>										
Abus de confiance	24	25	15	8	14	8	4	22	13	33
Destructions, dégradations, dommages	23	36	73	28	31	14	15	8	6	10
Vols, recels, extorsion, escroquerie	69	64	71	75	64	39	40	43	38	44
Crimes et délits contre les particuliers	1081	1210	1149	1151	892	690	643	654	491	509
<i>Dont</i>										
Coups et blessures volontaires	32	77	107	55	38	15	19	6	5	5
Coups mortels	165	178	178	212	162	90	34	25	9	5
Homicides volontaires, assassinats	498	518	514	650	534	468	396	477	298	340
Viols	176	226	195	84	19	38	85	88	88	88
Vols aggravés	133	177	111	99	92	24	42	24	44	31
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	46	58	48	66	60	58	40	35	33	79
<i>Dont</i>										
Attentats à la pudeur	1	1	2	1	1	0	1	3	0	1
Enlèvement d'enfant	14	22	13	10	2	0	8	5	2	3
Mutilations génitales féminines	0	1	0	0	6	0	1	2	0	1
Trafic et consommation de stupéfiants	15	19	12	19	23	29	18	19	19	56
Crimes et délits contre la chose publique	96	122	143	113	84	41	51	43	36	61
<i>Dont</i>										
Détournement de deniers publics	17	22	13	12	10	12	6	5	2	22
Evasion	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Faux et usage de faux	47	79	91	91	47	24	34	27	25	36
Crimes et délits contre la sécurité publique	121	160	190	317	628	966	912	1 002	975	904
<i>Dont</i>										
Associations de malfaiteurs	121	160	131	115	79	91	53	35	50	50
Terrorisme	0	0	59	202	549	842	838	919	844	606
Infractions en matière d'armes et de munitions	134	102	68	62	48	28	16	10	3	4
Répartition selon la durée de détention provisoire										
Moins de 3 mois	236	192	205	181	129	311	217	250	174	175
3 à moins de 6 mois	197	264	227	206	319	226	183	188	140	189
6 à moins de 12 mois	415	331	275	404	357	274	311	326	289	251
1 à moins de 2 ans	461	545	516	418	439	500	454	394	429	248
2 à moins de 3 ans	145	253	324	253	212	289	315	355	249	275
3 à moins de 4 ans	53	85	177	213	163	133	155	234	257	328
4 ans et plus	102	117	159	218	253	181	187	203	206	284

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession, vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.26 : Ensemble des mis en examen, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 609	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914	1 822	1 950	1 744	1 750
Banfora	52	126	117	93	48	56	39	43	32	69
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	137	158	153	140	127	140	145	135	64	74
Bogandé	184	185	180	173	152	80	58	19	0	0
Boromo	51	48	43	37	33	37	27	18	39	60
Dédougou	46	38	66	38	29	35	35	31	54	42
Diapaga	67	73	102	114	82	71	65	41	19	3
Diébougou	37	32	44	50	52	46	48	41	64	30
Djibo	31	38	59	34	34	0	0	0	0	0
Dori	39	36	27	23	40	19	7	12	14	19
Fada N’Gourma	47	70	92	103	112	69	35	15	26	29
Gaoua	37	54	39	44	58	71	75	128	107	122
Kaya	79	76	62	39	15	11	21	18	11	13
Kongoussi	28	24	21	6	5	6	12	15	14	7
Koudougou	41	46	60	50	38	24	29	29	31	34
Koupéla	-	-	1	19	28	26	7	20	9	9
Léo	62	56	58	50	23	28	26	18	19	18
Manga	64	58	23	37	17	9	9	8	5	7
Nouna	28	23	20	22	18	7	14	10	0	0
Orodara	62	48	57	62	42	34	34	26	10	19
Ouagadougou (MACO)	273	334	378	369	248	194	198	225	214	231
Ouagadougou (PHS)	0	0	51	195	540	867	853	950	918	851
Ouahigouya	28	30	25	30	30	17	19	43	17	34
Pô	-	-	-	-	-	-	-	7	4	8
Tenkodogo	145	162	120	85	41	13	24	57	44	40
Tougan	17	16	25	33	26	24	19	17	7	7
Yako	15	18	12	15	14	13	14	13	4	6
Ziniaré	39	38	48	32	20	17	9	11	18	18

Tableau V.27 : Ensemble des femmes mises en examen, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	52	53	59	64	68	54	45	39	31	42
Banfora	3	5	1	1	2	3	1	1	0	0
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	10	5	7	9	9	7	5	4	2	1
Bogandé	1	1	1	4	4	3	0	0	0	0
Boromo	0	0	0	2	3	2	2	3	4	4
Dédougou	2	2	3	1	1	1	1	2	2	1
Diapaga	0	0	2	0	0	3	2	0	0	0
Diébougou	3	6	6	7	6	7	5	4	1	2
Djibo	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	1	0	0	1	2	2
Fada N’Gourma	2	1	1	1	0	1	0	0	0	0
Gaoua	1	4	1	3	3	2	2	3	3	4
Kaya	3	3	2	1	0	1	2	1	0	1
Kongoussi	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	1	0	1	0	2	1	1	1
Koupéla	-	-	0	1	0	0	0	1	1	1
Léo	1	3	0	2	2	2	1	0	0	0
Manga	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Nouna	1	2	0	0	0	0	0	1	0	0
Orodara	8	9	7	1	4	3	3	0	1	1
Ouagadougou (MACO)	8	2	24	25	20	14	16	12	10	20
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	2	1	1	2	2	2	1	1	1	1
Pô	-	-	-	-	-	-	-	1	0	0
Tenkodogo	5	7	1	0	0	1	0	0	2	1
Tougan	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0
Yako	1	1	0	1	1	2	2	2	1	2
Ziniaré	1	1	1	1	5	0	0	1	0	0

Tableau V.28 : Mineurs mis en examen au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	47	63	47	27	17	28	44	40	18	27
Banfora	1	8	5	4	0	1	0	1	0	0
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	2	7	2	0	4	4	1	1	0	0
Bogandé	7	7	3	4	1	2	0	0	0	0
Boromo	2	1	0	1	0	0	0	0	0	0
Dédougou	2	1	2	2	0	0	1	1	0	1
Diapaga	1	3	3	1	0	0	0	0	0	0
Diébougou	1	0	2	1	0	1	0	0	1	0
Djibo	1	2	4	1	1	0	0	0	0	0
Dori	1	2	1	0	4	0	0	2	2	0
Fada N’Gourma	2	2	4	2	2	0	2	0	0	0
Gaoua	2	2	0	0	0	1	1	0	0	0
Kaya	8	5	0	0	0	0	3	0	0	0
Kongoussi	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	2	1	0	0	4	10	4	0	0
Koupéla	-	-	0	1	0	0	0	0	0	0
Léo	1	1	1	1	0	1	1	0	1	0
Manga	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	3	3	4	1	1	0	1	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	5	7	4	3	4	3	8	13	5	7
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	3	8	16	8	17
Ouahigouya	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	1	1	0
Tenkodogo	3	6	8	2	0	0	3	1	0	1
Tougan	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0
Yako	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	1	3	1	0	8	4	0	0	0

Tableau V.29 : Mis en examen de 18 ans et plus, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 562	1 724	1 836	1 866	1 855	1 886	1 778	1 910	1 726	1 723
Banfora	51	118	112	89	48	55	39	42	32	69
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	135	151	151	140	123	136	144	134	64	74
Bogandé	177	178	177	169	151	78	58	19	0	0
Boromo	49	47	43	36	33	37	27	18	39	60
Dédougou	44	37	64	36	29	35	34	30	54	41
Diapaga	66	70	99	113	82	71	65	41	19	3
Diébougou	36	32	42	49	52	45	48	41	63	30
Djibo	30	36	55	33	33	0	0	0	0	0
Dori	38	34	26	23	36	19	7	10	12	19
Fada N’Gourma	45	68	88	101	110	69	33	15	26	29
Gaoua	35	52	39	44	58	70	74	128	107	122
Kaya	71	71	62	39	15	11	18	18	11	13
Kongoussi	26	22	21	6	5	6	12	15	14	7
Koudougou	41	44	59	50	38	20	19	25	31	34
Koupéla	-	-	1	18	28	26	7	20	9	9
Léo	61	55	57	49	23	27	25	18	18	18
Manga	63	58	23	37	17	9	9	8	5	6
Nouna	28	23	20	22	18	7	14	10	0	0
Orodara	59	45	53	61	41	34	33	26	10	19
Ouagadougou (MACO)	268	327	374	366	244	191	190	212	209	224
Ouagadougou (PHS)	0	0	51	195	540	864	845	934	910	834
Ouahigouya	26	29	25	30	30	17	19	43	17	34
Pô	-	-	-	-	-	-	-	6	3	8
Tenkodogo	142	156	112	83	41	13	21	56	44	39
Tougan	17	16	25	32	26	24	18	17	7	7
Yako	15	18	12	14	14	13	14	13	4	6
Ziniaré	39	37	45	31	20	9	5	11	18	18

Tableau V.30 : Mis en examen pour crimes et délits contre des particuliers, au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	1 081	1 210	1 149	1 151	892	690	643	654	491	509
Banfora	45	123	92	82	41	53	35	31	26	41
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	103	112	108	92	81	86	86	92	39	31
Bogandé	57	58	62	66	59	47	34	13	0	0
Boromo	37	42	36	28	27	35	26	16	24	38
Dédougou	41	36	37	38	29	32	27	19	53	26
Diapaga	61	68	63	68	46	29	27	20	7	0
Diébougou	32	30	39	45	47	43	38	33	43	24
Djibo	30	37	47	31	31	0	0	0	0	0
Dori	39	36	27	18	24	9	5	9	8	11
Fada N’Gourma	35	42	57	84	93	40	28	10	10	10
Gaoua	30	32	33	37	43	52	58	100	87	89
Kaya	53	66	59	35	13	6	12	14	6	13
Kongoussi	16	14	14	6	5	6	7	2	1	5
Koudougou	30	34	43	41	28	17	21	17	15	22
Koupéla	-	-	1	13	16	19	2	9	5	4
Léo	44	44	47	32	22	27	23	15	16	15
Manga	39	46	21	32	16	6	5	6	2	3
Nouna	22	19	19	17	10	6	12	9	0	0
Orodara	36	43	46	50	27	20	20	18	5	12
Ouagadougou (MACO)	166	196	171	187	131	87	111	135	93	100
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	1	0	0	0	0	2
Ouahigouya	25	23	23	29	23	16	18	24	7	25
Pô	-	-	-	-	-	-	-	2	2	1
Tenkodogo	88	52	45	60	25	8	19	31	22	18
Tougan	16	14	19	28	25	22	17	12	7	6
Yako	7	11	9	10	11	9	4	8	3	4
Ziniaré	29	32	31	22	18	15	8	9	10	9

Tableau V.31 : Mis en examen pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	131	135	283	184	160	130	158	206	206	193
Banfora	0	2	2	7	2	3	2	8	6	18
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	11	11	20	18	31	25	31	30	20	30
Bogandé	6	6	43	6	7	3	13	0	0	-
Boromo	7	2	4	2	0	1	1	0	2	2
Dédougou	1	0	27	0	0	1	6	8	0	11
Diapaga	0	1	17	20	6	3	9	13	7	3
Diébougou	4	0	2	4	2	1	9	8	16	1
Djibo	1	0	2	2	2	0	0	0	0	-
Dori	0	0	0	4	10	3	0	2	4	7
Fada N’Gourma	1	5	29	8	2	1	0	2	12	9
Gaoua	3	6	0	0	8	15	15	12	16	10
Kaya	14	5	3	3	2	5	8	1	5	-
Kongoussi	1	2	7	0	0	0	0	1	8	-
Koudougou	4	7	8	1	5	4	7	0	8	6
Koupéla	-	-	0	2	8	4	0	10	2	2
Léo	9	9	9	15	0	0	0	3	1	1
Manga	5	4	0	3	1	1	2	0	0	-
Nouna	1	0	0	4	7	0	0	0	0	-
Orodara	2	1	2	0	5	6	1	2	1	-
Ouagadougou (MACO)	50	50	85	74	53	50	51	62	80	65
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Ouahigouya	1	4	1	0	2	0	1	14	2	7
Pô	-	-	-	-	-	-	-	5	1	1
Tenkodogo	5	16	5	1	1	0	1	19	13	16
Tougan	0	0	2	2	1	1	0	3	0	-
Yako	0	1	1	1	3	2	0	3	0	2
Ziniaré	5	3	14	7	2	1	1	0	2	2

Tableau V.32 : Mis en examen pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	96	122	143	113	84	41	51	43	36	61
Banfora	6	0	23	2	3	0	0	0	0	6
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	13	26	16	19	10	19	13	8	2	3
Bogandé	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Boromo	1	1	1	0	0	0	0	1	2	0
Dédougou	1	2	2	0	0	0	0	1	1	0
Diapaga	0	0	10	4	27	3	1	2	0	0
Diébougou	1	2	2	0	2	0	0	0	2	3
Djibo	0	0	9	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Fada N’Gourma	3	6	2	1	2	3	7	0	0	1
Gaoua	0	0	1	0	0	0	0	0	2	6
Kaya	2	0	0	0	0	0	0	3	0	0
Kongoussi	0	8	0	0	0	0	1	3	3	0
Koudougou	4	2	4	7	4	0	1	6	0	0
Koupéla	-	-	0	1	0	0	0	0	0	1
Léo	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	0	0	1	1	0	0	0	0	0	2
Nouna	5	4	1	1	1	1	0	1	0	0
Orodara	20	0	1	4	1	0	1	1	0	0
Ouagadougou (MACO)	31	55	66	63	32	11	15	9	13	32
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	0	3	0	0	1	1	0	4	4	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	1
Tenkodogo	1	9	2	4	1	2	0	2	2	0
Tougan	0	0	0	1	0	0	2	1	0	0
Yako	0	3	0	0	0	0	10	1	0	0
Ziniaré	4	0	2	3	0	1	0	0	5	6

Tableau V.33 : Mis en examen pour crimes et délits contre la sécurité publique, au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	121	160	190	317	628	966	912	1 002	975	904
Banfora	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	6	5	5	8	1	5	12	5	1	0
Bogandé	7	31	25	39	39	9	0	2	0	0
Boromo	1	1	1	0	0	1	0	0	6	9
Dédougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	6	0	9	22	0	18	22	5	4	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	6	7	2	1	0	0
Fada N’Gourma	7	11	4	0	0	18	0	0	0	0
Gaoua	1	10	1	3	1	0	0	12	2	7
Kaya	6	5	0	1	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0
Koudougou	1	2	2	0	0	0	0	5	4	2
Koupéla	-	-	0	1	1	0	0	0	1	1
Léo	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Manga	16	8	1	1	0	2	0	1	2	2
Nouna	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0
Orodara	2	1	1	1	1	0	4	3	3	2
Ouagadougou (MACO)	14	12	31	26	22	39	13	11	27	25
Ouagadougou (PHS)	0	0	51	195	539	867	853	950	918	849
Ouahigouya	0	0	0	1	4	0	0	0	1	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	1	5
Tenkodogo	46	72	57	18	14	0	4	4	4	0
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	7	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau V.34 : Mis en examen dont la durée de détention provisoire est supérieure ou égale à 2 ans au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	300	455	660	684	628	603	657	792	712	887
Banfora	12	19	13	48	19	16	10	4	2	11
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	47	83	96	82	67	57	70	73	22	6
Bogandé	19	33	105	139	125	67	30	1	0	0
Boromo	16	21	17	15	14	25	22	9	1	8
Dédougou	9	9	13	13	12	23	13	2	4	8
Diapaga	6	30	33	49	56	40	26	7	9	3
Diébougou	5	7	16	20	30	30	28	24	6	4
Djibo	6	15	16	11	11	0	0	0	0	0
Dori	0	4	16	5	5	3	0	2	2	10
Fada N'Gourma	11	6	10	28	41	24	11	0	3	7
Gaoua	14	8	7	10	3	8	18	16	8	51
Kaya	18	20	39	28	11	0	0	2	0	0
Kongoussi	3	8	1	2	1	2	1	2	5	4
Koudougou	13	11	15	17	11	4	4	2	1	1
Koupéla	-	-	0	0	4	4	2	2	1	0
Léo	21	28	36	22	5	8	14	9	6	7
Manga	25	20	6	7	9	6	1	2	1	0
Nouna	3	7	12	15	9	1	2	0	0	0
Orodara	7	3	27	27	13	23	22	6	3	2
Ouagadougou (MACO)	32	70	116	111	104	63	38	41	42	30
Ouagadougou (PHS)	0	0	1	2	40	165	325	565	585	720
Ouahigouya	5	7	8	8	5	4	3	6	0	2
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	1	0
Tenkodogo	7	31	39	2	8	3	1	0	0	4
Tougan	5	5	7	5	14	21	12	4	6	7
Yako	2	1	3	5	3	0	2	12	2	0
Ziniaré	14	9	8	13	8	6	2	1	2	2

V.4. Caractéristiques des condamnés

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V.35 : Effectifs des condamnés dans les EP au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la peine prononcée

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble des condamnés	4 174	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380	4 731	5 692	6 165	6 327
Répartition selon le sexe										
Hommes	4 129	4 158	4 409	5 074	4 857	4 316	4 682	5 595	6 056	6 212
Mineurs	104	49	85	112	61	46	44	74	98	87
Majeurs	4 025	4 109	4 324	4 962	4 796	4 270	4 638	5 521	5 958	6 125
Femmes	45	35	43	74	89	64	49	97	109	115
Mineurs	3	4	2	6	0	0	0	0	1	4
Majeurs	42	31	41	68	89	64	49	97	108	111
Répartition selon l'âge	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Moins de 18 ans	107	53	87	118	61	46	44	74	99	91
18 à moins de 21 ans	406	455	495	453	398	302	419	425	616	613
21 à moins de 25 ans	827	839	817	931	921	782	824	1 012	1 126	1 099
25 à moins de 30 ans	991	1 064	1 117	1 137	1 178	1 045	1 164	1 364	1 285	1 423
30 à moins de 40 ans	1 267	1 238	1 316	1 737	1 585	1 405	1 443	1 713	1 924	1 984
40 ans et plus	576	544	620	772	803	800	837	1 104	1 115	1 117
Répartition selon la nature de l'infraction	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Crimes et délits contre les biens	2 923	2 952	3 447	3 710	3 326	2 733	2 792	3 222	3 353	3 038
<i>Dont</i>										
Abus de confiance	163	176	170	188	166	135	160	221	282	202
Destructions, dégradations et dommages	29	25	29	72	32	30	32	62	50	50
Grand banditisme	0	0	462	496	587	589	508	714	737	681
Vols, extorsion, recel, escroquerie	2 702	2 728	2 754	2 922	2 520	1 950	2 042	2 150	2 208	2 002
Crimes et délits contre les particuliers	565	548	417	591	742	894	1 272	1 633	1 935	2 564
<i>Dont</i>										
Coups et blessures volontaires	161	117	135	170	150	172	208	231	234	181
Homicides volontaires assassinats	38	48	47	52	80	100	103	200	289	255
Viols	13	4	36	155	303	327	303	324	313	268
Vols aggravés	266	301	113	128	96	104	367	486	722	765
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	353	347	364	531	529	476	408	550	601	503
<i>Dont</i>										
Attentat à la pudeur	72	60	41	41	31	26	19	31	37	34
Mutilations génitales féminines	13	19	16	28	45	19	3	4	2	2
Trafic et consommation de stupéfiants	243	237	266	379	408	347	230	365	394	332
Crimes et délits contre la chose publique	177	148	134	184	153	130	140	180	175	135
<i>Dont</i>										
Détournement de deniers publics,	0	1	3	12	13	14	15	8	8	15
Evasion	69	52	31	30	38	13	11	22	7	13
Faux et usage de faux	75	54	43	76	77	56	68	66	75	67
Crimes et délits contre la sécurité publique	112	166	39	63	129	66	58	29	65	71
<i>Dont</i>										
Associations de malfaiteurs	112	166	39	63	129	42	56	22	41	17
Terrorisme	0	0	0	0	0	0	0	6	6	42
Infractions en matière d'armes et de munitions	44	32	48	68	67	71	53	70	32	16
Répartition selon la durée de la peine	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Moins de 3 mois	47	17	5	7	0	3	22	8	14	11
3 à moins de 6 mois	96	69	41	27	26	44	63	58	42	45
6 à moins de 12 mois	374	310	322	286	147	186	202	357	366	348
1 à moins de 2 ans	1 224	1 197	1 230	1 357	1 219	698	793	1 039	1 099	1 265
2 à moins de 3 ans	814	873	793	900	942	785	807	955	1 107	1 105
3 à moins de 5 ans	759	817	910	1 212	1 097	997	1 000	1 095	1 155	1 198
5 à moins de 10 ans	560	521	689	828	898	1 014	1 168	1 343	1 399	1 330
10 à moins de 20 ans	211	279	318	360	464	494	482	591	649	696
Plus de 20 ans	63	78	110	131	96	107	135	170	254	226
Perpétuité	16	21	22	27	45	52	59	76	80	103
Peine de mort	10	11	12	13	12	0	0	0	0	0

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Attentat aux mœurs : Infractions telles que l'outrage public à la pudeur et l'attentat à la pudeur.

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession, vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.36 : Condamnés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	4 174	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380	4 731	5 692	6 165	6 327
Banfora	169	166	156	176	171	160	177	235	256	313
Baporo	16	32	28	17	15	59	47	46	28	47
Bobo-Dioulasso	347	320	358	479	493	467	403	704	843	912
Bogandé	95	110	92	94	100	62	73	76	29	0
Boromo	196	166	170	200	175	189	174	212	338	330
Dédougou	132	105	112	127	158	179	195	190	188	193
Diapaga	74	88	95	126	119	104	192	197	137	82
Diébougou	85	82	92	142	134	149	164	186	185	234
Djibo	57	68	101	110	110	40	21	5	0	0
Dori	118	122	101	80	57	84	89	108	60	49
Fada N’Gourma	162	216	193	220	180	165	180	228	260	235
Gaoua	78	78	124	155	144	122	158	169	212	248
Kaya	242	225	176	147	123	135	146	160	173	176
Kongoussi	49	53	68	53	55	61	76	67	50	34
Koudougou	153	162	227	200	197	150	210	287	313	300
Koupéla	-	-	0	64	78	77	79	118	141	157
Léo	76	103	93	70	74	94	95	111	103	107
Manga	153	181	169	118	90	113	101	116	119	101
Nouna	49	34	76	72	94	73	78	74	0	0
Orodara	43	31	67	66	64	64	101	111	114	97
Ouagadougou (MACO)	1 146	1 163	1 173	1 661	1 622	1 221	1 352	1 515	1 776	1 865
Ouagadougou (PHS)	231	185	177	156	127	66	61	84	73	106
Ouahigouya	158	149	160	183	178	169	172	215	260	241
Pô	-	-	-	-	-	-	-	21	54	73
Tenkodogo	215	122	191	173	151	153	149	185	230	221
Tougan	27	58	71	88	83	73	79	74	32	16
Yako	38	93	87	65	42	51	52	81	87	86
Ziniaré	65	81	95	106	112	100	107	117	104	104

Tableau V.37 : Condamnées femmes, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	45	35	43	74	89	64	49	97	109	115
Banfora	1	0	1	3	2	3	3	11	6	6
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	4	3	7	5	6	5	4	17	20	19
Bogandé	1	0	0	2	1	2	2	2	2	0
Boromo	1	0	1	3	1	2	3	5	9	7
Dédougou	3	1	1	2	1	1	1	2	1	3
Diapaga	0	2	0	1	0	1	3	0	0	0
Diébougou	3	1	2	7	8	3	0	0	3	2
Djibo	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	2	1	0	0
Fada N’Gourma	1	0	0	0	5	0	0	1	0	2
Gaoua	0	1	1	4	2	2	4	10	12	17
Kaya	3	2	3	4	0	4	0	6	2	1
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	1	0	0	1	1	2	0	7	4	3
Koupéla	-	-	0	4	7	6	1	1	8	2
Léo	2	1	1	1	0	2	4	6	2	4
Manga	0	0	1	2	3	0	1	0	1	2
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	2	1	1	1	2
Ouagadougou (MACO)*	19	17	5	14	36	16	9	10	23	33
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Ouahigouya*	2	4	1	0	0	6	3	10	9	6
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Tenkodogo	4	1	15	6	4	2	7	3	3	1
Tougan	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0
Yako	0	0	1	0	0	1	0	0	0	2
Ziniaré	0	2	3	13	10	4	1	4	3	3

Tableau V.38 : Mineurs, condamnés au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	107	53	87	118	61	46	44	74	99	91
Banfora	2	0	3	4	2	0	0	2	2	1
Baporo	1	0	0	0	0	0	0	0	0	-
Bobo-Dioulasso	1	4	11	1	2	2	1	14	23	8
Bogandé	0	0	2	0	1	0	1	0	0	0
Boromo	10	1	8	6	2	1	0	3	9	4
Dédougou	0	5	0	0	1	0	1	2	1	0
Diapaga	0	0	0	0	3	1	0	0	0	0
Diébougou	4	0	1	2	2	6	5	5	9	6
Djibo	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Dori	5	1	0	0	1	1	0	0	0	0
Fada N’Gourma	4	0	4	2	4	4	3	1	0	1
Gaoua	1	1	1	0	1	0	0	1	5	4
Kaya	5	1	5	0	0	0	0	0	0	1
Kongoussi	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	8	3	7	2	1	2	1	0	2	5
Koupéla	-	-	0	3	4	1	1	9	3	3
Léo	1	1	0	1	0	0	1	0	0	0
Manga	2	3	5	4	2	4	0	1	1	5
Nouna	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Orodara	3	0	0	2	1	1	2	2	1	0
Ouagadougou (MACO)	40	19	20	79	22	9	17	18	16	27
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Ouahigouya	6	1	10	8	7	11	9	11	18	17
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Tenkodogo	8	4	2	0	1	0	0	0	2	2
Tougan	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	1	3	2	1	1	0	0	4	7	4
Ziniaré	2	5	5	3	3	3	2	0	0	0

Tableau V.39 : Condamnés de 18 ans et plus, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	4 067	4 140	4 365	5 030	4 885	4 334	4 687	5 618	6 066	6 236
Banfora	167	166	153	172	169	160	177	233	254	312
Baporo	15	32	28	17	15	59	47	46	28	47
Bobo-Dioulasso	346	316	347	478	491	465	402	690	820	904
Bogandé	95	110	90	94	99	62	72	76	29	0
Boromo	186	165	162	194	173	188	174	209	329	326
Dédougou	132	100	112	127	157	179	194	188	187	193
Diapaga	74	88	95	126	116	103	192	197	137	82
Diébougou	81	82	91	140	132	143	159	181	176	228
Djibo	57	68	100	110	110	40	21	5	0	0
Dori	113	121	101	80	56	83	89	108	60	49
Fada N’Gourma	158	216	189	218	176	161	177	227	260	234
Gaoua	77	77	123	155	143	122	158	168	207	244
Kaya	237	224	171	147	123	135	146	160	173	175
Kongoussi	47	53	68	53	55	61	76	67	50	34
Koudougou	145	159	220	198	196	148	209	287	311	295
Koupéla	-	-	0	61	74	76	78	109	138	154
Léo	75	102	93	69	74	94	94	111	103	107
Manga	151	178	164	114	88	109	101	115	118	96
Nouna	48	34	76	72	94	73	78	73	0	0
Orodara	40	31	67	64	63	63	99	109	113	97
Ouagadougou (MACO)	1 106	1 144	1 153	1 582	1 600	1 212	1 335	1 497	1 760	1 838
Ouagadougou (PHS)	231	185	177	156	127	66	61	84	73	103
Ouahigouya	152	148	150	175	171	158	163	204	242	224
Pô	-	-	-	-	-	-	-	21	54	73
Tenkodogo	207	118	189	173	150	153	149	185	228	219
Tougan	27	57	71	88	83	73	79	74	32	16
Yako	37	90	85	64	41	51	52	77	80	82
Ziniaré	63	76	90	103	109	97	105	117	104	104

Tableau V.40 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	2 702	2 728	2 754	2 922	2 520	1 950	2 042	2 150	2 208	2 002
Banfora	122	125	93	128	107	89	96	118	121	129
Baporo	15	27	23	13	14	48	36	33	19	25
Bobo-Dioulasso	201	208	236	315	300	273	211	340	333	64
Bogandé	73	75	36	29	29	9	8	6	1	0
Boromo	128	127	124	132	100	101	96	106	218	199
Dédougou	99	76	82	93	101	119	105	83	83	103
Diapaga	36	59	38	56	40	29	39	40	20	12
Diébougou	58	64	61	82	70	66	78	84	46	41
Djibo	45	60	84	85	85	30	17	4	0	0
Dori	74	89	78	48	35	44	39	55	27	24
Fada N’Gourma	87	103	78	73	66	50	65	64	68	51
Gaoua	53	48	83	87	66	52	63	80	88	90
Kaya	175	156	119	88	62	44	66	70	80	94
Kongoussi	34	43	45	35	28	20	21	29	23	9
Koudougou	116	130	171	147	135	107	151	151	138	124
Koupéla	-	-	0	27	28	18	28	29	34	57
Léo	55	61	51	28	15	26	25	26	31	46
Manga	106	121	103	73	43	37	37	36	36	29
Nouna	27	26	63	55	50	37	33	48	0	0
Orodara	27	22	48	38	29	25	44	47	44	36
Ouagadougou (MACO)	691	722	734	936	775	469	474	416	476	552
Ouagadougou (PHS)	141	74	47	27	18	6	20	2	0	3
Ouahigouya	106	113	116	122	138	112	129	115	137	112
Pô	-	-	-	-	-	-	-	5	22	30
Tenkodogo	138	73	102	78	75	40	52	55	56	79
Tougan	20	34	48	55	61	44	47	45	19	8
Yako	31	55	54	38	15	21	21	33	47	44
Ziniaré	44	37	37	34	35	34	41	30	41	41

Tableau V.41 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	2 923	2 952	3 447	3 710	3 326	2 733	2 792	3 222	3 353	3 038
Banfora	133	136	122	139	128	102	103	142	160	177
Baporo	15	30	24	13	14	49	37	33	22	28
Bobo-Dioulasso	220	239	265	355	343	321	254	454	459	88
Bogandé	76	76	60	34	31	11	18	8	3	0
Boromo	147	132	138	140	109	111	106	121	231	217
Dédougou	104	79	86	98	103	128	117	93	101	122
Diapaga	38	67	68	84	49	51	65	75	39	27
Diébougou	65	67	72	98	83	81	90	97	51	54
Djibo	47	61	89	92	92	35	18	4	0	0
Dori	84	92	81	51	45	55	56	69	36	33
Fada N’Gourma	93	116	173	181	150	125	69	156	170	142
Gaoua	61	53	99	93	88	73	87	101	123	135
Kaya	180	160	122	103	68	58	78	79	89	104
Kongoussi	35	44	48	44	33	26	26	30	28	14
Koudougou	123	139	182	165	149	121	164	161	175	155
Koupéla	-	-	0	34	45	45	47	64	76	83
Léo	56	65	69	51	43	56	52	53	58	61
Manga	113	131	125	91	54	51	55	51	65	41
Nouna	27	26	63	57	56	45	47	50	0	0
Orodara	28	25	52	54	40	37	57	56	51	39
Ouagadougou (MACO)	770	797	940	1 209	1 183	805	845	864	955	1 034
Ouagadougou (PHS)	143	75	127	87	18	19	47	69	39	53
Ouahigouya	115	120	131	144	151	119	131	131	158	130
Pô	-	-	-	-	-	-	-	6	24	40
Tenkodogo	152	86	112	97	83	58	63	88	96	136
Tougan	20	38	58	73	64	51	50	48	21	10
Yako	31	61	78	59	33	38	36	52	65	57
Ziniaré	47	37	63	64	71	62	74	67	58	58

Tableau V.42 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	565	548	417	591	742	894	1 272	1 633	1 935	2 564
Banfora	15	8	15	14	16	26	33	70	76	108
Baporo	0	1	0	3	0	7	9	12	5	18
Bobo-Dioulasso	73	32	56	75	103	107	108	173	274	804
Bogandé	4	8	14	33	35	22	38	42	19	0
Boromo	21	14	15	37	46	60	53	70	93	87
Dédougou	20	18	21	27	40	35	69	90	80	57
Diapaga	21	14	7	13	27	22	24	42	35	25
Diébougou	10	6	10	16	24	45	55	67	122	152
Djibo	6	6	10	12	12	3	2	0	0	0
Dori	18	22	16	23	8	23	25	29	22	16
Fada N’Gourma	35	40	7	11	17	21	92	53	58	75
Gaoua	10	10	6	14	25	30	53	57	67	84
Kaya	37	43	45	35	42	50	47	41	63	45
Kongoussi	9	5	15	8	17	32	29	30	16	19
Koudougou	19	14	11	13	28	17	29	74	104	99
Koupéla	-	-	0	20	22	23	28	38	33	39
Léo	6	29	9	10	11	15	28	44	37	32
Manga	15	9	14	9	13	19	24	43	50	32
Nouna	4	4	9	10	30	26	25	20	0	0
Orodara	7	3	6	7	21	25	39	45	53	48
Ouagadougou (MACO)	133	158	56	103	112	188	348	390	489	574
Ouagadougou (PHS)	17	24	28	37	33	4	8	3	3	12
Ouahigouya	31	12	9	21	18	30	20	61	71	85
Pô	-	-	-	-	-	-	-	8	14	24
Tenkodogo	34	9	13	17	9	23	34	64	94	72
Tougan	5	15	7	11	17	13	22	17	10	6
Yako	1	5	2	2	2	8	13	20	17	21
Ziniaré	14	39	16	10	14	20	17	30	30	30

Tableau V.43 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	353	347	364	531	529	476	408	550	601	503
Banfora	9	11	9	10	11	11	18	15	12	19
Baporo	0	1	4	1	1	3	0	1	1	1
Bobo-Dioulasso	28	40	29	33	31	28	25	57	71	14
Bogandé	0	1	6	10	10	5	0	2	2	0
Boromo	16	13	13	11	6	8	6	8	8	18
Dédougou	6	5	3	1	9	13	7	6	7	12
Diapaga	8	7	13	20	13	17	88	67	59	29
Diébougou	9	9	6	24	21	19	15	15	9	21
Djibo	2	0	2	4	4	1	1	1	0	0
Dori	12	4	3	2	2	5	5	5	0	0
Fada N’Gourma	8	8	8	11	8	2	6	10	30	11
Gaoua	1	6	9	23	21	18	13	10	20	26
Kaya	16	11	7	6	7	15	11	22	6	17
Kongoussi	2	2	4	1	2	2	18	5	5	1
Koudougou	1	2	6	2	5	8	5	18	17	38
Koupéla	-	-	0	2	7	7	4	13	28	30
Léo	11	5	11	6	16	22	12	12	5	12
Manga	19	16	12	11	17	38	20	22	2	16
Nouna	0	1	2	4	7	2	2	4	0	0
Orodara	2	1	3	5	3	2	3	9	10	9
Ouagadougou (MACO)	160	140	141	260	251	159	96	170	226	178
Ouagadougou (PHS)	23	20	15	9	3	0	1	0	0	0
Ouahigouya	11	15	7	8	9	13	16	20	23	23
Pô	-	-	-	-	-	-	-	6	13	2
Tenkodogo	6	17	33	36	44	61	19	22	28	5
Tougan	1	3	3	1	0	6	6	8	1	0
Yako	1	5	4	2	5	3	1	7	3	6
Ziniaré	1	4	11	28	16	8	10	15	15	15

Tableau V.44 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	177	148	134	184	153	130	140	180	175	135
Banfora	8	4	2	4	7	19	20	8	8	9
Baporo	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	9	6	1	9	7	6	12	16	32	6
Bogandé	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	8	6	3	10	13	7	5	7	3	6
Dédougou	1	3	2	1	4	3	2	1	0	2
Diapaga	4	0	6	9	9	5	2	6	2	0
Diébougou	0	0	4	3	5	2	1	4	0	4
Djibo	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	4	4	1	4	1	1	3	4	2	0
Fada N’Gourma	5	6	3	17	5	17	10	6	1	7
Gaoua	0	0	2	6	1	0	1	1	1	2
Kaya	6	8	1	1	3	5	3	3	7	2
Kongoussi	1	0	1	0	3	1	3	2	1	0
Koudougou	5	7	25	8	6	4	7	29	12	5
Koupéla	-	-	0	6	1	0	0	3	3	4
Léo	3	3	1	2	1	1	1	1	1	2
Manga	4	14	18	7	6	5	1	0	2	7
Nouna	17	3	1	0	1	0	2	0	0	0
Orodara	6	2	6	0	0	0	1	1	0	0
Ouagadougou (MACO)	66	66	27	77	59	36	54	71	79	69
Ouagadougou (PHS)	8	4	3	1	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	1	2	10	10	0	1	1	3	3	3
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	3	1
Tenkodogo	10	7	12	2	7	5	3	8	12	3
Tougan	0	1	2	2	2	2	1	0	0	0
Yako	3	0	1	2	2	0	1	2	2	2
Ziniaré	3	0	2	3	10	10	6	4	1	1

Tableau V.45 : Condamnés pour crimes et délits contre la sécurité publique, au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	112	166	39	63	129	66	58	29	65	71
Banfora	4	7	8	4	4	2	3	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Bobo0Dioulasso	17	3	2	3	3	0	2	3	6	0
Bogandé	0	11	1	10	8	4	0	5	0	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diapaga	2	0	0	0	21	0	6	1	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Fada N’Gourma	21	46	0	0	0	0	0	0	0	0
Gaoua	3	9	7	19	9	0	1	0	0	0
Kaya	1	1	1	1	1	3	5	5	5	5
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Koupéla	-	-	0	0	3	0	0	0	1	0
Léo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	0	8	0	0	0	0	0	0	0	5
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	9	0	1	1	4	24	7	2	21	9
Ouagadougou (PHS)	40	58	0	5	68	29	2	12	31	41
Ouahigouya	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	6
Tenkodogo	13	3	19	20	8	4	30	0	0	5
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	0	20	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau V.46 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	44	32	48	68	67	71	53	70	32	16
Banfora	0	0	0	5	5	0	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	5	4	6	5	2	0	1	0
Bogandé	13	13	11	7	16	20	17	19	5	0
Boromo	4	1	1	2	1	3	2	3	3	2
Dédougou	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0
Diapaga	1	0	1	0	0	3	7	5	1	1
Diébougou	1	0	0	1	1	2	2	3	3	3
Djibo	0	0	0	2	2	1	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	2	0	0	0	3	2	0	0
Gaoua	3	0	1	0	0	1	3	0	1	1
Kaya	2	2	0	1	2	4	1	10	3	3
Kongoussi	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	4	0	3	12	9	0	5	5	4	3
Koupéla	-	-	0	1	0	1	0	0	0	1
Léo	0	1	3	1	3	0	0	1	0	0
Manga	2	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	1	0	1	1	0	0	2	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Ouagadougou (MACO)	8	2	5	11	13	6	1	17	6	1
Ouagadougou (PHS)	0	4	4	17	5	14	3	0	0	0
Ouahigouya	0	0	3	0	0	6	4	0	5	0
Pô	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Tenkodogo	0	0	2	1	0	2	0	3	0	0
Tougan	1	1	1	1	0	1	0	1	0	0
Yako	2	2	2	0	0	2	1	0	0	0
Ziniaré	0	1	3	1	1	0	0	1	0	0

Tableau V.47 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, au 31 décembre par EP

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble	2 433	2 600	2 854	3 471	3 554	3 449	3 651	4 230	4 644	4 658
Banfora	123	62	75	117	111	104	115	185	204	264
Baporo	11	20	18	11	13	51	35	40	19	35
Bobo-Dioulasso	244	170	225	311	374	397	357	524	670	704
Bogandé	55	67	62	53	70	51	38	75	28	0
Boromo	64	92	95	116	130	133	120	140	169	175
Dédougou	67	79	83	93	123	144	151	159	144	142
Diapaga	44	47	78	88	90	102	174	174	137	78
Diébougou	40	48	50	91	87	114	119	151	151	171
Djibo	31	36	55	72	72	37	21	5	0	0
Dori	64	77	62	46	46	73	69	84	52	48
Fada N'Gourma	115	123	143	156	143	141	142	184	218	205
Gaoua	48	60	85	124	113	108	109	137	172	209
Kaya	147	152	125	110	102	99	100	116	136	138
Kongoussi	26	34	41	46	44	55	63	53	44	28
Koudougou	18	91	92	103	115	104	138	188	204	180
Koupéla	-	-	0	45	62	55	63	74	93	101
Léo	33	71	67	50	55	67	74	68	74	71
Manga	95	130	126	88	75	78	80	95	85	82
Nouna	19	26	38	44	67	64	44	49	0	0
Orodara	15	20	20	28	45	54	66	95	102	85
Ouagadougou (MACO)	692	718	785	1 150	1 132	956	1 107	1 064	1 289	1 255
Ouagadougou (PHS)	198	177	171	156	127	66	61	84	73	106
Ouahigouya	66	71	70	92	114	126	127	155	208	192
Pô	-	-	-	-	-	-	-	16	32	58
Tenkodogo	140	51	108	97	98	110	107	135	157	172
Tougan	21	45	50	62	50	39	42	51	31	16
Yako	28	77	71	55	32	40	38	54	72	63
Ziniaré	29	56	59	67	64	81	91	75	80	80

V.5. Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi des services sociaux des MAC

Tableau V-48 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi et en danger clôturées et durées moyennes selon le sexe

Nombre enquêtes	2019			2020			2021			2022*			2023		
	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T
Menées	8	206	214	4	235	239	24	437	461	13	408	421	12	447	459
Clôturées	7	183	190	4	223	227	24	434	458	13	403	416	12	444	456
<i>Durée moyenne (en jour)</i>	<i>24</i>	<i>28</i>	<i>28</i>	<i>11</i>	<i>21</i>	<i>21</i>	<i>13</i>	<i>18</i>	<i>17</i>	<i>14</i>	<i>24</i>	<i>24</i>	<i>19</i>	<i>23</i>	<i>23</i>

*Les données de la MACO non disponible. Cependant 110 enquêtes y ont été menées.

Tableau V-49 : Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées par année et selon le délai de 15 jours

	2019			2020			2021			2022			2023		
	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T	F	M	T
Inférieur ou égal à 15 jours**	4	92	96	4	131	135	14	243	257	7	218	225	7	296	303
Supérieur à 15 jours**	3	82	85	0	71	71	4	137	141	3	159	162	5	141	146
Ensemble	7	174	181	4	202	206	18	380	398	10	377	387	12	437	449

**Nombre d'enquêtes dont les durées sont connues

Tableau V-50 : Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi et durées moyennes (en jours) par service social

Service social	2019		2020		2021		2022		2023	
	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne
Banfora	4	16	6	9	17	7	12	10	10	12
Bobo-Dioulasso	25	42	12	21	33	10	63	8	75	11
Bogandé	3	17	3	13	0	-	0	-	0	-
Boromo	4	40	4	17	21	24	58	35	38	42
Diapaga	5	17	0	-	0	-	0	-	0	-
Diébougou	15	51	10	26	18	25	40	25	19	52
Djibo	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
Dori	1	27	0	-	8	22	0	-	0	-
Fada N'Gourma	11	39	1	65	12	38	9	12	19	40
Gaoua	8	10	10	10	20	26	26	12	17	21
Kaya	9	56	10	12	16	12	14	17	18	17
Kongoussi	6	22	2	9	0	-	0	-	0	-
Koudougou	13	13	29	27	41	24	48	17	51	20
Koupèla	7	15	0	-	9	11	8	99	5	9
Leo	9	13	5	14	10	15	0	-	5	12
MACO	27	12	50	12	79	13	ND	ND	98	15
Manga	5	15	2	11	8	13	3	132	5	9
Nouna	3	9	0	-	0	-	0	-	0	-
Orodara	0	-	11	14	9	8	2	6	11	41
Ouahigouya	9	57	12	17	45	17	28	14	26	12
PHS	0	-	5	113	3	39	7	144	6	52
Tenkodogo	4	14	4	13	7	23	14	29	7	28
Dédougou	4	14	22	14	31	17	29	8	12	70
Tougan	6	15	1	9	5	14	0	-	0	-
Yako	0	-	7	86	5	23	17	21	7	12
Ziniaré	3	37	0	-	1	14	9	53	20	19
Ensemble	181	28	206	21	398	17	387	24	449	23

Tableau V-51 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes (en jour) selon l'infraction

Infractions		2019		2020		2021		2022		2023	
		Clôtu rées	Dur ées	Clôtu rées	Dur ées	Clôtu rées	Dur ées	Clôtu rées	Dur ées	Clôtu rées	Dur ées
Crime et délit contre la sécurité publique		1	30	10	62	6	30	8	127	8	43
	<i>Terrorisme</i>	1	30	8	74	0	-	7	92	0	-
	<i>Associations de malfaiteurs</i>	0	-	0	-	4	36	0	-	7	46
<i>Dont</i>	<i>Autres crimes et délits contre la sécurité publique</i>	0	-	2	12	2	17	0	-	1	22
Crimes et délits contre la chose publique		1	55	1	10	1	5	2	7	4	17
<i>Dont</i>	<i>Discrédit sur une décision de justice</i>	0	-	0	-	1	5	0	-	0	-
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs		10	17	8	21	21	13	8	17	16	15
	<i>Accusation de sorcellerie</i>	0	-	0	-	2	12	1	13	2	9
	<i>Attentat à la pudeur/outrage public à la pudeur</i>	0	-	2	8	2	3	0	-	1	55
<i>Dont</i>	<i>Consommation de stupéfiants</i>	6	17	2	37	10	14	4	13	10	11
	<i>Mutilations génitales féminines</i>	0	-	0	-	3	10	0	-	0	-
	<i>Trafic de stupéfiants</i>	0	-	0	-	2	10	0	-	2	11
Crimes et délits contre les biens		107	28	146	18	258	16	283	20	287	22
	<i>Destructions, dégradations et dommages</i>	1	6	4	8,75	6	28	2	23	0	-
	<i>Escroqueries</i>	0	-	0	-	1	14	7	17	2	20
<i>Dont</i>	<i>Grand banditisme</i>	0	-	2	10,5	4	14	1	16	4	13
	<i>Recel</i>	0	-	1	37	8	13	3	25	19	18
	<i>Vols, extorsion</i>	106	28	135	19	239	16	262	20	258	23
Crimes et délits contre les particuliers		62	29	41	23	112	21	85	29	130	24
	<i>Coups et blessures volontaires</i>	11	11	7	15	28	22	16	54	11	18
	<i>Coups mortels</i>	8	17	6	18	2	19	2	24	8	54
<i>Dont</i>	<i>Homicides volontaires</i>	0	-	0	-	0	-	0	-	0	-
	<i>Menaces sous condition</i>	5	18	0	-	4	19	0	-	2	14
	<i>Viols</i>	31	35	12	45	24	23	10	57	19	17
	<i>Vols aggravés</i>	3	65	5	14	39	18	53	18	82	16
Ensemble		181	28	206	21	398	17	387	24	449	23

Tableau V-52 : Proportion d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi mené dans un délai inférieur ou égale à 15 jours selon le service social

Service social	2019	2020	2021	2022	2023
Banfora	60,0	100,0	100,0	100,0	90,0
Bobo-Dioulasso	36,0	38,5	86,1	96,9	89,3
Bogandé	66,7	100,0	-	-	-
Boromo	0,0	33,3	33,3	29,3	7,7
Diapaga	60,0	-	-	-	-
Diébougou	43,8	30,0	15,8	11,6	36,8
Djibo	-	-	-	-	-
Dori	0,0	-	62,5	-	-
Fada N'gourma	45,5	0,0	53,8	77,8	40,0
Gaoua	100,0	90,0	20,0	76,9	76,5
Kaya	22,2	70,0	81,3	43,8	61,1
Kongoussi	16,7	100,0	-	-	-
Koudougou	44,4	30,0	30,2	46,9	37,3
Koupèla	42,9	0,0	52,9	53,8	100,0
Leo	66,7	80,0	70,0	-	60,0
MACO	89,3	90,0	87,7	ND	94,9
Manga	20,0	100,0	75,0	66,7	100,0
Nouna	100,0	-	-	-	-
Orodara	-	81,8	100,0	100,0	45,5
Ouahigouya	11,1	75,0	52,2	60,7	79,3
PHS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tenkodogo	50,0	100,0	28,6	57,1	42,9
Dédougou	50,0	60,0	80,6	93,1	83,3
Tougan	66,7	100,0	30,0	-	-
Yako	-	0,0	0,0	11,8	85,7
Ziniaré	7,7	0,0	14,3	46,2	65,0
Ensemble	46,8	57,9	60,2	55,7	66,7

Tableau V-53 : Proportion d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi mené dans un délai inférieur ou égale à 15 jours selon l'infraction

Infraction	2019	2020	2021	2022	2023
Crime et délit contre la sécurité publique	0	50,0	16,7	12,5	12,5
<i>Dont Associations de malfaiteurs</i>	-	-	0	-	14,286
<i>Dont Autres crimes et délits contre la sécurité publique</i>	-	100,0	50,0	-	0,0
Crimes et délits contre la chose publique	0,0	100,0	100,0	100,0	75,0
<i>Dont Discrédit sur une décision de justice</i>	-	-	100,0	-	-
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	45,5	62,5	81,0	75,0	81,3
<i>Accusation de sorcellerie</i>	-	-	100,0	100,0	100,0
<i>Attentat à la pudeur/outrage public à la pudeur</i>	-	100,0	100,0	-	0,0
<i>Dont Consommation de stupéfiants</i>	42,9	50,0	70,0	100,0	90,0
<i>Mutilations génitales féminines</i>	-	-	100,0	-	-
<i>Trafic de stupéfiants</i>	-	-	100,0	-	100,0
Crimes et délits contre les biens	50,4	59,9	63,4	55,7	65,9
<i>Destructions, dégradations et dommages</i>	100,0	100,0	66,7	50,0	-
<i>Escroqueries</i>	-	-	50,0	25,0	50,0
<i>Dont Grand banditisme</i>	-	50,0	50,0	0,0	100,0
<i>Recel</i>	-	0,0	66,7	0,0	60,0
<i>Vols, extorsion</i>	50,0	58,4	63,5	58,0	65,4
Crimes et délits contre les particuliers	46,5	51,9	51,2	56,3	68,9
<i>Coups et blessures volontaires</i>	81,8	71,4	58,1	87,5	72,7
<i>Coups mortels</i>	44,4	42,9	50,0	50,0	25,0
<i>Dont Homicides volontaires</i>	-	-	-	-	-
<i>Menaces sous condition</i>	33,3	-	75,0	-	100,0
<i>Viols</i>	37,8	19,0	30,0	27,3	52,6
<i>Vols aggravés</i>	66,7	80,0	62,5	52,8	79,5
Ensemble	46,8	57,9	60,2	55,7	66,7

I. Activités des centres de réinsertion sociale

VI.1. Données globales des centres de réinsertion sociale

Tableau I-1 : Taux d'occupation des centres de réinsertion sociale au 31 décembre

	2021			2022			2023		
	F	G	T	F	G	T	F	G	T
Capacité d'accueil	256	762	1 018	256	762	1 018	61	533	594
Effectif réel au 31 décembre	222	689	911	226	740	966	273	682	955
Taux d'occupation (%)	86,7	90,4	89,5	88,3	97,1	94,9	447,5	128,0	160,8

Tableau I-2 : Répartition du personnel par centre de réinsertion sociale selon le sexe et l'emploi

		2021			2022			2023		
		F	H	T	F	H	T	F	H	T
Ensemble		76	169	245	74	169	243	158	199	357
LAYE	Gardes de sécurité pénitentiaire	9	8	17	9	10	19	9	10	19
	<i>Dont formateur</i>	0	1	1	0	1	1	0	1	1
	Travailleurs sociaux	1	0	1	1	0	1	1	0	1
	<i>Dont formateur</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Encadreurs	3	3	6	3	4	7	3	6	9
	<i>Dont permanent</i>	0	0	0	0	1	1	0	0	0
	Personnel d'appui	0	11	11	0	10	10	0	7	7
	Autre personnel	0	0	0	0	1	1	0	0	0
CERMICOL	Gardes de sécurité pénitentiaire	5	25	30	7	22	29	7	22	29
	<i>Dont formateur</i>	0	3	3	0	4	4	0	3	3
	Travailleurs sociaux	1	4	5	1	4	5	1	3	4
	<i>Dont formateur</i>	0	1	1	0	1	1	0	1	1
	Encadreurs	0	1	1	0	0	0	0	0	0
	<i>Dont permanent</i>	0	1	1	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'appui	2	0	2	2	0	2	2	0	2
	Autre personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GAMPELA	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Dont formateur</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Travailleurs sociaux	9	16	25	9	16	25	11	11	22
	<i>Dont formateur</i>	1	3	4	1	3	4	0	1	1
	Encadreurs	6	14	20	6	14	20	5	6	11
	<i>Dont permanent</i>	6	9	15	6	9	15	0	2	2
	Personnel d'appui	1	2	3	1	2	3	1	4	5
	Autre personnel	1	0	1	1	0	1	0	3	3
MEADO	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Dont formateur</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Travailleurs sociaux	6	28	34	6	28	34	5	20	25
	<i>Dont formateur</i>	0	2	2	0	2	2	3	15	18
	Encadreurs	8	8	16	8	8	16	9	12	21
	<i>Dont permanent</i>	8	8	16	8	8	16	8	6	14
	Personnel d'appui	7	18	25	7	18	25	2	4	6
	Autre personnel	0	2	2	0	2	2	0	0	0
CEFP/FADA	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Dont formateur</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Travailleurs sociaux	5	11	16	1	11	12	1	14	15
	<i>Dont formateur</i>	1	0	1	0	0	0	0	0	0
	Encadreurs	6	9	15	6	9	15	0	0	0
	<i>Dont permanent</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'appui	2	3	5	2	2	4	2	2	4
	Autre personnel	4	6	10	4	8	12	3	2	5

		2021			2022			2023		
		F	H	T	F	H	T	F	H	T
MEMWK	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Dont formateur</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Travailleurs sociaux	0	0	0	0	0	0	2	5	7
	<i>Dont formateur</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Encadreurs	0	0	0	0	0	0	2	4	6
	<i>Dont permanent</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'appui	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CEFP/OUAGA	Autre personnel	0	0	0	0	0	0	3	4	7
	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Dont formateur</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Travailleurs sociaux	0	0	0	0	0	0	13	17	30
	<i>Dont formateur</i>	0	0	0	0	0	0	13	17	30
	Encadreurs	0	0	0	0	0	0	20	24	44
	<i>Dont permanent</i>	0	0	0	0	0	0	15	15	30
HMO	Personnel d'appui	0	0	0	0	0	0	0	2	2
	Autre personnel	0	0	0	0	0	0	1	2	3
	Gardes de sécurité pénitentiaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Dont formateur</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Travailleurs sociaux	0	0	0	0	0	0	14	5	19
	<i>Dont formateur</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Encadreurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<i>Dont permanent</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnel d'appui	0	0	0	0	0	0	0	7	7
	Autre personnel	0	0	0	0	0	0	41	3	44

Tableau I-3 : Nombre d'ateliers disponibles dans les centres de réinsertion sociale et leur capacité d'accueil

		2022		2023	
Centre	Type d'atelier	Nombre	Capacité d'accueil	Nombre	Capacité d'accueil
Ensemble		26	735	31	796
LAYE	Maçonnerie	0	0	0	0
	Mécanique auto	1	0	1	0
	Menuiserie bois	1	0	1	0
	Menuiserie métallique	1	0	1	0
	Electricité bâtiment	1	0	1	0
	Couture	1	0	1	0
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	0	0	0	0
CERMICOL	Maçonnerie	0	0	0	0
	Mécanique auto	1	12	1	12
	Menuiserie bois	1	12	1	12
	Menuiserie métallique	1	12	1	12
	Electricité bâtiment	1	12	1	12
	Couture	1	12	1	12
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	1	0	0	0
GAMPELA	Maçonnerie	1	15	1	20
	Mécanique auto	1	15	1	20
	Menuiserie bois	1	15	1	20
	Menuiserie métallique	1	15	1	20
	Electricité bâtiment	1	15	1	20
	Couture	1	20	1	20
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	0	0	0	0
MEADO	Maçonnerie	1	25	1	25
	Mécanique auto	1	25	1	25
	Menuiserie bois	1	25	1	25
	Menuiserie métallique	1	25	1	25
	Electricité bâtiment	1	25	1	25
	Couture	1	25	1	25
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	0	0	6	400
CEFP/ FADA	Maçonnerie	0	0	0	0
	Mécanique auto	1	15	1	0
	Menuiserie bois	0	0	0	0
	Menuiserie métallique	0	0	0	0
	Electricité bâtiment	0	0	1	0
	Couture	1	15	1	0
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	1	400	0	0
MEMWK	Maçonnerie	0	0	0	0
	Mécanique auto	0	0	0	0
	Menuiserie bois	0	0	1	12
	Menuiserie métallique	0	0	0	0
	Electricité bâtiment	0	0	0	0
	Couture	0	0	1	12
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	0	0	1	12
CEFP/ OUAGA	Maçonnerie	0	0	0	0
	Mécanique auto	0	0	0	0
	Menuiserie bois	0	0	1	10
	Menuiserie métallique	0	0	1	10

Centre	Type d'atelier	2022		2023	
		Nombre	Capacité d'accueil	Nombre	Capacité d'accueil
	Electricité bâtiment	0	0	0	0
	Couture	0	0	1	10
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	0	0	0	0
HMO	Maçonnerie	0	0	0	0
	Mécanique auto	0	0	0	0
	Menuiserie bois	0	0	0	0
	Menuiserie métallique	0	0	0	0
	Electricité bâtiment	0	0	0	0
	Couture	0	0	0	0
	Saponification	0	0	0	0
	Autre	0	0	0	0

VI.2. Mineurs en conflit avec la loi ou en danger

Tableau I-4 : Effectif des mineurs par sexe et selon l'année d'entrée

Sexe	2018	2019	2020	2021	2022	2023
F	14	9	0	2	6	12
M	183	125	70	138	182	265
Total général	197	134	70	140	188	277

Tableau I-5 : Effectif des mineurs par centre de réinsertion sociale et par sexe.

Centre de réinsertion sociale	Sexe	2018	2019	2020	2021	2022	2023
LAYE	F	14	9	0	2	6	9
	M	77	56	0	29	78	82
CERMICOL	F	0	0	0	0	0	0
	M	56	42	40	51	56	87
GAMPELA	F	0	0	0	0	0	0
	M	12	7	7	23	17	33
MEADO	F	0	0	0	0	0	0
	M	25	10	10	25	17	35
CEFP/FADA	F	0	0	0	0	0	0
	M	13	10	13	10	14	14
MEMWK	F	0	0	0	0	0	0
	M	0	0	0	0	0	0
CEFP/OUAGA	F	0	0	0	0	0	0
	M	0	0	0	0	0	13
HMO	F	0	0	0	0	0	3
	M	0	0	0	0	0	1
Total général		197	134	70	140	188	277

Tableau I-6 : Effectif des mineurs par juridiction de provenance.

Juridiction de provenance	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Banfora	7	5	2	5	7	12
Bobo-Dioulasso	16	11	3	6	11	14
Bogandé	0	0	0	0	1	1
Boromo	7	7	4	4	13	19
Dédougou	3	1	0	1	5	7
Diapaga	1	1	0	0	0	0
Diébougou	12	7	4	6	5	5
Djibo	4	2	0	0	0	0
Dori	13	9	3	3	2	2
Fada N'gourma	4	3	1	4	9	15
Gaoua	3	1	12	16	24	26
Kaya	6	8	4	5	5	6
Kongoussi	-	-	-	-	-	4
Koudougou	18	14	9	25	28	37
Koupéla	1	1	1	2	2	2
Léo	8	6	5	6	5	5
Manga	0	0	2	4	3	8
Nouna	1	1	1	2	1	0
Orodara	8	8	0	1	2	7
Ouagadougou	63	32	16	29	43	75
Ouahigouya	1	1	0	1	1	4
Pô	-	-	-	-	-	2
Tenkodogo	13	9	2	2	4	5
Tougan	1	1	0	5	3	3
Yako	2	2	0	0	0	2
Ziniaré	5	4	1	13	14	16
Autre	0	0	0	0	0	0
Total général	197	134	70	140	188	277

Tableau I-7 : Effectif des mineurs par âge.

Age	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Moins de 10 ans	0	0	0	0	0	7
10 ans	0	0	0	5	1	2
11 ans	1	0	1	4	8	5
12 ans	2	1	4	1	5	15
13 ans	7	3	1	6	9	13
14 ans	10	6	5	15	12	20
15 ans	26	9	8	17	24	20
16 ans	31	20	13	28	41	43
17 ans	50	25	16	37	38	54
18 et plus	70	70	22	27	50	98
Total général	197	134	70	140	188	277

Tableau I-8 : Effectif des mineurs par niveau d'instruction.

Cycle d'éducation	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Primaire	86	60	42	94	104	150
Post Primaire	43	34	17	29	41	60
Secondaire	1	1	0	0	0	1
Alphabétisation	0	0	1	0	12	1
Coranique	6	5	0	1	5	5
Sans niveau	57	30	10	12	23	32
Autre	0	0	0	2	1	1
Nd	4	4	0	2	2	27
Total général	197	134	70	140	188	277

Tableau I-9 : Nombre de mineurs en conflit avec la loi présents dans les centres de réinsertion sociale au 31/12 et la durée moyenne prévue (en jours) selon le niveau d'instruction

2022			2023	
Cycle d'éducation	Nombre	Durée moyenne prévue	Nombre	Durée moyenne prévue
Primaire	73	830	95	1053
Post Primaire	34	1065	32	1210
Secondaire	0	-	1	975
Alphabétisation	10	-	1	1130
Coranique	2	455	1	720
Sans niveau	11	710	13	995
Autre	1	1108	1	1108
Nd	0	-	9	791
Total général	131	898	153	1065

Tableau I-10 : Nombre de mineurs selon le motif de sortie, la durée moyenne prévue (en jours) et la durée moyenne effective (en jours)

2022				2023		
Motif de sortie	Nombre	Durée moyenne effective	Durée moyenne prévue	Nombre	Durée moyenne effective	Durée moyenne prévue
Décès	0	-	-	0	-	-
Fin de placement	13	863	749	33	655	827
Fugue	34	80	839	71	164	781
Référencement	0	-	-	2	255	893
Remise au juge	5	318	652	4	95	315
Autre	4	190	1080	12	209	1043
Nd	1	879	148	2	408	1049
Total général	57	365	804	124	332	809

Les chiffres clés de la justice (1/2)

Juridictions et établissements pénitentiaires	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de grande instance	24	24	25	25	25	25	25	27	27	27
Tribunaux du travail	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4
Tribunaux de commerce	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19
Juridictions de l'ordre administratif	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Cour des comptes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cour administrative d'appel									1	1
Tribunaux administratifs	24	24	25	25	25	25	25	26	26	26
Établissements pénitentiaires	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Maisons d'arrêt et de correction	25	25	26	26	26	26	26	26	26	26
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Moyens de la justice	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dotations budgétaires (millions FCFA)	13 917	17 087	19 138	29 114	33 903	32 248	25 398	33 230	35 414	40 087
Effectifs des magistrats au Ministère	428	449	480	508	505	575	707	690	676	657
Effectif du personnel greffier	372	414	419	430	460	529	713	806	897	985
Assistance judiciaire	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'hommes assistés	-	-	37	181	172	170	104	397	787	871
Nombre de femmes assistées	-	-	27	63	115	144	283	165	223	362
Juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de Cassation	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Affaires nouvelles	225	167	231	263	280	214	241	270	250	271
Décisions rendues	138	108	161	184	213	183	337	584	519	286
Décision rédigées	105	117	106	157	162	172	292	550	448	315
Conclusions rendues par le parquet général	57	179	243	228	241	133	348	436	360	331
Cours d'appel	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Affaires nouvelles	1 207	1 265	1 641	2 245	2 386	2 176	2 048	2 289	2 153	2 304
Décisions rendues	1 450	957	1 738	2 119	2 987	2 513	2 432	2 754	2 418	2 282
Décision rédigées	851	846	1 096	1 153	1 614	1 428	1 308	1 610	1 490	1 495
Affaires nouvelles pénales	434	639	492	821	1 236	1 039	1 275	768	1 247	1 247
Décisions des chambres de l'instruction	222	110	399	562	1 274	605	406	335	132	79
Décisions des chambres criminelles	54	39	52	35	199	107	209	440	364	171
Tribunaux de grande instance	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Affaires nouvelles civiles et commerciales	9 628	9 214	12 901	13 319	17 259	15 720	14 446	16 980	16 828	16 777
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales (hors radiation et ADD)	8 293	7 036	10 082	11 470	15 172	12 669	12 151	15 247	14 674	14 914
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	3 mois 9 jrs	2 mois 21 jrs	2 mois 7 jrs	2 mois	1 mois 21 jrs	1 mois 27 jrs	1 mois 21 jrs	1 mois 26 jrs	1 mois 13 jrs	1 mois 18 jrs
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	9 704	8 668	9 121	8 690	8 815	6 655	8 510	10 549	10 765	11 680
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293	4 038	4 556	6 536	6 749	7 460
Temps moyen de traitement d'une affaire de flagrant délit	1 mois 23 jrs	1 mois 21 jrs	3 mois 6 jrs	2 mois 20 jrs	2 mois 02 jrs	3 mois 19 jrs	2 mois 5 jrs	2 mois 2 jrs	1 mois 22 jrs	1 mois 18 jrs
Temps moyen de traitement d'une affaire de citation directe	10 mois 12 jrs	10 mois 12 jrs	12 mois 29 jrs	14 mois	12 mois 13 jrs	14 mois 4 jrs	11 mois 26 jrs	17 mois 26 jrs	13 mois 21 jrs	13 mois 15 jrs
Affaires nouvelles en instruction	1 123	936	875	974	805	803	1 210	1 429	1 004	962
Affaires en Instruction clôturées	291	363	417	1298	1 084	1 207	1 064	1 294	951	1 299
Affaires en cours d'instruction	8 924	8 885	9 172	8 043	8 068	6 761	7 588	6 354	4 293	4 780
Temps moyen des affaires en cours à l'instruction	3 ans 11 mois	4 ans	4 ans 1 mois	4 ans	4 ans 1 mois	4 ans	6 ans 1 mois	6 ans 2 mois	5 ans 4 mois	4 ans 11 mois
Temps moyen des affaires clôturées à l'instruction	3 ans 6 mois	4 ans	3 ans 8 mois	4 ans 2 mois	4 ans 2 mois	4 ans 5 mois	5 ans 8 mois	6 ans 3 mois	5 ans 7 mois	5 ans 10 mois

Les chiffres clés de la justice (2/2)

Tribunaux de commerce	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Affaires nouvelles (hors référés)	426	451	468	499	551	580	729	732	834	943
Décisions rendues (hors référés)	297	372	444	409	453	500	490	609	547	663
Décisions rédigées (hors référés)	283	372	442	423	454	500	432	567	594	532
Temps moyen pour rendre une décision commerciale	6 mois 24 jrs	7 mois 3 jrs	6 mois 27 jrs	6 mois 27 jrs	7 mois 02 jrs	7 mois 3 jrs	6 mois 23 jrs	8 mois 4 jrs	6 mois 25 jrs	8 mois 13 jrs
Tribunaux du travail	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Affaires nouvelles	977	1 225	1 241	786	1 460	1 325	1 583	2 273	2 430	3 363
Décisions rendues (hors radiations)	817	874	1 080	1 189	1 097	844	648	746	953	930
Décision rédigées	796	629	805	905	878	842	578	699	697	850
Temps moyen pour rendre une décision	1 an 7 mois	1 an 3 mois	1 an 2 mois	1 an 2 mois	1 an 2 mois	1 an 1 mois	1 an 4 mois	1 an 4 mois	1 an 4 mois	1 an 1 mois
Activités des juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Comptes de gestion reçus	235	202	294	290	240	243	282	214	553	368
Arrêts provisoires et définitifs rendus	95	1	46	8	3	0	20	432	10	229
Contrôles de gestion effectués	11	11	39	27	17	25	19	2	82	16
Conseil d'État	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Affaires nouvelles (y compris référés)	120	149	277	137	299	276	458	386	229	118
Affaires jugées (y compris référés)	42	36	175	66	88	72	132	183	146	105
Décision rédigées	28	39	89	55	139	71	81	212	103	40
Tribunaux administratifs	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Affaires nouvelles	309	330	874	584	742	702	812	1 018	962	898
Décisions rendues	188	255	687	428	615	509	665	754	856	810
Décision rédigées	108	156	494	382	524	452	484	717	731	766
Temps moyens pour rendre une décision	1 an 5 mois	1 an 5 mois	1 an 10 mois	1 an 7 mois	1 an 7 mois	1 an 10 mois	1 an 7 mois	2 ans 2 mois	1 an 11 mois	2 ans 1 mois
Établissements pénitentiaires	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de détenus au 31 décembre	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812	7 359	7 401	8 369	8 800	8 911
Nombre de mis en examen au 31 décembre	1 609	1 787	1 883	1 893	1 872	1 914	1 822	1 950	1 744	1 750
Nombre de prévenus au 31 décembre	969	1 455	1 318	788	994	1 065	848	727	891	834
Nombre d'OMD	75	109	17	11	0	0	0	0	0	0
Nombre de condamnés au 31 décembre	4 174	4 193	4 452	5 148	4 946	4 380	4 731	5 692	6 165	6 327
Taux d'occupation (%)	170,7	188,6	186,2	190,3	189,6	156,6	141,6	160,1	168,3	168,7

Liste des tableaux

Tableau II-1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	32
Tableau II-2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2023 par localité	32
Tableau II-3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel	34
Tableau II-4 : Montants des allocations budgétaires du ministère (en millions de FCFA)	36
Tableau II-5 : Montants des allocations budgétaires de la justice (en millions de FCFA)	36
Tableau II-6 : Montants des consommations budgétaires des dépenses du ministère (en millions de FCFA)	36
Tableau II-7 : Montants des consommations budgétaires des dépenses de la justice (en millions de FCFA)	36
Tableau II-8 : Dotations budgétaires par programme du ministère (en millions de FCFA)	37
Tableau II-9 : Dotations budgétaires par programme de la justice (en millions de FCFA)	37
Tableau II-10 : Consommations budgétaires par programme du ministère (en millions de FCFA)	37
Tableau II-11 : Consommations budgétaires par programme de la justice (en millions de FCFA)	37
Tableau II-12 : Dotations et Consommations budgétaires par Direction régionale de l'administration pénitentiaire	38
Tableau II-13 : Dotation des crédits délégués par juridiction excepté les TGI (en milliers de FCFA)	38
Tableau II-14 : Consommation des crédits délégués par juridiction excepté les TGI (en milliers de FCFA)	38
Tableau II-15 : Dotation des crédits délégués par TGI (en milliers de FCFA)	39
Tableau II-16 : Consommation des crédits délégués par TGI (en milliers de FCFA)	39
Tableau II-17 : Dotation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)	40
Tableau II-18 : Consommation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)	40
Tableau II-19 : Personnel du ministère par sexe et par corps	42
Tableau II-20 : Personnel du ministère par catégorie	42
Tableau II-21 : Personnel du ministère par tranche d'âges	42
Tableau II-22 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position	43
Tableau II-23 : Magistrats par type de juridiction	43
Tableau II-24 : Magistrats par juridiction (exceptées les hautes cours)	44
Tableau II-25 : Personnel du corps des greffiers par sexe	47
Tableau II-26 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	47
Tableau II-27 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)	48
Tableau II-28 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	50
Tableau II-29 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)	51
Tableau II-30 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	53
Tableau II-31 : Secrétaires des greffes et parquets en juridiction y compris les hautes cours	53
Tableau II-32 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, ancienneté, position et type de juridiction (suite)	54
Tableau II-33 : Personnel de sécurité pénitentiaire par sexe	56
Tableau II-34 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les établissements pénitentiaires	56

Tableau II-35 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre.....	58
Tableau II-36 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre.....	59
Tableau II-37 : Assistants de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre.....	60
Tableau II-38 : Agents de sécurité pénitentiaire selon le sexe, l'ancienneté et la position au 31 décembre	61
Tableau II-39 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice par profession et par sexe	62
Tableau II-40 : Avocats par sexe, par ancienneté et par position	65
Tableau II-41 : Huissiers de justice par sexe, par ancienneté et par position	65
Tableau II-42 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position.....	65
Tableau III-1 : Activités du siège de la Cour de cassation.....	68
Tableau III-2 : Affaires nouvelles du parquet général près la Cour de cassation	68
Tableau III-3 : Conclusions rendues par le parquet général près la Cour de cassation	68
Tableau III-4 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par la Cour de cassation.....	68
Tableau III-5 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation	69
Tableau III-6 : Activités des cours d'appel.....	71
Tableau III-7 : Nature des décisions rendues par chambre (hors ADD et radiations)	71
Tableau III-8 : Nature des décisions rendues par la chambre de l'instruction.....	71
Tableau III-9 : Nature des décisions rendues par la chambre civile	71
Tableau III-10 : Nature des décisions rendues par la chambre commerciale	72
Tableau III-11 : Nature des décisions rendues par la chambre correctionnelle	72
Tableau III-12 : Nature des décisions rendues par la chambre criminelle	72
Tableau III-13 : Nature des décisions rendues par la chambre pour mineur	72
Tableau III-14 : Nature des décisions rendues par la chambre sociale	73
Tableau III-15 : Nature des décisions rendues par la juridiction du premier président.....	73
Tableau III-16 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel	75
Tableau III-17 : Affaires nouvelles en provenance des juridictions de fonds (TGI, TT, TC...) par Cour d'appel.....	75
Tableau III-18 : Décisions rendues par les chambres civiles par Cour d'appel (y compris JADD et radiations).....	75
Tableau III-19 : Décisions rédigées par Cour d'appel	75
Tableau III-20 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel.....	75
Tableau III-21 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel	76
Tableau III-22 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel	76
Tableau III-23 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres	76
Tableau III-24 : Décisions rendues par chambre de l'instruction.....	76
Tableau III-25 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles	76
Tableau III-26 : Décisions rendues par chambre criminelle	76
Tableau III-27 : Evolution du nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure par les Cours d'appel.....	76
Tableau III-28 : Evolution du nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure par les chambres des Cours d'appel.....	77
Tableau III-29 : Evolution du nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure par Cour d'appel.....	78
Tableau III-30 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des TGI (hors référés).....	80
Tableau III-31 : Nouvelles requêtes d'ordonnances de l'ensemble des TGI	80
Tableau III-32 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par TGI (hors référés).....	80

Tableau III-33 : Ensemble des affaires nouvelles de référés civiles et commerciales par TGI	81
Tableau III-34 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par TGI (hors référés).....	82
Tableau III-35 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par TGI	82
Tableau III-36 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par les TGI (hors référés, JADD et radiations)	84
Tableau III-37 : Décisions civiles et commerciales rendues par TGI (hors référés, JADD, radiations et ordonnances)	85
Tableau III-38 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par TGI (hors référés, JADD et ordonnances)	85
Tableau III-39 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par TGI (hors référés, JADD, radiations et ordonnances)	86
Tableau III-40 : Ordonnances rendues par TGI (hors référés)	86
Tableau III-41 : Décisions rendues de référés par TGI	87
Tableau III-42 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors référés, ADD et ordonnances)	89
Tableau III-43 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure et le type d'affaires (hors référés, ADD et ordonnances)	89
Tableau III-44 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par TGI (hors référés, JADD et ordonnances)	90
Tableau III-45 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par TGI (hors référés, JADD et ordonnances) (suite)	91
Tableau III-46 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets des TGI (y compris Ecofi et Anti-terro) selon l'infraction.....	93
Tableau III-47 : Affaires nouvelles enregistrées dans les Pôles Ecofi des parquets des TGI selon l'infraction	94
Tableau III-48 : Affaires nouvelles enregistrées dans le Pôle Anti-terro du parquet du TGI Ouaga II selon l'infraction.....	94
Tableau III-49 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par TGI...	96
Tableau III-50 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par TGI	96
Tableau III-51 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par TGI	98
Tableau III-52 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, extorsions, recels, escroqueries et abus de confiance par TGI	98
Tableau III-53 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la sécurité publique par TGI	99
Tableau III-54 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par TGI	101
Tableau III-55 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par TGI.....	101
Tableau III-56 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des TGI.....	104
Tableau III-57 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI	104
Tableau III-58 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI	105
Tableau III-59 : Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par TGI	105
Tableau III-60 : Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets TGI	106
Tableau III-61 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par TGI	106
Tableau III-62 : Activités pénales du Parquet relatives aux mineurs	108
Tableau III-63 : Activités pénales du Parquet relatives aux mineurs par TGI	108
Tableau III-64 : Affaires nouvelles en matière civile enregistrées par l'ensemble des parquets selon la nature	110

Tableau III-65 : Conclusions rendues en matière civile par l'ensemble des parquets selon la nature de l'affaire	110
Tableau III-66 : Affaires nouvelles en matière civile par parquet des TGI	110
Tableau III-67 : Conclusions rendues en matière civile par parquet des TGI	111
Tableau III-68 : Affaires nouvelles enregistrées en matière civile selon leur nature par parquet des TGI.....	113
Tableau III-69 : Conclusions rendues en matière civile selon la nature des affaires par parquet des TGI.....	113
Tableau III-70 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance	115
Tableau III-71 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI selon la nature de l'infraction.....	115
Tableau III-72 : Jugements rendus par les pôles spécialisés (Ecofi et Anti-terro) des TGI	118
Tableau III-73 : Jugements rendus par pôle spécialisés (Ecofi et Anti-terro) des TGI	118
Tableau III-74 : Jugements rendus par le pôle anti terrorisme selon la nature de l'infraction	118
Tableau III-75 : Jugements rendus par les pôles économiques et financiers selon la nature de l'infraction	118
Tableau III-76 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des TGI	119
Tableau III-77 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par TGI	119
Tableau III-78 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par TGI	120
Tableau III-79 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par TGI	121
Tableau III-80 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par TGI	121
Tableau III-81 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par TGI	122
Tableau III-82 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par TGI	122
Tableau III-83 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par TGI.....	123
Tableau III-84 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure (hors Ecofi et Anti-terro)	123
Tableau III-85 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure (hors Ecofi et Anti-terro)	123
Tableau III-86 : Jugements rendus par les pôles spécialisés selon la durée de la procédure	124
Tableau III-87 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par TGI (hors Ecofi et Anti-terro pour 2023)	124
Tableau III-88 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par TGI (hors Ecofi et Anti-terro pour 2023) (suite).....	125
Tableau III-89 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par TGI (hors Ecofi et Anti-terro pour 2023)	125
Tableau III-90 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par TGI (hors Ecofi et Anti-terro pour 2023) (suite).....	126
Tableau III-91 : Jugements rendus par les Pôles Ecofi selon la durée de la procédure par TGI	126

Tableau III-92 : Jugements rendus par les Pôles Ecofi selon la durée de la procédure par TGI (suite).....	126
Tableau III-93 : Décisions rédigées par la chambre correctionnelle par TGI	127
Tableau III-94 : Décisions rédigées par la chambre correctionnelle par TGI selon la durée en 2023.....	127
Tableau III-95 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi.....	129
Tableau III-96 : Activités des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger.....	129
Tableau III-97 : Affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI.....	129
Tableau III-98 : Décisions rendues par les chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI.....	130
Tableau III-99 : Nombre de mineurs impliqués dans les affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en conflit avec la loi par TGI.....	130
Tableau III-100 : Affaires nouvelles des chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger par TGI.....	131
Tableau III-101 : Décisions rendues par les chambres des mineurs relatives aux mineurs en danger par TGI.....	131
Tableau III-102 : Affaires nouvelles en instruction par TGI	133
Tableau III-103 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la nature de l'ordonnance	135
Tableau III-104 : Affaires dont l'instruction est clôturée par TGI	135
Tableau III-105 : Affaires dont l'instruction est clôturée en 2023 par TGI et selon la nature de l'ordonnance.....	136
Tableau III-106 : Affaires clôturées par ordonnance de non-lieu et ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle par TGI	136
Tableau III-107 : Affaires clôturées par ordonnance de mise en accusation et autres ordonnances par tribunal de grande instance	137
Tableau III-108 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance.....	139
Tableau III-109 : Mis en examen libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire	141
Tableau III-110 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par TGI	141
Tableau III-111 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention préventive est inférieure à 6 mois par TGI.....	142
Tableau III-112 : Mis en examen libérés dans la procédure d'instruction par TGI dont la durée de détention préventive est de 6 mois à moins de 1 an	142
Tableau III-113 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention préventive est de 1 an à moins de 2 ans par TGI.....	143
Tableau III-114 : Mis en examen libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention préventive est supérieure ou égale à 2 ans par TGI.....	143
Tableau III-115 : Affaires clôturées et en cours dans les cabinets d'instruction selon la durée	144
Tableau III-116 : Affaires contre X en cours dans les cabinets d'instruction selon la durée	144
Tableau III-117 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la durée de la procédure par TGI	145
Tableau III-118 : Affaires dont l'instruction est clôturée selon la durée de la procédure par TGI (suite).....	145
Tableau III-119 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI	146
Tableau III-120 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI (suite).....	146
Tableau III-121 : Affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI	147

Tableau III-122 : Affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par TGI (suite).....	147
Tableau III-123 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance	149
Tableau III-124 : Bulletins N°3 de casier judiciaire délivrés par tribunal de grande instance	149
Tableau III-125 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance.....	151
Tableau III-126 : Ensemble des immatriculations au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI	151
Tableau III-127 : Immatriculations des personnes physiques au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI	153
Tableau III-128 : Immatriculations des personnes morales au registre du commerce et du crédit mobilier par TGI	153
Tableau III-129 : Cessions volontaires de salaires par tribunal de grande instance	154
Tableau III-130 : Certificats de non faillite par tribunal de grande instance.....	154
Tableau III-131 : Activités commerciales de l'ensemble des tribunaux de commerce.....	156
Tableau III-132 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type	156
Tableau III-133 : Répartition des décisions des tribunaux de commerce (hors ordonnances)	156
Tableau III-134 : Référé des tribunaux de commerce	156
Tableau III-135 : Ensemble des décisions de référés rendues par type	158
Tableau III-136 : Répartition des décisions de référés rendues par nature.....	158
Tableau III-137 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce	158
Tableau III-138 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce et par type.....	158
Tableau III-139 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce.....	158
Tableau III-140 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce.....	158
Tableau III-141 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce	159
Tableau III-142 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce par juridiction	159
Tableau III-143 : Décisions rendues selon la durée de la procédure par les TC (hors JADD, ordonnances)	159
Tableau III-144 : Décisions rendues selon la durée de la procédure par TC (hors JADD, ordonnances)	159
Tableau III-145 : Décisions rendues selon la durée et par type de procédure (hors JADD et ordonnances)	160
Tableau III-146 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus par les TC (hors référés et ordonnances).....	160
Tableau III-147 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus par TC (hors référés et ordonnances).....	160
Tableau III-148 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail	162
Tableau III-149 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail	162
Tableau III-150 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail.....	162
Tableau III-151 : Affaires nouvelles de non-paiement de salaires par tribunal du travail.....	163
Tableau III-152 : Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés et JADD, hors radiations).....	164
Tableau III-153 : Décisions d'acceptation et de rejet rendues par tribunal du travail.....	164
Tableau III-154 : Décisions rédigées par tribunal du travail	164
Tableau III-155 : Décisions rendues par les tribunaux du travail selon la durée de la procédure (hors référés).....	164
Tableau III-156 : Décisions rendues selon la durée de la procédure par tribunal du travail.....	164
Tableau IV-1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes	168

Tableau IV-2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes.....	168
Tableau IV-3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes	168
Tableau IV-4 : Activités du siège du Conseil d'Etat.....	171
Tableau IV-5 : Nombre de décisions rendues par matière (hors référés).....	173
Tableau IV-6 : Activités du premier président (Référé).....	173
Tableau IV-7 : Nombre de décisions rendues par matière selon la durée de la procédure en 2023 (hors référés).....	173
Tableau IV-8 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure (y compris référés).....	173
Tableau IV-9 : Affaires nouvelles enregistrées par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat.....	174
Tableau IV-10 : Conclusions rendues par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat.....	174
Tableau IV-11 : Affaires nouvelles du siège de la Cour administrative d'appel selon le type de contentieux (hors référés).....	176
Tableau IV-12 : Affaires jugées selon la nature de la saisine (hors référés).....	176
Tableau IV-13 : Décisions rendues selon leur nature en appel (hors référés).....	176
Tableau IV-14 : Nombre total (Saisine directe et appel) de décisions rendues par matière (hors référés et ADD).....	176
Tableau IV-15 : Activités du premier président (Référé) sans JADD.....	176
Tableau IV-16 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs.....	178
Tableau IV-17 : Nombre de décisions rendues par tribunal administratif selon la durée de traitement en 2023	179
Tableau IV-18 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif (y compris les référés).....	180
Tableau IV-19 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif.....	180
Tableau IV-20 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif (y compris JADD).....	181
Tableau IV-21 : Décisions d'acceptation, d'acceptation partielle et de rejet rendues par tribunal administratif.....	181
Tableau IV-22 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif.....	182
Tableau IV-23 : Ensemble des affaires nouvelles de référé par tribunal administratif.....	182
Tableau IV-24 : Décisions rendues en matière de référé par tribunal administratif	183
Tableau IV-25 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs	183
Tableau IV-26 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement.....	184
Tableau IV-27 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement.....	184
Tableau V.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31 décembre.....	187
Tableau V.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre	187
Tableau V.3 : Capacité d'accueil par établissement pénitentiaire au 31 décembre.....	187
Tableau V.4 : Taux d'occupation (en %) par établissement pénitentiaire au 31 décembre.....	188
Tableau V.5 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge	188
Tableau V.6 : Evolution des effectifs	189
Tableau V.7 : Mouvements, événements, Incidents.....	189
Tableau V.8 : Nombre d'extractions (OPJ et Palais de justice) par établissement pénitentiaire et par année	189
Tableau V.9 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	190
Tableau V.10 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	190
Tableau V.11 : Incarcérations (entrées) au cours de l'année par établissement pénitentiaire	191

Tableau V.12 : Incarcérations (entrées) des femmes au cours de l'année par établissement pénitentiaire	191
Tableau V.13 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire	192
Tableau V.14 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire	192
Tableau V.15 : Effectifs des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention préventive	194
Tableau V.16 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	196
Tableau V.17 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire	196
Tableau V.18 : Prévenus de 18 ans et plus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	197
Tableau V.19 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 2 mois au 31 décembre par EP	197
Tableau V.20 : Prévenus de crimes et délits contre les biens au 31 décembre par EP	198
Tableau V.21 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par EP	198
Tableau V.22 : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par EP	199
Tableau V.23 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par EP	199
Tableau V.24 : Prévenus de crimes et délits contre la sécurité publique au 31 décembre par EP	200
Tableau V.25 : Effectifs des mis en examen, dans l'ensemble des EP au 31/12 selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la détention préventive	202
Tableau V.26 : Ensemble des mis en examen, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	204
Tableau V.27 : Ensemble des femmes mises en examen, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	204
Tableau V.28 : Mineurs mis en examen au 31 décembre par établissement pénitentiaire	205
Tableau V.29 : Mis en examen de 18 ans et plus, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	205
Tableau V.30 : Mis en examen pour crimes et délits contre des particuliers, au 31 décembre par EP	206
Tableau V.31 : Mis en examen pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par EP	206
Tableau V.32 : Mis en examen pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par EP	207
Tableau V.33 : Mis en examen pour crimes et délits contre la sécurité publique, au 31 décembre par EP	207
Tableau V.34 : Mis en examen dont la durée de détention provisoire est supérieure ou égale à 2 ans au 31 décembre par EP	208
Tableau V.35 : Effectifs des condamnés dans les EP au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la peine prononcée	210
Tableau V.36 : Condamnés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	212
Tableau V.37 : Condamnées femmes, au 31 décembre par établissement pénitentiaire	212
Tableau V.38 : Mineurs, condamnés au 31 décembre par établissement pénitentiaire	213
Tableau V.39 : Condamnés de 18 ans et plus, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	213
Tableau V.40 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, au 31 décembre par EP	214
Tableau V.41 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par EP	214
Tableau V.42 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par EP	215

Tableau V.43 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par EP	215
Tableau V.44 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par EP	216
Tableau V.45 : Condamnés pour crimes et délits contre la sécurité publique, au 31 décembre par EP	216
Tableau V.46 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, au 31 décembre par EP	217
Tableau V.47 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, au 31 décembre par EP	217
Tableau V-48 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi et en danger clôturées et durées moyennes selon le sexe	218
Tableau V-49 : Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées par année et selon le délai de 15 jours	218
Tableau V-50 : Enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi et durées moyennes (en jours) par service social	218
Tableau V-51 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes (en jour) selon l'infraction	219
Tableau V-52 : Proportion d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi mené dans un délai inférieur ou égale à 15 jours selon le service social	220
Tableau V-53 : Proportion d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi mené dans un délai inférieur ou égale à 15 jours selon l'infraction	220
Tableau VI-1 : Taux d'occupation des centres de réinsertion sociale au 31 décembre	222
Tableau VI-2 : Répartition du personnel par centre de réinsertion sociale selon le sexe et l'emploi	222
Tableau VI-3 : Nombre d'ateliers disponibles dans les centres de réinsertion sociale et leur capacité d'accueil	224
Tableau VI-4 : Effectif des mineurs par sexe et selon l'année d'entrée	226
Tableau VI-5 : Effectif des mineurs par centre de réinsertion sociale et par sexe.	226
Tableau VI-6 : Effectif des mineurs par juridiction de provenance	227
Tableau VI-7 : Effectif des mineurs par âge	227
Tableau VI-8 : Effectif des mineurs par niveau d'instruction.	227
Tableau VI-9 : Nombre de mineurs en conflit avec la loi présents dans les centres de réinsertion sociale au 31/12 et la durée moyenne prévue (en jours) selon le niveau d'instruction	228
Tableau VI-10 : Nombre de mineurs selon le motif de sortie, la durée moyenne prévue (en jours) et la durée moyenne effective (en jours)	228